

STATE LIBRARY OF PENNSYLVANIA
main,slks 940.9C216se
Economic and social history of



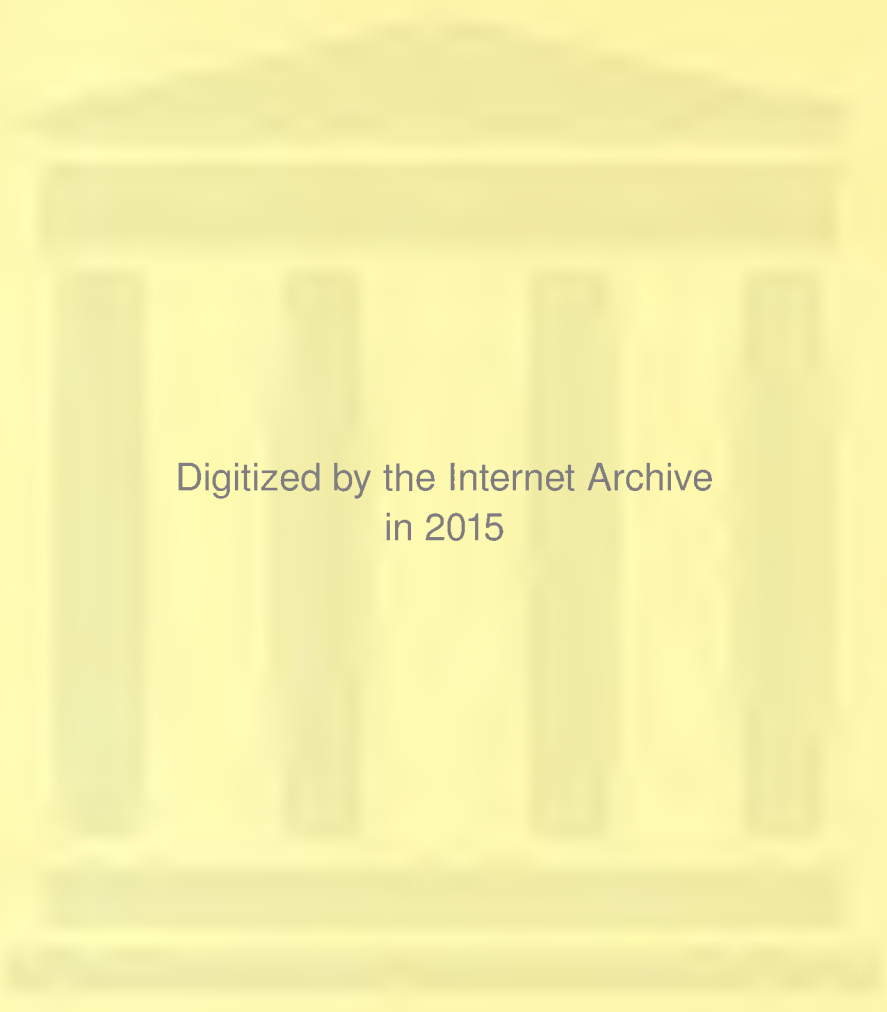
0 0001 00602730 2

REFERENCE



COLLECTIONS





Digitized by the Internet Archive
in 2015

Publications de la
Dotation Carnegie pour la Paix Internationale
Section d'Économie et d'Histoire

HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

DIRECTEUR

JAMES T. SHOTWELL

Professeur d'Histoire à l'Université Columbia, U. S. A.

Série Serbe

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE

(Série Serbe)

LES EFFETS
ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX
DE LA GUERRE
EN SERBIE

PAR

Dragolioub YOVANOVITCH

Docteur ès lettres
Professeur d'économie politique à l'Université de Belgrade

PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS, NEW HAVEN, U. S. A.

PRÉFACE

A l'automne de 1914, quand l'étude scientifique des répercussions de la guerre sur la vie moderne passa tout à coup du domaine de la théorie dans celui de l'histoire, la Division d'Économie et d'Histoire de la Dotation Carnegie se proposa d'adapter son programme de recherches aux problèmes nouveaux que la guerre allait susciter ou, si l'on préfère, aux problèmes anciens qu'elle allait transformer.

Le programme existant, tel qu'il avait été rédigé dans la conférence des économistes tenue à Berne en 1911 et qui traitait des questions alors actuelles, avait déjà donné lieu à des travaux de haute valeur, mais pour bien des raisons, il ne pouvait plus être maintenu tel quel. Un nouveau plan fut donc tracé, à la demande du Directeur de la Division. Il avait pour but de mesurer, par une vaste enquête historique, le coût économique de la guerre et les perturbations qu'elle causerait dans la marche de la civilisation. Il y avait lieu de penser qu'en confiant une telle entreprise à des hommes compétents et d'esprit pondéré, et en la menant selon la méthode vraiment scientifique, elle pourrait finalement fournir au public les éléments nécessaires pour se former une opinion éclairée — et servir par là les intentions d'une Fondation consacrée à la cause de la Paix internationale.

Le besoin d'une telle analyse, conçue et exécutée dans le véritable esprit de la recherche historique, s'est fait de plus en plus sentir au fur et à mesure que la guerre s'est développée, déclenchant toute la multiplicité des forces nationales — non seulement celles qui visaient à la destruction, mais aussi

elles qui aboutissaient à la création de nouvelles énergies productives. L'apparition de ces formes nouvelles d'activité économique qui, en temps de paix, se seraient traduites par un accroissement de richesse sociale et qui ont donné parfois l'illusion d'une prospérité grandissante — et, d'autre part, le spectacle de l'inéroyable endurance dont firent preuve toutes les nations belligérantes pour supporter des pertes sans cesse accrues — ont rendu nécessaire de soumettre à un examen plus approfondi tout le domaine de l'économie de guerre.

Une double obligation s'imposa donc à la Division d'Économie et d'Histoire. Elle dut prendre pour règle de concentrer son travail sur les problèmes ainsi posés et de les étudier dans leur ensemble ; en d'autres termes, de leur appliquer les critères et les disciplines de la méthode historique. En raison même de ce que la guerre, prise dans son ensemble, constituait un seul fait, quoique se répercutant par des voies indirectes jusqu'aux régions les plus reculées du globe, l'étude de la guerre devait se développer sur un plan unique, embrassant tous ses aspects à la fois et pourtant ne négligeant aucune des données accessibles.

Aussi longtemps que la guerre a duré, on ne pouvait songer à l'exécution d'un tel programme. On pouvait tenter des études occasionnelles et partielles (quelques-unes ont été publiées sous la direction de la Division Économique), mais il était impossible d'entreprendre une histoire générale — et cela pour des raisons évidentes. D'abord, toute étude autorisée sur les ressources des belligérants aurait influencé directement la conduite des armées. Aussi les gouvernements avaient-ils grand soin de soustraire à toute enquête les données de la vie économique, même celles auxquelles, en temps normal, le public a accès. En dehors même de cette difficulté, les collaborateurs qui eussent été qualifiés pour ces études étaient pour la plupart mobilisés et, par conséquent, hors d'état de se livrer à de pareilles recherches. Le plan d'une histoire de la guerre fut donc ajourné jusqu'au moment où les circonstances rendraient possibles, dans chaque nation, non seulement la communication des documents, mais la collaboration des

spécialistes, économistes, historiens, hommes d'affaires, — et où leur coopération à ce travail collectif ne pourrait plus donner lieu à des malentendus, ni quant à ses buts, ni quant à son contenu.

Dès la guerre finie, la Dotation reprit son plan primitif. Il se trouva qu'il s'adaptait assez bien, sauf quelques légères modifications, à la situation nouvelle. Le travail commença dans l'été et l'automne de 1919. Une première conférence des économistes composant le Conseil consultatif (*Advisory Board of Economists*), fut convoquée à Paris par la Division d'Économie et d'Histoire. Elle se borna à tracer un programme de courtes études préliminaires ayant trait aux principaux aspects de la guerre. Comme le caractère purement préliminaire de ces études fut encore accentué par le fait qu'elles portaient plus spécialement sur les problèmes urgents de l'Europe à ce moment, on décida de ne pas en faire des fragments de l'histoire générale, mais d'y voir simplement des essais d'intérêt immédiat pour la période de l'après-guerre. Visiblement, la conférence ne pouvait établir *a priori* aucun programme d'ensemble; il fallait créer un instrument plus spécialisé que celui qui existait si l'on voulait entreprendre l'histoire économique et sociale de la guerre. Pour cela, il fallait une enquête menée d'abord par une organisation nationale et ne faisant appel que subsidiairement à une coopération internationale. Aussi longtemps que les faits relatifs à l'histoire de chaque nation ne seraient pas parfaitement connus, il serait vain de procéder à des analyses comparatives et l'histoire de chaque pays constituerait elle-même un inextricable labyrinthe. On décida donc de dissoudre l'ancien Comité européen de recherches et de le remplacer par un Comité de direction (*Editorial Board*) dans chacun des principaux pays (ou par un seul directeur dans les petits pays). La tâche de ces Comités devait se concentrer, au moins pour l'instant, sur l'histoire économique et sociale de leur pays respectif.

La première démarche du Directeur général fut de choisir les membres de ces Comités de Direction dans chaque pays. Si le plan de la Dotation avait besoin d'une justification, il

suffirait de montrer les listes des noms de tous ceux qui, hommes de science ou hommes d'État, ont accepté la responsabilité de ces publications. Cette responsabilité est assez lourde, car elle implique l'adaptation du plan général aux conditions spéciales de chaque pays et à ses habitudes de travail. Le degré de réussite de l'entreprise dépendra du zèle avec lequel les collaborateurs de chaque nation accepteront d'y coopérer.

Une fois constitués les Comités de direction, un premier pas s'imposait pour la mise en train de notre histoire. Pas d'histoire sans documents. Avant tout, il fallait rendre accessibles pour les recherches, dans la mesure compatible avec les intérêts de l'État, tous les documents de quelque importance relatifs à la guerre, locaux ou nationaux. Mais la constitution des archives est une lourde tâche qui appartient de droit aux gouvernements et autres détenteurs de ces documents historiques, non aux historiens ou économistes qui se proposent de les utiliser. C'est une obligation incombant aux propriétaires qui les détiennent pour le compte du public. Les collaborateurs qui se sont chargés de cette partie de l'Histoire de la Guerre ne pouvaient que se borner à un rôle d'enquêteurs, et, en acceptant la situation telle qu'elle était, résumer leurs découvertes sous forme de guides ou de manuels bibliographiques ; et peut-être aussi, en procédant à une comparaison des méthodes employées, contribuer à faire adopter celles trouvées les plus pratiques. Tel a été dans chaque pays le point de départ de nos travaux, quoiqu'on n'ait pas dans chaque cas rédigé sur ce point de monographie spéciale.

Pendant quelque temps, il sembla qu'on ne pouvait dépasser cette première étape du travail limitée à la mise à jour des documents. Et si notre plan avait comporté le dépouillement des seuls documents officiels, on n'aurait guère pu aller au delà, car une fois certains documents catalogués comme « secrets », il y a peu de gouvernements assez courageux pour oser briser les scellés. Par suite, des mines de matériaux indispensables à l'historien lui restent inaccessibles, quoique leur publication ne puisse présenter bien souvent aucun incon-

vénient. Tant que l'état d'esprit né de la guerre pesait ainsi sur nos recherches et risquait de les entraver pendant bien des années encore, il fallait découvrir quelque autre solution.

Heureusement, cette solution a pu se trouver grâce aux souvenirs et aux impressions personnels, appuyés d'ailleurs sur des documents dignes de foi, de ceux qui, au cours de la guerre, ont participé à la direction des affaires ou qui, simples observateurs, mais favorablement placés, ont pu recueillir de première ou de seconde main une connaissance précise de certaines phases de la guerre et de leurs conséquences sociales. C'est ainsi qu'a pu être établi le plan d'une série de monographies historiques ou descriptives où les faits seront exposés, non à titre officiel, mais néanmoins de source autorisée, monographies qui se classent à mi-chemin entre le type des mémoires personnels et celui des rapports officiels. Ces monographies constituent le principal de notre œuvre. Elles ne sont pas limitées aux faits de guerre ni même à ses suites immédiates, car l'histoire de la guerre se prolongera longtemps après que celle-ci aura pris fin. Elles doivent embrasser aussi la période de « déflation », au moins assez pour permettre de se faire, sur les perturbations économiques dues à la guerre, un jugement plus sûr que ne le permettrait le seul examen des faits immédiatement contemporains.

Avec cette nouvelle phase du travail, la tâche des directeurs a pris un nouveau caractère. Le plan des monographies a dû être compris en raison des collaborateurs disponibles plutôt qu'en raison des matériaux existants, comme c'est le cas dans la plupart des histoires, car les sources étaient aux mains des collaborateurs eux-mêmes. Ceci, à son tour, impliquait une nouvelle attitude à prendre en face du double idéal d'exactitude et d'objectivité auquel doit toujours tendre l'historien. Pour permettre à chaque collaborateur de donner toute sa mesure, il fallait éviter de l'enfermer dans le cadre d'un programme trop rigide, il fallait prévoir que les mêmes faits seraient présentés sur des plans différents et vus sous des angles variés, et que des événements y seraient compris qui ne rentrent pas strictement dans les limites de l'histoire. Il ne

fallait même pas vouloir obtenir partout une stricte objectivité. On ne pouvait empêcher une certaine partialité, née des nécessités de la controverse et de la défense. Mais cette partialité même est dans bien des cas une partie intégrante de l'histoire, les appréciations des faits par les contemporains étant aussi instructives que les faits mêmes sur lesquels elles portent. D'ailleurs le plan, dans son ensemble, est établi de façon que les monographies d'un même pays se contrôlent mutuellement ; là où ce ne serait pas le cas, nul doute que d'autres ouvrages parallèles, publiés dans les autres pays, ne puissent servir de correctif.

Outre ces monographies destinées à utiliser les sources, d'autres études sont en préparation ayant un caractère technique et limité, et portant sur des points précis d'histoire ou de statistique. Ces monographies ont, elles aussi, le caractère de travaux de première main, car elles enregistrent des faits recueillis assez près de leur source pour permettre des vérifications qui deviendraient impossibles plus tard. Mais, d'autre part, elles constituent aussi des applications de la méthode constructive par laquelle l'historien passe de l'analyse à la synthèse. Mais il s'agit d'une tâche difficile et longue qui commence à peine.

On pourrait dire, pour caractériser les premières phases d'une histoire comme celle-ci, que l'on n'en est encore, suivant l'expression américaine, qu'à la « cueillette du coton ». Les fils emmêlés des événements restent à tisser pour fabriquer l'étoffe de l'histoire. Dans un travail constructif et créateur comme celui-ci, on peut être obligé de changer de plan et d'organisation.

Dans une entreprise qui implique une coopération aussi complexe et aussi variée, il est impossible d'établir, autrement que d'une façon très générale, la part de responsabilité des directeurs et des auteurs dans la rédaction des monographies. En ce qui concerne le plan de l'Histoire de la Guerre dans son ensemble et son exécution, c'est le Directeur général qui assume la responsabilité ; mais quant aux arrangements de détail et à la répartition des travaux entre les collaborateurs,

c'est surtout l'affaire des Comités de direction et d'édition dans chaque pays, qui ont aussi à lire les manuscrits préparés sous leur direction. Néanmoins, l'acceptation d'une monographie n'implique nullement l'approbation des opinions et conclusions qui s'y trouvent formulées. La Direction borne son rôle à s'assurer de la valeur scientifique des travaux, et à vérifier s'ils rentrent bien dans le cadre du plan adopté, mais les auteurs auront naturellement toute liberté de traiter les sujets à leur gré. De même aussi la Dotation, par le fait qu'elle autorise la publication de monographies, ne doit pas être considérée comme donnant son approbation aux conclusions qui s'y trouveront exprimées.

C'est devant l'histoire seulement que la Dotation sera responsable ; d'où résulte pour elle l'obligation de réunir et de présenter tous les faits et tous les points de vue aussi complètement et aussi exactement que possible, sans chercher à en éliminer aucun, dès qu'ils sont essentiels à l'intelligence générale de la guerre.

*
* *

Une synthèse des répercussions de la guerre sur la vie économique et sociale de la Serbie s'imposait dans notre histoire de la guerre. Aucun des autres pays belligérants, pas même la Belgique, ne tomba si complètement sous la domination militaire de ses ennemis. La Serbie disparut comme État organisé et actif, et il n'en resta plus que l'idée, symbolisée par le maintien d'un Gouvernement serbe, réfugié en terre étrangère. Par cette élimination de son Gouvernement national, la Serbie devenait un cas exceptionnellement intéressant pour l'étude des effets qu'une guerre moderne a sur la vie d'un pays.

Mais les circonstances qui créèrent ce cas mirent en même temps des obstacles presque infranchissables à son étude. Une grande partie des archives du Gouvernement serbe et des autorités locales fut perdue ou détruite pendant la campagne. Et le fonds documentaire relatif à l'activité, pendant

l'occupation, de l'administration ennemie, fut emporté par celle-ci lorsqu'elle quitta le pays en toute hâte, à la fin de la guerre. Ce fonds a bien été utilisé par le général Hugo Kerchnawe, dans son volume paru dans la Série autrichienne (*Die Militärverwaltung in den von den Oesterreichisch-Ungarischen Truppen besetzten Gebieten*) ; mais cet intéressant travail ne peut suppléer que partiellement, pour l'historien serbe, à l'absence d'archives nationales continues et détaillées.

De plus, la fin de la guerre amena la transformation de la Serbie en royaume des Serbes, Croates et Slovènes, appelé, depuis le 3 octobre 1929, « Royaume de Yougoslavie ». Cette fusion avec plusieurs nouvelles provinces, assez disparates, et qui avaient eu des sorts très différents au cours de la guerre, compliqua sévèrement la tâche de l'auteur : décrire les effets du conflit en Serbie. Aussi le travail de M. le Prof. Yovanovitch a-t-il le mérite d'une habileté scientifique indéniable. Bien que forcément succinct, il donne une vue d'ensemble des effets de la guerre d'autant plus impressionnante qu'elle est concentrée, et qu'elle unit à une documentation solide des pages d'une vibrante évocation. La partie qui décrit la retraite de l'armée serbe donne une valeur littéraire à ce volume, dont l'ensemble constitue, par son sujet et par l'érudition de l'auteur, une contribution très importante à l'Histoire économique et sociale de la Guerre mondiale.

James T. SHOTWELL.

INTRODUCTION

Deux ordres de difficultés se sont présentées devant l'auteur de cet ouvrage : difficultés d'ordre technique, difficultés d'ordre intellectuel et moral. Ne fallait-il pas décrire un drame économique et social qui se jouait sur un double plan, à l'intérieur de la Serbie et en exil ? Les documents, déjà trop peu nombreux dans un pays sans statistique régulière, ont été dispersés au cours de la guerre, et surtout par suite de plusieurs évacuations et d'une retraite tragique à travers l'Albanie. L'administration organisée par les troupes d'occupation a laissé très peu de traces, les autorités austro-hongroises et bulgares ayant emporté presque toutes leurs archives. Les documents restés dans les communes ont été détruits immédiatement après le retour des troupes serbes par les maires et les autres fonctionnaires qui avaient été au service de l'ennemi. Ayant été ainsi privés de presque toute documentation précise et systématique, nous avons dû nous en remettre aux témoignages des gens qui ont subi l'occupation. Les mémoires de certains intellectuels serbes nous ont servi d'excellentes sources de renseignement. Nous n'avons cependant pas pu en rester là. Le plus grand nombre de faits n'ont pas été consignés dans ces mémoires — d'ailleurs peu nombreux — ou n'ont point été consignés du tout. C'est pourquoi nous avons dû nous documenter sur place, dans les villes et les villages de Serbie, sur le territoire qui a été occupé par les Austro-Hongrois, aussi bien que sur celui qui avait été sous la domination bulgare. Au cours de nos nombreux voyages, de 1924 à 1928, nous avons interrogé un très grand nombre de paysans et de citadins, et c'est par eux que nous avons le mieux appris quel a été le sort de la population

serbe pendant l'occupation et dans les divers camps de concentration et d'internement. Ce genre de documentation — auquel le caractère direct donne une valeur exceptionnelle — a cependant le défaut d'être à la fois anonyme et particulier. Il rend impossible toute vue d'ensemble et toute statistique générale. L'impression qui s'en dégage est forcément le fait de l'auteur et court le danger d'être, non seulement partielle, mais aussi partielle. Autant que nous avons pu, nous nous sommes efforcés d'éviter cet écueil.

Notre tâche a été dans une certaine mesure facilitée par la nature même du devoir qui nous a été confié. « Ce n'est pas un mémorandum pour l'évaluation du chiffre des réparations qu'on vous demande, nous a dit le directeur de cette collection : c'est une description de la vie économique et sociale des Serbes au cours de la guerre. Ce n'est pas d'en haut que vous devez considérer les faits. C'est d'en bas, du point de vue de ceux qui les ont subis. » Moins de chiffres donc que d'impressions, de cas particuliers, d'images caractéristiques et d'évocations éloquentes. Nous avons voulu donner au lecteur, surtout au lecteur étranger, une idée de ce qu'a été la Serbie au cours d'une guerre des plus tragiques de son histoire et d'une occupation de tout son territoire pendant trois années. Vu notre documentation limitée, nous n'avons guère pu faire davantage.

Une deuxième sorte de difficultés provient des dispositions intellectuelles et morales dans lesquelles se trouve nécessairement l'auteur d'un ouvrage pour la collection de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Rien de plus naturel que de voir se réveiller à la lecture d'une histoire de la guerre les instincts guerriers et l'esprit de vengeance. La description des méfaits d'une occupation prolongée et ruineuse tourne facilement en réquisitoire. Dans le cas qui nous occupe, un grand nombre d'accusations semblent concerner un peuple frère, le peuple bulgare, avec lequel, croyons-nous les Serbes doivent tôt ou tard s'unir pour une vie commune. Ce double amour de la paix internationale et d'une union yougoslave complète a souvent été mis à l'épreuve par le devoir de dire la vérité, si cruelle qu'elle fût pour les voisins de la Serbie. Avons-nous

réussi à montrer le visage de la vérité historique sans toutefois voiler l'idéal de la paix et sans poser trop d'embûches à l'entente des peuples, surtout des peuples balkaniques et yougoslaves ?

Une dernière observation au sujet du plan même de cet ouvrage. S'il dépasse peut-être quelque peu les strictes limites d'une étude sur les effets économiques et sociaux de la guerre, c'est parce que ce volume sera probablement le seul consacré à la Serbie dans la présente collection. Nous en avons tenu compte, et nous nous sommes efforcés de donner de notre pays une image aussi complète que possible, au risque de mentionner certains faits qui n'entrent pas forcément dans une étude de ce genre et d'en évoquer d'autres qui pourraient faire l'objet de recherches spéciales.

Les titres des ouvrages cités ont toujours été traduits en français, pour faciliter au lecteur étranger la connaissance de sources précieuses, mais presque introuvables. Une mention a d'ailleurs été faite de la langue dans laquelle est écrit le document en question. Les noms des localités ont été écrits suivant la prononciation française. Ils sont présentés de la même façon sur la carte qui est jointe à ce volume.

I

Ce qu'était la Serbie à la veille de la guerre mondiale ? Deux périodes sont à distinguer. Celle d'avant 1912, c'est-à-dire antérieure aux guerres balkaniques, qui doublèrent presque le territoire de l'État serbe et augmentèrent sa population de 1.664.807 habitants. Deuxième période : celle de la Serbie agrandie.

Jusqu'en 1912, la Serbie était l'un des États européens les plus faibles et les plus menacés dans leur existence. Plus grande, en superficie, que la Belgique, que la Hollande et même que le Danemark ou la Suisse, la Serbie se trouvait beaucoup moins peuplée que ces divers pays. Son territoire était onze fois moins grand que celui de la France, et sa population

quatorze fois moindre. Sur ces 48.303 kilomètres carrés, la Serbie ne comptait que 2.911.701 habitants, c'est-à-dire un peu plus que la seule ville de Paris. Tandis qu'en 1905, l'Angleterre comptait 121.9, la Hollande 167, la Belgique 240 et la Saxe 270 habitants par kilomètre carré, la Serbie n'en comptait que 55.6. La population suivait toutefois une croissance continue, dont témoigne la différence favorable entre le nombre de naissances et le nombre de morts, en 1911 et 1912 : respectivement 107.219 et 114.257 (nouveau-nés) ; 64.369 et 63.358 (morts). Moins favorisée que la Hollande, la Belgique ou le Danemark, la Serbie n'avait à cette époque aucun moyen de toucher à la mer, aucune « fenêtre » sur le large monde des affaires, aucun moyen d'expansion. Comme la Suisse, elle était encerclée de toutes parts par des frontières continentales, séparée, par des États autant puissants qu'ennemis, du reste de l'Europe. En 1912, la Serbie restait à beaucoup d'égards ce qu'elle avait été depuis cinq ou six siècles : « le champ de bataille où se heurtaient les ambitions et les intrigues diplomatiques de l'Orient ». Depuis le commencement du x^v^e siècle, les armées du voisinage s'y donnaient rendez-vous pour les batailles du lendemain (1).

En 1912 devait commencer pour la Serbie le grand effort de résurrection nationale, de libération et d'union avec les autres Slaves du Sud (Serbes, Bulgares, Croates, Slovènes). La première guerre balkanique (contre les Turcs) d'abord, la guerre mondiale ensuite, ont achevé une œuvre qui commença en 1804, par la révolution nationale parmi les Serbes en Serbie. En septembre 1912, les Turcs possédaient encore en Europe tout le centre de la péninsule balkanique entre la mer Adriatique et la mer Noire, région habitée par une majorité de chrétiens bulgares, serbes et grecs et par une minorité de musulmans albanais et turcs. Les guerres de 1912 et 1913 ont donné à la Serbie un territoire mesurant 45.717 kilomètres carrés et une population de 1.664.807 habitants, dont il ne devait rester, en 1921, que 1.474.560, ou 32.3 habitants par kilomètre

(1) Victor BÉRARD, *La Serbie*, p. 12 ; Paris, A. Colin, 1916.

carré. C'est la région appelée la vieille Serbie et la Macédoine.

Ainsi, à la veille de la guerre mondiale, la Serbie avait une superficie de 87.358 kilomètres carrés et une population de 4.393.315 habitants, ou 44 habitants par kilomètre carré, population encore plus clairsemée par conséquent que dans la Serbie d'avant 1912. Après le Monténégro, ces régions sont les moins peuplées de la péninsule. Les Serbes constituaient dans le nouvel État une majorité de 86 pour 100.

Le *Monténégro* qui, dans la guerre mondiale, partagera le sort de la Serbie, avait, en 1914, une superficie de 15.087 kilomètres carrés et une population de 435.000 habitants ou seulement 29 habitants par kilomètre carré, avec une majorité slave de 88 pour 100. 21.000 Monténégrins dans la force de l'âge se trouvaient en 1912 en Amérique comme émigrés : ils n'avaient pu trouver dans leur pays une occupation suffisamment rémunératrice.

Au point de vue *agricole*, la Serbie présentait l'aspect d'un pays à culture arriérée. Dans une surface d'environ 5 millions d'hectares, il y avait, en 1905 : a) du terrain cultivé, 1.223.671 (dont terre arable 1.027.815 ; jardins, 25.815 ; vignes, 33.101 ; vergers, 136.939) ; b) des pâturages, 418.391 ; c) du terrain vague et non cultivé, 110.101 (1). Comme on voit, la surface du sol non cultivé était énorme. Plus d'un tiers du territoire total de la Serbie, 3.750.000 acres (1.511.500 hectares), était couvert de forêts. Une bonne partie de ces forêts, 750.000 acres (306.350 hectares), appartenait à l'État et aux communes. Par la répartition du sol, la Serbie représentait un pays de petits propriétaires. Par l'expropriation des anciens propriétaires, en 1833 et en 1880, il a été créé un système de petite et moyenne propriété paysanne, qui restera caractéristique de l'état social en Serbie. En 1900, sur un total de 401.093 familles, pas moins que 91.5 pour 100 étaient propriétaires de la terre.

(1) La statistique officielle range, parmi les terrains improductifs (stériles), non seulement ceux qui sont absolument inutilisables, mais aussi ceux qui pourraient être cultivés et ne le sont pas. Ainsi compris, il y avait, en 1921, en Serbie (territoire d'avant 1912), en sol improductif, 2.097.225 hectares ou 41 pour 100 de la totalité de surface ; dans la Serbie du Sud (territoires occupés en 1912-13), 2.635.641 hectares ou 57.83 pour 100 ; dans le Monténégro, 694.658 hectares ou 71,83 pour 100.

86 personnes seulement possédaient plus de 100 heetares, et 3 personnes seulement plus de 300 heetares. Grâce à une espèce de *homestead*, établi en 1874, la petite propriété paysanne s'est maintenue très longtemps, et se maintient encore. En 1900, le tiers des propriétaires (98.253 familles ou 33.4 pour 100) possédaient moins de trois heetares. A la veille de la guerre, plus de la moitié de la terre arable (55 pour 100) était constituée en propriétés de moins de 5 heetares, 41 pour 100 en propriétés de 5 à 20 heetares et 4 pour 100 seulement en grandes propriétés. Les plus riches familles sont celles qui possèdent 50 heetares, et encore faut-il ajouter qu'elles sont composées d'un très grand nombre de personnes. Après la mort du chef de la famille, on procède en général plus ou moins rapidement au partage égal entre les fils, ce qui provoque un véritable éparpillement de la richesse et crée de nouvelles petites ou moyennes propriétés. Ainsi, malgré cent années de vie libre, la grande propriété n'a pu se former, et la Serbie est restée ce qu'elle était au xix^e siècle, pays de petits et moyens paysans cultivant leur sol eux-mêmes, un pays de « *zemljoradniks* » (cultivateurs, travailleurs de la terre).

La Serbie possédait une énorme *richesse minière* (charbon, lignite, or, argent, cuivre, plomb, antimoine, pyrites, ciment), mais l'exploitation en était plus que médiocre, faute de capitaux et de moyens de transport. La mine de Bor (cuivre) exportait seule, en 1910, une valeur de 8 millions de francs, tandis que toutes les autres mines du pays ensemble n'atteignaient pas ce chiffre.

Les *métiers* et l'*industrie* serbes ne suffisaient pas à satisfaire les besoins de la consommation intérieure. On devait importer de l'étranger une quantité considérable de produits manufacturés (3.387.826 tonnes en 1910). L'exportation était de 3.935.521 tonnes et consistait principalement en produits agricoles et forestiers. En 1910, le maïs seul a été exporté pour une valeur de 21.400.000 francs. La fameuse industrie des pruneaux (connue dans le monde uniquement par les intermédiaires allemands) entraînait, en 1908, dans le chiffre d'exportation pour 49.042 tonnes de pruneaux (3.251.093 francs). L'industrie des

pores, qui entraînait pour beaucoup dans la prospérité de la Serbie, a été gênée par un tarif de douanes imposé par l'Autriche-Hongrie. Toutefois, 12.913 tonnes (100.776 têtes) ont été exportées en 1913.

Au 1^{er} janvier 1913, la dette publique montait à £ 26.362.240 ou 659.056.000 francs (1). Les budgets, pour 1912, 1913 et 1914, montaient respectivement à £ 4.972.758 (124.319.950 dinars ou francs), £ 5.230.588 (130.764.700), £ 8.572.826 (214.320.650). Il est entendu que pendant ces années de guerre la balance des budgets n'était que fictive : une grande partie des recettes était couverte par des emprunts étrangers.

L'enseignement, en Serbie, n'était pas à un niveau enviable. En 1909, il y avait seulement 1.296 écoles primaires, avec 2.584 instituteurs et 138.434 élèves; 20 institutions d'enseignement secondaire, avec 393 professeurs et 7.317 élèves. Il faut ajouter à ce chiffre les écoles de la Serbie du Sud existant en 1914 : environ 600 écoles primaires et une dizaine d'institutions d'enseignement secondaire. En 1910-11, l'Université de Belgrade (la seule que la Serbie possédât) avait 1.025 étudiants. Le nombre des illettrés montait, à la veille de la guerre, à 73 pour 100.

Au point de vue *militaire*, enfin, la Serbie a fait, surtout après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908, un effort considérable pour constituer une armée capable non seulement de défendre le pays, mais aussi d'entreprendre une offensive, car ceci est considéré en Serbie comme la meilleure manière de se défendre. Le service militaire obligatoire donnait à l'État serbe une force de guerre estimée, en 1914, à environ 350.000 hommes, auxquels pouvait s'ajouter une armée territoriale de 50.000 hommes.

C'est dans ces conditions économiques et sociales que la Serbie se trouvait à la fin des guerres balkaniques, dont elle était sortie victorieuse mais épuisée, et à la veille d'une nouvelle guerre, qui devait la jeter à terre pour plusieurs années.

(1) Le député socialiste Laptehevitch affirmait à la Chambre des députés, le 25 juin 1915, que la dette publique de la Serbie atteignait, à cette époque, 1 milliard de dinars (francs).

Petit pays à frontières continentales, sous la dépendance politique et économique de l'Autriche-Hongrie, doublé en territoire par deux années de guerre, mais appauvri en ressources matérielles et financières, la Serbie n'avait, pour soutenir une nouvelle et terrible guerre et pour tout moyen de défense, que la volonté de ses paysans — modestes mais libres propriétaires de leurs lopins de terre — de rester libres.

II

Les traités de paix de Londres (30.5.1913) et de Bucarest (10.8.1913) ne donnèrent point à la Serbie ce qu'elle en attendait après deux guerres victorieuses. Elle resta privée d'un port sur l'Adriatique, et un État albanais fut créé, sous la tutelle de l'Autriche-Hongrie, avec l'intention bien définie de fermer la mer à l'approche des marchandises serbes. Mais, malgré ces réserves, le prestige de la Serbie avait énormément grandi, surtout parmi les Slaves du Sud, sujets de la monarchie des Habsbourg. Ils voyaient, dans la revanche de Kossovo (1), le début de leur délivrance complète et définitive, la résurrection de la race entière.

Les débuts de la guerre mondiale sont couverts de tels nuages d'intrigues diplomatiques qu'il n'est pas aisé de déterminer la véritable cause de ce cataclysmisme et de découvrir sa principale source. Une chose est certaine toutefois : c'est que le peuple de Serbie, occupé doublement par une révolte impatientement attendue et par une campagne électorale qui battait son plein, aux mois de juin et de juillet, ne songeait point à une nouvelle guerre, d'autant moins à une guerre avec une puissance redoutable, telle que l'Autriche-Hongrie. L'assassinat de Sarajevo fut, pour lui, une surprise et le signal d'une catastrophe : l'Autriche-Hongrie, pensait-on, allait profiter de l'épuisement de la Serbie pour réaliser ses plans de conquête. L'ultimatum,

(1) Bataille célèbre (1389) où les Serbes subirent une défaite complète, après laquelle l'indépendance serbe sombra pour une période de presque cinq siècles.

remis le 23 juillet, fut, pour le public serbe, un véritable coup de massue. Le gouvernement de Vienne, ne laissant que 48 heures pour une réponse définitive, rendait impossible toute méditation et toute réponse dilatoire. Les documents publiés depuis la guerre, à Berlin et à Vienne, montrent clairement que le Ballplatz avait rédigé sa note de manière qu'elle ne pût être acceptée. En 1914 déjà, ceci était évident pour les initiés, du fait même que le baron Giesl, représentant de l'Autriche-Hongrie à Belgrade, ayant reçu la réponse du gouvernement serbe un quart d'heure avant le terme échu, avait en poche, toute préparée, une nouvelle note, annonçant la rupture des rapports diplomatiques et son propre départ de Belgrade (1).

Lorsque le baron Giesl présenta l'ultimatum, les ministres serbes étaient presque tous pris par la campagne électorale. Paehitch, le président du Conseil, se trouvait à Zaiëtechar, près de la frontière bulgare, dans sa circonscription électorale. Immédiatement après le départ du baron Giesl, le 25 juillet, la mobilisation générale fut ordonnée, et les archives officielles furent à la hâte transférées à Niehe. Il ne pouvait plus être question d'élections. Le gouvernement avait cependant besoin d'une sanction parlementaire, et il prit le parti de convoquer de nouveau la Skoupehtina dissoute, dont le terme était depuis longtemps échu. Belgrade étant à la frontière même, à la portée du plus modeste fusil ennemi, sa population savait ce qui l'attendait et se préparait à quitter la capitale. L'évacuation de Belgrade était d'autant plus urgente que les milieux militaires préoyaient de ce côté un terrible bombardement et une attaque des plus violentes. Le but à atteindre pour les armées austro-hongroises, e'était, en effet, la vallée de la Morava, la partie la plus riche du pays, le centre de toutes les communications. Dans cette région, l'armée serbe pouvait être battue dans les plus mauvaises conditions pour elle, battue définitivement. C'est la direction d'attaque que choisit autrefois, en 1717, le prince Eugène et que prit, en 1916, le maréchal

(1) R.-W. SETON-WATSON, in *Encyclopaedia Britannica*, art. « Serbia », vol. XXXII, p. 405.

Maekensen. Les généraux autrichiens ne choisirent point ce front Nord comme point d'attaque. Pour commencer les opérations, ils se tournèrent d'un autre côté. Sans perdre des yeux la vallée de la Morava, comme objectif à atteindre, les armées autrichienne et hongroise préférèrent attaquer le coin entre la Save et la Drina, région fertile appelée Matchva, et la basse Drina. Par la vallée de la Save et par la route Loznitsa-Valyévo, le général Potiorek avait l'intention de se diriger vers Arandjelovats, Palanka et Kragouyévat, c'est-à-dire vers la vallée de la Morava où passe la route Belgrade-Constantinople et Belgrade-Salonique, et où se trouve la principale ligne de chemins de fer. Ce front d'attaque lui semblait propre à le mettre en même temps à l'abri d'un passage des Serbes en Bosnie et d'une révolte des Bosniaques au profit des Serbes.

Du 26 juillet au 11 août, les Autrichiens, que les Serbes avaient laissés prendre les devants, se signalèrent uniquement par des incidents de petite importance : bombardement de Belgrade et d'autres places, raids d'avions pour reconnaissance. Mais, dans la nuit du 11 au 12 août, le gros de l'armée autrichienne commença à traverser la frontière sur un front assez large : la Save à Drenovats (près de Chabats), la Drina sur plusieurs points entre Letehnitza et Loznitsa, à Zvornik et à Lyoubovia. Les troupes autrichiennes réussirent à avancer jusqu'aux pentes du mont Tser. Une rude bataille s'engagea, et, le 20 août, la poussée serbe à travers les massifs de Tser était si vigoureuse qu'une partie de la division, dite « combinée », se trouvait au milieu même des forces autrichiennes et faillit être prise par les troupes qu'elle pourchassait. Le 21, la ville de Kroupagne était prise, et le 22, le territoire serbe était complètement nettoyé. C'est ce qu'on appelle la bataille du Yadar, qui fut la première victoire remportée par une armée alliée dans la grande guerre.

Emportés par cette victoire, les Serbes sous-estimèrent la force de l'ennemi et entreprirent une offensive qui devait mal finir. La rapide incursion des troupes serbes dans quelques villages serbes de Srem, qui devait être suivie par une pénétration en Bosnie, — dans l'intention d'encourager un soulève-

ment parmi les Slaves de l'Autriche-Hongrie, — fut bientôt interrompue. De même que les premiers mouvements des troupes sur le front Ouest, cette diversion provoqua une vengeance cruelle contre la population de ces régions. Déjà, à l'approche des troupes autrichiennes, les habitants non mobilisés : vieillards, femmes et enfants, avaient évacué plus ou moins complètement les localités voisines du champ de bataille. Mais, après la première incursion des troupes austro-magyares, les souffrances de la population devinrent si dures, surtout dans les villages de la Matchva, que les paysans durent abandonner en masse leurs foyers à l'annonce d'une nouvelle offensive autrichienne (1). C'est probablement pour protéger la population civile des excès de l'armée ennemie que le commandement serbe, contre toute possibilité stratégique, essaya de défendre la riche mais indéfendable plaine de Matchva. Les Serbes réussirent à arrêter une seconde avance autrichienne avec 250.000 soldats. A partir de la mi-septembre, ils se retranchèrent sur un front de 160 kilomètres, — malgré leur préférence pour une guerre de mouvement, — et réussirent à arrêter cette seconde offensive pendant plus de six semaines. Mais le 6 novembre, le général Potiorek entreprit avec des forces encore plus considérables une troisième invasion. Pendant tout le mois de novembre, la poussée de l'ennemi et les pluies incessantes forcèrent les Serbes à évacuer leurs tranchées du centre. Les munitions s'épuisant, il fallait reculer vers l'intérieur du pays, jusqu'aux pentes de Roudnik. Les munitions commençaient bien à arriver par Salonique, mais une forte compagnie de comitadjis armés de mitrailleuses coupa la ligne macédonienne de chemins de fer à la saillie de Stroumitsa, et détruisit un pont important sur la seule ligne par

(1) « Un terrible ouragan était passé, dit un témoin oculaire, dévastant toute la Matchva. Les traces de la lutte désespérée de deux armées se voyaient partout, dans les villages, dans les villes, dans la campagne de la Matchva. Villages et villes dévastés ! On voit partout des maïs verts, brisés et courbés jusqu'à la terre. Des arbres aux branches brisées, aux troncs cassés par des obus. La puanteur étouffante monte des cadavres non inhumés et se répand partout. Mais les plus grands ravages sont restés derrière l'armée autrichienne à Chabats, autour duquel un combat à mort s'est développé pendant plusieurs jours. » Z.-M. Popovitch, *Avant l'offensive*. Kragouyévat, 1917, p. 5.

laquelle de nouveaux canons et des munitions pouvaient arriver au front. Belgrade dut être évacué de nouveau le 29 novembre. La situation était plus critique que jamais. Le cabinet radical donna sa démission, et un gouvernement de coalition fut formé le 13 décembre avec tous les chefs de partis, excepté les libéraux. C'est dans ces circonstances tragiques, au cours de cette « semaine des plus noires », que le Parlement serbe approuva à l'unanimité la déclaration du gouvernement suivant laquelle la Serbie fixait comme son principal but de guerre « la libération et l'union de tous nos frères encore opprimés serbes, croates et slovènes ». Ce fut le premier geste officiel de la Serbie en faveur de l'unité yougoslave.

Les munitions étant arrivées du front occidental, le moral des troupes serbes se releva, et une brillante offensive fut entreprise le 13 décembre avec environ 120.000 soldats. Le moral des troupes autrichiennes commençait à tomber par suite des marches longues et pénibles à travers la Serbie dépourvue de routes, du ravitaillement difficile et insuffisant, ainsi qu'à cause de l'essai manqué pour rompre le front serbe à son aile gauche. Le commandement autrichien était en train de préparer un nouvel effort pour enfoncer l'aile droite serbe, au sud de Belgrade, afin de menacer son flanc droit et son arrière, atteindre enfin la ligne de chemins de fer traversant la vallée de la Morava, prendre l'unique arsenal serbe à Kragouyévat et rendre impossible toute défense de la Serbie. N'attendant rien d'une défensive, quelles que fussent les positions en main, le Quartier Général serbe, fidèle à son idée fondamentale de passer à l'offensive à la première occasion favorable, résolut de mettre à profit les mauvaises dispositions morales de l'armée autrichienne et d'entreprendre de suite une contre-offensive énergique, en amassant le gros de ses forces à son aile gauche, afin de rompre le front austro-hongrois et de poursuivre l'ennemi énergiquement. Une bataille de douze jours, engagée sur toute l'étendue du front, se termina par une débâcle pour les 300.000 soldats austro-hongrois. Un immense butin de guerre restait entre les mains des Serbes : des armes, des canons, des munitions et des approvisionnements, avec plus de 50.000 prisonniers. La bataille

décisive eut lieu aux bords de la Koloubara. Au 14 décembre, la Serbie était, pour la troisième fois, complètement libérée des envahisseurs. Après la crise morale que traversa l'armée serbe à la fin de novembre, cette victoire est presque miraculeuse. Elle donna à la Serbie un calme de quelques mois au milieu de la guerre mondiale. Mais ses pertes étaient lourdes. Dans les trois périodes de bataille, en 1914, — 69.000 soldats serbes ont été tués, ou sont morts par suite de blessures ou de maladies; environ 15.000 ont été faits prisonniers, et probablement 180.000 ont été blessés. Ce sont là des chiffres énormes pour une armée qui, à la mobilisation, ne dépassait guère 499.000. Les assauts des troupes ennemies contre le Monténégro n'avaient pas eu plus de succès.

Mais l'ennemi avait laissé derrière lui une terrible épidémie. La Serbie, gravement épuisée par tant d'efforts, fut, au commencement de l'année 1915, immobilisée par un typhus épidémique qui provoqua environ 300.000 morts parmi la population civile, sans compter les ravages qu'il fit sur le front et parmi les nouvelles recrues dans les casernes. Les pertes causées par les armes de guerre n'étaient rien à côté des hécatombes provoquées par ces épidémies.

L'année 1915 ne fut point favorable aux Serbes. Elle devait apporter l'événement le plus sombre de leur histoire : l'envahissement de la totalité de leur territoire national pour une période dont on ne pouvait alors prévoir la durée.

La troisième « Strafexpedition » contre la Serbie ayant tourné en défaite, Potiorek fut relevé du commandement. Des forces moins importantes étaient laissées en face de la Serbie affaiblie par la guerre et plus encore par le typhus épidémique. Le général allemand Falkenhayn s'occupa de la question du front serbe, et loin de songer à une « expédition de punition », il s'inspira de la nécessité d'ouvrir à l'Allemagne un chemin libre vers la Turquie, pour le transport des munitions et du personnel. Le besoin de cette opération a été si pressant qu'il fut une raison pour retarder une action décisive sur le front russe. Plus tard, lorsque le danger d'une offensive italienne fut passé et que l'offensive russe toucha à sa fin, on revint à

l'idée d'occuper la Serbie. Si cette dernière est restée inactive pendant les premiers mois de l'année 1915, ce n'est pas seulement à cause de son épuisement, c'est aussi pour des raisons de « haute politique ». On s'efforçait de deux côtés de faire intervenir la Bulgarie dans la guerre. L'aide de la Bulgarie était, aux yeux de Falkenhayn, indispensable pour la conquête du chemin de fer de l'Orient. Mais les alliés de leur côté faisaient une pression énergique sur le gouvernement serbe pour qu'il cède à toutes les exigences territoriales de la Bulgarie, et gagner son adhésion. Au mois de février 1915, la Bulgarie concluait un emprunt à Berlin, ce qui était un premier signe suffisant de sa décision en faveur de l'Allemagne. Les gouvernements alliés, cependant, ne voulaient pas le croire, et défendaient expressément à la Serbie de mettre à exécution un plan du Quartier Général consistant à marcher immédiatement sur Sofia, avant que l'armée bulgare fût entièrement mobilisée. Cette défense fut réitérée le 27 septembre. Un traité politique d'alliance et une convention militaire avaient été cependant signés à Sofia, les 4 et 6 septembre, entre la Bulgarie et les puissances centrales. Tout était préparé pour une attaque contre la Serbie sur le front Nord. Or, trois semaines avant la traversée du Danube par Mackensen, Lord Kitchener déclarait à un représentant serbe que toute action sur le front Nord ne pouvait être que du bluff. Lorsque la décision de la Bulgarie et de l'Allemagne fut devenue manifeste, les Alliés promirent à la Serbie de lui prêter secours en troupes et en matériel. Fiers de cette promesse, les Serbes consacrèrent leur principal effort à arrêter l'avance austro-allemande et à rester sur la défensive envers la Bulgarie. Le 6 octobre, la rupture avec la Bulgarie était consommée et l'histoire militaire jugera le retard mis par les Alliés à envoyer à la Serbie les troupes promises. Car il est notoire qu'au moment fatal, où les forces bulgares menaçaient la ligne ferroviaire Niche-Salonique, il y avait à Salonique non pas 150.000 soldats alliés prêts à marcher, comme il avait été convenu, mais seulement 35.000 Français et 13.000 Anglais, ces derniers étant de plus liés par une stricte injonction de Londres de ne point fran-

chir la frontière serbe (1). Il fallait abandonner le plan serbe de campagne. Les armées allemandes, après des reconnaissances aussi concluantes que discrètes, avaient déjà complété leurs préparatifs pour le passage de la Save et du Danube. Des phares nombreux et des réflecteurs furent apportés, de grands bateaux pour le transfert des troupes construits, et une artillerie lourde et archi-lourde pour la protection des principaux endroits de passage amassée en énorme quantité (2). Le bombardement commença le 5 octobre, mettant en ruine de nombreuses localités tout le long de la ligne d'attaque. Au petit matin du 7 octobre, les premiers bateaux furent jetés à l'eau, sous la couverture d'innombrables réflecteurs, du feu de l'artillerie lourde et de l'activité des moniteurs. Un premier détachement débarqua sur l'île de Tsiganlia. Le général Jivkovitch, chargé de la défense de Belgrade, ne disposait que de 16 bataillons et de presque toute l'artillerie lourde serbe, en plus de quelques canons français et anglais. Cette opération d'atterrissage — qui n'eut d'analogue que celle de la péninsule de Gallipoli — réussit aux Allemands, mais ils ne purent prendre pied sur un terrain assez large pour pouvoir déployer des forces importantes qu'après des combats les plus furieux. Dans la nuit du 9-10 octobre, Jivkovitch abandonna son dessein de défendre la ville et se retira au Sud de Belgrade. Le général autrichien Gallwitz avait l'ordre de traverser le Danube à Ram et à Smédérévo et de prendre pied des deux côtés de l'embouchure de la Morava. C'est ce qu'il fit dans la nuit du 6 au 7. Le front entre Smédérévo et Belgrade étant encore libre, le commandement serbe eut le temps d'amener des troupes du front de la Matchva. Mais tout était inutile, et le 11 octobre, la situation était claire : la barrière Save-Danube était perdue pour les Serbes, et le généralissime Poutnik dut décider de battre en retraite sur le front Nord, et de jeter le gros de ses

(1) Voir : Gén. SARRAIL, *Mon commandement en Orient*, Paris, 1920, p. 27.

(2) A la même époque, M. Deleassé, ministre français des Affaires étrangères, déclarait à la Chambre des Députés que des reconnaissances au moyen d'avions avaient permis de savoir qu'il n'y avait point d'armée autrichienne ou allemande au bord du Danube...

forées contre les Bulgares, afin de les empêcher d'avancer. Entre temps arriveraient, espérait-on, les troupes alliées, dont les premiers détachements débarquaient déjà à Salonique. Le 12 octobre, le général Mackensen déclencha une offensive générale, tandis que les Serbes se retiraient lentement, mais sans importants combats vers l'intérieur. On arrêtait l'ennemi uniquement pour permettre à l'arrière d'évacuer la population civile et les stocks de ravitaillement. En même temps, l'avance bulgare commençait à menacer la principale ligne de chemins de fer aux points de Stroumitsa (gare), Vélès et Vranié. A ce moment, les Français de Salonique entraient en action en attaquant Stroumitsa (ville). C'était trop tard. Le 21, Useub tombait aux mains des Bulgares, mais Mackensen n'était encore que sur les pentes du mont Kosmay (30 kilomètres au Sud de Belgrade). Sur le front Ouest, les Autrichiens pressaient également, et la population civile, hommes, femmes et enfants, avec leur bétail et quelques meubles, fuyait vers le Sud-Est. De la ville d'Oujitsé, ainsi que de Valyévo, l'émigration se dirigeait vers Novi-Pazar et vers la plaine de Kossovo. A l'Est, les Serbes évacuaient Zaiéchar le 25, Knyajévats le 27, Pirot et Bela-Palanka, après une forte résistance et des contre-attaques répétées, le 29 octobre. A partir du 1^{er} novembre, un effort désespéré a été fait par les Serbes pour conserver l'arc Tchatchak-Kragouyévat-Yagodina-Niche-Leskovats. Les Bulgares furent arrêtés, mais les Allemands et Autrichiens avançaient toujours. Kragouyévat avec son arsenal tomba le 1^{er} novembre, Yagodina et Kralyévo le 3, Paratchine le 5. A Bela-Palanka, le général Stépanovitch tenait toujours, et permit l'évacuation de Niche et le passage d'un énorme fleuve de population civile à travers cette ville et à travers Leskovats, vers la plaine de Kossovo. Niche tomba le 5, tandis que Leskovats tint jusqu'au 7 novembre. Le chemin de fer d'Orient, objectif du plan de campagne de Falkenhayn, était complètement conquis, de Berlin à Constantinople : les forces allemandes pouvaient maintenant être envoyées sur de nouveaux théâtres. L'armée serbe, en pleine dissolution, n'était plus une menace pour la monarchie danubienne. Elle se trouvait hors de combat, mais le plan d'en-

cerellement que devait permettre l'intervention bulgare n'avait pu être réalisé, par suite de la résistance inattendue des Serbes sur le front Est et de l'avance trop lente des troupes autrichiennes du côté de la Bosnie. Les difficultés de ravitaillement et les intempéries à travers ces régions impraticables ont beaucoup gêné les envahisseurs. En réalité, ils ne pouvaient plus rien faire pour empêcher les restes de l'armée serbe de s'échapper à travers l'Albanie. Ce fait sera d'une importance capitale pour le développement des événements à venir.

De son côté, le commandement serbe n'avait rien fait pour préparer cette mesure désespérée qui devait amener la destruction de tout le matériel de guerre et la perte de centaines de milliers de vies humaines. Il eût été peut-être préférable, de l'avis de certains experts militaires, de continuer la marche vers le Sud, où les armées alliées étaient enfin en progression et l'armée bulgare en difficultés (1). Entre le 20 et 25 novembre, la plaine historique de Kossovo fut de nouveau le théâtre d'un dernier effort du peuple serbe, et après ce vain essai de résistance, tout coula vers les villes de Peteh, Dyakovitza et Prizren, vers l'Albanie et le Monténégro, pour aboutir enfin, dans de tristes conditions, à la mer Adriatique, à Saint-Jean de Médua, à Durazzo. Encore une diversion autrichienne dans le Monténégro, dans la troisième semaine de janvier, et tout était fini. De l'État serbe, il ne restait plus qu'un petit bout de territoire au Sud de Monastir. La poursuite ennemie avait cessé, mais il fallait sortir des montagnes infranchissables de l'Albanie, débarquer à Corfou, se réorganiser et entreprendre de nouveau la lutte pour la libération du pays. Les Alliés subvinrent au ravitaillement et à l'équipement du reste de l'armée serbe, « adoucissant ainsi un désastre qu'ils auraient pu éviter » (2).

(1) Voir : Major Charles-Francis ATKINSON, T. D., « Serbian Campaigns », in *Encyclopaedia Britannica*, vol. XXXII, p. 418.

(2) Major Ch.-Fr. ATKINSON, *ibidem*, p. 419.

III

A l'exception d'un tout petit coin de terre au Sud de Monastir, la Serbie entière était occupée par les troupes austro-hongroises, bulgares et allemandes. Ces trois armées, différentes de mentalité, d'esprit et de culture, s'accordaient cependant dans un même plan : occuper militairement un pays rebelle et enfin vaincu, exploiter le territoire envahi dans la mesure du possible, faire supporter à la population tous les frais de l'occupation et même davantage, exercer une influence sur l'administration, sur la façon de vivre et de considérer choses et événements, bref traiter la Serbie comme l'arrière de son front, cet arrière étant un pays où tout est à prendre, où les vies humaines ne coûtent absolument rien, où enfin le droit international n'a rien à voir. Difficile par lui-même, l'état d'occupation a été aggravé jusqu'à devenir insupportable par les exagérations, les méfaits et même les crimes de certains fonctionnaires civils et militaires.

Une nuance est à discerner cependant entre l'occupation des autorités austro-hongroises et celles des autorités bulgares, nuance qui malheureusement n'est point en faveur des frères de sang, de langue et de confession que sont les Bulgares pour les Serbes. Une autre nuance est à marquer, très accusée celle-ci, et unanimement reconnue par tous, intéressés ou observateurs impartiaux : c'est l'attitude humaine et chevaleresque des Allemands d'Allemagne dans les régions qu'ils administraient au début de l'occupation (1).

Les Allemands, après avoir franchi le Danube, eurent une

(1) Nous avons un témoignage de premier ordre sur le régime que les *Allemands* avaient établi en Serbie occupée. C'est celui donné par M. Bojidar Nikolayévitch, docteur en philosophie, ancien maître de conférences à l'Université de Belgrade, et littérateur serbe bien connu. Son livre *Sous les Allemands*, paru à Belgrade, en 1923, n'a été démenti par personne et a été même souvent cité comme un document absolument probant sur l'état des choses pendant l'occupation. M. Dragutich Laptehevitch, ancien député socialiste, un des hommes les mieux renseignés sur les affaires serbes, qui vécut également les temps durs de l'occupation et a lui-même écrit un bon ouvrage sur le même sujet, désigne le livre de M. Nikolayévitch comme un modèle du genre.

première rencontre avec les Serbes, près de Malo Tsernitché, près Pojarévats. C'est là qu'ils reçurent le baptême sanglant d'une lutte corps à corps avec les soldats serbes. Ce qu'a été cette lutte et ce que furent les combattants de part et d'autre, un fait le prouve : la position de Boubagn passa sept fois de suite de mains en mains. Un général allemand, auteur militaire bien connu, von Moser, ancien professeur à l'École de guerre de Berlin, qui a pris part à cette lutte près de Pojarévats, ne ménage pas dans ses *Esquisses de la guerre 1914-1918* (Stuttgart, 1920), ses louanges à l'adresse des soldats serbes. Il reconnaît que sa division ne fut victorieuse que grâce à l'artillerie allemande absolument supérieure et à ses effets irrésistiblement dévastateurs. Ce n'est qu'après cette victoire qu'il a été possible aux Allemands de descendre dans la vallée de la Ressa, près de Sviklyns et d'aller plus loin. D'autres généraux et officiers allemands se sont prononcés dans le même sens, proclamant que le soldat serbe était le plus vaillant et le plus chevaleresque des adversaires. D'autre part, au témoignage de tous ceux qui se sont exprimés sur les Allemands, chefs et soldats se sont montrés en Serbie occupée des ennemis pleins de tact et d'égards pour une population qui n'avait que trop souffert. « Je puis le dire franchement, s'exprime M. Nikolayévitch, pendant l'occupation de trois mois, il s'est créé entre les Allemands et notre population des rapports qui allaient jusqu'à l'amitié. Avec les Bulgares, ce ne fut point le cas. Il est vrai que les Allemands eux-mêmes y ont beaucoup contribué (1). » Les commandants allemands ont été, surtout pendant l'occupation bulgare, dans les régions de la rive droite de la Morava, les protecteurs des villages serbes, et notamment des femmes et des jeunes filles. Ils ont montré une compréhension réelle de la vie quotidienne du paysan. « Ces gens n'ont porté à nos paysans aucun préjudice. Au contraire, ils leur ont été souvent utiles. » Ils modéraient aussi l'effort bulgare pour recruter pour leur armée des centaines de jeunes gens et en envoyer

(1) *Op. cit.*, p. 9. Voir aussi : Stevan MAXIMOVITCH, *Souvenirs du temps de l'occupation*; Belgrade, 1919, *passim*.

d'autres dans les camps de concentration : les Allemands les engageaient dans des travaux de chemins de fer ou dans des mines pour les sauver. Dans leurs profonds havresacs, les soldats allemands portaient à manger aux gens de l'autre rive de la Morava, occupée par les Autrichiens, où l'on mourait de faim. Ils servaient de courriers à la population, faisaient venir des nouvelles des réfugiés et des internés, donnaient le premier pansement à l'occasion d'un accident, prenaient une part sincère dans les malheurs et les joies de la population serbe, etc. « Pendant les trois années grises de l'occupation, le paysan serbe a considéré les hommes blonds aux casques pointus — ainsi qu'il avait l'habitude d'appeler les Allemands — comme les fils d'un peuple grand et civilisé qui ne perd pas son âme même lorsqu'il est victorieux (1). » Dans les régions qu'ils occupaient et pour le temps qu'ils y furent présents, les Allemands avaient laissé aux Serbes une certaine autonomie administrative. (Nous aurons l'occasion plus loin d'en parler.) Les autorités austro-hongroises et bulgares ne voyaient pas d'un bon œil les interventions allemandes dans leur « politique de punition ». Aussi tâchèrent-elles de procéder vite au partage de la Serbie et au remplacement des autorités militaires allemandes. Malheureusement pour la population serbe, l'occupation allemande ne devait durer qu'environ trois mois, de la moitié d'octobre 1915 à la moitié de janvier 1916. Après le 15 janvier, la présence des unités allemandes sur le territoire serbe ne fut qu'accidentelle.

Au mois de janvier 1916, on procéda au partage de la Serbie occupée entre les autorités austro-hongroises et bulgares. La Bulgarie obtint toute la rive droite de la Morava (Timok, Nichava, etc.), et toute la Serbie du Sud (Macédoine). Le reste (environ 1/3 du pays) fut attribué aux Autrichiens-Hongrois. Ce partage fut accompli malgré les Allemands, qui ne le désiraient pas.

De l'occupation austro-hongroise et bulgare, nous ne dirons dans cette introduction que peu de chose, ses effets sur la vie

(1) B. NIKOLAYÉVITCH, *ibidem*, p. 9-14.

économique et sociale de la Serbie étant le principal objet de notre ouvrage. Il suffira de signaler ici que les buts poursuivis par chacun des deux États étaient différents, et de cette différence dans le but résulte une différence dans la façon dont ils traitèrent la population serbe. Les Bulgares considéraient la prise de la Serbie comme définitive, et ils prenaient l'attitude d'un maître sévère pour les rebelles, mais assez attentif envers le pays lui-même. Les Autrichiens, au contraire, savaient fort bien que leur séjour en Serbie était temporaire, et ils faisaient tout leur possible pour exploiter le pays de la manière la plus impitoyable. Ainsi, pour les Bulgares, les principaux objets de poursuite étaient les traces de la culture serbe ; pour les Autrichiens c'était la nourriture, le matériel, l'argent, l'or. Les uns s'en prenaient à l'âme, les autres au corps du pays occupé.

Le système d'administration *autrichien* était tracassier plutôt que brutal, policier plutôt que tyrannique, vide et insipide plutôt qu'offensif et conquérant. A part quelques individus anormaux (tels que le fameux Wiedmann, une espèce de bourreau en uniforme qui terrorisait le public à Belgrade), les Autrichiens étaient supportables pour tous ceux que ne gênaient pas trop une atmosphère de mouchardise et un esprit de chicane dépourvu de tout sens politique. Le paysan serbe, souvent illettré, mais presque toujours intelligent et perspicace, était capable de comprendre les nécessités d'une occupation ennemie, il était même prêt à la subir avec patience et loyauté, à condition de sentir au-dessus de lui une autorité solide, sérieuse et vraiment supérieure. Son estime pour les Allemands le prouve bien. Mais son sens politique, très aigu, mettait à nu devant ses yeux toutes les faiblesses d'un empire sans âme, sans unité ni solidarité. Il comprenait mal comment cet État disparate et décousu parvenait à se tenir encore debout, et sentait instinctivement qu'il n'était pas en présence d'une véritable force, ni matérielle — puisque les autorités le dépouillaient sans souvent songer à la quittance, — ni morale puisque les propres sujets de cette monarchie la haïssaient de toute leur âme. C'est pourquoi l'occupation austro-hongroise fut, pour

la population serbe, marquée non seulement par des privations matérielles sans nom, mais aussi par une pénible série de tortures morales. La meilleure preuve de ceci consiste dans le fait que les Autrichiens ne réussirent, dans une période de trois années, ni à attirer à eux aucun homme de valeur, ni à obtenir un succès politique quelconque. Ce n'est point faute d'en avoir cherché. Un très grand nombre d'hommes politiques serbes, surtout du parti libéral (connu avant la guerre par ses sympathies vers une politique austrophile) (1) et du parti socialiste se trouvaient dans le pays pendant l'occupation. Il n'est pas un de ces hommes politiques que les autorités autrichiennes n'aient essayé d'attirer à elles : tous furent l'objet de sollicitations pressantes pour former un gouvernement serbe nouveau qui aurait désavoué celui de Corfou. Mais les Autrichiens firent toutes ces propositions d'une façon si maladroite et avec des exigences si déshonorantes qu'il ne s'est pas trouvé un seul homme d'importance — quelque mécontent qu'il fût de la politique officielle de la Serbie — pour entrer dans une combinaison quelconque avec l'Autriche. Le seul exemple — encore discutable — serait celui de M. le Dr. Voy. Velykovitch, un des chefs du parti libéral, ancien ministre, qui accepta le poste de maire de Belgrade. Mais lui aussi donna sa démission, aussitôt qu'il se vit dans l'impossibilité d'aider tant soit peu la population de Belgrade (2).

Le régime *bulgare* diffère essentiellement de celui établi par les Autrichiens. Les autorités bulgares ne se sentaient pas, en Serbie, dans un pays militairement occupé pour un certain

(1) Au mois d'août 1915, lorsque l'épuisement était chez les Serbes à son point culminant, M. Stoyan Ribarats, chef du parti libéral (national) recommença à publier, à Niche, son journal le *Drapeau serbe*. Huit mois plus tôt, il avait refusé de faire partie du gouvernement de coalition, pressentant sans doute la catastrophe. Le salut du pays exigeait, pensait-il, une politique d'accord avec les puissances du Centre. Pour réaliser cette idée, il décida, avec ses amis politiques, de ne pas quitter le pays. Il resta donc en Serbie pendant l'occupation, de même que MM. V. Velykovitch, Baehitch, Bora Popovitch, Dr. Milivoyé Yovanovitch, Mih. Djordjevitch, Milivoyé Djordjevitch, Lyoubas Djordjevitch, Dimitriyé Machitch, etc. M. Ribarats et ses amis furent déçus : les Autrichiens ne surent ni les comprendre ni les utiliser.

(2) Cette conduite ne compromit point M. Velykovitch aux yeux de la Serbie officielle, puisqu'il fut ministre des Finances après la guerre et puisqu'il est encore député d'un grand parti.

temps. Elles se croyaient en pays annexé, devant faire désormais partie de leur propre territoire national. Elles déclaraient officiellement que l'État serbe avait cessé d'exister. Elles enrôlaient dans leurs cadres les jeunes gens aptes au service militaire, sur toute l'étendue du territoire occupé par elles, et au mois de février 1917, elles étendirent cette mesure à toute la population masculine. Elles refusaient de reconnaître la Croix-Rouge serbe et prirent possession de la Légation serbe à Sofia. Tous les biens « sans propriétaire » (c'est-à-dire dont le propriétaire avait fui ou se trouvait dans l'armée serbe), furent confisqués comme des *res nullius*. Écoles, tribunaux, enseignes, noms des rues et inscriptions furent bulgarisés. Les bibliothèques publiques et privées, ainsi que diverses collections, furent anéanties ou emportées en Bulgarie. Les instituteurs et prêtres serbes furent presque tous éliminés du territoire, et des déportations en grand nombre eurent lieu durant toute la période de l'occupation. Comme réponse à tous ces méfaits, ainsi qu'à de nombreuses exécutions sans jugement, une insurrection éclata au mois de mars 1917, descendant des montagnes derrière Kourchoumlia (Toplitsa) et prenant des proportions formidables dans toute la région Sud-Est de l'ancien royaume serbe. Cette insurrection fut aussi téméraire qu'insensée et inutile. Elle fut réprimée de la façon la plus brutale, et coûta à la population plus de 20.000 victimes. De nombreux villages furent brûlés, non seulement dans la région soulevée, mais aussi dans les vallées de la Morava et de la Mlava et en Macédoine. Là même, où le régime bulgare avait été à peu près supportable s'ouvrit une ère de violence. A Pojarévats même, observe M. Nikolayévitch, certains Bulgares distingués essayèrent en vain de mettre frein aux passions déchaînées. « Devant la colère de la masse bulgare courroucée les hommes raisonnables étaient impuissants. Les autorités officielles bulgares n'existaient alors que pour la forme, le pouvoir réel appartenait aux comitadjis et à leurs chefs (1). » Cette insurrection, préparée à

(1) B. NIKOLAYÉVITCH, *Op. cit.*, p. 11. Voir aussi : D. LAPTCHÉVITCH, *Occupations* ; Belgrade, 1927, p. 78 et 79. LYOUB. YOVANOVITCH, *Soulèvement en Toplitsa et Yablanska* ; Belgrade, 1919.

Corfou, mais nourrie dans les montagnes mêmes de la région occupée, fut une grave faute, un crime impardonnable envers la population serbe; elle avait trouvé sa source dans l'attitude même des autorités d'occupation.

Entre le début de l'occupation, rempli de terreur, et la répression violente du soulèvement de Toplitsa, il y eut dans les régions occupées par les Bulgares, une période de détente où la vie était devenue à peu près supportable. Les paysans commençaient à paraître dans les villes aux jours de marché, les magasins et les cafés rouvrirent, la vie reprenait son cours. Des relations se nouèrent entre les fonctionnaires et officiers bulgares et les habitants. Au printemps de l'année 1916 et pendant l'été les Bulgares s'approprièrent avec les coutumes serbes qu'ils avaient au début essayé de supprimer (« slava »), les femmes de leurs fonctionnaires s'approchaient des femmes du pays, et les autorités elles-mêmes se montraient prêtes à réprimer tout excès de la part des Bulgares trop « serbophobes ». Certains officiers et prêtres bulgares, appartenant au parti agrarien, ne cachaient pas aux habitants qu'ils étaient, eux aussi, mécontents de la politique de leur gouvernement envers le peuple serbe et fraternisaient avec la population. A mesure qu'on approchait cependant de l'année 1917, un nouveau flux de déportations et surtout de recrutements s'annonçait déjà. Les fonctionnaires bulgares, sentant l'orage venir, renvoyaient leurs femmes et leurs enfants en Bulgarie. Les fournisseurs des armées faisaient des achats de vivres de plus en plus importants et les dirigeaient vers la Bulgarie. Les comitadjis serbes, cachés dans les montagnes, forts de la confiance des habitants, se faisaient voir déjà, avec des revolvers et des bombes sous leurs habits, aux marchés des villes de Prokoupłyé, Niche, Leskovats, Aleksinats, Krouchévats et Brouss. Les paysannes parlaient ouvertement de la libération du pays et montraient du doigt le front qui se trouvait, dans leur imagination, tout près d'Uscub et de Prichtina. De nombreux Bulgares, qui se sentaient coupables, quittèrent Prokoupłyé quelques jours avant le commencement de l'insurrection. Celle-ci une fois étouffée, dans le sang de nombreuses victimes des deux sexes et de tout âge, la domination bulgare

devint beaucoup plus sévère qu'auparavant. Des Bulgares furent mis à la tête de toutes les communes, comme maires et secrétaires de mairie, et les permis de circulation ne furent accordés que beaucoup plus rarement. Le recrutement des jeunes gens, ainsi que l'internement, se faisaient toujours plus stricts. Le dinar serbe n'était plus pris que pour 0 fr. 50 (ainsi d'ailleurs que dans la région occupée par les Autrichiens et les Hongrois), et une quantité toujours plus grande de vivres et de bétail était envoyée en Bulgarie.

*
* * *

Ainsi s'achevèrent l'année 1917 et le commencement de l'année 1918. Après l'alerte du printemps et de l'été, lorsque la situation des Alliés sur le front ouest fut devenue extrêmement mauvaise, les bruits d'une offensive violente du côté de Salonique commencent à se propager au mois de septembre 1918. La population de la Serbie occupée ne manqua pas de s'en apercevoir, malgré tout le silence que les envahisseurs faisaient régner au sujet des événements du front. Après les batailles de Sokol et de Dobropolyé, les troupes alliées, — comprenant l'armée serbe réorganisée, reposée et bien équipée, ainsi qu'une division de « Yougoslaves », sujets austro-hongrois (de nationalité : Serbes, Croates et Slovènes), — avancèrent très rapidement vers le Nord, chassant l'armée bulgare en pleine dissolution, affamée, mécontente et travaillée profondément par l'esprit de révolte. Le 25 septembre, les Serbes étaient déjà à Vélès et à Chtip; le 29, à Useub. Toujours à l'avant-garde des Alliés étonnés, les soldats serbes atteignaient au 15 octobre la ligne Kraljevo-Rateha-Krouehévats-Pirot. Le 23 octobre, ils tenaient Paratchine et Zaïétéhar; le 28, Pojarévats-Arandjélovats-Oujitsé; le 1^{er} novembre, Belgrade et Lyoubovia; le 4, les anciennes barrières de la Drina, de la Save et du Danube. La campagne des Balkans était terminée, et les troupes alliées continuaient à marcher à travers les régions yougoslaves de l'Autriche-Hongrie, dont la libération devait plus tard être consacrée par les traités de paix. Ces

événements mirent fin à l'occupation de la Serbie par les troupes austro-hongroises et bulgares. La Serbie et le Monténégro furent délivrés, et ils se trouvèrent bientôt réunis, dans un même État, avec sept millions d'autres Serbes, Croates et Slovènes, y compris aussi un million de Hongrois et d'Autrichiens, avec lesquels ils vivent en paix, en préparant l'union avec les Bulgares, leurs voisins et frères malgré tout...

CHAPITRE PREMIER

Mouvements de la population serbe au cours de la guerre

Si la Grande Guerre a laissé une empreinte si profonde sur toutes les formes de la vie en Serbie, c'est qu'elle provoqua une mise en mouvement de toute une nation, dans sa totalité. Jamais l'histoire du monde n'a rien vu de pareil. S'il y a une comparaison historique à faire, ce serait sans doute celle de l'exil des Juifs après la destruction de Jérusalem, ou le voyage d'Énée après la prise de Troie (1), ou enfin la retraite des Dix-Mille, dirigée par Xénophon. Mais ce ne furent là, semble-t-il, que des événements de petite importance comparés avec les nombreuses fuites successives d'au moins un million d'êtres humains, qui durent à la fin se mettre, en plein hiver, à la merci des Albanais et de leurs montagnes infranchissables, pour se disperser ensuite dans le monde entier. Un nombre infini de familles en Serbie sortirent de la guerre sans y avoir perdu un ou plusieurs de leurs membres. Mais il n'en est pas une qui ne fût délogée et transportée plus ou moins loin de son domicile habituel. Ainsi, la guerre mondiale représente pour la Serbie une époque de déménagement perpétuel, pendant laquelle presque chacun de ses habitants dut voir de ses yeux non seulement une grande partie de son pays, mais aussi des pays étrangers. Et ce fut la fuite devant l'ennemi à l'intérieur de la Serbie, la grande retraite jusqu'à la plaine de Kos-

(1) « Je vous dis que, lorsque j'ai vu l'émigration des Serbes de leur pays, après l'avoir si vaillamment défendu, je me souvenais du voyage d'Énée, et je répétais les vers douloureux de Virgile... » Luigi LUZZATTI, *La paix monétaire*, p. 35.

sovo pour les uns, jusqu'à Petch pour les autres, jusqu'à Scutari pour d'autres encore, pour beaucoup enfin l'exil en Grèce, en France, en Italie, en Angleterre, en Afrique, en Amérique, en Autriche, en Hongrie, en Roumanie, en Russie, en Sibérie, etc. Après 1915, la nation serbe était dispersée aux quatre vents, et ce n'est que depuis la fin de 1918 que les Serbes commencent à rejoindre leurs foyers, peu à peu et bien incomplètement, un grand nombre, parmi eux, ayant adopté une nouvelle patrie, et un plus grand nombre encore ayant laissé leurs corps sur les chemins douloureux de la retraite ou de l'exil.

I. — LA FUITE DEVANT L'ENNEMI

L'image la plus forte empreinte par la guerre dans les mémoires serbes, ce n'est pas celle d'un cimetière ou d'une bataille sanglante — quoique la Serbie eût donné un nombre terrifiant de victimes et fût le théâtre des luttes les plus atroces. L'impression dominante de la campagne de Serbie, c'est le spectacle apitoyant et bigarré de la « béjaniya », suite sans fin et en désordre, de fugitifs emmitoufflés, vieillards, femmes, enfants, à pied ou sur leur chariot en bois, traînés désespérément par des bœufs amaigris et épuisés, poussant devant eux quelque bétail et portant sur le dos ou sous le bras quelques meubles dont l'importance et la quantité diminuent à chaque étape de ce déménagement qui se renouvelle toujours et ne finit jamais. Bref, l'événement dominant de la guerre de Serbie n'est pas une grande bataille (semblable à celle de Verdun par exemple), mais la Grande Retraite, celle qui mena les Serbes en exil, à travers l'Albanie, et qui ne fut que la dernière après tant d'autres provoquées par chaque avance de l'ennemi.

Il commença, ce déménagement, au moment où les Autrichiens jetèrent leurs premiers projectiles sur la ville de Belgrade et sur les villages alarmés de la Matchva et des bords de la Save et de la Drina. Toutes les fois que l'ennemi avançait — surtout après le bruit des cruautés commises par les soldats austro-hongrois, au mois d'août 1914 — la population villageoise des

régions occupées par les troupes serbes ou ennemies, remplissait les routes boueuses — les fameuses routes serbes qui n'ont point d'égaux dans le monde, quant à la quantité de trous et de boue qui s'y trouvent! — s'acheminant dans des directions inconnues. « On voit deux ou trois lignées de ces chariots informes, lourds et délabrés que traînent une paire de bœufs ou de vaches, surechargés d'effets de literie, sur lesquels sont assis des petits enfants dont les yeux en larmes errent sur la foule qui chemine lentement. Sur les ridelles, pendent casseroles, pots, cruches et tamis; derrière la voiture, marchent, attachés avec des cordes, cochons, moutons, veaux. Les bœufs attelés sont conduits par des garçons de quinze à dix-huit ans; les vieillards et les vieilles femmes portent de quoi manger, et les mères ont des enfants encore au sein. Voici qu'un chariot cassé arrête toute cette colonne vivante, énorme et bariolée d'hommes, de voitures et de bétail. Après une attente plus ou moins longue, on continue à avancer jour et nuit, à travers les pluies d'automne. Les nuits humides et froides deviennent de plus en plus fréquentes, et la mort commence à enlever des petits enfants, des femmes, des vieillards épuisés. Dans la nuit noire, les soldats se frayent un passage à travers ces infirmes, les soldats de l'armée serbe pressés d'arriver à temps sur les positions qui leur sont désignées. La nuit cache les larmes qui coulent des yeux de ces guerriers las de souffrir, passant à côté de leurs femmes et de leurs enfants sans oser dire mot, de peur de révéler à ces enfants que leur père part en les laissant en esclavage (1). »

(1) Général Dobrossav MILENKOVITCH, *Comment les Choumadiens combattirent*; Kragouyévat, 1927, p. 120. Citons encore cette image d'une paysanne en fuite : « Le bruit sourd des canons ne cesse de gronder et sème partout émotion et inquiétude. Tous sont occupés d'une seule question : Qu'est-ce qui va arriver? Dans la mesure où la canonnade s'approche, l'énervement devient plus intense. Elle a décidé de partir avec ses enfants. Où ? Elle ne sait ! Son mari est sur le front ; les bœufs nourriciers traînent des munitions. Elle a éteint le foyer, fermé la grande porte noire par la suie et tiré la clef en bois. Elle est sortie dans la cour avec ses enfants, jette encore quelques regards sur les bâtiments : quelques grosses larmes lui coulent sur les joues, mais elle ne gémit pas. Elle met quelques sacs de froment sur le charriot et attache deux veaux derrière le véhicule. Ayant placé les enfants et les poules par-dessus les sacs, elle pousse la truée et ses petits devant elle, avec les moutons. Anéantie, toute en larmes, surmenée, la tête baissée, cette paysanne s'en va, elle aussi, avec quatre petits enfants. Les voilà sur la grand'route. Celle-ci est obstruée. Cris, bruits et jasement retentissent. Les poules ont peur, s'échappent des mains des enfants et s'envolent au loin. Les enfants se mettent à pleurer. La mère se tourne : « Si vous

Même spectacle dans les villes. De Chabats, Loznitsa, Lechnitsa, Lyouboviya, — petites villes voisines du front Ouest, plusieurs fois prises et reprises par l'ennemi, bombardées et pillées, — de nombreux fugitifs se dirigeaient vers Valyévo, Kragouyévat, Yagodina, Paratchine, Niehe. Au début c'est à *Valyévo* que se donnèrent rendez-vous tous les fugitifs venant de la Drina. Centre naturel pour toute la région Nord-Ouest de la Serbie, Valyévo, ne comptant en temps normal que 9.000 habitants, en reçut à certains moments de la guerre jusqu'à 100.000, militaires et civils. C'est là, en effet, que se développa le plus terriblement l'épidémie de fièvre typhoïde qui décima l'armée serbe plus que toutes les pertes sur les champs de bataille. *Krayouyévat* et *Yagodina* — à l'abri du mont de Roudnik et assurées d'une défense sérieuse à cause de l'arsenal qui se trouve dans la première de ces deux villes — furent aussi très fréquentées durant la guerre. Située sur la ligne de chemins de fer entre, Belgrade et Niehe, Yagodina, petite ville dans la vallée de la Morava (4.800 habitants), était très commode pour le séjour des réfugiés. Au milieu d'une vallée fertile, abondamment pourvue de toutes sortes de vivres, Yagodina en attirait un très grand nombre, surtout ceux de Belgrade, qui était bombardé sans cesse et fut occupé par deux fois en 1914. Lorsque l'ennemi approchait du centre de la Serbie, le monde arrivait de toutes parts, jour et nuit, par toute espèce de moyens : dans les trains, en voitures, à pied. A l'époque de la grande retraite — octobre-novembre 1915 — la ville était archi-comble. « Un grand nombre, parmi les réfugiés, n'ont pas de logement ; d'autres sont sans pain ; les pauvres manquent d'habits chauds — tout ce monde s'affaiblit en ces jours humides et froids d'octobre. Les cafés sont pleins

pleurez encore, vous descendrez de la voiture. » Accablée par la douleur, la mère est pensive et distraite. Au crépuscule, les moutons et les pores s'égarent. Elle ne peut les retrouver. Elle en devient plus abattue encore. La petite Miléva, endormie sur le chariot, fait le geste d'attraper la jolie poulette qui s'était envolée de ses mains. Elle tombe sous la voiture dont les roues l'écrasent. La mère entend le cri de sa fillette bien-aimée, arrête les vaches et court derrière la voiture : l'enfant expire. — Ah ! mon Dieu, s'écrie la femme douloureusement. Elle serre dans ses bras l'enfant morte et reprend le chemin de retour à la maison abandonnée. » *Ibidem*, p. 121-122.

de réfugiés : les uns sont attablés, d'autres sont assis sur une chaise ou affaissés par terre, d'autres encore dorment debout. Les propriétaires de cafés sont mécontents de voir tous ces gens encombrer leurs locaux et les empêcher de profiter de ces quelques jours qui restent avant l'arrivée de l'envahisseur, « pour remplir encore davantage leurs coffres déjà bien garnis » : ils chassent les réfugiés dehors. Mais, à peine sont-ils parvenus à en chasser quelques-uns, qu'une nouvelle fournée inonde de nouveau les locaux. Certains cafetiers appelèrent la police à leur secours, pour se débarrasser de cette « invasion de réfugiés » (1). De même que les propriétaires d'hôtels et de cafés, d'autres commerçants ont été impitoyables pour les réfugiés. Ils thésaurisaient la monnaie d'argent et élevaient les prix de vivres à des hauteurs fabuleuses.

Niche devait dépasser toutes les limites permises et rester dans la mémoire des réfugiés comme un mauvais rêve. C'est une ville à moitié orientale, remarquablement sale et malsaine, sans eau potable, d'un esprit petit-bourgeois et mesquin, habitée d'une population à peu près incapable de toute initiative créatrice. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les réfugiés accourus de tous côtés au siège du gouvernement fussent écorchés sans pitié.

Un sort semblable était réservé aux réfugiés dans toutes les villes, petites et grandes. Il y eut naturellement de nombreux cas de dévouement et de sacrifice. Mais, d'une manière générale, la fuite devant l'ennemi, dans leur propre pays même, devait donner aux malheureux fugitifs une dure leçon de patience, et servit de prélude à l'exil qui devait bientôt suivre, dans les conditions bien plus difficiles, surtout pour ceux qui eurent la malchance de passer deux ou trois années dans les camps de concentration, en Hongrie et en Bulgarie. Encore une fois, la fuite devant l'ennemi fut pour les Serbes une excellente école de vie, l'occasion de bien connaître la rudesse des mœurs humaines. Le corps de la population serbe en est sorti affaibli, mais son âme en deviendra plus forte ; moins

(1) Dragučica LAPTCHÉVITCH, *Occupation* (en serbe), Belgrade, 1917, p. 32, 33.

patriarcale et moins poétique, mais mieux armée pour la lutte qu'une nation neuve doit endurer dans la concurrence moderne.

Il n'y a point de Serbe, quelque peu accessible qu'il fût au sentiment national, dont l'âme ne fut remplie de douleur aux jours noirs d'octobre 1915. La Serbie, épuisée déjà par deux guerres précédentes, entrée malgré elle dans une troisième guerre incomparablement plus difficile que les premières, après avoir refoulé à trois reprises de son sol un ennemi deux ou trois fois plus nombreux, bien armé, bien équipé, admirablement ravitaillé — alors que les paysans serbes étaient partis en guerre dans les chemises et les caleçons qu'ils portaient en été, combattant souvent dans leurs habits, sans munitions, quelquefois sans fusils! — cette Serbie, décimée par une terrible épidémie, attend en vain le secours promis par les Alliés, et se trouve enfin prise entre trois envahisseurs en marche. Quel sort plus tragique pouvait être réservé à un petit peuple, laissé sans ressources? Aussi bien, un des rares députés socialistes, en Europe et dans le monde, qui ait voté contre les crédits de guerre, — restant fidèle aux principes pacifistes de l'Internationale, sans tenir compte de l'état de légitime défense dans lequel se trouvait son pays, — ce député décrit de la façon suivante cette heure triste entre toutes où la Serbie perdit son indépendance :

« Je partis donc, avec ma famille, pour Yagodina, le 1^{er} octobre, pour y séjourner, et traverser les moments les plus durs de ma vie... Depuis plusieurs jours déjà, les troupes battaient en retraite. Le 20 octobre, pendant toute la journée et surtout la nuit, nous assistâmes à la retraite des troupes qui avaient combattu sur les positions de Bagrdan. Le 21 octobre, vers midi, passèrent les arrière-gardes elles-mêmes. Ce fut le moment le plus pénible de ma vie : une douleur amère m'avait saisi, les larmes partirent toutes seules de mes yeux. Je fus écrasé par la conscience du fait qu'à partir de ce moment notre indépendance et notre liberté cessaient d'être, et que nous devenions des esclaves occupés... Immédiatement derrière nos soldats, les patrouilles allemandes entraient à Yagodina, suivies de près par les troupes allemandes, qui continuèrent la chasse de nos troupes (1). »

(1) D. LAPTCHÉVITCH, *Occupation*, 27 et 35. Un autre témoin écrit : « La Serbie se mourait, la liberté se mourait, et les soldats serbes combattaient encore en défen-

On évalue à 15.000 le nombre des personnes qui périrent, pendant les deux premières retraites, en territoire serbe.

II. — A TRAVERS L'ALBANIE ET LE MONTÉNÉGR0

Mais le martyr était encore loin de son terme. Après la retraite à travers la Serbie, chaque soldat et chaque réfugié, homme et femme, arrivé à la frontière du territoire national, devait faire son choix : rester sous l'occupation autrichienne et bulgare ou risquer la traversée de l'Albanie et du Monténégro, pour aboutir on ne sait où... Les soldats n'ont naturellement pas été interrogés sur la route qu'ils voulaient suivre, mais il est prouvé que presque chaque individu pouvait prendre un parti librement. Dans beaucoup de cas, les soldats consultèrent leurs chefs sur la direction à prendre. Les officiers, presque tous, partirent pour l'Albanie, tandis que les soldats, surtout ceux qui étaient originaires de régions voisines, rentrèrent chez eux en très grand nombre. Il en a été de même de tous ceux qui étaient blessés, malades et absolument sans ressources, militaires ou civils.

On était entré dans la seconde moitié du mois de novembre. L'armée serbe tenait encore les montagnes entre la Sitnitsa et le Drim. On faisait déjà des préparatifs pour s'enfoncer dans l'Albanie. Soldats et réfugiés — mélangés désormais — se préparaient pour le terrible voyage à travers les sauvages contrées de l'Albanie et du Monténégro. De tous les côtés, on procédait à la transformation des voitures à chevaux et des chariots à

dant ce qui ne pouvait être défendu... Chaque vallée, chaque mont a été défendu. La terre fumait de sang, rendant la respiration difficile. Elle a été admirable, la mort de ce pays héroïque. Les combattants allaient, calmes et recueillis, aux bras de la mort... Terrible a été la physionomie de nos soldats dans ces moments. Trente jours de durs combats, sans aucun repos. L'âme était encore sereine, la volonté était encore forte ; mais le corps, lui, renonçait à obéir. A la place des figures robustes d'autrefois, marchaient maintenant sur la grand'route, des moribonds désespérés, couverts de haillons, chaussés de fripes, la tête baissée sur la poitrine. L'indifférence était souveraine : la mort paraissait la plus douce. Et ils se retiraient quand même devant l'ennemi, en résistant... Les chefs faisaient des efforts surhumains pour présenter à l'ennemi une résistance aussi forte que possible. » Cf. dans D. MILENKOVITCH, *Op. cit.*, p. 117, 118, 119.

bœufs en charrettes qui, seules, pourraient peut-être se faufiler sur les sentiers et les mauvais chemins albanais. La campagne autour de Petch est transformée en grand atelier. Chaque conducteur de voiture est devenu un maître de forges plus ou moins adroit. Les parties éliminées sont immédiatement mises dans des feux, qui déjà commencent à attirer à cause du froid avancé dans ces régions. Le bois sec des ridelles et des roues donne un feu excellent, et les limons trempés de goudron pendant des années et des années créent une fumée épaisse qui monte aux nuages en forme de colonne mince et vibrante. De ces colonnes de fumée, il y en avait des milliers autour de la ville étonnée de Petch. A côté de ces travaux de transformation, on procédait à la destruction de tous les canons et caissons, à l'exception d'un petit nombre qui allaient être transportés à travers le mont de Jlyeb (1) et le Monténégro, vers la mer Adriatique.

Tout ce monde grouillant se dirigeait insensiblement, par la côte Sud-Est de Jlyeb, vers le sommet de cette montagne. Les chemins qui y conduisaient étaient nombreux. Partout où l'eau s'écoulait du sommet vers la plaine, un sentier était tracé, et une file vivante d'hommes et de voitures s'y engageait. Tout se passait sans aucun ordre : tandis que les artilleurs s'enrouaient en criant après les chevaux trop nombreux et surmenés, certains réfugiés, assis de côté, regardaient avec calme toute cette cohue, en mâchant doucement les derniers restes de leur approvisionnement emporté du pays. D'en bas, du fond des précipices énormes, monte le fracas entrecoupé des munitions mises au feu. Le long du chemin, des obus et des bombes à main gisent à terre : les fantassins ramassent les bombes, mais pour s'en débarrasser un peu plus loin, lorsque la fatigue les aura saisis.

Souvent, la journée était belle, l'air pur, la perspective ravissante. Dans d'autres conditions, ce voyage eût été un agrément sans égal. (Beaucoup de réfugiés se souviendront plus tard des

(1) *Zljeb* (prononceer : Jlyeb) montagne dans le Monténégro, à 11 kilomètres au Nord-Ouest de la ville de Petch, 2.243 mètres.

beautés naturelles de ces régions et exprimeront le désir d'y retourner, mais de bon gré, et le sac autrement garni qu'en 1915 !) Habillés ébaudement, surechargés d'effets, tous se fatiguaient vite en montant la pente très abrupte : la sueur couvrait les visages et les corps. On était forcé de faire des haltes fréquentes. Le ciel bleu et pur incitait à la marche, mais les rayons chauds tombant droit apportaient la lassitude. Lorsque les uns s'asseyaient pour le repos, d'autres se levaient pour continuer le voyage ; ainsi sans cesse pendant plusieurs semaines. Soldats et réfugiés, tous étaient dans un semblable accoutrement : sur la tête de nombreux soldats, on voyait un chapeau ou une toque en peau de mouton, au lieu de calot ; par contre, de nombreuses femmes avaient sur leurs jambes des pantalons d'officier et sur la tête un képi avec cocarde, d'autres même avaient des bottes. Telle mère, courbée, avec un enfant sur le dos, marchait avec peine, rompue de fatigue. Telle autre femme, libre de toute charge, bien mise, montait un cheval de montagne qui avançait à pas menus en soufflant dans le cou de son guide : c'est le tendre mari, à la figure en sueur, bouche ouverte, les yeux gonflés... Plus on approche du sommet, plus les rangées sont rapprochées les unes des autres. Du bas de la montagne sortent sans cesse des rangées semblables, d'abord innombrables, ensuite réduites à quelques-unes seulement... La première terrasse est comblée de voitures à quatre roues, traînées par des bœufs. Les hommes les ont poussées jusque-là à grand renfort de cris, de jurons et de malédictions. Ils attendent maintenant. Quoi ? Ils ne savent pas. Certains se sont mis déjà à transformer leurs voitures en charrettes... Un tel encombrement de chariots, charrettes, bêtes de somme, soldats, réfugiés, femmes, enfants, rend le mouvement très lent. On ne peut bouger, ni en avant, ni en arrière de sa file. Cela rappelle la procession des fidèles s'approchant de l'autel pour communier... On arrive enfin à l'endroit où se joignent tous les chemins et sentiers partis d'en bas. Une foule si énorme y est amassée qu'on peut à peine bouger. Chacun attend son tour pour passer. A cet endroit, on restait quelquefois 10, 15, 20 heures sans bouger. Poussées, cris, jurons

ne cessaient point. De l'autre côté du ravin, on entrait dans un défilé à travers lequel on ne pouvait avancer qu'un à un. Par ce passage étroit devaient s'écouler toutes les troupes de trois armées. A l'entrée du défilé qui conduit à Rožaj (Rožaj) se trouvent les commandants de passage — pour la plupart officiers supérieurs des états-majors de divisions ou d'armées. Chaque commandant cherche à faire passer en premier ses troupes à lui et même son train d'équipages, d'où naissent des malentendus qui ne font que retarder la marche : personne ne veut bouger avant que la dispute soit terminée. Cela met en colère ceux qui attendent depuis longtemps. On entend des insultes, des cris, de profonds soupirs, des exclamations : « Jamais on ne sortira d'ici ! » et « Ah ! Dieu, où nous as-tu amenés ! »

Las d'attendre, quelqu'un se décide à retourner un peu en arrière afin de se reposer à l'écart. Il se fraye un passage péniblement à travers la foule qui devient de plus en plus dense. Le soir s'approche et un brouillard froid enveloppe choses et hommes. Du bas de la montagne jusqu'à l'entrée du défilé, les pentes sont parsemées de hêtres chétifs. Des milliers de feux dont la campagne de Petch sera couverte pendant plusieurs semaines, ont été transportés à présent sur le dos gigantesque du Jlyeb. Cette montagne, éternellement déserte, est maintenant grouillante de vie. Jamais elle n'eut une mine plus solennelle. Les ours et les loups, ses habitants coutumiers, se sont retirés devant ces hôtes indésirables. Avant de pénétrer dans le ravin qui précède le défilé, une charrette à bœufs se tient à la tête de la file qui ne peut avancer. Les bêtes restent en place sans bouger et regardent impassiblement toute cette cohue de soldats et de réfugiés. Le mauvais sort leur a fait quitter, à elles aussi, la douce Matchva et les a amenés dans ces montagnes rocheuses et sauvages. Si on lui demande pourquoi il ne nourrit point ses bœufs, le conducteur répond : « Je les nourrirais bien, s'il y avait de quoi. Je ne puis leur donner que ces branches de hêtre, puisqu'il n'y a plus de feuilles. Je suis ici depuis déjà plusieurs jours, et leur ai donné à manger tout ce que j'avais comme nourriture : je ne puis bouger d'ici. Heureusement, ils ne manquent pas d'eau ! » Partout des feux,

qu'étouffe un peu le brouillard, et tout autour les figures surmenées de soldats et de réfugiés. Les uns ne cessent pas de raconter leurs histoires, d'autres restent silencieux et contemplent les flammettes rouges qui fument en tremblant du dessous des tisons et disparaissent aussitôt, en se terminant en pointes... Ce campement étrange prend un aspect plus particulier encore à cause des grêles voix enfantines qu'on entend ici et là. Le cri de « maman » adoucit un moment les souffrances, et renvoie les pensées à la vie paisible et heureuse du foyer familial. Ces voix réveillent aussi chez certains le souvenir de leurs propres enfants laissés derrière eux, à la merci du noir inconnu... Mais la nuit avancée ; les feux deviennent de plus en plus faibles. En cercle autour de chaque feu, les voyageurs fatigués sont couchés et dorment dans l'abandon d'un effort relâché. Dans chaque groupe, un homme veille sur le feu. Du côté du défilé, le bruit ne cesse point : chacun voudrait sinon immédiatement, du moins le plus tôt possible, franchir cet endroit, d'autant plus que le moment de passer, lui semble-t-il, recule au lieu de s'approcher. D'en bas, du côté de la ville encerclée de feux innombrables, des voix montent. Ce sont ceux qui se hâtent d'atteindre le ravin et d'être plus près du fatal défilé : ils ont continué de marcher en pleine nuit. De temps à autre les voix humaines sont couvertes du mugissement des bœufs affamés et des cris affreux des ânes : le calme relatif de la nuit en est troublé. Ceux qui, pour la première fois de leur vie, se sont couchés sur des branches, un petit sac rempli de biseuits ou de maïs leur servant d'oreiller, sursautent et font le geste de se lever. Un moment après, ils retombent machinalement dans la même pose... Les gens avaient beau entrer sans cesse dans le défilé, jour et nuit : toutes les pentes et les terrasses restaient encore remplies d'hommes et de bêtes, du pied de la montagne jusqu'au sommet... Lorsque, enfin arrivait son tour de passer, chaque homme traversait le défilé en courant. Une fois passé, il faisait le signe de la croix en disant : « Grâce à Dieu, on a franchi le seuil du paradis ! (1) »

(1) Voir dans l'ouvrage du général MILENKOVITCH, les articles de divers auteurs décrivant la retraite. *Op. cit.*, p. 122-125.

Loin d'être un paradis, ce n'était qu'une première étape d'un calvaire qui devait durer plusieurs semaines. On était encore en territoire serbe. Mais là-bas, dans le brouillard épais, au milieu d'une plaine assez vaste, les réfugiés verront tout à l'heure un pont, courbé au-dessus du Drim, telle la bosse d'un chameau. Ce pont-là marque la frontière entre la Serbie et l'Albanie. « A chaque nouveau pas que nous faisons, nous nous sentions plus près de la perte du dernier coin de notre territoire libre. Comme les condamnés à mort, nous comptâmes d'abord les jours qui nous restaient à vivre libres, ensuite nous comptâmes les heures et les minutes. Autant il m'a semblé auparavant que nous marchions trop lentement en fuyant devant l'ennemi, alors qu'il fallait se dépêcher, autant il me semble maintenant que nous marchons trop vite... Doucement, doucement, n'abandonnons pas si vite cette centaine de mètres de terre libre serbe !... Un peu plus loin, quand nous serons aux bords du Drim, notre patrie ensanglantée se trouvera déjà derrière nous, et, devant nous, seront les lointains et inconnus chemins de la douleur et de la souffrance... Ce pont que nous traversons en ce moment, ne serait-il pas juste de l'appeler, lui aussi, le Pont-des-Soupirs ? (1) » Les poètes expriment ce que l'homme ordinaire sent vaguement et ne sait point dire : « Sur les eaux d'Albanie, sur les eaux de la Mort, écrira plus tard M. Jiv. Dévétéherski, nous arrê tâmes nos soldats. Sur les eaux de la Chkoumba, de la Séména, de la Voyoueha, nous nous arrê tâmes pour reposer nos os. Seuls, les os nous restèrent encore, les os, la mort et l'honneur sur les drapeaux de la gloire... Nous enfonçâmes sous les saules nos étendards ensanglantés et nous nous assîmes tristes et malheureux au moment du zénith sans soleil, le jour de fête divine sans joie. Nous étions par terre, mais nous ne pleurâmes point, nous mourions silencieux, comme est silencieuse une grande tristesse, comme fut silencieuse la Grande Passion sur la croix de Jérusalem... (2) »

(1) Branislav Nouchitch, auteur dramatique, dans son roman inédit *l'Ouragan*. Extrait publié dans *Vidovdan* (en serbe), II 1919 ; Genève, p. 25-28.

(2) Dans le cycle « Les psaumes albanais » (en serbe). Extrait dans *l'Op., cit.* p. 29.

Le sort le plus triste était réservé aux jeunes gens de 15, 16 et 17 ans, entraînés par les armées, et qui périrent pour la plupart de froid et de faim dans les montagnes albanaises. Le 5 octobre 1915, le Conseil des ministres décida d'appeler sous les drapeaux, après les recrues de la classe 1916 (nées en 1896), les jeunes gens nés en 1897 et 1898, et d'évacuer des départements occupés par l'ennemi tous les jeunes gens nés en 1899 et 1900. Un ordre du ministre de la Guerre, du 7 octobre, donnait les instructions suivantes : 1^o les jeunes gens seront rendus à leurs parents si ceux-ci se trouvent parmi les réfugiés ; 2^o les jeunes gens dont personne n'aura à s'occuper (nés en 1897 et 1898), seront remis aux commandements des départements militaires et aux stations d'étape qui s'en chargeront ; 3^o tous les autres jeunes gens seront confiés aux soins des citoyens aisés qu'ils seront obligés de servir et « où cela est impossible, aux communes et aux comités de secours locaux qui les considéreront comme des réfugiés pauvres, jusqu'au moment où les autorités militaires ne les prendront pas à leur charge ». Le 17 octobre, le ministre de la Guerre ordonna de diriger toutes les recrues vers Monastir où devait avoir lieu leur concentration. Cinq jours plus tard, le 22 octobre, le même ministre ordonnait de diriger tous les jeunes gens réunis dans les commandements de départements aux endroits où s'exerçaient les recrues des départements respectifs. Suivant cet ordre, les jeunes recrues furent dirigées : les unes, vers Prizren ; les autres, vers Novi-Pazar ; les troisièmes, vers Débar, Ohrid, Ressava, etc. Toujours est-il que tous ces jeunes gens (il pouvait y en avoir 100.000) se virent obligés de s'engouffrer dans l'Albanie centrale, en route pour Strouga, Débar et Ressava, sans habits militaires, sans armes, sans aucune provision, sans guide ni protection. Ce sont eux que les réfugiés, arrivés à leur tour dans le guépier albanais, trouvaient gisant, morts de faim et de froid ou tués par les Albanais, presque tous entièrement déshabillés et pillés. Peut-être deux tiers de ces jeunes gens périrent de la mort la plus atroce. Dans un rapport présenté au Parlement, en 1918, nous lisons les explications suivantes sur le sort terrible de ces malheureux :

« Les recherches faites jusqu'à présent ont donné le résultat suivant : une foule de ces jeunes gens-recrues ont succombé aux maladies et à la famine, ou ont disparu, non seulement à travers l'Albanie, mais même avant qu'ils aient franchi la frontière de nos nouveaux territoires. La meilleure preuve en est dans la différence entre l'état numérique des recrues aujourd'hui vivantes et celui d'avant le départ : un peu plus d'un tiers seulement se trouve actuellement présent. Sans doute, la cause des pertes, si considérables, se trouve en grande partie dans les conditions générales de l'époque, qui ont laissé de grands vides dans les rangs de nos soldats ayant traversé le Monténégro et l'Albanie. Mais une part de responsabilité incombe certainement à ceux qui n'ont pas fait le nécessaire en temps voulu, pour équiper et ravitailler ces troupes et leur fournir une protection suffisante, à ceux qui n'ont pas su s'orienter dans des moments aussi graves, ou n'ont pas été à la hauteur de leur rôle de chefs. — Dans quelle mesure, tels ou tels chefs sont particulièrement responsables, ce serait au tribunal compétent de le dire (1). »

Peu à peu, les uns après les autres, les spectres vivants des soldats et réfugiés serbes arrivaient au bord de la mer salubre. Comme dans l'histoire de Xénophon, les pauvres fugitifs se réjouirent à l'aspect mirifique de la mer bleue et verte : *thalassa ! thalassa !*... Les bateaux français et italiens transportaient — toujours trop lentement au gré des réfugiés — les civils en Italie, en Corse et en France ; les militaires malades, sur l'île de Vido (plus tard, appelée l'île de la Mort, à cause des victimes innombrables qui y furent jetées à l'eau ou enterrées) — ceux qui se portaient à peu près bien, les bestiaux et le peu de matériel de guerre qui était resté, à Corfou. Là, on procéda au rétablissement physique des soldats serbes, à la réorganisation de l'armée et à son rééquipement complet. Cela se passait au mois de décembre 1915 et en janvier 1916. Au mois d'août de la même année, les premiers convois de l'armée serbe réformée commençaient à débarquer à Salonique et se dirigeaient vers le front nouveau, que les troupes alliées avaient déjà établi sur le territoire grec, en face des Bulgares, Austro-Hongrois et Allemands.

Notons, pour être complet, qu'une petite section de l'armée

(1) Ce rapport a été reproduit dans un petit journal de province *Souvorov* (en serbe), paraissant à G. Milanovats, 1^{re} année, n^{os} 5, 6 et 7.

réussit à s'échapper à temps au Sud de Prizren et regagna les forces serbes de Monastir. C'est dans cette ville également que se réfugièrent pour un certain temps les garnisons de la Macédoine orientale, les troupes chargées de défendre la frontière de ce côté, les fonctionnaires et une petite partie de la population macédonienne. Tout ce monde se dirigea d'abord vers Vélès, ensuite vers Dycvdyélia ou vers Monastir, à travers les fameuses routes serpentées de la Babouna (1). Cette retraite représente en miniature celle d'Albanie. Mais elle est loin d'avoir provoqué le nombre de victimes que coûta l'autre, une des plus grandes tragédies de la Guerre.

L'armée serbe était suivie d'environ 500.000 civils. Certains de ceux-ci durent rebrousser chemin et retourner en Serbie. D'autres périrent en Albanie ou au bord de la mer. Ils se trouvent dans les 200.000 victimes que la nation serbe laissa en Albanie. Il faut ajouter à ce chiffre un très grand nombre de prisonniers autrichiens et hongrois que les troupes serbes traînaient avec elles sur ce chemin du désastre commun.

III. — DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION ET D'INTERNEMENT

Au mois d'octobre 1915, en descendant la vallée de la Morava, l'armée allemande chassa les troupes serbes jusqu'à la plaine de Kossovo. Les premiers convois de prisonniers serbes commençaient à arriver dans les villes de la Serbie centrale. Les Allemands ne capturaient que des soldats, laissant en paix la population civile. Mais, sur les routes de Kossovo, entre Prichtina, Mitrovitsa, Novi-Pazar et Prizren, Petch et Dyjakovitsa, une foule énorme de fugitifs circula pendant tout le mois de novembre, et même en décembre. Ce sont ceux qui n'avaient pas osé ou n'avaient pas pu franchir la frontière serbe et monténégrine pour pénétrer dans les montagnes. Certains retournaient, même après avoir été jusqu'à Skadar (Skutari) ou même

(1) *Babouna*, montagne au Nord-Est de la ville de Prilep, entre les rivières : Vardar, Babouna, Crna et Rajec, 1.008 et 1.180 mètres.

jusqu'à Andriévitsa ou Podgoritsa, dans le Monténégro. A leur retour, ils rencontraient naturellement les troupes bulgares ou austro-hongroises, s'ils n'étaient pas surpris par elles au moment même où ils s'apprêtaient à partir plus loin, vers la mer. Une grande partie de ces fugitifs, civils aussi bien que militaires, furent tués ou faits prisonniers par les armées et autorités austro-hongroises et bulgares (1). D'autres réussirent à s'échapper en se cachant le jour et en voyageant la nuit. Il en fut de même de tous les soldats et civils malades qui avaient été laissés dans les hôpitaux sur le chemin de l'exil. Certains furent dirigés vers leurs lieux de naissance. D'autres furent immédiatement envoyés dans les camps de concentration en Hongrie et en Bulgarie. Donc, à la différence des Allemands qui ne capturaient que des soldats, les Austro-Hongrois et les Bulgares prenaient également civils et militaires. Autre différence : les Allemands traitaient leurs prisonniers correctement ; ils évitaient même les insultes ; encore moins pouvait-il être question de punitions physiques. Au dire d'un témoin, qui vit camper les prisonniers serbes à Yagodina : « Les Allemands traitaient leurs prisonniers comme des héros, avec toute l'estime et tout le respect que méritent les héros. » Ils leur permirent d'aller chercher du bois, et recommandèrent à la population d'apporter du pain aux prisonniers. « Il n'y eut pas de famille à Yagodina, indigène ou réfugiée, qui n'eût apporté aux prisonniers non seulement du pain, mais aussi des chaussettes à ceux qui n'en avaient pas. Ainsi préparés, les prisonniers furent rangés quatre par quatre et partirent en chantant. »

Les soldats et les chefs austro-hongrois, par contre, avaient une tout autre attitude envers les prisonniers. Ils ne leur permettaient pas de s'arrêter pour prendre du repos, ne leur procuraient pas de nourriture, et ne laissaient pas à la population serbe apitoyée la liberté de donner du pain à ces malheureux :

(1) *Die neue freie Presse* de Vienne communiquait, à la date du 5 janvier 1916, la dépêche suivante envoyée de la région nouvellement occupée : « *Novi-Pazar*. Des Albanais armés assurent l'ordre. Aussitôt que des armes leur furent données, ils ont entrepris la chasse au gibier serbe. »

à coups de crosse, ils chassaient hommes ou femmes qui s'approchaient des prisonniers et frappaient sans pitié ces derniers s'ils avaient tendu la main pour prendre du pain. Des scènes pareilles pouvaient se voir dans toutes les villes où les prisonniers s'arrêtaient et même à Belgrade. M. Laptchévitch affirme — et c'est un témoin qui nous inspire une confiance absolue — que de nombreux soldats moururent à la suite de tels sévices. Lorsque les soldats allemands voyaient ce spectacle, ils apportaient un grand nombre de miches de pain, se mettaient devant la colonne, coupaient du pain et en distribuaient aux prisonniers serbes affamés. Là encore les soldats autrichiens essayaient de frapper les prisonniers. Quelque temps après, on cessa de frapper les soldats serbes, tout au moins à Belgrade. Les officiers allemands avaient formulé une protestation par écrit auprès du commandement autrichien (1). « L'Autriche-Hongrie, ajoute le même auteur, a surtout pratiqué cette politique : décimer la population serbe au moyen de déportations. L'internement n'avait point cessé et se faisait en masse lorsque la Roumanie déclara la guerre aux Puissances Centrales (août 1916). A cette époque, l'envahisseur expliquait qu'il ne pouvait donner une pleine liberté à une population occupée dans le voisinage même d'un pays en guerre. Lorsque la Roumanie fut écrasée et cette prétendue raison disparue, la population internée ne fut pas relâchée, mais elle tombait en masse, comme de la bale (2). » Les témoins et les victimes que nous avons interrogés ou qui ont écrit là-dessus affirment que cette manière de traiter prisonniers et internés n'était pas la conséquence du hasard, mais qu'elle faisait partie d'un plan d'ensemble. La preuve en est avant tout dans la façon dont les prisonniers, militaires et civils, étaient conduits vers les camps de concentration : « les prisonniers marchaient à pied plusieurs jours de suite, 8 jours et davantage, rangés par quatre, et sous les

(1) « Cette armée héroïque, disait-on en substance dans cette protestation des officiers allemands, a succombé parce qu'elle avait devant elle des ennemis supérieurs. Mais, pleine d'honneur, elle n'en mérite pas moins tout hommage. » Cité par M. LAPTCHÉVITCH, *Op. cit.*, p. 58 et 61.

(2) *Op. cit.*, p. 57, 58.

ordres des soldats austro-hongrois, sans aucune nourriture (1). »

A côté des camps où se trouvaient les prisonniers de guerre, il y avait en Autriche-Hongrie, durant la guerre, des camps de concentration : dans ces derniers, les Autrichiens envoyaient non seulement les prisonniers civils des armées ennemies, mais aussi leurs propres sujets, Serbes d'Autriche-Hongrie qui étaient accusés de haute trahison ou paraissaient suspects aux autorités pour leurs sentiments serbophiles. Le plus grand camp d'internés était celui de Boldogassogny où 7.000 Serbes (hommes, femmes et enfants) sont morts après des souffrances atroces et une famine, hélas ! célèbre. A Nagymegyer, Nézider et à Aschach, plusieurs milliers de Serbes sont morts également. (Ceci pour les Serbes de Serbie). A Témehvar, Arad, Petrovaradine et Koprivnitsa, ont péri plusieurs dizaines de milliers de Serbes de Serbie avec ceux d'Autriche-Hongrie (2). A Groedig, près Salzburg, un camp pour officiers prisonniers de guerre et internés a été également organisé. La vie y était meilleure que dans les autres camps de concentration.

Le sort des prisonniers dans l'intérieur même des camps fut misérable, tant que la Croix Rouge de Genève ne commença pas à leur envoyer des vivres et des vêtements en grandes quantités. Un grand nombre de prisonniers succombèrent aux épidémies qui y régnèrent pendant un certain temps. Mais lorsque soldats et officiers austro-hongrois chargés de garder les prisonniers commençaient eux-mêmes à tomber victimes des mêmes épidémies, le régime sanitaire s'améliorait remarquablement. Néanmoins, les baraquements étant tout à fait primitifs, un froid mortel y régnait généralement pendant l'hiver. La famine était encore plus terrible. D'après ce que nous avons pu apprendre, par des lettres reçues de là-bas, des récits oraux ou des descriptions dues aux victimes, la famine des camps dépassait ce qu'on a pu voir en Albanie. Elle a duré beau-

(1) *Op. cit.*, p. 60, 61.

(2) Notons, pour être complet, qu'après la fin de la guerre une espèce particulière de camp de concentration fut créée à Gaëta (port italien au Nord de Naples), où étaient placés des Monténégrins partisans de l'ancien roi Nikola, sous la protection du gouvernement italien.

coup plus longtemps, dans un milieu beaucoup plus éneervant, — camps entourés de fils de fer barbelés, gardés par des soldats baïonnette au canon, au milieu de personnes toujours pareilles, et dont il mourait chaque jour un grand nombre d'inanition, ou de folie provoquée également par l'inanition. Certains spectacles, vus par de nombreux témoins dans les camps de prisonniers en Hongrie, resteront fixés pour toujours dans l'histoire de la souffrance humaine. Des hommes affamés, presque fous de famine, se battaient souvent autour d'un os trouvé au fumier, autour d'un grain de haricot, trouvé non digéré dans l'exercement humain, autour d'une petite touffe d'herbe qu'ils découvraient et broutaient jusqu'aux racines (1).

Un assez grand nombre de ces prisonniers furent plus tard envoyés à l'intérieur du pays et engagés chez des propriétaires allemands, hongrois, tchèques ou polonais, comme domestiques. C'était des « externés ». Ceux-là étaient heureux, et passèrent là, de leur propre aveu, les plus beaux moments de leur vie. Ils virent de près comment travaillent et vivent les agriculteurs de ces régions, incomparablement supérieurs à eux-mêmes et à leurs compatriotes de Serbie. Nous avons trouvé dans chaque village serbe un ou plusieurs paysans ayant été de la sorte employés dans les endroits les plus différents de l'Autriche-Hongrie et même de l'Allemagne. Ils s'acclimataient assez facilement à leur vie nouvelle, apprenaient vite la langue du pays, et gagnaient la sympathie de leurs nouveaux maîtres par leur intelligence naturelle, leur bonhomie et leur courage pour supporter le sort qui leur était échu. Aujourd'hui encore, ces paysans se rappellent avec reconnaissance, joie et fierté, leur séjour dans ces contrées civilisées où ils eurent à apprendre beaucoup de choses utiles. Dans leurs villages, ils se distinguent des autres par leur expérience et leurs méthodes de travail supérieures.

(1) Raconté entre beaucoup d'autres, par M. Dobra Roujitch, ancien conseiller d'État. Cf. *Op. cit.*, p. 60. Voir aussi : St. MAXIMOVITCH, *Souvenirs*, p. 26, 27, 36-38 ; L. LAZARÉVITCH, *Notes*, p. 18 ; Lioubomir YOVANOVITCH, *Révolte dans la Toplitsa et Yablanitsa*, p. 38, 39, 44, 46 ; Belgrade, 1919. Pour l'internement des femmes et des jeunes filles en Asie-Mineure, voir *ibid.*, p. 67-70, 71, 81-87 ; *Appel socialiste*, Paris, 1917, *passim*.

D'autres, moins fortunés, ne pouvant plus supporter les duretés de la vie des camps, ont fui, en se cachant le jour et en voyageant la nuit. Nous en avons connus qui avaient traversé à pied tout le territoire de la Monarchie et de la Serbie occupée, de la Hongrie du Nord jusqu'à Prokonplyé, où ils se mirent en rapport avec les comitadjis serbes cachés dans les montagnes de la Toplitsa. D'autres furent repris par les Autrichiens-Hongrois et ramenés aux camps, où ils renouvelèrent plusieurs fois leurs tentatives d'évasion.

A côté des soldats prisonniers de guerre et des hommes d'âge moyen, les Autrichiens-Hongrois internèrent également des vieillards et des femmes qui leur semblaient suspects de peu de loyauté envers les autorités d'occupation, qui avaient prononcé devant un fonctionnaire des paroles désobligeantes pour le régime, ou simplement qui étaient dénoncés par quelqu'un, étranger ou indigène, comme ayant douté de la victoire des puissances centrales. De nombreux hommes politiques, intellectuels, hommes d'affaires ou paysans aisés, prêtres, instituteurs ou autres fonctionnaires, de tout âge et de toute condition, étaient envoyés, le plus souvent avec leurs familles, dans un camp de concentration, afin « qu'ils ne puissent plus pousser à la mutination la paisible population » de la Serbie occupée. Leur sort était cependant plus supportable que celui des prisonniers et autres captifs, grâce aux moyens qu'ils apportaient avec eux ou qu'ils recevaient, vers la fin de la guerre, des autorités et des comités de secours en exil. On compte que 10 pour 100 environ de la population serbe restée dans la zone occupée par les Autrichiens-Hongrois avaient été envoyés dans ces camps de concentration.

De leur côté, les autorités *bulgares* ont pratiqué des internements en masse. Tandis que les Autrichiens-Hongrois avaient l'habitude de faire pendre sur la place publique les gens qu'ils avaient sommairement condamnés pour haute trahison, pour service à l'ennemi (à l'armée serbe), pour désobéissance, etc., les autorités bulgares préféraient une autre méthode d'exécution. On commençait par faire arrêter tel dénoncé ou accusé, en lui

faisant savoir qu'il serait interné en Bulgarie. Chemin faisant, dans quelque ravin ou défilé, ou dans une forêt voisine de la route, les soldats chargés de conduire ces victimes les tuaient à coups de fusil ou les égorgeaient. On évitait de tirer, pour ne pas être entendu par la population villageoise. Nous avons visité, dans l'ancien département de Pirot, sur la rive gauche de la Morava, plusieurs endroits cachés où de telles opérations avaient lieu fréquemment. Les cadavres étaient si mal enterrés que souvent, cinq ou six années plus tard, on y pouvait encore voir des os d'hommes. Les autorités bulgares en voulaient surtout aux instituteurs et prêtres qu'ils accusaient de propagande pro-serbe. Un très grand nombre de prêtres et d'instituteurs ont été, en effet, non seulement internés en Bulgarie, mais aussi tués ou égorvés en cours de route. Certains de ces malheureux parvenaient à s'échapper, pendant qu'ils attendaient leur tour d'être égorvés, en fuyant à travers la forêt ou en se jetant à l'eau. Ce sont ces évadés qui apprenaient à la population terrorisée les nouvelles de ces massacres. Les villes ont souffert de ces actes plus que les campagnes. Les hommes les plus en vue de Niche, Leskovats, Vranić, Alexinats, Soko-Banya, Zaiëtzchar, Pirot et Knyajévats — surtout ceux des trois premières villes — ont été en grande majorité déportés. Certains, parmi eux, considérés comme les plus dangereux, ont été tués en cours de route, sous prétexte qu'ils avaient essayé de s'évader ou sans aucun prétexte du tout ; d'autres, la majorité, étaient transportés en Bulgarie, pour un certain temps ou pour toute la durée de la guerre. Il en fut de même des gens accusés de serbophilie dans la Serbie du Sud et la Macédoine, originaires de Serbie ou bien de ces régions : maires ou maires-adjoints, instituteurs, professeurs, prêtres, commerçants, artisans, étudiants, etc., qui s'étaient « compromis » pendant le régime serbe, de 1913 à 1915, et qui n'avaient pas fui avec l'armée serbe.

Les Autrichiens-Hongrois tenaient leurs prisonniers et les internés civils enfermés dans des camps de concentration, ou bien les laissaient travailler presque librement dans des fermes à l'intérieur du pays. Les autorités bulgares les employaient

tous, prisonniers et internés, à des travaux publics, au déchargement dans les gares, magasins de ravitaillement ou carrières, à la construction des chemins de fer à voie étroite d'Useub à Ohrid (par Tétovo, Gostivar et Kitchévo), ainsi qu'à celui de Gradsko (Vélès) à Monastir (par Prilep), et à d'autres travaux. Sous la garde des soldats bulgares, les prisonniers et les internés travaillaient également à la réparation des anciennes et à la construction des nouvelles routes. Au dire des témoins, ils devaient travailler dans des conditions très dures. La journée de travail était extrêmement longue, le temps pour le repos très court, la nourriture absolument insuffisante : « une espèce d'eau salée, avec un demi-kilo de pain par jour ». Comme les internés étaient pour la plupart des citadins qui n'avaient pas l'habitude de tels travaux, ils se fatiguaient très vite et demandaient la permission de se reposer. Les sous-officiers de garde ne répondaient le plus souvent qu'en disant : « on ne meurt pas de travail ». Les malades eux-mêmes n'étaient point épargnés : « comment sais-je, moi, si tu es malade ou non ! » disait le *starchi* (sergent) pour toute réponse. Aussi arrivait-il très fréquemment que les internés tombaient et mouraient sur la route même où ils travaillaient. Le sergent ordonnait alors à quelques internés de faire rapidement une fosse tout près de la route et de l'enterrer, tandis que les autres continuaient à travailler, en attendant peut-être leur tour de « se libérer de ces misères et de ces malheurs », comme s'exprime un des internés de Djournourdjina en Bulgarie (1). Un très grand nombre d'internés moururent de diverses épidémies et maladies qui sévissaient dans les camps de concentration et dans les baraquements malsains. Mais c'est la construction des chemins de fer Useub-Kitchévo et Gradsko-Monastir qui provoqua le plus de victimes. La seule ligne Useub-Kitchévo coûta la vie à environ 10.000 prisonniers, pour la plupart sujets serbes et russes. Le nombre total des internés et déportés en Bulgarie s'élèverait à 52.000.

On ne peut pas dire pour les prisonniers et internés ayant

(1) Souvenirs de Petko S. Joritch, originaire de Prizren, publiés dans le journal *Vidovdan* (de Novi-Sad, en serbe), nos 420, 421, 422, 423, 424 et suivants.

séjourné en Bulgarie ce que nous avons dit plus haut de ceux de l'Autriche-Hongrie et, en plus petit nombre, de l'Allemagne. Le séjour en Bulgarie fut pour les Serbes une torture ou au moins une corvée. C'est ce qu'on peut dire de moins défavorable. Ils y ont vu très peu de chose, étant ordinairement loin des villages et des villes bulgares. Ils n'en ont conservé que des souvenirs mornes et désagréables. L'impression la plus profonde qu'ils en ont rapportée, — de même que leurs compatriotes restés en Serbie, — c'est que les fonctionnaires bulgares, du haut en bas de l'échelle, étaient généralement entachés de vénalité, et qu'ils ne péchaient point par excès de bonté et d'humanité. Les internés ont rarement eu l'occasion d'observer l'application au travail et l'esprit d'économie pourtant bien caractéristiques du peuple bulgare. C'est sans doute parce qu'ils n'avaient pas la permission de se mêler au peuple et de le voir de près. Si les souvenirs des prisonniers et internés autrichiens sont beaucoup plus riches et plus précis, c'est peut-être par suite du contact direct avec un milieu supérieur à celui qu'ils avaient connu en Serbie (1).

IV. — EN EXIL

Au sortir des montagnes d'Albanie et de Monténégro, les fugitifs serbes, arrivés à la mer Adriatique, devaient s'embarquer pour des randonnées nouvelles. De là, ils allaient rejoindre ceux, très peu nombreux, qui, par des voies plus commodes, avaient déjà gagné la Suisse, la France, l'Italie, la Grèce, l'Angleterre. De là aussi, les militaires allaient partir pour Corfou et pour Salonique, si les souffrances de la retraite et la famine ne les avaient pas marqués pour la « tombe bleue » de l'Adriatique, chantée par un poète, ou pour la terre aride de Vido, l'île de la Mort. Le plus triste sort fut certainement celui du soldat ou du réfugié, qui n'avait réussi à s'échapper de l'enfer

(1) Les autorités bulgares procédèrent, en 1917, au recrutement forcé de jeunes gens serbes pour l'armée bulgare. Nous en parlons au chapitre VII, § IV.

albanais, que pour être pris par la mort sur ces rivages doux et hospitaliers où les espoirs les plus osés étaient permis. Les avions autrichiens survolèrent pendant plusieurs jours les villes de Saint-Jean de Médoua et Durazzo, dans l'intention d'empêcher l'embarquement des débris de l'armée serbe et des réfugiés. Malgré toutes les précautions, de nombreuses victimes furent encore faites par cette suprême chasse de l'ennemi. Enfin, la garde vigilante des torpilleurs français et anglais put empêcher que plusieurs bateaux transportant des réfugiés ne fussent bombardés par des sous-marins allemands. Un bateau, rempli d'enfants et de jeunes gens à destination de la France, fut bien coulé, mais heureusement tout près du rivage : le plus grand nombre des voyageurs fut sauvé.

Ainsi, la joie de la vie sauve se mêlait à une peur à la fois terrible et enjouée : tout l'appareil de sauvetage et ce voyage sur mer aux lumières éteintes amusaient autant qu'ils terrifiaient la fraîche imagination et les jeunes âmes de cette foule de pèlerins. Pour eux, désormais, tout était plein d'intérêt, du moment qu'ils avaient de quoi manger.

Les premiers convois atterrissaient à Brindisi, sur la côte italienne, au point le plus rapproché de la rive balkanique. D'autres se dirigeaient vers la Corse. Certains bateaux, enfin, allaient vers Vido, portant des militaires et des civils malades, et vers Corfou, chargés de soldats, officiers et bestiaux, ainsi que du peu de matériel de guerre qu'on avait réussi à sauver. L'embarquement dura plusieurs semaines, jusqu'à la première moitié de janvier 1916.

Un grand nombre de réfugiés ont traversé l'Italie, mais très peu y restèrent pour attendre la fin des hostilités. De Brindisi, les réfugiés se dirigeaient vers Rome ou vers Naples. Dans ces villes, ils ne s'arrêtaient point ou faisaient une très courte halte, à part ceux qui avaient des moyens pour vivre. D'autres n'y descendaient que pour visiter la ville, si les autorités italiennes le leur permettaient, et afin de s'adresser aux représentants du gouvernement serbe pour un secours en argent. (C'est là une pratique qui sera générale parini les réfugiés serbes : aussitôt arrivés dans une mauvaise passe, ils se croyaient en

droit de s'adresser aux autorités de leur pays. Depuis le commencement de la guerre jusqu'à sa fin, c'était à qui soutiendrait le plus d'argent aux autorités publiques.) Ensuite, les uns allaient à Gênes et s'embarquaient pour Marseille, tandis que d'autres passaient en France en chemin de fer. Bref, très peu de réfugiés restèrent en Italie. Le gouvernement italien a bien voulu prêter son aide au sauvetage de l'armée et des réfugiés, mais il ne se croyait pas obligé de prendre à sa charge un nombre quelconque de réfugiés.

Il en fut tout autrement de la *France*. Son gouvernement déclara immédiatement que les réfugiés serbes seraient traités de la même façon que les réfugiés français et belges ; que les écoles françaises, collèges, lycées et universités, ainsi que les écoles professionnelles, seraient ouverts aux élèves serbes, quitte à se mettre ultérieurement d'accord avec le gouvernement serbe pour un dédommagement. On avait d'abord décidé que le principal centre des réfugiés serbes serait l'île de Corse, avec la ville d'Ajaccio et d'autres localités. Pendant un certain temps, un grand nombre de réfugiés restèrent, en effet, en Corse. D'autres débarquèrent directement à Marseille. Le tempérament vif des Serbes ne pouvait s'accommoder de bon gré de ce cantonnement un peu bizarre et passablement médiocre qu'était la Corse. Ils avaient beaucoup entendu parler de la France, et ils voulaient la voir, elle, la véritable France, et non pas ce succédané de la France, cette île qui ressemble à leur propre pays et où ils n'avaient pas grand'chose à voir. Et puis, certains Serbes avaient déjà réussi à pénétrer en France, et ils en envoyaient des lettres enchantées ! Désormais, tout Serbe un peu entreprenant usait de tous les moyens, pas toujours très chrétiens, pour accomplir à son tour la traversée historique de Corse à Toulon ou à Marseille, et pour être enfin dans cette France, dont on disait tant de bien ! Ainsi, un nombre infime de Serbes restèrent en Corse jusqu'à la fin de 1918, et ce ne furent que ceux qui y avaient trouvé quelque emploi, ouvriers, vieilles gens, fonctionnaires retraités, aux yeux de qui Ajaccio avait les proportions d'une grande ville et qui ne demandaient pas mieux que d'y finir leurs jours.

La jeunesse, tourmentée de grands desseins dont la réalisation semblait maintenant plus possible que jamais, ne pouvait jamais se tenir en place et voulait boire la coupe à pleins bords. En langage simple, cela voulait dire pour chaque jeune Serbe un peu instruit : aller à Paris, y séjourner et y faire ou y achever ses études. Rare est, en effet, le réfugié serbe d'une condition ou d'une instruction quelque peu élevée, qui n'ait pas su trouver le moyen de venir à Paris pour quelques jours, sinon pour longtemps. Les tout jeunes gens étaient immédiatement placés sous le contrôle des professeurs serbes, dans des collèges et lycées de Nice, Cannes, Draguignan, Avignon, Aix, Gap, Nîmes, Grenoble, Tours, Versailles, Annecy, Orléans, etc. Les jeunes gens qui avaient terminé leurs études secondaires étaient retenus pour la plupart à Mont-Dauphin, pour y attendre le commencement de l'année scolaire 1916-1917, et une convention entre les gouvernements français et serbe au sujet de leurs frais d'études. Ceux qui étaient en âge de faire leur service militaire (classe 1917) furent envoyés à Salonique. Les élèves du même âge furent réunis à Jausiers (non loin de Grenoble), où ils devaient faire à la fois leur service militaire et préparer leur baccalauréat serbe. Un cours de baccalauréat serbe fut également organisé à Paris. Enfin, un lycée serbe fut institué à Nice où environ un millier de jeunes gens et de jeunes filles terminèrent leurs études secondaires. A partir du mois d'octobre 1917, les anciens étudiants et bacheliers, ainsi que les bacheliers nouveaux, reçurent tous une bourse, et furent dirigés vers les Universités françaises de Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Aix-en-Provence, Alger, Lyon, Montpellier, Poitiers, Toulouse et Rennes. Comme on le voit, l'Université de Paris n'était pas ouverte aux boursiers serbes. Naturellement, plus ou moins vite, un nombre toujours grandissant de ces jeunes gens parvenaient quand même, sous divers prétextes, à se faire inscrire aux diverses Facultés de l'Université de Paris. Nous reviendrons, dans notre chapitre VII, sur les conditions et les résultats de ces études en exil.

Ici, nous n'avons voulu que signaler les principaux cen-

tres de France où la jeunesse scolaire serbe séjourna pendant son exil.

De même que pour les réfugiés français et belges, on créa pour les réfugiés serbes plusieurs colonies spéciales où ils étaient logés et nourris gratuitement, aux frais du gouvernement serbe. Mentionnons, par exemple, les colonies de Petites-Dalles, Minizan-les-Bains, etc. Aux ateliers des chemins de fer d'Orléans, un grand nombre d'ouvriers serbes ont été employés pendant tout le temps de l'exil. Un peu partout en France, dans chaque ville, il y avait des Serbes. A la fin de 1917, un certain nombre de prisonniers de guerre, malades ou invalides, furent renvoyés d'Autriche et d'Allemagne. Après avoir traversé la Suisse, ils furent, eux aussi, hospitalisés par la France, d'abord dans les hôpitaux, ensuite chez des propriétaires agricoles, tout particulièrement dans le Midi. Les invalides de guerre furent envoyés dans des institutions de rééducation professionnelle ou bien en Tunisie, où ils devaient attendre la fin de la guerre. A Toulon, un grand dépôt militaire avait été organisé, et de très nombreux soldats y séjournèrent ou y passèrent.

Un assez grand nombre de soldats serbes, malades ou convalescents, séjournèrent pendant la guerre en Afrique du Nord, en Algérie et en Tunisie. Le campement le plus important a été celui de Nador, à 7 kilomètres de Bizerte. De Corfou et du front de Salonique, les soldats malades, blessés et convalescents étaient ordinairement envoyés à Toulon ou en Tunisie.

L'Angleterre ne fut pas aussi large pour les réfugiés serbes que la France. Pays insulaire, presque entièrement industriel, l'Angleterre manquait elle-même de vivres et ne pouvait songer à recueillir un très grand nombre de réfugiés. Ensuite, les Anglais ne voulaient pas faire les choses à moitié. Ils préféraient ne recevoir que 300 étudiants serbes, mais les traiter royalement, qu'en recevoir 3.000, peut-être même 5.000 — le chiffre total de réfugiés n'a jamais pu être exactement établi — et leur offrir une hospitalité médiocre. Il est vrai que le nombre en était énorme, et qu'il fallait les faire vivre tous, et pas seulement une élite arbitrairement choisie. L'esprit démocratique

des Français, malgré toutes les insuffisances de la vie en exil, répondit mieux aux nécessités auxquelles étaient soumis les réfugiés serbes. Aussi a-t-il trouvé une compréhension reconnaissante dans le cœur de chaque Serbe. (Tout soldat réfugié se contentait d'admirer la puissante Angleterre, et il réservait son amour pour la France.) Certains soldats malades étaient transportés en bateau anglais jusqu'en Angleterre ; mais, une fois guéris, ils ne pouvaient plus y séjourner. Amenés à Toulon, ils devaient être envoyés à Salonique, au front, ou, si leur convalescence n'était pas complète, rester en France ou en Tunisie. L'Angleterre avait limité le nombre d'étudiants serbes qu'elle voulait recevoir, et ne voulut pas modifier cette résolution jusqu'à la fin de la guerre. Encore faut-il ajouter que les secours n'étaient pas tous donnés par le gouvernement britannique, mais surtout par le Serbian Relief Found, organisme créé par l'initiative privée, à la suite de la visite d'un groupe de dames anglaises au front serbe.

En Grèce, l'armée serbe devait procéder à sa réorganisation. De Corfou, elle a été transportée dans le camp retranché de Salonique et, plus en avant, sur le front établi tout au long de la frontière grecque. Dès la fin de 1915, Salonique fut un centre important pour les Serbes en exil. Au cours de la guerre, les Serbes s'y sentaient comme chez eux. Les autorités alliées y étaient alors plus puissantes que les autorités grecques. C'est là que les Serbes, soldats et réfugiés, firent connaissance avec les soldats de plusieurs nations : Français, Anglais, Italiens, Grecs, et de plusieurs races (Hindous, Indo-chinois, Sénégalais, etc.), eurent l'occasion d'entendre parler plusieurs langues étrangères ; bref, vécurent pendant de nombreux mois, dans une véritable tour de Babel.

En dehors de Salonique, il y avait des réfugiés serbes à Vodéna (Macédoine grecque), à Volos, à Athènes et dans d'autres localités grecques. Vodéna fut surtout le refuge des habitants de Monastir, qui avaient quitté le territoire serbe au dernier moment. Dans les villes de l'ancienne Grèce, les Serbes menaient une vie calme, loin du bruit de la guerre. C'étaient

surtout des gens aisés que la misère ne forçait pas de s'adresser à tout moment aux autorités serbes pour implorer argent et secours. A Vodéna, au contraire, ainsi qu'à Kénali et Florina, une foule de gens pauvres s'étaient réfugiés, venant de Monastir, après la reprise de cette ville par les Austro-Bulgares.

On doit rendre compte également des mouvements d'un détachement serbe, connu sous le nom de « division yougoslave » de *Dobroudja*. En réalité, il y avait là peu de Serbes de Serbie qui, seuls, nous intéressent ici. Mais le sort de cette division fut si étrange, elle fut menée dans des régions si lointaines qu'elle mérite une place à part dans l'histoire des Serbes qui, quatre années durant, furent une véritable nation errante. La division yougoslave de Dobroudja fut formée de la façon suivante : un très grand nombre de Serbes, Croates, Slovènes, ainsi que d'autres Slaves, sujets de l'Autriche-Hongrie, préféraient se rendre aux Serbes ou aux Russes, que lutter contre ses frères de race. Ces Slaves étaient traités en Russie non pas en prisonniers de guerre, mais en amis. Ils étaient presque tous libres dans leurs mouvements. Beaucoup, parmi eux, étaient déjà placés comme ouvriers, cochers, domestiques ou travailleurs sur les grandes propriétés rurales. D'autres restaient encore concentrés dans des casernes. C'est parmi eux qu'un groupe d'une centaine d'officiers serbes, venus de Corfou, avec le général Jivkovitch, défenseur de Belgrade, à sa tête, commença à faire de la propagande pour la formation d'une unité yougoslave. Le jour même où la Roumanie décréta la mobilisation (août 1916), la première division yougoslave pénétra en Dobroudja. Elle était composée pour la plupart de soldats anciens sujets autrichiens, originaires de Dalmatie, Bosnie, Batchka, Srem, Banat, Croatie, Slavonie, Slovénie, etc. A part les officiers, venus de Corfou, il y avait dans cette division très peu de Serbes de Serbie. Ils combattirent contre les Bulgares en Dobroudja. Lorsque la révolution éclata en Russie et que les armées russes cessèrent de combattre, les volontaires yougoslaves se mirent en route pour se rendre au front de Salonique, à travers l'énorme

territoire russe, la mer du Nord, l'océan Atlantique et la mer Méditerranée. C'est cette randonnée fantastique qui donne un intérêt particulier à cette unité de guerre. Quatre mois durant, ils voyagèrent en chemin de fer avant d'arriver à l'Océan glacial Arctique, à Mourmansk (environ 70° de latitude), pays du soleil polaire, des Samoyèdes, Toungous et Lopars. Au point extrême du Nord de l'Europe, à Mourmansk, les volontaires yougoslaves s'embarquèrent pour l'Angleterre. De là ils furent dirigés vers Salonique, où cette division forma le noyau de la grande division yougoslave, composée d'éléments venus d'Amérique. Une partie de ces troupes de Russie traversa la Sibérie et arriva au front de Salonique, par le Japon, la mer Jaune et le canal de Suez.

*
* *

Au mois d'août 1914, commença pour la population serbe — désireuse de paix, après deux guerres balkaniques — une série de déplacements qui ne devait se terminer qu'en 1920. En fuite devant l'envahisseur, paysans et citadins serbes ont connu presque tous, hommes et femmes, grands et petits, des endroits, régions, pays, mers, continents même, dont ils n'avaient le plus souvent jamais entendu parler. Ils traversèrent la Serbie d'abord, allèrent en Albanie et au Monténégro ensuite, dans les pays ennemis et amis, en exil enfin, — telles ont été les douloureuses étapes de la nation errante. Elle eut le bonheur de retrouver, après tant de tourments, le chemin de retour : mais elle était atrocement diminuée et exsangue. Les générations ultérieures jouiront des fruits de cette expérience de leurs ancêtres, mais elles ne manqueront pas de se ressentir également de l'épuisement physique extraordinaire subi par les contemporains de la Grande Guerre.

CHAPITRE II

Effets de la guerre sur l'économie rurale

En 1914, la Serbie se présentait à l'observateur comme un pays où l'agriculture et l'élevage étaient les occupations principales; où plus d'un tiers de la surface se trouvait couvert de forêts; où une richesse minière remarquable offrait des conditions favorables au développement industriel, où, enfin, de nombreux et puissants cours d'eau rendaient possible une électrification de premier ordre. Par contre, plusieurs éléments manquaient pour la mise en valeur de toutes ces possibilités : un débouché sur la mer, des moyens de transports, une instruction à la fois plus large et plus profonde de la population. De plus, avec une majorité paysanne de 80 à 85 pour 100, la Serbie manquait de grands centres et n'avait pas de bourgeoisie capable de prendre l'initiative de la création d'une industrie dans le pays. De deux choses, l'une, désormais, était à prévoir : ou bien la Serbie resterait pour très longtemps encore un pays primitif, ou bien le capital étranger y pénétrerait afin d'exploiter les richesses matérielles et la force de travail ensevelies dans le sol et la nation serbes.

I. — VUE D'ENSEMBLE SUR LES EFFETS DES GUERRES ANTÉRIEURES

L'Autriche-Hongrie, se croyant en droit de présider aux destinées de ce pays, n'a jamais voulu considérer les choses du point de vue de l'avenir serbe. Elle n'avait pas intérêt à y voir se développer une industrie qui affranchirait la Serbie de la tutelle

autrichienne. Par contre, elle n'a rien fait pour développer la force productrice et, par suite, consommatrice, de ces paysans serbes auxquels elle achetait leurs pores et leurs bœufs et auxquels elle voulait vendre ses produits manufacturés. Elle pensait que les Serbes seront toujours assez civilisés pour lui fournir des cochons, des moutons et des bœufs, nécessaires à sa consommation. Une plus grande culture, pensait-elle, amènerait les Serbes à l'industrie, chose que l'Autriche ne voulait point. Elle oubliait que, seule, une nation instruite, pourvue de moyens de transports et de moyens de production perfectionnés, est capable d'une production et d'une consommation plus élevées. La Serbie avait, semble-t-il, le pressentiment du danger qu'elle courait à rester éternellement sous la tutelle économique et politique de la monarchie danubienne, du danger aussi d'être une colonie condamnée à végéter et à ne jamais connaître les bienfaits de la civilisation. C'est dans cette intuition de son avenir menacé qu'il faut chercher, peut-être, l'explication de la guerre entreprise en 1912 par la Serbie, d'accord avec la Bulgarie et la Grèce. Pour se défendre de la poussée qui venait du Nord, elle tenta elle-même une poussée vers le Sud, du côté qui lui semblait offrir une moindre résistance. Afin de ne pas étouffer dans l'étreinte de l'Autriche-Hongrie, elle voulut avoir une sortie sur la mer Adriatique ou tout au moins sur la mer Égée, directement ou par l'intermédiaire d'un État voisin et ami, en tout cas plus faible que la Turquie ou l'Autriche-Hongrie. Mais cette dernière voyait bien de quoi il s'agissait : la Serbie allait échapper à sa tutelle, pour ne pas dire plus. Il fallait à tout prix tuer en germe cette indépendance que la Serbie était en train de se forger. C'est ce que l'Autriche-Hongrie essaya de faire en déclarant la guerre, le 29 juillet 1914, avant que toute médiation fut possible, à un pays affaibli et épuisé par toute une année de guerre (30 septembre 1912-10 août 1913), au moment où la population était agitée par une campagne électorale, et sans même lui laisser le temps de faire sa récolte, qu'elle n'avait pas faite convenablement depuis l'automne 1911.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de la Serbie

qu'un mouvement économique se trouve arrêté par une guerre dans son plus grand essor. Dans les années 70, du siècle dernier, la Serbie connut un commencement de progrès économique : fondation de banques et d'autres institutions de crédit, construction d'usines, formation de sociétés par actions et de coopératives de production et de consommation. Le mouvement était sérieux et promettait une grande prospérité. Survint la guerre de 1876 à 1878, et toute cette activité économique fut arrêtée d'un seul coup. Les travaux entrepris périclitèrent, les matériaux apportés furent anéantis, les sociétés dissoutes. Les quatre années de guerre mirent non seulement fin à l'activité nouvelle, mais épuisèrent le pays dans une mesure telle que, même les hostilités terminées, la vie économique ne put reprendre son cours pendant plusieurs années. Le pouvoir d'achat des masses populaires était réduit au minimum. La culture extensive, seule connue à cette époque, ne permettant point un relèvement rapide du paysan, il se mit à exploiter sans pitié les forêts et à vendre le bétail que la guerre avait épargné. Cette double dévastation donna, il est vrai, à ce moment, quelques moyens nécessaires à l'État et aux particuliers, mais affaiblit pour longtemps la capacité productrice des paysans serbes. Ce n'est qu'en 1881 qu'on sentit une reprise de l'activité économique. La construction des premiers chemins de fer en Serbie, de 1878 à 1884, au moyen de capitaux étrangers, donna un peu de souffle à l'économie nationale. La première banque de Belgrade fut créée en 1882, et la Banque Nationale, en 1883. Mais ce renouveau de vie économique ne dura que peu de temps. En 1885, une nouvelle guerre éclata, entre Serbes et Bulgares. Elle atteignit très gravement l'économie rurale, mit en désarroi les finances publiques et provoqua des charges nouvelles, arrêta la mobilisation des capitaux dans les institutions de crédit, fit augmenter le change jusqu'à 15 et 18 pour 100, mit fin à l'échange avec la Bulgarie de certains produits dont la fabrication était en bon chemin de développement (tels que la corderie). Les conséquences de cette courte, mais désastreuse guerre, se firent sentir plusieurs années après la fin des hostilités (19 février 1886).

Une période paisible dura de 1886 à 1912 et ne fut interrompue que par l'alerte de 1908, lorsque l'Autriche-Hongrie proclama l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Profitant de la paix, la Serbie a travaillé activement à son développement économique. Tandis que dans la période de 1882 à 1892, ne virent le jour que 41 entreprises industrielles, dont 28 moulins et 2 manufactures d'État (tabac, poudres); de 1893 à 1910, il en fut créé 347 (dont 4 usines de plus grande importance), 55 mines de charbon et de métaux différents furent ouvertes, de nombreux ateliers d'artisan prirent une importance d'usines, les banques mobilisèrent des capitaux importants, plusieurs nouvelles lignes de chemins de fer furent construites, d'autres moyens de transport furent développés considérablement. A la fin de 1911, diverses banques et institutions de crédit avaient plus de 250 millions de dinars en capital entièrement versé et en dépôts, chiffre considérable comparé avec les quelques millions de dinars d'il y a 15 ans. A la fin de 1910, une somme de 82 millions était investie dans des entreprises industrielles; à la fin de 1911 — un an après — ce chiffre montait à 115 millions. En 1910, la production industrielle montait à 74 et, l'année suivante déjà, à 142 millions de dinars, en face des quelques centaines de milliers des années précédentes. Le taux de l'escompte, qui s'élevait à 8 et 9 pour 100 il y a 15 ans, était tombé en 1911, à 5 pour 100. Les bénéfices nets des banques montaient à 10 et 15 pour 100, et même à 24 et 30 pour 100 pour les banques qui plaçaient leurs capitaux dans des entreprises industrielles. Pays agricole par excellence, la Serbie vit se créer à cette époque un nombre toujours plus considérable de moulins. En 1893, il y en avait 94; en 1911, leur nombre était de 219, et leur production annuelle de 23 millions. L'exportation de la farine montait, en 1911, à 3.267.830 dinars. On exportait par ailleurs une quantité considérable de fromage, de beurre, d'étoffes, de cordonneries, de corderies, de ciment, de bière, de bois de construction, etc. (Voir plus loin, chap. III. p. 91).

Le pays montrait, on le voit, un développement économique remarquable. Mais les guerres balkaniques d'abord, la guerre

mondiale ensuite, l'occupation par l'ennemi de la totalité du territoire serbe, enfin, vinrent anéantir tous ces beaux débuts d'une vie économique prospère. L'économie rurale, en particulier, fut atteinte de plusieurs façons : 1^o par l'éloignement plus ou moins complet de la partie la plus vigoureuse et la plus active de la population ; 2^o par la disparition d'un nombre énorme d'hommes : propriétaires, ouvriers, chefs de familles et chefs d'économies à la fois ; 3^o par la perte du bétail, presque unique aide de l'homme dans la production agricole ; 4^o enfin, par la destruction de tous les instruments de travail et de la plupart des bâtiments et locaux constituant les cadres normaux de l'économie rurale serbe, principale branche de production et source fondamentale de la richesse du pays. Sur l'agriculture à proprement parler, sur l'élevage, ainsi que sur la culture des forêts et l'exploitation des mines, la guerre et surtout l'occupation eurent des effets désastreux. Partout où les armées sont passées, les campagnes ont été à plusieurs reprises mises à sac. Les villages situés près des routes fréquentées par les armées ont le plus souffert. Pendant l'occupation, l'ennemi a emporté tout ce qu'il pouvait : grains, chanvre, tissus et objets d'usage quotidien, chevaux, bœufs, moutons, pores, et même vaches pleines. Clôtures en bois et bâtiments en planches furent démontés, brûlés, anéantis. Les forêts furent exploitées au hasard des besoins ou systématiquement, en tout cas impitoyablement. Les gros des richesses du pays se trouvant cependant dans le sol du pays et dans les muscles de la population, un effort remarquable a été fait, surtout pendant l'occupation, pour tirer du sol et de la force de travail vivante le meilleur parti possible. Plusieurs mines ont été ouvertes ; d'autres, déjà en exploitation, mises à profit exclusivement au bénéfice de l'envahisseur. D'autre part, les autorités ont exercé une pression sur la population afin de la forcer à produire au-dessus de ses besoins particuliers, sans lui faciliter en quoi que ce fût cette production renforcée.

11. — LE SORT DE L'AGRICULTURE

Si l'on veut avoir une image à peu près précise de la physiologie de l'agriculture en Serbie, en 1910, le tableau suivant doit être présent à l'esprit :

			Hectares
1. Terrain cultivé — terre arable	1.027.815		
— jardins.....	25.815		
— vignes.....	33.101		
— vergers.....	136.939	1.223.670	
2. Pâturages.....		418.391	
3. Terrains de vaine pâture et non-cultivés.....		110.101	

A la veille de la guerre, la situation avait considérablement changé, non seulement du fait que la Serbie avait presque doublé son territoire (à la suite des guerres balkaniques), mais aussi parce que l'agriculture avait fait certains progrès. La surface totale, alors de 8.735.600 hectares (Monténégro 1.508.000), était répartie de la façon suivante :

SOL CULTIVÉ

	SERBIE		MONTÉNÉGRO	
	Hectares	Pourcentages	Hectares	Pourcentages
Terre arable.....	2.800.000	35,5	40.000	35,5
Jardins et vergers...	200.000	2,5	4.000	2,5
Prairies.....	480.000	6	50.000	
Vignobles.....	70.000	9		

SOL NON CULTIVÉ

	SERBIE		MONTÉNÉGRO	
	Hectares	Pourcentages	Hectares	Pourcentages
Prairies.....	1.100.000	13,7		
Forêts.....	2.096.544	24	220.000	24
Sol incultivable.....	1.800.000	22,4		

Le sol cultivé couvrait donc, en Serbie, à peine 45 pour 100 du territoire, c'est-à-dire moins que la moitié. La production totale par hectare montait à environ 40 francs or, tandis qu'en France, à la même époque, elle était de 174 francs or. Cela n'est pas étonnant, si l'on considère le rendement très faible obtenu avant la guerre sur ce sol pourtant de bonne qualité. Ce rendement augmentait d'année en année, mais était toujours très insuffisant :

	RENDEMENT PAR HECTARES EN HECTOLITRES		
	1893	1900	1907
Maïs.....	8,1	11,78	9,19
Froment.....	7,0	6,87	7,08
Seigle.....	6,3	6,60	7,29
Orge.....	6,3	7,32	8,19
Avoine.....	5,3	5,29	5,46
Épeautre.....	4,7	4,8	5,3
Sarrasin.....	4,0	5,64	4,77
Pois (haricots)..	5,5	7,27	7,62

On eroit généralement que la Serbie est un pays d'élevage développé. C'est une erreur. A la veille de la guerre, tout au moins, la Serbie ne disposait point de bétail destiné à l'exportation. Il s'en fallait même de beaucoup qu'elle possédât le bétail suffisant à ses besoins de consommation et au développement normal de son agriculture. Ce qui prédomine dans l'économie rurale serbe, c'est sans doute la production des céréales et des fruits. En 1908 (avant les guerres balkaniques), la Serbie produisait, en tonnes :

Maïs.....	533.691
Autres céréales.....	457.734
Foin et trèfles.....	226.858
Paille.....	777.728
Pruneaux.....	530.061
Pommes de terre.....	54.946

La partie Nord de la Serbie est la région d'Europe la plus riche en fruits. Le pruneau serbe notamment jouit d'une répu-

tation mondiale. Étuvé, cuit en marmelade ou distillé en eau-de-vie, le pruneau serbe, pareil à celui de Bosnie, domine le marché de tous les pays et fait concurrence même au pruneau californien. Avant la guerre, l'exportation totale montait à 108 millions de dinars. Un bon cinquième de cette somme revenait au pruneau et à ses produits — 1.500 wagons, dirigés principalement vers l'Autriche et l'Allemagne. La consommation intérieure se contentait de 500 wagons, sans compter une quantité énorme de fruits mangés frais et sous forme de marmelades de plusieurs genres. — A côté des pruneaux, une mention spéciale est méritée par les pommes de Tétovo, qu'on exportait par Salonique, et par le fameux raisin de Smédérévo. Voici le nombre des différents arbres fruitiers et de leur production en Serbie :

	Arbres	Production quintaux
Pruniers.....	37.987.890	4.921.851
Pommiers.....	2.178.125	306.710
Poiriers.....	1.454.715	190.741
Noyers.....	727.252	150.557
Châtaigniers.....	86.066	20.081
Figuiers.....	19.884	4.480
Autres arbres...	1.960.670	196.000
TOTAUX....	44.414.625	5.790.420

Dans le Monténégro, il y avait en tout 430.571 arbres, avec une production annuelle de 30.411 quintaux, dont 179.991 pruniers avec 13.919 quintaux, 99.680 figuiers avec 6.660 quintaux, et 63.100 oliviers avec 350 quintaux, 23.175 poivriers avec 2.348 quintaux, etc. La cause d'un si faible développement des arbres fruitiers, ainsi que des autres branches de l'agriculture dans le Monténégro, se trouve d'un côté dans le climat rigoureux régnant sur la plus grande partie de ce pays, et, de l'autre côté, dans la fierté traditionnelle des Monténégrins qui dédaignent houe et charrue...

Les plantes industrielles jouaient également un certain rôle dans l'agriculture serbe. Le chanvre était cultivé un peu

partout, mais seule la région de Leskovats et de Vranié, pouvait être prise en considération pour une production industrielle proprement dite. La production du tabac présentait une plus grande importance : environ 4.000 hectares, c'est-à-dire 40.000 quintaux. Pavots, coton, sésame, riz entraient dans la production du pays pour environ 5.000 hectares. Enfin, la betterave à sucre, pour 2.000 hectares ou 390.000 quintaux (1).

On s'imagine facilement l'effet que la guerre produisit sur les agriculteurs serbes, lorsqu'elle éclata, à la fin de juillet 1914. Ils s'étaient à peine remis d'une campagne de onze mois. La moisson n'était pas terminée. Le blé avait été abattu à peu près dans toutes les régions; mais le maïs, principale culture en Serbie, devait attendre encore longtemps. Pour le paysan serbe, les mois de juillet, août et septembre sont la période la plus importante de l'année. Aussi est-ce l'époque où il aime le moins à être troublé. Quitter la maison à une époque où, même en pleine guerre, les agriculteurs sont habituellement renvoyés aux foyers pour vaquer à leurs travaux des champs, aller au front à un moment pareil, — c'était véritablement comme si l'on allait à l'abattoir.

La mobilisation pourtant se fit rapidement et aussi complètement que possible. « Si le gouvernement nous appelle sous les drapeaux, se disaient les paysans serbes, c'est qu'une nécessité vraiment impérieuse impose cette mesure extrême. » Ils comprenaient généralement qu'il n'était pas difficile à l'Autriche-Hongrie, puissance grande et bien préparée, d'envahir le pays en 24 heures, si une résistance rapide et efficace ne lui était opposée. La campagne électorale battait son plein et les hommes politiques de tous les partis se trouvaient dans les masses populaires lorsque l'ultimatum de l'Autriche parut dans les journaux. Pour le paysan et pour l'homme ordinaire, il ne pouvait donc y avoir de doute : cette guerre n'était désirée par personne « de ce côté » ; elle l'était certainement par les gens « de l'autre

(1) Pour le rendement par hectare des différentes plantes industrielles, voir l'article de l'*Ekonomist* de Belgrade (en serbe), pour octobre 1924, p. 861.

côté ». On était attaqué; il fallait se défendre. Mais cette deuxième mobilisation générale était loin de provoquer la curiosité un peu naïve du départ solennel du mois de septembre 1912. Les soldats et leurs familles étaient profondément abattus. La guerre, on savait à présent ce que c'était : marches fatigantes, batailles sanglantes, blessures, morts, opérations chirurgicales, maladies, choléra, bras et jambes cassés et coupés, et, surtout, toutes ces horreurs se passant loin du pays natal, loin des siens. Si au moins on avait pu assurer à la famille de quoi manger et vivre pendant l'hiver qui s'approchait. Comme une hantise revenait l'idée de la moisson commencée et non terminée, et qui le serait peut-être sous la domination de l'ennemi. Car la frontière n'est pas loin des régions mêmes où l'agriculture est la plus prospère et la moisson la plus abondante. La vallée de la Save, l'embouchure de la Morava, la Matchva, greniers de la Serbie, toutes ces régions sont à la portée des canons autrichiens. Femmes et enfants restent seuls dans les villages, avec quelques vieillards : pourront-ils terminer les travaux d'été, prendre soin des bêtes ? Les hommes, eux, partent dans leurs habits de travail : chemise longue par-dessus le caleçon large, des « opanei » (sandales) aux pieds, un chapeau de paille ou une toque pointue sur la tête. Inutile de s'habiller plus chaudement, jusqu'à la caserne : on y sera équipé complètement, comme en 1912. Cet espoir sera déçu. Les magasins militaires étaient dégarnis par la campagne balkanique, et n'avaient point été complétés depuis. Or, le nombre de mobilisés est cette fois bien plus grand qu'il y a deux ans. On a appelé sous les drapeaux « tout ce qui peut porter un fusil ». Aussi bien verra-t-on pendant plusieurs mois des paysans et des citadins dans leurs habits civils, couverts à peine d'un calot militaire ou d'une capote usée. À défaut de souliers, presque toute l'armée serbe était chaussée, en 1914 et 1915, d'« opanei » plus ou moins façonnés. La guerre commença dans une région pleine de forêts de maïs verts et chantants, et c'est pourquoi elle apparut aux contemporains comme une blessure profonde et saignante sur le corps de l'agriculture serbe. On se cache et l'on se perd dans les maïs

qui dépassent de beaucoup la taille de l'homme ; on s'enfonce dans une mer de maïs qui gênent la marche en avant ou empêchent la retraite. Les maïs gémissent douloureusement aux oreilles des soldats agriculteurs qui les cassent et les piétinent avec déchirement, songeant à ceux qu'ils ont laissés chez eux. Jamais la guerre n'apparut aux paysans serbes plus désastreuse qu'en ces mois d'automne précoce où ils mouraient de deux morts : celle de leurs corps et celle de leurs champs. Si l'année 1915 et la grande retraite étaient surtout cruelles aux villes vidées et pillées, le commencement de la guerre se caractérisa avant tout comme une destruction de l'agriculture. N'avait-elle pas lieu, en effet, dans une région où elle-ci est la plus développée et la plus sensible aux coups ?

Tous les hommes valides étant partis, les champs restèrent entre les mains des femmes et des jeunes filles qui, avec les vieillards et les enfants, terminèrent tant bien que mal les divers travaux d'été. La récolte avait été bonne, malgré tous les dégâts provenant des négligences et des maladroites inévitables dans des conditions aussi anormales. Les prix étaient aussi très satisfaisants. Le gouvernement achetait de grandes quantités de céréales et de fourrages pour les besoins de son armée qui comptait 400.000 hommes. Plusieurs départements étant envahis ou sous la menace constante de l'être et une toujours plus grande partie de la population se retirant profondément dans le pays, le nombre de ceux qui étaient forcés de manger du « pain de marché » était devenu considérable. La part de la récolte et des produits agricoles en général destinée au marché, — minime avant la guerre (environ 18 pour 100 de la production totale) (1), — devait forcément augmenter dans ces circons-

(1) Une enquête de l'Union des coopératives agricoles serbes, faite à la veille des guerres balkaniques, montre la part des produits destinés au marché pour différentes économies paysannes.

Grandeur de la propriété en hectares	Consommé au foyer Pourcentage	Vendu Pourcentage
0-1	89	11
1-2	81	19
2-5	80	20
5-10.....	79	21

tances exceptionnelles. On serait porté à croire que les paysans vendront plus que jamais et seront « remplis d'argent », comme on dira souvent au cours de la guerre. Mais les agriculteurs se gardèrent bien de lâcher de leurs mains tout ce qui pouvait se vendre. Le paysan serbe a une terrible peur d'être forcé à « acheter du pain ». Aussi met-il jalousement de côté des réserves de nourriture aussi grandes que possible, surtout en des temps aussi troubles et incertains. Ce qui le pousse ordinairement à vendre ses produits, ce n'est pas tant le désir de satisfaire ses besoins par des achats en ville, que l'obligation de payer l'impôt et les dettes, ou bien des débours provenant de l'achat des terres. Or, depuis le commencement de la guerre, l'État ne réclamaient presque pas d'impôts, un moratorium avait suspendu tout paiement de dettes, et les achats de terre étaient assez rares, les chefs de familles étant absents et l'incertitude étant générale. Aussi, malgré l'appât des hauts prix, les vivres restèrent très longtemps entre les mains des paysans. Ce n'est que l'occupation — partielle d'abord, complète ensuite — qui les fit sortir de l'endroit où on les rangeait.

Les envahisseurs trouvèrent, en effet, les magasins domestiques pleins de tout : le paysan avait conservé les vivres pour des « temps mauvais ». Les temps mauvais étaient arrivés, mais on ne lui laissa point la liberté de profiter de sa prévoyance. Il en fut plutôt puni, puisque les maisons les plus riches étaient celles que les soldats et autorités ennemis fréquentaient le plus souvent : pour s'y installer ou pour se ravitailler. Même

Grandeur de la propriété en hectares	Consommé au foyer Pourcentage	Vendu Pourcentage
10-15.....	78	22
15-30.....	74	26
30-50.....	68.5	31.5
50-70.....	59	41

Or, rappelons qu'en Serbie, 58 pour 100 des propriétaires avaient moins de 5 hectares, et 74 pour 100 moins de 10 hectares. Par conséquent, la part des produits destinés au marché de ces 74 pour 100 de propriétaires était de 17 pour 100. En Suisse, pour les propriétés de la même taille, cette part était de 68,5 pour 100. Pour les propriétés de 10 à 15 hectares, 76 pour 100; de 15 à 30 hectares, 79 pour 100; de 30 à 70 hectares, 84 pour 100. La différence est vraiment fantastique. Voir aussi : MICH. AVRAMOVITCH : *Notre économie paysanne* (en serbe); Belgrade, 1928.

dans les régions les plus pauvres, les villages étaient pourvus d'une grande quantité de vivres. En prévision d'une guerre longue et difficile, les paysans avaient évité de vendre quoi que ce fût (1). L'armée serbe était approvisionnée assez régulièrement par son Intendance et n'avait pas besoin de recourir à des voies de fait. Lorsque le ravitaillement n'était pas arrivé — chose fréquente sur les routes impraticables et avec les chariots à bœufs — les soldats avaient l'habitude de descendre au village pour chercher à manger. Les vivres, ainsi pris étaient généralement payés lorsqu'ils n'étaient pas donnés gratuitement. Les vols de soldats étaient assez sévèrement punis. Naturellement, les foin et la paille laissés sur les champs souffraient toutes les fois qu'une armée passait à côté d'eux.

Les envahisseurs ne prenaient pas tant de précautions. Ils n'avaient point reçu l'ordre, — comme les troupes françaises à leur entrée en territoire grec et serbe, — de ne point toucher aux biens des particuliers et de ne rien prendre sans payer. Ils avaient, au contraire, l'ordre de tout détruire derrière l'ennemi s'il se retirait et devant lui s'il avançait; ou plutôt : d'emporter le plus possible et de détruire tout ce qu'on ne pourrait emporter. De ce point de vue, l'occupation austro-hongroise fut beaucoup plus lourde à la population que l'occupation bulgare. « Sous les Bulgares, note un contemporain, il y avait au moins de quoi manger. Sous les Autrichiens, on crevait de faim. » Pourtant,

(1) Pour la région de Toplitsa, fameuse désormais à cause du grand soulèvement de 1917, région qui n'a pas la réputation d'être très riche, nous trouvons le dialogue suivant dans le carnet de guerre d'un officier allemand. Ayant reçu l'hospitalité d'un paysan, ce commandant voulut visiter la propriété de son aimable hôte. Lorsqu'il vit le grenier plein de blé, l'Allemand demanda : « A qui appartient ce blé ? » « A moi », répondit le paysan. « Et cette grange pleine de maïs ? » « A Dieu et puis à moi. » L'officier mesura du pas la longueur et la largeur et du regard la hauteur de la grange. « Ce n'est donc pas la nourriture pour le village entier ? » « Pas du tout », répondit le vieillard. Ayant visité la cave, l'Allemand fut étonné à la vue des cuves et des fûts pleins de vin et d'eau-de-vie. « Comment ? Vous avez fait la guerre en 1912 avec les Turcs ; en 1913, avec les Bulgares ; en 1914, avec les Autrichiens. Le roi Pierre n'a donc rien pris pour ravitailler ses armées ? » « Rien, répondit le paysan quelque peu fièrement. Le roi a tout acheté au marché. » Cf. Mih. M. ČUPANITCH, *Occupation, soulèvement et terreur en Serbie. L'occupation* (en serbe). Belgrade, 1925, p. 10. Le même auteur marque encore : « Toute cette richesse fut dispersée et emportée par les soldats allemands. Des escadrons entiers de cavalerie ont été nourris de froment, tenant lieu d'avoine. Une fois abreuvés, les chevaux se gonflaient et crevaient en laissant leurs cadavres au bord de la route, entre Prokoupłyé et Prépولات, *ibidem.*, p. 11.

les régions occupées par ces derniers étaient à tous égards plus riches et mieux pourvues. C'est que les autorités austro-hongroises avaient l'ordre d'exploiter le pays systématiquement, d'en retirer le plus de vivres possible et de tout envoyer en Autriche et en Allemagne, qui manquaient de nourriture. Elles avaient établi un système rigoureux, toute une économie de guerre (*Kriegswirtschaft*), spéciale pour la Serbie et le Monténégro occupés (1).

Tous les vivres ont été monopolisés par les autorités occupantes. Le commerce libre n'existait plus. On avait laissé, à chaque famille, une quantité de nourriture qui était considérée comme suffisante (130 grammes de farine par jour et par personne) : le reste avait été pris par les autorités autrichiennes. On avait laissé également un minimum de fourrage pour le bétail. Tout ce qui dépassait ce minimum était acheté par les envahisseurs aux prix qu'ils avaient fixés eux-mêmes. Souvent, croyant qu'un paysan avait caché des vivres, on lui prenait la quantité destinée à sa subsistance. Souvent aussi, la nourriture a été payée aux agriculteurs au-dessous du prix fixé par les autorités mêmes de Belgrade. Là où l'on disposait de batteuses, le blé était mesuré par les machinistes eux-mêmes, hommes de confiance des autorités. Mais, comme dans la plus grande partie de la Serbie, le blé était battu au moyen de chevaux, les soldats autrichiens allaient de village en village, de ferme en ferme, de maison en maison et mesuraient le blé. Il en fut de même du maïs et des autres céréales, ainsi que des pommes de terre, des haricots, du chanvre, des choux, du vin, de l'eau-de-vie, des pruneaux, des pommes, etc. (2). La quantité de vivres, tout compris, laissée à la population ne dépassait jamais 1.500 grammes, par personne et par jour. Cette quantité était moindre pour les enfants au-dessous de 10 ans.

(1) Ces méthodes et leurs résultats ont été exposés, du point de vue autrichien, par l'organisateur même de cette économie, M. le général HUGO KERCHNAWE, dans son ouvrage : *Die Kriegswirtschaft der okkupierten Gebiete, Serbien, Montenegro, Albanien*, qui a paru dans la même collection que le présent ouvrage.

(2) Dans les cafés, il était défendu de servir de l'eau-de-vie et du vin. Tant qu'il y avait de l'eau-de-vie ou du vin en fraude, les clients demandaient du « café froid » et il leur était servi en petites tasses à café ou à thé.

Ils prenaient note des quantités que chaque maison devait apporter aussitôt qu'elle en aurait reçu l'ordre. Elles devaient être livrées à la gare la plus proche ou à l'endroit indiqué par les autorités militaires. Avec le reçu qu'il obtenait, le propriétaire allait à la Kommandatur pour être payé. Comme la quantité laissée était trop insuffisante et qu'il ne restait rien à vendre, les paysans s'efforçaient toujours de laisser de côté quelques sacs de blé et de maïs, un peu de pommes de terre ou de fruits secs. Les « trous à blé », pratiqués il y a 400 ou 500 ans, sous la domination turque, réapparurent de nouveau. On faisait un ou plusieurs trous dans la terre, sous une meule de foin ou de paille, et on y mettait du blé ou du maïs, mis en sacs ou en tonneaux. Mais la difficulté commençait lorsqu'il fallait porter au moulin les vivres cachés. Le meunier ne pouvait recevoir les grains que si la personne en question avait un permis correspondant délivré par la commune ou la Kommandatur. On ne livrait ces permis que quatre à six fois par an. Si les paysans avaient apporté au moulin une quantité plus grande que celle qui était marquée sur le permis, on leur confisquait le surplus immédiatement. Pour éviter ces déconvenues, les paysannes évitaient d'aller au moulin : ils usaient de moulins à bras, retournant ainsi à un instrument d'il y a 3.000 ans ! On nous a partout assuré que si les gens n'avaient pas caché de la nourriture ou acheté aux gens qui en avaient caché — à un prix cinq et dix fois plus élevé que celui payé par les Autrichiens — la moitié de la population serait morte de faim. De même que les mauvaises routes ont contribué beaucoup à la défaite des armées austro-hongroises, la configuration particulière des villages serbes — maisons dispersées en fermes séparées et juchées souvent au haut d'une colline — a, sans doute, beaucoup facilité toutes ces pratiques salitaires, contraires aux ordres de l'envahisseur.

D'une manière générale, les vivres réquisitionnés étaient payés aux propriétaires. Le blé, par exemple, était payé au prix de 33 à 38 couronnes les 100 kilogrammes. Dans les villes, les paysans pouvaient vendre la même quantité de blé pour 300 à 400 couronnes, ou dix fois plus cher. Mais il y a eu beau-

coup de cas où les soldats, les sous-officiers et même les officiers, refusaient de livrer un reçu. Quant aux œufs, à la volaille, aux fruits trouvés en arbre, aux petits agneaux ou pores, tout cela a été très rarement payé. Dans chaque troisième ou quatrième village, il y avait une espèce de Kommandatur, avec un ou plusieurs officiers ou sous-officiers. Les soldats, envoyés pour se ravitailler en « bonnes choses » recevaient peut-être de l'argent pour payer, mais rare était la paysanne qui osât réclamer, et plus rare encore le soldat autrichien et hongrois qui voulût payer ou qui se contentât de prendre la quantité nécessaire pour son officier (1).

Dans les villes, la situation était encore plus difficile. La population était très sévèrement rationnée. Les quantités qu'on pouvait acheter chez les boulangers et autres commerçants privilégiés étaient absolument insuffisantes. C'est pourquoi, les femmes de Belgrade et des autres villes se mettaient en route pour aller, soi-disant, faire visite à leurs « parents » du village. Ces « parents » étaient quelquefois très loin, à 50, 100 et 200 kilomètres de Belgrade. Pour acheter 5 ou 10 kilos de farine, les femmes de Belgrade allaient parfois jusqu'à la Koloubara et la Morava. A l'aller et au retour, elles étaient rencontrées par des gendarmes ou des patrouilles militaires. Souvent, les soldats les conduisaient à la police, où on leur prenait la farine ou les pommes de terre achetées, heureuses si elles ne recevaient pas des coups et n'étaient pas retenues pour un ou plusieurs jours. Il y avait des cas également où les

(1) « Du vol, Monsieur, rien que du vol ! nous dit un ancien soldat de la Monarchie, paysan de Stari-Sivats (Batehka). C'est tout ce que je puis vous dire. J'y étais, moi, en Serbie occupée, pendant presque deux années. J'ai servi dans la région de Valyévo, dans plusieurs Kommandatur de village. J'ai vu tout. Quoique Serbe (d'Autriche), je ne pus pas me légitimer auprès des paysans serbes : ils avaient peur de moi, comme des autres soldats autrichiens. Vers la fin seulement, je réussis à les convaincre et à gagner leur confiance. » Un autre témoin décrit la situation où se mit un vieillard de Tehaïre, près Trstenik, en voulant obtenir un reçu pour une moitié de lard qu'il lui avait pris un officier autrichien hébergé par lui. Sur ses réclamations répétées, l'officier lui donna un morceau de papier sur lequel il avait écrit en allemand qu'une autre moitié de lard était encore restée, qu'elle se trouvait dans tel grenier où l'on pouvait accéder au moyen d'une ridelle de chariot servant d'escalier. Lorsqu'un autre officier demanda du lard, le vieillard, afin de prouver qu'il n'y en avait plus, montra son reçu. A son grand étonnement, son billet apprit aux Autrichiens le moyen de trouver le lard caché.

soldats autrichiens ou hongrois, tchèques, polonais ou serbes (d'Autriche) laissaient les femmes passer librement.

En ce qui concerne les vivres, l'*occupation bulgare* fut moins dure pour la population que celle des Autrichiens-Hongrois. Ce n'est pas à dire que les autorités bulgares n'exploitèrent point les campagnes serbes, mais cette exploitation était moins systématique, moins bien organisée, moins savante. Le commerce des grains était libre, et les autorités militaires s'approvisionnaient par l'intermédiaire de fournisseurs, souvent indigènes. Ordinairement, les soldats bulgares accompagnaient le fournisseur officiel et forçaient les paysans à lui livrer les vivres. Souvent aussi, les autorités d'arrondissement ordonnaient aux communes d'amener tant de voitures ou tant de chevaux chargés de blé ou de maïs, de pruneaux, de vin ou d'eau-de-vie. C'était aux maires de se débrouiller pour extirper aux paysans les quantités prescrites. A partir du printemps 1917, à la suite du soulèvement populaire de Toplitsa, et surtout en 1918, les autorités bulgares, — pressées elles-mêmes par leurs Alliés qui manquaient de vivres, — n'eurent plus d'égards pour la population de Serbie, et oublièrent toute leur politique de « conquête des âmes » dans la région de la « Morava bulgare ». Plus la situation empirait sur le front de Salonique, mieux elles s'appliquaient pour retirer des contrées occupées — on ne disait plus « conquises » et « libérées », comme au début — la plus grande quantité possible de vivres, de bétail, de bois, de charbon.

La Macédoine, quoique proclamée par le gouvernement de Sofia région traditionnellement bulgare, ne fut point exempte de nombreuses réquisitions, de ventes forcées et de vols purs et simples. Traversée pendant les six années de guerre, de 1912 à 1918, par toutes les armées européennes (turque, serbe, bulgare, grecque, allemande, austro-hongroise, française, anglaise et même italienne), la Macédoine a souffert continuellement du mal qu'un proverbe définit ainsi : « Malheur au pays qu'aura traversé une armée ! » Combien malheureuse fut donc la Macédoine qui, après plusieurs siècles de domination turque, et après

avoir été pendant longtemps le théâtre des luttes entre l'armée turque et les comitadjis bulgares et serbes, — fut quatre années durant un champ de bataille permanent. Les autorités alliées avaient donné un ordre absolu de payer immédiatement tout ce qu'on aurait pris aux populations de la Macédoine du Sud où Français et Anglais avaient pénétré à un moment donné (novembre 1915-février 1916). Très peu de reçus de réquisition y furent délivrés à la population.

Les habitants du Monténégro ont moins souffert de l'exploitation par l'ennemi que de la pauvreté extrême du pays. Les envahisseurs ont néanmoins retiré du Monténégro pas mal de bétail, beaucoup de bois, mais peu de nourriture. A leur passage à travers ces régions, l'armée et les réfugiés serbes ont acheté aux paysans non seulement ce qui était à vendre, mais bien davantage, presque tout ce qu'on trouvait à manger.

Durant toute la guerre, les travaux d'agriculture étaient retombés sur les bras impuissants des femmes, des enfants et des vieillards. A partir de 1916, un certain nombre d'hommes valides se trouvaient de nouveau chez eux. Ceux qui n'avaient pas été déportés ont pu se consacrer au travail de la terre. Les femmes se sont montrées d'une vaillance extraordinaire. Elles ont exécuté les tâches les plus dures : labourage, ensemencement, les travaux de la herse et de la bêche, la moisson, etc. A leur retour, les maris ont trouvé non seulement les maisons en ordre, mais aussi les champs bien soignés.

Le système de réquisition permanente provoqua, en 1917 et 1918, une résistance passive de la part de la population rurale. Voyant que l'ennemi emportait tout ce qu'on avait produit, les paysans prirent le parti de n'ensemencer que le strict nécessaire pour subsister eux-mêmes. Cette restriction s'imposait d'autant plus que les envahisseurs ne laissaient pour la semence qu'une quantité insuffisante de grains, que les grains réservés à cette intention étaient souvent mangés faute d'autre nourriture, et qu'enfin la force de travail disponible était absolument insuffisante (1). Quoi qu'il en fût, les autorités autri-

(1) Malgré ces restrictions, voulues ou imposées par les circonstances, la récolte

chiennes et bulgares se rendirent compte que la population serbe faisait une grève de sabotage contre les envahisseurs. C'est alors qu'on commença à forcer les paysans au travail des champs. Les Autrichiens avaient fixé la quantité que chaque maison devait produire, sous peine de déportation ou d'emprisonnement. Ils s'efforçaient également d'exercer une certaine influence sur les espèces de culture. Ainsi, par exemple, ils firent planter du tabac dans plusieurs endroits où l'on n'en avait point cultivé auparavant. Les Bulgares pratiquaient les travaux collectifs de paysans sous le contrôle des soldats, baïonnette au canon.

Dans les régions occupées par les Autrichiens l'ordre avait été établi d'une manière remarquable, dans les villages, comme dans les villes. La fameuse « liberté » serbe, qui touchait parfois à l'anarchie, était réduite au minimum, sinon anéantie. Les cafés étaient plus souvent fermés qu'ouverts, les fêtes de village et d'église abandonnées ou célébrées très modestement. Les discussions de parti définitivement closes. On ne parlait plus haut, comme autrefois, d'un jargon coloré de jurons et de propos pittoresques et salés. Le « peuple » (comme les paysans serbes s'appellent eux-mêmes) était devenu obéissant et calme, même lorsqu'il n'était pas triste et abattu. Il évitait toute brouille, se privait de tout plaisir, se gardait de toute vengeance, en un mot faisait tout ce qu'il pouvait pour avoir affaire le moins possible avec les autorités ennemies. « Si les Autrichiens étaient restés en Serbie une dizaine d'années, nous dit un paysan de la région de Kralyévo, ils auraient fait de nous un peuple rangé ! » Il est difficile de mesurer la part d'ironie contenue dans cette réflexion, mais il est certain que les paysans serbes avaient parfois l'impression que les Autrichiens et surtout les Allemands faisaient bien de

de l'année 1917 avait été exceptionnellement bonne. La chaleur du soleil et l'humidité naturelle se trouvaient si bien proportionnées que toutes les cultures bénéficièrent d'une abondance proverbiale. Blés, maïs, pruniers, vignes, tout avait si bien porté que les autorités furent obligées d'amener des autres régions la main-d'œuvre nécessaire pour la récolte en Serbie. Des centaines d'hectares, couverts de vignes sur les fameuses collines de la Jupa, dans le département de Krouchévats, ont attendu la neige avant d'être vendangées...

« tourner la vis » un peu plus fortement que ne le faisaient les autorités serbes. Si les chicanes de la police autrichienne énervaient les intellectuels, les paysans n'ayant affaire qu'aux autorités militaires ne sentirent pas tellement l'oppression de ce côté. Le plus dur pour eux, c'était de devoir tout livrer à l'ennemi. Encore la réquisition ne devenait-elle une torture pour les paysans que du moment où ils n'étaient pas sûrs d'être payés. On les payait en couronnes autrichiennes, et c'est une seconde raison d'inquiétude. Fait troublant à leurs yeux : Autrichiens et Bulgares payaient toujours en couronnes et en levs, et, par contre, préféraient recevoir, en guise de taxes, impôts et amendes, des dinars serbes... Désormais, le paysan n'avait aucune confiance en l'argent des envahisseurs, ne se pressait pas de vendre, cachait son bien et son argent le mieux qu'il pouvait. Et l'espoir d'une libération prochaine revivait dans son esprit. Aussi l'« ordre » autrichien ne l'impressionnait-il plus et lui apparut comme une suite de mesures destinées à exploiter le pays. Les numéros d'ordre qu'on les forçait de mettre sur leurs maisons, les pavés de pierres et de tuiles qu'ils faisaient poser dans les villages le long des murs et des haies, les machines agricoles, batteuses, pressoirs, tracteurs, wagonnets, etc., qu'ils apportaient en Serbie, perdirent pour les paysans toute leur signification éducatrice et civilisatrice : « Ils ne nous font pas faire cela pour nous, mais pour leur propre commodité ! » disaient-ils avec dédain. Rarement avons-nous rencontré un paysan qui s'exprimât favorablement sur les mesures prises par les Autrichiens dans l'intention d'augmenter la production agricole. Généralement, elles sont considérées comme la simple continuation de la réquisition et des ventes forcées du début : « Après nous avoir pris tout ce que nous avons, on nous force à travailler plus que nous ne pouvons, toujours pour eux, jamais pour nous. »

L'occupation bulgare fut appréciée par les paysans encore plus sévèrement que celle des Autrichiens et Hongrois. Elle fut, à leurs yeux, pire qu'une perte : un malheur. Ni l'organisation des pouvoirs publics, ni la manière d'organiser les services locaux, ni la capacité des fonctionnaires publics, ni leur

morale, rien de la part des autorités bulgares n'était fait pour impressionner favorablement les populations rurales de la Serbie. Au contraire, toutes les manifestations négatives de la vie publique qu'elles connaissaient déjà leur apparurent maintenant encore accentuées par l'esprit lourdaud et facilement corrompible des fonctionnaires bulgares. « Avec de l'argent, on arrive à tout et on obtient tout de ces gars », — c'est l'impression générale qui nous a été souvent résumée de la part de ceux qui ont subi l'occupation bulgare. A une époque où la vie humaine n'était pas chère et où un sac de maïs trouvé équivalait à un heureux sauvetage, à une telle époque on se réjouissait de tomber sur un fonctionnaire « léger ». Mais, plus tard, lorsque le danger fut passé, on ne l'en jugea pas moins sévèrement. Dans la partie occupée par les autorités autrichiennes, il était bien plus difficile de se « racheter » et de sauver, au moyen de quelques billets de banque, tout un magasin de nourriture. C'est ce que les paysans serbes n'oublièrent pas, et cela ne manqua pas d'influencer le jugement définitif qu'ils devaient former sur les deux systèmes d'occupation subis trois années durant.

Pays de culture arriérée où prédomine le système d'exploitation extensive, très peu pourvu d'instruments modernes de travail, la Serbie agricole dépendait pour ses revenus de la bienveillance du ciel et du nombre de bras employés au travail. L'excédent de vivres destiné au marché était minime (10 à 20 pour 100). La guerre ne fit qu'aggraver tous les aspects d'une telle situation : les hommes étaient appelés au front, et l'agriculture abandonnée aux bras faibles et inexpérimentés des femmes et des vieillards ; on était obligé de vendre et de livrer sans récompense une quantité de vivres dont on ne s'était jamais privé auparavant ; la capacité et la volonté de travail ont été terriblement diminuées par le régime de famine, de terreur et d'oppression morale ; pour rendre le malheur complet, le bétail a été presque entièrement vendu, volé, anéanti. De l'agriculture serbe, privée de ses meilleurs serviteurs et de ses instruments, il n'était resté d'intact que la terre. Plus heureuse en cela que la France, la Serbie n'a pas

vu son sol même brûlé et ravagé par le feu d'une guerre de tranchées. Les hommes ont détruit ou emporté une bonne partie de ce qu'ils avaient apporté ou construit. Bien plus : les forêts et les mines, nous le verrons plus loin, ont été grandement appauvries. Voyons auparavant quel a été le sort du bétail.

III. — L'ÉLEVAGE

C'est une erreur, avons-nous dit, que de s'imaginer la Serbie comme un pays à élevage développé. Si elle exporte depuis une trentaine d'années, c'est que les paysans sont obligés de payer des impôts, qui ne sont pas en proportion avec le rendement de leur travail. Leur capacité de production pour le marché étant minime, ils vendent ce qu'ils ont sous la main : leur bétail et leur bois. C'est ainsi que la Serbie se démunit constamment de son bétail et de ses forêts, au grand préjudice de son approvisionnement et de son agriculture. On pourrait même dire que la Serbie devrait acheter du bétail plutôt que d'en exporter. Or, le nombre de son bétail est en décadence constante. Suivant les statistiques officielles, il y avait pour 100 habitants, dans les années :

	Chevaux	Bœufs	Porcs	Moutons
1859.....	12,9	73,9	163,7	220,3
1869.....	10,1	60,9	106,1	220,2
1890.....	7,56	37,9	42,03	137,1
1895.....	7,31	39,59	39,11	133,8
1900.....	7,41	38,57	38,5	122,82
1905.....	6,04	35,1	32,6	114,0
1910.....	6,1	32,2	22,5	130,8

Ces chiffres se passent de tout commentaire.

Bien que nous donnions (page 79) les chiffres ronds pour 1914, les données précises nous manquent pour la situation à la veille de la guerre. En 1905 — sept années avant les guerres balkaniques — il y avait en Serbie : 174.363 chevaux,

969.953 bœufs, 908.580 porcs, 3.160.166 moutons et 510.063 chèvres. Si l'on met en regard ces chiffres avec ceux de 1920, on voit bien ce que la Serbie a perdu en bétail, malgré toutes les restitutions par la voie des réparations et par les achats particuliers faits en deux années de paix :

	1905	1920
Chevaux	174.363	68.750
Bœufs	969.953	1.050.514
Porcs	908.580	732.428
Moutons	3.160.166	2.257.702
Chèvres	510.063	287.983

La situation sera encore plus évidente, si nous comparons les totaux de 1920 avec ceux de 1914. Quelques mois avant la conflagration mondiale, on comptait, en Serbie, le bétail suivant (chiffres ronds) :

	1914	1920
Bœufs Têtes	1.600.000	1.050.514
Buffles —	25.000	6.806
Chevaux —	250.000	68.750
Mulets —	50.000	3.911
Porcs —	1.300.000	732.428
Moutons —	6.000.000	2.257.702
Chèvres —	1.400.000	287.953
Volailles —	9.000.000	
Abeilles . . . Ruches	350.000	
Vers à soie. Cocons	3.700.000	

En tenant compte séparément de la valeur du bétail engraisé, du bétail pour la reproduction et du bétail de travail, nous obtenons une valeur totale de 817.675 millions de francs (valeur 1914). Nous faisons remarquer que les chiffres de la seconde colonne ci-dessus sont de 1920, c'est-à-dire deux ans après la fin de la guerre : Or, c'est dans les deux premières années après la fin des hostilités que fut fait l'effort le plus vigoureux pour l'acquisition du bétail sans lequel la Serbie ne saurait vivre. Mais, même sous cette réserve capitale, les pertes sautent aux yeux.

Le tableau suivant est établi pour toutes les régions yougoslaves, et non seulement pour la Serbie du Nord et du Sud et pour le Monténégro qui nous intéressent ici tout particulièrement. Mais les pertes subies par la Serbie en ressortiront d'autant plus vivement, puisqu'il est certain qu'elle fut endommagée beaucoup plus que les autres régions. (Celles-ci ne furent pas non plus épargnées par l'ennemi, étant habitées par une majorité yougoslave.)

	1920	1914
Bœufs.....	4.732.220	6.276.855
Buffles.....	50.883	
Chevaux.....	1.057.578	1.550.786
Anes et mulets.....	100.348	
Porcs.....	3.268.503	5.233.950
Moutons.....	6.749.667	11.570.260
Chèvres.....	2.367.865	

La Serbie était connue aux Autrichiens surtout par son bétail, surtout par ses excellents *porcs*. La première idée qui leur vint en occupant ce pays, c'était de s'approvisionner de bonne viande fraîche. Dès qu'elles eurent pénétré en Serbie, les troupes austro-hongroises et allemandes commencèrent à en expédier des quantités. Un des premiers jours, après le passage des troupes allemandes à travers le Danube et la Save, le *Vorwärts* de Berlin, publiait la bonne nouvelle, que 7.000 porcs, tout à fait frais et mûrs, étaient arrivés à Berlin et à Munich, venant de Serbie. De pareils transports durèrent jusqu'à ce que presque tous les porcs fussent envoyés hors du pays. C'est pourquoi la graisse était vite devenue introuvable et montait à des prix fabuleux. A Belgrade, son prix était, en décembre 1915 : 13 couronnes (26 dinars) ; en décembre 1916 : 24 couronnes (48 dinars) ; en avril 1917 : 13 à 20 couronnes ; en juin 1917 : 20 à 24 couronnes ; en mars 1918 : 30 couronnes ; en septembre 1918 : 40 couronnes ou 80 dinars serbes, le kilogramme. Vendue en fraude, elle atteignait le prix de 80 couronnes (160 dinars).

Les *bœufs*, surtout gras et gros, furent enlevés tout de suite.

On se contenta plus tard des petits. Tout était envoyé au front ou en arrière. La population, en Serbie, en était presque complètement privée. Pour toute la population civile de Belgrade, le commandement permettait d'abattre un ou tout au plus deux bœufs, d'abord deux fois, ensuite une fois par semaine. (Nous reviendrons à ce sujet, avec plus de détails, lorsqu'il sera question de l'approvisionnement de la population civile, chap. vi.)

Les *moutons* n'étaient pas moins appréciés par les armées que les autres sortes de bétail : à côté de la viande, ils en retiraient encore la laine et la peau. Ceux de la Serbie du Nord, ainsi que ceux, très nombreux, de la Serbie du Sud furent pris par les envahisseurs. Il en fut de même des chèvres, quoiqu'elles fussent moins avidement recherchées.

Il ne fut point fait grâce aux *chevaux*. Les bons étaient envoyés au front ou en Autriche et en Allemagne; les vieux et incapables, étaient fournis à la population qui, auparavant, n'en avait jamais mangé. Deux fois par an, au moins, tous les chevaux passaient devant un conseil de revision. Les plus forts étaient pris pour l'artillerie; les plus faibles, pour les trains militaires. On ne laissait aux paysans que des juments pleines et des chevaux de la dernière qualité.

Le bétail, ainsi que la nourriture, était en dehors du commerce libre : on ne pouvait ni en vendre, ni en acheter au marché. Ceci dans les régions occupées par les autorités austro-hongroises. Sous l'occupation bulgare, le commerce du bétail était libre en principe, mais les habitants évitaient de conduire sans grande nécessité quoi que ce fût au marché, de peur de rentrer à la maison sans bête ni argent. En cours de route, ils étaient certains de rencontrer des gendarmes ou des soldats qui profitaient du moindre prétexte pour les priver de leur bien.

Ce que prenaient les Autrichiens, ils le payaient en argent ou en bons de réquisition, à des prix qu'ils fixaient eux-mêmes, le plus souvent très modiques, et sans aucun rapport avec les prix en détail dans les villes. Les autorités bulgares délivraient également des bons de réquisition. L'armée serbe elle-même se servit, pendant les années 1914 et 1915, de la réquisition

pour une partie de son ravitaillement. Suivant une statistique établie par la Chambre de Commerce de Belgrade, le total des réquisitions exécutées par les diverses armées au préjudice de la population serbe, pendant la guerre et dans les premiers mois de la paix (1914-1920), s'élèverait, sur les territoires de Serbie et de Monténégro, à 80 millions de dinars (francs) or. Il est difficile d'établir la part qui revient dans ce chiffre au bétail réquisitionné, mais il est certain que cette part est notable (1).

Le *lait* a été, pendant l'occupation, également monopolisé et réservé pour les popotes d'officiers et pour les hôpitaux militaires. On avait fixé, pour chaque économie paysanne, la quantité de lait qu'elle devait livrer toutes les semaines, et cette quantité ne dépassait pas largement l'exaet rendement des vaches, brebis et chèvres.

La *laine* était aussi hors du commerce libre. Chaque famille paysanne était obligée d'apporter aux autorités d'occupation une quantité de laine proportionnée au nombre de têtes de moutons trouvées à une date fixe.

La *volaille* était très prospère en Serbie avant la guerre. Il y en avait environ 9.000.000 de têtes. Elle fournissait, rien que pour l'exportation, environ 3 millions de francs d'œufs. Pendant la guerre, les femmes vendaient les œufs au marché, dans la mesure où les soldats ne les avaient pas « réquisitionnés » pour le compte de leurs officiers ou pour eux-mêmes, en les payant quelquefois, en les prenant le plus souvent « à la charge du roi Pierre », qui paierait tout à son retour...

Les besoins de la guerre satisfaits dans des conditions très irrégulières au cours des premières deux années, l'invasion du pays par les Austro-Hongrois, Bulgares et Allemands, les dévastations et les pillages, l'abatage irrationnel, la retraite à travers la Serbie, le Monténégro et l'Albanie, et tant d'autres sortes de dommages, ont anéanti la plus grande partie du bétail

(1) Rapport de la Chambre de Commerce de Belgrade, *Trgovinski Glasnik* (Belgrade), pour 1928, n° 59.

dans le pays. La perte s'élève à 68 ou 70 pour 100. Lorsqu'on considère cette perte, il faut avoir en vue deux ordres de faits : 1^o L'agriculture serbe reposait entièrement sur la force de travail des hommes et des bêtes, la motoculture n'existant point ; 2^o Pays montagneux et onduleux, mal pourvu d'instruments de travail plus perfectionnés, la Serbie n'est propre à la véritable agriculture que dans ses parties plates : tout le reste du pays doit se tourner nécessairement vers l'élevage. Il ressort clairement d'une telle situation que la disparition d'une si grande quantité de bétail équivaut à l'amputation fatale, non seulement de l'agriculture, mais de la vie économique tout entière de la Serbie et du Monténégro. Cette amputation sera rendue encore plus complète par les atteintes extrêmement graves qu'ont subies les richesses forestières et minières du pays.

IV. — LES FORÊTS ET LES MINES

La surface couverte de forêts en Serbie et en Macédoine était, en 1914, d'environ 2.070.000 hectares, ou le tiers du territoire total. Le Monténégro en avait 220.000 hectares (1). La plus grande partie des forêts serbes (les deux tiers) est la propriété de l'État (800.000 hectares) et des communes (700.000 hectares). Dans le Monténégro, les grandes forêts appartiennent à la collectivité des tribus (120.000 hectares), tandis que 60.000 hectares se trouvent entre les mains de l'État. Les particuliers détiennent en Serbie (la Macédoine comprise) 350.000 hectares et au Monténégro 40.000 hectares. Il n'y a presque pas de gros propriétaires de forêts. La petite propriété paysanne est pour ainsi dire exclusive. Une petite partie de forêts appartient aux églises et aux monastères. Les terrains sont de nature très variable, et les forêts diffèrent beaucoup

(1) La statistique officielle pour 1920 donnait : pour la Serbie du Nord, 1.616.630 hectares ou 20,3 pour 100 du territoire ; pour la Serbie du Sud, 1.070.370 hectares ou 23,5 pour 100 ; pour le Monténégro, 192.639 hectares ou 19,9 pour 100. Même en tenant compte des écarts possibles dans les statistiques, la conséquence des dévastations des forêts pendant la guerre, est sans doute très évidente. Du tiers, la surface couverte de forêts est tombée à peu près à un cinquième du territoire.

d'une à l'autre. Le hêtre est la principale variété. On trouve du chêne dans la Serbie du Nord. Le pin pousse surtout dans les régions montagneuses du Sud-Ouest serbe (Kopaonik, Tara, Zlatibor) et du Monténégro. On en trouve moins au centre de la Serbie. Dans les plaines fertiles on voit beaucoup d'acacias, de peupliers, de saules, de châtaigniers, etc.

La coupe des forêts n'était pas strictement réglementée. Dans les forêts privées, il n'était point défendu de couper les arbres de toute taille. Les forêts, appartenant à l'État et aux communes, étaient également livrées à une coupe irrégulière qui n'a laissé que des troncs très bas. Les Serbes se chauffant presque exclusivement au bois, des quantités énormes de bois étaient et sont encore gaspillées inconsidérément. Le manque de voies ferrées et de wagons a empêché le développement d'une industrie forestière pour laquelle toutes les autres conditions sont fournies. L'accroissement annuel était de 5.000.000 de mètres cubes ou 6.250.000 de stères, moitié environ pour bois de chauffage, moitié pour bois de construction. Avant la guerre, un demi-million de stères était exporté, et environ un demi-million en était utilisé pour la production du charbon de bois. De ce qui restait, c'est-à-dire plus de 5 millions de stères, il y avait presque deux millions non utilisables, pour des raisons de transport; quant aux autres 2.500.000 stères, ils constituaient la réserve pour l'exportation éventuelle, concédée ou non aux entreprises d'exploitation, pour l'industrie du pays, pour l'allumage du charbon, etc. Bref, des réserves gigantesques attendaient d'être mises à profit.

Déjà, avant la guerre, il y avait plusieurs entreprises d'exploitation forestière. La « Prometna Banka » jouissait d'une concession pour 600.000 mètres cubes (Tara, Tsrni Vrh, Zvezda); Boja Yélitchitch coupait annuellement 12.000 mètres cubes dans la forêt d'État de Kopaonik; la société « Zvetchan » coupait annuellement 20.000 mètres cubes; l'Exploitation forestière S. A. de Krouchévats possédait une grande scierie à vapeur. En 1914, il y avait une vingtaine de grandes scieries, à vapeur ou à électricité; en plus d'un très grand nombre de petites scieries à eau, 10 fabriques de menuiseries, et plusieurs

fabriques de voitures, de parquet, de formes, d'étables, de bluteaux et tamis, etc. En plus de cela, l'industrie domestique, très développée, produisait : cuves, tonneaux, chariots, paniers, huches, fourches, pelles, manches, etc., etc. Toutes ces industries, grandes et petites, étaient loin de correspondre aux richesses en bois qu'offraient les forêts de Serbie et de Monténégro. Cette branche n'était qu'à ses débuts, et la guerre est certes venue l'activer, mais aussi la mettre sur la fausse et désastreuse voie de la destruction sans pitié.

Partout où les armées, serbes ou ennemies, traversèrent une forêt, elles laissèrent des vides sensibles. Lorsqu'il fallut faire des tranchées ou des abris dans la région de la Matchva, les forêts de Tser (près de Chabats) souffrirent terriblement, de même que celles de Stara-Planina lorsque les armées serbes fortifièrent les alentours de Pirot, en 1915. Partout ailleurs, le passage des troupes équivalait à un massacre plus ou moins cruel des forêts. Ces coupes étaient d'autant plus nuisibles qu'elles se faisaient au gré des accidents. Le contrôle dans les forêts d'État ayant cessé presque complètement, la hache des particuliers débridés ne trouvait de limite que dans l'impossibilité de vendre et d'utiliser le bois coupé. Les arbres jeunes et vigoureux étaient abattus avant les troncs vieux et desséchés, rien qu'à cause de leur proximité de la route. L'avenir était complètement sacrifié aux commodités et aux besoins plus ou moins douteux d'un moment.

Le véritable massacre des forêts ne commença qu'en 1916, après l'occupation de la Serbie. Le « Gouvernement » de Belgrade avait organisé une exploitation en règle des forêts serbes telle que la Serbie n'en connut jamais. Les lignes de chemins de fer existantes furent utilisées jusqu'à l'excès pour le transport des bois coupés dans les forêts. Pour le transport jusqu'aux gares, on fit construire des petites lignes à voie étroite, ou bien les paysans étaient obligés de transporter le bois avec leurs chariots à bœufs. Qu'il s'agisse de la région Ouest, Nord-Ouest ou Sud-Ouest, où les armées ont séjourné le plus longtemps et où des travaux de fortification et de retranchement ont été exécutés à plusieurs reprises, ou bien du centre de la Serbie

ou de sa partie Est et Sud-Est que les troupes d'occupation ont soumis à une exploitation régulière et systématique, toutes les montagnes de la Serbie ont été l'objet d'une attention particulière de la part des autorités. Il fallait couper le plus de bois possible, d'un côté parce que c'est une richesse toute faite; d'autre part, afin de chasser de leur gîte soldats et « *comitadjis* » serbes restés dans le pays, même après le départ de l'armée. Les montagnes de la Choumadia notamment, de même que celles des départements de Tchatchak, Oujitsé, Krouchévats, Toplitsa, Roudnik, etc., ont été soumises à une exploitation aussi systématique qu'impitoyable. Toutes les gares de chemins de fer ont été constamment encombrées de wagons chargés de bois, et des trains entiers composés de ces wagons partaient vers le Nord à destination d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne.

A côté de cette exploitation systématique et de grand style dans les forêts de l'État, les envahisseurs ont détruit ou décimé un grand nombre de forêts appartenant aux communes, ainsi que de bois en défends appartenant aux particuliers. A combien d'endroits avons-nous vu une série de troncs coupés jusqu'à la terre, avec, tout autour, un petit bois jeune : « Il y avait là avant la guerre, nous dit-on, une très belle forêt ; mais les Autrichiens (ou les Bulgares) l'ont abattue complètement. » Dans les environs de Niche, de Pirot, de Vranié, ainsi que dans la Serbie du Sud — régions libérées des Turcs en dernier lieu — cette coupe avait été entreprise et consommée déjà avant 1912 par les autorités turques. Les Bulgares ont détruit les jeunes forêts qui étaient restées épargnées, ou se sont développées depuis. Les paysans eux-mêmes ne les laissaient point se former, par suite d'un manque total de bois de chauffage et de construction. Ces massacres ne furent, d'ailleurs, que la continuation d'une pratique déjà séculaire en Serbie, grâce à laquelle la Choumadia (qui a reçu son nom à cause des énormes forêts (*chouma*) dont elle était couverte autrefois), est maintenant une contrée dénudée et exposée à des intempéries de tout genre (grêle, sécheresse, inondation) que seule la présence des forêts est en mesure d'adoucir ou même d'empêcher.

Les régions occupées par les Bulgares ne furent donc pas

épargnées de cette exploitation aussi obstinée qu'irrationnelle. Mais les autorités bulgares ne se sont pas appliquées aussi attentivement à « exporter » la plus grande quantité possible de bois. Elles se sont servies du bois appartenant à l'État et aux particuliers, en le faisant transporter par une corvée permanente de paysans au moyen de chariots. Une coupe en règle était toutefois pratiquée par elles aussi dans les montagnes de Stara-Planina, Kopaonik et Yastrébats, très riches en bois de première qualité. Le souci de chercher et d'intimider les *outlaws* serbes dont on redoutait la présence dans les montagnes, n'était pas étranger à cet effort d'extermination de forêts, mais la principale raison a été le désir de retirer du territoire occupé la plus grande quantité possible de richesse, soit en argent, soit en matières premières.

Les autorités bulgares avaient, en outre, organisé tout un service de garde forestière, destiné à préserver les forêts d'un abatage irrégulier et illégal de la part des paysans indigènes. Les habitants de ces régions nous ont assuré que ce service n'avait souvent pas d'autre but que de placer quelques fonctionnaires de plus à la charge du pays occupé. Les gardes forestiers, ainsi que leurs chefs, imposaient aux paysans des droits énormes qui certainement allaient ailleurs qu'au Trésor public. Même plus tard, lorsque ces droits furent à peu près régularisés et rattachés au budget de recettes d'occupation, ils furent arbitrairement augmentés, — de la part des gardes forestiers, — de suppléments spéciaux. La coupe de Yastrébats, par exemple, était dirigée par un fonctionnaire spécial chef du service forestier dans le département de Toplitsa. Les paysans des villages voisins étaient obligés de transporter le bois à Niche, en raison d'un dinar et demi par mètre cube. Ce fonctionnaire a été convaincu de détournement de deniers publics (destinés au paiement de ces paysans) et il fut exécuté secrètement par les paysans eux-mêmes.

Les forêts, une des principales richesses du pays, ont été atteintes bien plus gravement que l'agriculture proprement dite et l'élevage. Tandis que le sol restait intact et, à défaut

d'autre bénéfice, se reposait pour une culture ultérieure, et que le bétail pouvait assez facilement être remplacé et augmenté par la repopulation, les forêts serbes sont anéanties à jamais, pas entièrement certes, mais dans des proportions énormes, que seule une comparaison avec l'état passé peut rendre visibles.

*
* *

S'il y a en Serbie une branche de production qui doit à coup sûr faire des progrès, c'est sans doute l'*industrie minière*. Ce pays est très riche en mines, dont la plupart n'ont jamais été exploitées. Les conditions géologiques sont particulièrement favorables au développement d'une telle industrie, surtout dans certaines contrées, où de grandes masses de minerais se sont formées. Sous peu, la Serbie aura pour ses mines un chiffre d'exportation bien plus élevé que pour son bétail qui ne cesse de diminuer. Les productions du cuivre et de houille sont d'une abondance remarquable. De la seule mine de Bor (près Zaië-tchar), on extrayait, avant la guerre, 12.000 tonnes de cuivre par an. En 1911, la seule exportation du cuivre s'élevait à 10 millions de dinars, et encore les bénéficiaires de la concession cachaient-ils la véritable valeur de cette marchandise afin de se soustraire à l'impôt. 25 mines de charbon ont été ouvertes et l'exploitation de beaucoup d'autres gisements est à l'étude. La mine d'État de Senj fournit la plus grande production, près de 200.000 tonnes par an. Sans grandes difficultés, la capacité des mines de charbon de Serbie pourrait être portée à une production annuelle de 600.000 tonnes. En ouvrant de nouvelles mines aux endroits où des gisements ont été découverts, cette production pourrait encore considérablement augmenter. L'or qu'on extrait annuellement dans les alluvions du Pek et dans le cuivre de Bor, a une valeur d'environ 2 millions de francs. La production de plomb et d'argent (Ripanĵ, Roudnik, Kopaonik), atteint 652 tonnes et une valeur de 400.000 francs par an. Citons, enfin, les minerais de plomb et de fer. Plomb (Kosmay et Podrinyé), environ 1.000 tonnes ; antimoine (Podrinyé), 600 tonnes ; fer (Maydanpek, Kopaonik,

Kratovo) et pyrite (Maydanpek, Podrinyé), environ 50.000 tonnes par an (1). A la veille de la guerre, un capital d'environ 70 millions de francs avait été immobilisé dans les mines serbes, dans des entreprises employant environ 5.000 ouvriers.

Pendant la guerre, la production fut ralentie. Mais, lorsque les Austro-Hongrois eurent occupé la Serbie, certaines mines reprirent leurs travaux. Sous la poussée des Allemands, les autorités occupantes consacrèrent une attention soutenue à l'exploitation des mines. Celles qui existaient déjà furent reprises avec vigueur. De nouvelles furent ouvertes. Dans l'ancien département de Roudnik, les Autrichiens avaient installé, pendant la guerre, une ligne de chemin de fer aérien du Mont Roudnik à Gornji-Milanovats, et l'électricité. Les paysans des alentours avaient été forcés d'y travailler chacun 15 jours, pour un salaire de 3 couronnes. Tous les minerais extraits étaient envoyés en Autriche ou en Allemagne.

Les Allemands ont également mis en exploitation la mine de charbon de Bogovina (près Zaiétéchar), dont l'ouverture avait été commencée à la veille de la guerre. Ils y construisirent des installations modernes, apportèrent des machines nécessaires et exploitèrent la mine pendant plus de deux années. Le propriétaire du terrain en profita grandement pour son activité ultérieure. Par contre, une mine dont l'exploitation s'annonçait bonne à la veille de la guerre, a été complètement détruite pendant l'occupation. C'est la mine de cuivre de Rébely (près Valyévo) où des installations très coûteuses avaient été construites par une Société française.

On ne saurait dire si le séjour des troupes d'occupations austro-hongroises et allemandes a été plus préjudiciable qu'utile

(1) Citons encore les serpentines de chrome, au Sud de Tchatchak et en Macédoine (Valandovo, Koumanovo, Préchévo) ; les pyrites, de Bor et de Kolachine (Monténégro) ; les minerais de plomb et de zinc, en Macédoine (Kratovo, Janyévo) ; les minerais d'antimoine, d'arsenic et de bismuth, de Kavadar et de Knyajévats ; le mercure d'Avala (près Belgrade) ; la magnésie, de Roudnik et de Kopaonik ; l'asphalte de Matarouga (Kralyévo), de Monténégro (Oultsinj, Podgoritsa) et de Macédoine ; enfin, les charbons non exploités de la Macédoine et du Monténégro. Tous ces gisements attendent encore d'être exploités ; les capitaux nécessaires et les moyens de transport ont fait défaut jusqu'à présent.

à l'industrie minière en Serbie. Des quantités énormes de minerais — que seules les autorités autrichiennes sont en mesure d'exprimer en chiffres — ont été exportées du pays. Mais, d'autre part, cette exploitation forcée a provoqué la construction de chemins de fer et de routes, l'aménagement de ces installations, et l'industrie en question s'en est trouvée fortement avancée. En fin de compte, on peut dire que les richesses minières du pays sont tellement considérables que même l'exploitation systématique des Germains deux années durant n'a pu les atteindre bien gravement.

CHAPITRE III

Effets de la guerre sur l'économie urbaine

La vie urbaine en Serbie n'a jamais été très développée. Sous la domination turque, qui a duré presque 500 ans, les villes ont été habitées généralement par des éléments étrangers : Turcs, Aromouns, Arméniens, Grecs, etc. La population serbe restait retirée à la campagne, ou plutôt dans les montagnes. Ce n'est qu'après l'émigration des Turcs, dans la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, qu'on peut parler d'une population urbaine serbe et de la création de véritables villes en Serbie. Le Congrès de Berlin, consécration de l'indépendance serbe, avait lieu en 1878. Après les guerres de 1876-78, la Serbie faisait de nouveau la guerre en 1885. La paix, — encore relative à cause de la guerre douanière en 1905 et de l'alarme de 1908 (annexion de la Bosnie-Herzégovine) — dura jusqu'en 1912. Elle fut interrompue pendant sept années, par les guerres balkaniques et la guerre mondiale, pour ne recommencer qu'en 1919. Ainsi la Serbie n'eut presque jamais le temps de créer des centres urbains un peu importants. La ville de Belgrade elle-même grandissait très lentement. En 1910, les principales villes de Serbie avaient la population suivante : Belgrade, 89.876 ; Niche, 24.949 ; Kragouyévat, 18.452 ; Leskovat, 14.236 ; Pojarevat, 13.411 ; Chabats, 12.100 ; Vranjé, 11.439 ; Pirot, 10.737. De la population totale de 2.911.701 habitants, 2.528.819 vivaient à la campagne, et seulement 382.882 habitaient les villes. Les territoires occupés par la Serbie, au cours des guerres balkaniques possédaient, en 1912, plusieurs centres de plus grande importance, tels que : Monastir, Useub, Prizren, Prihtina, Vélès, Chtip, etc. Mais toutes ces villes étaient habitées par une majo-

rité musulmane, dont une grande partie déserta bientôt en Asie Mineure. Ainsi par exemple, Monastir tomba de 60.000 habitants à 28.418 (1921); Prizren, de 30.285 à 21.244 (en 1913) et à 16.433 (en 1921); Prilep, de 24.540 à 18.532, etc. Seule la ville d'Uscub (Skoplje), montre une tendance à se transformer en un centre important du Sud de la Serbie.

La guerre de 1876 et 1877 a interrompu, nous l'avons noté plus haut, l'essor économique de la Serbie qui venait de se manifester par la création des banques, des usines, des sociétés par actions. Le paysan était jeté en arrière. Les artisans étaient ruinés. Le commerce ne pouvait avancer. Le trafic avec la Turquie et la Bulgarie fut arrêté à son commencement même. La guerre de 1885 acheva l'œuvre destructrice de la guerre précédente. Les dépenses énormes provoquées par les campagnes forcèrent l'État serbe à imposer outre mesure sa population. Ayant perdu ses marchés en Bulgarie et en Turquie, la Serbie dut se tourner vers l'Autriche-Hongrie. Celle-ci profita de sa faiblesse pour lui imposer une domination économique et politique dont la Serbie ne s'affranchira qu'à la fin de la guerre mondiale. Malgré une période de paix de 26 années, la Serbie ne put développer librement ses métiers et son industrie, précisément à cause de cette emprise qu'avait l'Autriche-Hongrie. Cette puissance avait tout intérêt à ce que la Serbie restât un pays purement agricole auquel elle fournirait des produits manufacturés, en échange de son bétail et de ses grains. Malgré tout, un essor économique dû à la paix se manifesta, et nous en avons déjà relaté les étapes (chap. II, 1). Si la période de paix avait duré encore quelque temps, la Serbie en serait arrivée à créer une industrie nationale importante. Pendant la guerre les villes souffrirent encore plus que les campagnes, surtout les branches productives de l'économie urbaine, les métiers et l'industrie. Presque tous les magasins furent pillés, les entreprises industrielles arrêtées ou détruites. Il est impossible de produire à ce propos une statistique précise. Il suffira de deux constatations : 1^o les témoins disent qu'un nombre infiniment petit de magasins ne furent pas mis à sac ; 2^o plusieurs années après la fin de l'occupation, 40 pour 100 seule-

ment des entreprises industrielles existant avant la guerre ont pu être renouvelées (1).

I. — LES MÉTIERS

L'industrie se manifesta au début, en Serbie comme partout ailleurs, sous forme d'industrie domestique. Celle-ci se développait dans le cadre d'une famille ou d'une « zadrouga » (communauté de plusieurs familles provenant d'un même chef) avec le but de pourvoir aux nécessités des membres mêmes de la communauté. Pendant la domination turque, cette industrie domestique jouait un rôle très important. Grâce à une division du travail assez poussée, parmi les membres de la famille d'abord, entre villages et contrées entières ensuite, les métiers se développèrent avec le temps comme une branche spéciale d'activité économique. Après le départ des Turcs, un nombre toujours plus grand d'artisans villageois s'établirent dans les villes et formèrent une partie toujours plus importante de la population urbaine d'origine serbe. Notons que, même en venant habiter la ville, l'artisan ne cessait généralement pas de s'occuper de travaux agricoles : depuis la conclusion du traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie (1911), toutes espèces de produits manufacturés inondèrent les marchés serbes, et de nombreux métiers furent ruinés. L'usage toujours plus grand

(1) « Trois armées ennemies, écrit l'instituteur Mih. ČURANITCH, firent de la ville de *Prokouplje*, ce qui était inévitable : magasins et cafés effondrés, marchandises pillées, vin et eau-de-vie gaspillés et emportés en grands récipients ou coulés dans les caves inondées. Officiers et soldats s'établirent dans les maisons des particuliers, disposant de tous les biens et de tous les habitants dont ils firent leurs serviteurs. Les malades, eux-mêmes, devaient céder leurs lits aux envahisseurs. Ils firent tuer toute la volaille. Ils s'acharnaient sur les cochons, les enlevaient aux habitants, les tuaient souvent dans la rue à coups de fusil, en se moquant des gens, et ne payant rien à personne. Lorsqu'une troupe s'en allait, une autre arrivait. En partant, ils emportaient tout ce qui était portable : tapis, couvertures, tissus fins, habits, linge, etc. Les bêtes de trait et les voitures furent emmenées sans bons de réquisition. En guise de reçu, ils donnaient souvent des morceaux de papier avec des griffonnages pour rire : « Le roi Pierre », « s'adresser à Pachitch, pour toucher la somme de... » : « Le Kaiser vous paiera », etc. *Occupation* (en serbe), p. 5, 6 ; Belgrade, 1925.

Souvent, les indigènes eux-mêmes, après l'évacuation des troupes serbes, se mettaient à piller maisons et magasins. Cf. B. NIKOLAYÉVITCH, *Sous les Allemands*, p. 26. Récits de témoins oculaires.

des produits industriels, ainsi que les changements dans les habitudes et les manières de vivre contribuèrent également à la disparition de certains métiers ou à leur retour aux villages (couteliers, armuriers, orfèvres, poudriers, teinturiers, tailleurs d'aba, savonniers, tisserands, etc.). En 1910, une nouvelle loi réglementant les arts et métiers fut votée, avec des prescriptions modernes, mais les guerres qui survinrent ne permirent pas de voir les effets de cette loi.

D'après le recensement de la Chambre des Arts et Métiers, la Serbie comptait, à la veille de la guerre mondiale, 50.600 entreprises de métier. Le bombardement des villes voisines de la frontière, le passage des troupes, l'occupation du pays par l'ennemi, tous ces événements ont porté aux métiers un grand préjudice. A Belgrade, à Chabats, à Pojarévats, à Valyévo, et tout particulièrement à Monastir (qui fut bombardé et brûlé), magasins et ateliers d'artisans furent l'objet d'un pillage répété (1). Les Allemands eux-mêmes, réputés pour leur conduite correcte en Serbie, n'ont point manqué de piller les boutiques : celles de Pojarévats, par exemple (2). Mais c'est encore le moins grave. Les troupes austro-hongroises, pendant toutes leurs incursions en Serbie, et surtout pendant l'occupation, s'approvisionnaient gratuitement de toutes choses nécessaires, particulièrement d'objets confectionnés qui pouvaient être utiles

(1) Des 90.000 habitants de Belgrade, il n'en était resté, au moment où les Autrichiens et Allemands y pénétrèrent, que 10 à 12.000. L'attention vindicative de l'ennemi s'étant portée surtout sur la capitale, qui était, aux yeux de l'envahisseur, le foyer du mouvement yougoslave tout entier, l'endroit où toutes les conspirations contre l'Autriche étaient forgées, tous attentats préparés, toutes proclamations et statuts révolutionnaires écrits, il fallait donc que les habitants de Belgrade payassent encore plus cher que les autres. Aussi, la ville a-t-elle été, au dire des témoins, torturée de famine. On empêchait les paysans d'y porter des vivres. « Tout y a été cinq et dix fois plus cher que dans les villes environnantes. » Prof. L. LAZARÉVITCH, *Notes de Belgrade occupé* (1915-1918), en serbe, p. 6 et 7 : Belgrade, 1919.

La ville de Smedérévo a été également bombardée, et elle a beaucoup souffert : un grand nombre de maisons ont été détruites, toutes ont été endommagées, l'église criblée de trous. B. NIKOLAYÉVITCH, *Op. cit.*, p. 33.

(2) Le 22 octobre, vers 16 heures, raconte M. St. MAXIMOVITCH, avocat de Pojarévats, la canonnade cessa ; mais, même pendant qu'elle durait, les soldats allemands procédaient au pillage des magasins, qu'ils continuèrent le lendemain, sous le regard même de leurs officiers. Le vol de la volaille et du bétail continuait aussi sans cesse... Les Allemands ne tuaient point et ne violaient point les femmes. Après avoir mis à sac boutiques et maisons, les Allemands étaient corrects, aimables même... *Souvenirs d'occupation* (en serbe), p. 34 ; Belgrade, 1919.

à l'armée ou qui manquaient à leur propre pays. Les dommages portés aux métiers produisant ce genre de produits ont atteint des proportions très fortes. Ils ont été moindres dans les autres branches de métiers.

Certains métiers, il est vrai, continuèrent pendant la guerre une certaine prospérité, passagère tout au moins. Ce sont ceux qui étaient occupés à travailler pour les besoins de l'armée : tailleurs et couturières, qui confectionnaient des uniformes et du linge pour soldats et officiers ; cordonniers et « opantehars », façonnant souliers, bottes et « opanci » pour la troupe ; meuniers et boulangers faisant du pain ; selliers et bourreliers. Mais sur 77 métiers pratiqués en Serbie dans les 40 principales villes, il n'y eut guère que ces six ou sept qui ne ralentirent pas considérablement leur activité. Tous les hommes des 20 à 48 ans étant mobilisés, les métiers étaient restés entre les mains des vieillards, des femmes et des jeunes gens. La population des villes, aussi bien que des campagnes, avait réduit ses dépenses au minimum. Les temps étaient durs et chacun se gardait bien de faire des achats qui n'étaient pas absolument indispensables. Toute entreprise un peu importante étant évitée, les ateliers de menuisiers, de construction, de maçonnerie, de mécanique, d'imprimerie, etc., restaient inoccupés ou travaillaient extrêmement peu. Tous les métiers produisant des objets de luxe chômaient presque complètement.

Il est à remarquer cependant que, pendant l'occupation, surtout dans la région occupée par les autorités bulgares, certains artisans, exempts du service militaire, d'internement ou de déportation, firent fortune. Ce fut surtout le cas des cordonniers des villes du Sud-Est de Serbie (Niche, Pirot, Vranjé, Leskovats), qui possédaient des quantités de marchandises finies et que les autorités bulgares achetaient à un assez bon prix. Il en fut de même des tanneurs et des marchands de cuir qui avaient des stocks. Certains chaudronniers, que la bonne fortune avait mis sur la route d'une commission de réquisition voulant payer ce qu'elle prenait, vendirent également à un bon prix tous leurs stocks. D'une manière générale, la guerre fut ou bien très profitable ou bien désastreuse pour ceux qui avaient

quelque chose à vendre, suivant qu'ils étaient ou non dédommagés des objets pris par les armées d'occupation. Dans les régions occupées par les Bulgares, une deuxième distinction est à faire, à savoir si le propriétaire était présent ou non. S'il se trouvait dans l'armée serbe, on le considérait comme absent et ses biens étaient proclamés « abandonnés ». Les autorités en disposaient librement, comme s'il s'agissait de biens publics. (C'était surtout le cas des bâtiments, qu'il s'agit d'une maison d'habitation, d'un café, ou d'un magasin.) Moins souvent, les biens des internés et des déportés étaient traités de la même façon. En Macédoine, le système fut appliqué plus durement encore, surtout envers les citoyens ayant quitté le pays en compagnie des fonctionnaires et de l'armée serbes. Aux yeux des autorités bulgares, ceux-là n'avaient même pas l'excuse de servir leur patrie, puisque la Macédoine est considérée officiellement comme bulgare. Aussi, les biens de tous les absents étaient-ils souvent pris sans aucun dédommagement à la famille, même lorsque celle-ci était présente.

La Chambre des Arts et Métiers a ouvert, en 1919, une enquête ayant pour objet de déterminer dans toutes les villes de Serbie le montant des pertes résultant des dommages causés par l'ennemi. On a pris pour chaque ville des maisons principales comme types dans chaque métier. A la faveur de cette enquête, on a établi le tableau suivant :

	Francs
Dans les ateliers.....	5.845.000
Pour les outillages.....	14.095.000
Pour le matériel, matières premières et objets confectionnés.....	31.418.000
TOTAL.....	51.358.000

Ces montants sont calculés aux prix d'avant-guerre. La valeur d'après-guerre a été estimée 154.500.000 francs.

Suivant une appréciation de la même Chambre des Arts et Métiers, le montant du capital placé dans les entreprises d'arts et métiers était de 91.493.000 francs-or. Des 50.600 entre-

prises de ce genre, la plupart n'a pu fonctionner depuis le commencement des hostilités. Les gains perdus pour les artisans ayant tiré leur subsistance de ces entreprises s'élèveraient, pour les cinq années de guerre, à une somme de 180 millions de francs-or.

II. — LE COMMERCE

Cette branche de la vie économique a souffert du fait de la guerre et de l'occupation, bien moins que l'artisanat et l'industrie. Les commerçants, pourvu qu'ils ne fussent point au front ou dans un camp de concentration, pouvaient faire leurs affaires passablement. Un grand nombre, parmi eux, profitèrent même de la guerre pour vendre leurs marchandises beaucoup plus cher qu'ils ne les avaient achetées, et certains commerçants firent des fortunes immenses. Le cours normal du commerce était bouleversé déjà en 1912, à l'époque de la première guerre balkanique. La balance commerciale commençait à montrer un déficit dans les exportations, déficit qui devait encore augmenter en 1913. A partir de 1914, presque toute exportation fut arrêtée : afin de faciliter l'approvisionnement des armées ; à cause de la fermeture d'une grande partie de la frontière par les opérations de guerre ; enfin, par suite de l'arrêt presque total de toute activité économique. Pour les mêmes raisons, le trafic d'importation ne pouvait se développer normalement.

A partir de 1888, la balance commerciale de la Serbie devenait de plus en plus active, comme le montre le tableau suivant :

Année	Importation	Exportation
1888.....	35.183.000	38.910.000
1889.....	34.843.000	39.065.000
1905.....	55.600.000	71.996.274
1906.....	44.328.000	71.559.839
1907.....	70.583.000	81.997.102
1908.....	77.000.000	78.746.000
1909.....	73.535.086	92.981.755

Années	Importation	Exportation
1910.....	84.695.641	98.388.028
1911.....	115.425.000	116.916.000
1912.....	106.942.248	84.895.070
1913.....		78.023.889

L'année 1912 montre un chiffre d'exportation moindre, et c'est naturel : la Serbie se trouvait en état de guerre et devait importer beaucoup, surtout des munitions et du matériel sanitaire. A partir de ce moment, la Serbie entre dans une situation exceptionnelle : Après la guerre contre la Turquie, vint celle contre la Bulgarie; une insurrection en Albanie, en 1913, l'empêche de démobiliser, même après la paix de Bucarest, et c'est seulement au début de 1914 que l'état de choses commence à devenir normal. La première moitié de l'année permettait d'espérer l'équilibre intérieur et la reprise des affaires. Mais une nouvelle guerre éclata, plus terrible que les précédentes. La Serbie devait attendre plusieurs années avant de voir son commerce extérieur rentrer en équilibre.

Tout occupé par le souci de défendre le sol des invasions du dehors, le gouvernement serbe négligea de réglementer les conditions dans lesquelles le commerce intérieur devait être pratiqué pendant la guerre. Aussi bien d'innombrables abus furent-ils signalés dans toutes les villes. La population était laissée à la merci des commerçants, plus ou moins consciencieux. L'importation des produits manufacturés, surtout des marchandises dites coloniales, n'était point contrôlée par le gouvernement, et les spéculateurs avaient beau jeu. Certains gros marchands importaient de grandes quantités de sucre, café, riz, etc., et réussissaient ensuite à faire fermer la frontière pour des produits du même genre : ayant ainsi établi un monopole de fait, ils vendaient leurs marchandises à des prix très élevés et réalisaient de très gros bénéfices. L'insouciance gouvernementale avait également permis, en pleine guerre, l'exportation de grandes quantités de haricots et de maïs, ainsi que de 80.000 moutons. La conséquence fut, naturellement, une forte élévation des prix et, plus tard, la limitation de l'abatage pour les

besoins de la population civile. Dans ses propres achats, l'État tolérait des abus non moins criants. Les fournisseurs de l'armée se permettaient de livrer à l'intendance militaire des « opanci » de très mauvaise qualité, de la farine mélangée avec du sable, de la viande gâtée, des vivres pourris. Une commission parlementaire a découvert, notamment, des abus de toutes sortes; mais les coupables ne furent pas punis bien sévèrement ou ne le furent point du tout. A peine furent-ils jugés. C'est ce qui a été mis en évidence par le député socialiste de l'époque, M. Draguicha Laptehévitch, à la Chambre des Députés (Skoupchtina), le 25 juin 1915 (1).

La fuite de la population devant l'ennemi et la grande retraite servirent aux commerçants d'occasion pour élever encore davantage le prix des vivres. Les villes de la vallée de la Morava surtout furent éprouvées de ce chef. De toutes parts, les fugitifs affluaient vers les villes de Yagodina, Paratchine, Tehoupriya, Kragouyévat, Niche, Leskovats. Kralyévo, Krouchévat, Tehatchak. Cafetiers et hôteliers, boulangers et bouchers, marchands de vivres et de produits coloniaux, bref tous ceux qui avaient quelque chose à vendre, surtout si c'était de quoi manger; tous ceux aussi qui avaient des chambres à louer, gagnaient des sommes énormes dans ces temps troubles où l'argent ne coûtait pas cher aux hommes : leur seul souci était d'avoir la vie sauve, de trouver où s'héberger et d'avoir à manger, à n'importe quel prix.

Durant l'occupation, la situation des commerçants fut considérablement modifiée : le commerce n'était pas aussi libre qu'auparavant et s'exerçait dans des conditions tout à fait exceptionnelles. Là encore, on doit faire une distinction entre la région occupée par les Autrichiens-Hongrois et celle occupée par les autorités bulgares.

Le système *autrichien* est caractérisé par deux faits : 1^o le rationnement, et 2^o les concessions pour l'exercice du commerce. Nous traiterons plus loin la question du rationnement

(1) Discours reproduit dans son ouvrage, *Occupation* (en serbe), p. 14-25. Belgrade, 1926.

chap. vi, iii). Ici, nous dirons quelques mots sur les concessions. Tous les commerçants, de même que tous les artisans, hôteliers, cafetiers, boulangers, marchands de légumes; en un mot tous ceux qui voulaient exercer un commerce quelconque étaient obligés de solliciter des autorités occupantes une autorisation, appelée « concession ». Celle-ci n'était pas facile à obtenir, ni à bon marché : il fallait payer des droits fort élevés. De nombreux commerçants ne l'obtinrent pas. D'autres n'arrivèrent à l'avoir que très tard. Au début, les concessions étaient provisoires. Il fallait aux autorités du temps pour s'assurer de l'attitude « correcte » de chaque citoyen. Ceux même qui avaient eu la chance d'obtenir une concession permanente, durent payer des droits à plusieurs reprises. Chaque commerçant était obligé de tenir la « concession » encadrée, à un endroit bien en vue dans son magasin : souvent, les commissions de contrôle passaient pour la vérifier. Pour des raisons qu'il est facile de deviner, les femmes obtenaient ces concessions plus facilement que les hommes (1).

Les villes manquaient constamment de vivres. On avait droit d'abord à 200, puis à 180, et à 160 grammes de farine, par personne et par jour. On manquait presque complètement de viande, de lait et d'œufs, de légumes et de graisse. On trouvait difficilement de la farine, et son prix s'élevait de 4 à 8 couronnes le kilo. Le blé se trouvait à 3 et 4 couronnes; le maïs, à 2,50 et 3 couronnes. (Les occupants payaient aux paysans le blé 0,33 à 0,38 couronnes, le kilo.) Devant les boulangeries et surtout devant les boucheries, on pratiquait de longues « queues » où l'on attendait souvent 3 à 4 heures, pour s'en aller quelquefois les mains vides. Pour la vente des vivres, le nombre des commerçants autorisés était très limité, et les bénéfices qu'ils ont pu faire échappent à l'appréciation. Les bouchers autorisés étaient choisis parmi les hommes de confiance, à Belgrade le plus souvent parmi les Autrichiens ou Hongrois.

Cette réglementation sévère avait pour but de rendre l'accès des vivres et des produits de consommation difficile à la popu-

(1) C. Prof. L. LAZARÉVITCH, *Notes de Belgrade occupé*, p. 9.

lation et d'en réserver les plus grandes quantités possibles aux fonctionnaires et aux officiers de l'armée d'occupation. L'exercice du commerce étant considéré comme une faveur, seuls les gens bien vus par le Gouvernement et par les autorités, pouvaient en bénéficier. Les favorisés ne manquaient pas de profiter de leur situation exceptionnelle.

Dans la région occupée par les autorités *bulgares*, le commerce était beaucoup plus libre. Le pays disposait de quantités de vivres bien plus considérables que l'autre côté de la Morava. Au début de l'occupation, les Bulgares se contentaient de tirer du territoire occupé la nourriture nécessaire pour les troupes d'occupation. Ce n'est qu'après la révolte de 1917, qu'ils s'acharnèrent contre les Serbes, pratiquèrent réquisitions sur réquisitions, et envoyèrent en Bulgarie de grandes quantités de vivres. Les formalités du commerce étaient beaucoup plus simples. Mais plus simple aussi était la procédure pour envoyer quelqu'un dans un camp de concentration, ou pour l'en menacer et lui soutirer de l'argent. Des commerçants habiles profitaient de l'annexion de ces territoires pour se rendre en Bulgarie, y acheter certains produits dont on manquait en Serbie, et *vice versa*. Des relations commerciales très intéressantes s'établirent de la sorte entre les deux pays. A la différence encore des autorités procédurières austro-hongroises, ici, toute difficulté d'ordre administratif était vite aplanie si l'on savait mettre à profit le faible des fonctionnaires bulgares pour les traditionnels pots-de-vin. Entre les commerçants d'une morale plutôt flexible et les autorités bulgares âpres au gain illicite se développèrent, semble-t-il, « des rapports presque touchants d'amitié spéculatrice (1) ».

S'il y avait pendant l'occupation une certaine espèce de gens dont la situation n'était point difficile, ces gens se trouvaient sans aucun doute parmi les commerçants. On peut même dire qu'ils tirèrent profit de l'occupation, c'est-à-dire du malheur de leurs concitoyens. « Après les dénonciateurs et les

(1) Cf. Boj. NIKOLAYÉVITCH, *Op. cit.*, p. 25.

espions policiers, dont les accusations faisaient arrêter, déporter et pendre des gens innocents, les « nouveaux riches » profiteurs de la guerre, font partie des plus grands coupables (1) ». Comme dans tous les autres pays, il y avait de ces gens en Serbie occupée, et non seulement parmi les Juifs sans nationalité, mais encore parmi les anciens et futurs nationalistes, patriotes à tous crins...

Au cours des opérations et pendant l'occupation, le commerce en tant que profession et les commerçants ont subi des dommages considérables. Ces dommages ne consistent pas seulement dans l'enlèvement et la perte des marchandises, mais aussi dans la réquisition faite à des prix arbitraires, soit par la voie de fait, soit par la voie administrative (pour paiement d'impôts, d'amendes, d'indemnités, etc.). La valeur des marchandises, détruites et emportées en 1914, pendant les deux offensives autrichiennes des mois d'août et d'octobre-novembre, est évaluée à 40 millions de francs-or. La valeur de celles que l'ennemi a trouvées, en 1915, alors que la Serbie était complètement occupée et dévastée, dans les dépôts, entrepôts, magasins, caves, etc., est estimée à 260 millions de francs-or.

Il y avait également des marchandises provenant de l'étranger et renfermées dans les magasins des gares de chemins de fer. Une partie en a été détruite, dans les trains saqueés au moment où la voie ferrée Niš-Usueb avait été coupée par les Bulgares. Une plus grande partie a été emportée par les envahisseurs. Enfin, le même sort fut destiné à la marchandise se trouvant en dépôt à l'entreposage municipal. Ces marchandises des magasins d'État et municipaux sont évaluées à 40 millions de francs-or (valeur 1914).

Ajoutons, enfin, qu'une partie considérable d'articles monopolisés : tabacs, sel, pétrole, allumettes, papier à cigarettes, alcool, papier timbré, timbre de taxe et autres, ont été brûlés à Belgrade, dès le début de la guerre, à la suite du bombardement intensif de la capitale. La valeur de ces marchandises

(1) *Op. cit.*, p. 37.

est estimée à 50 millions de franes, auxquels il faut ajouter 25 millions de marchandises du même genre que l'État s'est procurées par la suite et qu'il laissa à Niche, en 1915.

Sans prendre en considération l'importance des pertes subies de cette façon par la Serbie, on voit par ces données combien le commerce fut démonté et dans quelles conditions anormales il a été exercé au cours de la guerre et pendant l'occupation.

Le nombre des établissements de commerce était, à Belgrade, de 2.000, et de 10.000 dans les autres villes et dans les villages. Le total des capitaux, que les établissements de Belgrade pouvaient avoir en propre, était de 50 millions de franes. On peut en mettre autant pour les maisons de commerce en province. A ce chiffre de 100 millions, on peut ajouter les crédits retirés des banques du pays et de l'étranger, s'élevant à 200 millions de franes. En supposant que ce capital roulant de 300 millions ne rapportait qu'un bénéfice net de 5 pour 100, après déduction de l'intérêt payé, le total du manque à gagner pour une année s'élèverait à 15 millions ; pour 5 ans : 75 millions de franes-or (1).

Malgré la situation exceptionnelle dont bénéficièrent certains commerçants au cours de la guerre, parce qu'ils étaient détenteurs de richesses créées dont tout le monde avait besoin, le commerce, en tant que branche de la vie économique, n'en a pas moins souffert. Il n'en pouvait être autrement dans un État nouveau où le moindre relâchement des cadres gouvernementaux signifie un retour plus ou moins complet à l'anarchie, avec toutes ses conséquences : pillage, exploitation du prochain, etc.

(1) MM. Kosta STOYANOVITCH et Miloche SAVTCHITCH, délégués serbes à la Conférence de la Paix, estiment que ce manque à gagner s'élève à 120 millions (8 pour 100 de bénéfice net).

III. — L'INDUSTRIE

En Serbie, le développement de l'industrie a pris un chemin qui lui est peut-être particulier, qui diffère en tout cas de la manière dont l'industrie s'est développée dans les autres régions yougoslaves. Tandis que celles-ci profitèrent d'un grand afflux de capitaux venant de Vienne et de Budapest et qu'elles virent se créer directement une grande industrie, en Serbie, l'industrie se développa d'une façon autonome et par ses propres moyens. D'une manière générale, les petites entreprises se transformaient peu à peu, tendant à devenir de véritables entreprises industrielles. Plus rarement — ces dernières années seulement — on fonda des entreprises nouvelles de grande taille. Deuxième caractéristique : l'industrie serbe a pour principal objet la transformation des matières premières provenant de sa production agricole. Enfin, cette industrie a été formée toujours en vue d'un intérêt national et avec des capitaux provenant de l'épargne nationale. Lorsque le capital étranger a été autorisé à entrer en Serbie, on n'a jamais manqué de prendre toutes précautions pour protéger l'intérêt général de la nation et son développement économique (1).

La première industrie que la Serbie vit se développer, c'est l'industrie minière, au ^{xiii}^e siècle, grâce à l'immigration des Saxons venus d'Allemagne. L'invasion turque arrêta cette industrie qui avait atteint, pendant l'empire serbe, un bel essor, ainsi que l'industrie d'étoffes fines. La première révolution nationale, en 1804, trouva la Serbie sans aucune entreprise industrielle. Sous Kara-Georges, une fonderie de canons et une poudrerie ont été fondées à Belgrade et à Stragari. Des essais ont été faits également pour exploiter les mines de Roudnik. La défaite de 1813 interrompit tout, et ce n'est qu'en 1847, que la fonderie a été réformée pour être définitivement établie à Kragouyé-vats, en 1857. A part ces entreprises d'État, la Serbie ne pouvait

(1) S. PRÉDITCH, « Industrie et métiers », art. dans l'*Encyclopédie nationale serbe, croate et slovène*, II, p. 49 (en serbe), Zagreb, 1927.

songer jusqu'à la fin du XIX^e siècle à une véritable industrie. Tout faisait défaut pour un tel développement : les capitaux nécessaires, les spécialistes compétents (entrepreneurs et ouvriers), un domaine de consommation suffisant, des combustibles, des moyens de transport, une législation appropriée. C'est pourquoi la création des entreprises ne se faisait que difficilement, et la plupart des entreprises fondées végétaient ou périssaient rapidement. Le meilleur sort était encore réservé aux moulins à vapeur, dont le premier fut construit à Belgrade, en 1863. Une autre industrie devança même les moulins à vapeur, c'est celle de la bière. Une première brasserie fut élevée à Belgrade, en 1850. D'autres suivirent à Yagodina et à Tehatchak (1852), à Belgrade encore (1873). L'industrie minière débuta par l'ouverture d'une mine de fer à Maydanpek, en 1847 ; d'une mine de charbon à Senj, en 1857 ; d'une mine de plomb, enfin, à Kroupanj, en 1860. A partir de 1873, diverses mines de Georges Vayfert ouvrent la voie à une industrie du plus bel avenir. La première fabrique de textiles fut fondée à Paratchine, et à partir de 1883, des manufactures de lacets apparaissent à Vranjé et à Leskovats.

Une deuxième étape dans le développement de l'industrie serbe commence après les guerres de 1876-1877, qui apportèrent à la Serbie trois nouveaux départements, et surtout après la construction de la première ligne de chemins de fer (1884). D'autres faits encore vinrent favoriser l'essor de l'industrie : concentration des capitaux dans la Banque Nationale, qui venait d'être fondée (1883), prolétarisation de la population rurale par suite du démembrement des communautés de familles (zadruga), indépendance de l'État serbe proclamée au Congrès de Berlin (1878). Cependant toutes les difficultés étaient loin d'être vaincues. D'abord, une guerre désastreuse avec la Bulgarie (1885) arrêta, pour plusieurs années, l'essor économique de la Serbie. Ensuite, la concurrence austro-hongroise poursuivait de près la jeune industrie serbe et ne lui permettait pas de se développer. Seules l'industrie de la bière et l'industrie minière ne souffrirent point de cette concurrence. Un traité de commerce, avec l'Autriche-Hongrie (1881), liait les mains à l'industrie serbe,

puisqu'il la privait de toute protection. Cette situation dura jusqu'en 1905 où s'ouvrit une guerre douanière entre les deux pays. Pendant tout ce temps, l'industrie fut sacrifiée à l'agriculture. A partir de ce moment décisif, la Serbie allait pratiquer une politique de protection. En 1907, un grand nombre de concessions furent accordées pour la création d'entreprises industrielles, généralement importantes. Sur 320 entreprises industrielles, dont on connaît l'origine, 22 ont été fondées antérieurement à 1881, 41 entre 1882 et 1892, 81 entre 1893 et 1905, et 121 entre 1906 et 1910. Ces dernières entreprises étaient : 25 scieries, 76 moulins à vapeur, 8 fabriques textiles, 2 verreries, 2 fonderies de métaux. En 1910, l'industrie serbe avait 465 entreprises (dont 190 avec une production d'au moins un wagon par jour) qui étaient réparties de la façon suivante :

Scieries.....	51
Transformation de bois.....	7
Brasseries.....	7
Manufactures de tabac.....	1
Fabriques de sucre.....	3
Abattoirs.....	5
Produits chimiques.....	6
Cartonnages.....	5
Moulins à vapeur (1911).....	219
Fabriques textiles.....	32
Fabriques de verre et de ciment.....	6
Briqueteries.....	26
Fonderies de métaux.....	10
Fabriques de machines.....	3
Centrales électriques.....	6
Mines.....	55
Divers.....	23
TOTAL.....	465

La force motrice totale de l'industrie serbe était évaluée, en 1910, à 24.000 HP ; le nombre des ouvriers employés à 16.000 ; le capital investi à 82 millions de francs-or ; le capital circu-

(1) Rapport de la Chambre d'Industrie serbe, pour 1911.

lant à 30 millions ; 23 nouvelles entreprises furent fondées en 1911, 38 en 1912 et 6 en 1913. Les régions conquises pendant les guerres balkaniques avaient également un certain nombre d'entreprises. De la sorte, la Serbie comptait à la veille de la guerre en tout 544 entreprises industrielles privées, dont le capital total était de 134 millions 150.000 francs.

Les années 1912 et 1913 furent remplies pour l'industrie serbe de difficultés énormes, surtout parce que tous les ouvriers avaient été appelés au front. Mais c'est la guerre mondiale qui devait donner à la jeune industrie serbe un véritable coup de grâce. L'une après l'autre, les entreprises durent fermer leurs portes, en attendant que l'occupation détruise la plupart d'entre elles et endommage gravement les autres.

Sur l'industrie du *Monténégro*, il y a peu de chose à dire. Ce pays est extrêmement pauvre et dénué de toute ressource. Ses montagnes inaccessibles, sans communications, sont habitées par une population guerrière plutôt que laborieuse. L'Autriche-Hongrie et l'Italie ne permirent jamais au Monténégro de sortir de son état primitif. Une Société italienne avait obtenu le monopole du tabac, celui de la petite ligne de chemin de fer entre Bar et Virpazar, de la navigation sur le lac de Skadar et des quais de Bar. Elle réalisait d'importants bénéfices, sans apporter au pays d'avantages proportionnels. Malgré la présence de forêts très riches, souvent vierges, il n'y avait dans tout le pays, à la veille de la guerre, qu'une seule scierie. A noter encore quelques scieries de moindre importance, une centrale électrique et une ou deux brasseries. Les régions orientales, acquises en 1912 (environ 6.000 kilomètres carrés), offrent plus de possibilités, étant plus riches sous tous les rapports. Là aussi des communications manquent. Le lac de Skadar (Scutari) compte parmi les plus poissonneux en Europe. Malheureusement, il est exploité d'une manière toute primitive.

*
* *

Ce peu d'industrie que la Serbie possédait en 1914 a été d'abord gêné, puis définitivement démonté. Il n'est guère que

certaines industries textiles, en particulier la fabrique de drap de Leskovats, qui connurent pendant la guerre (avant la troisième invasion) quelque prospérité. Il en fut de même, bien entendu, et pour les mêmes raisons — production nécessaire à l'armée — des usines de matériel de guerre.

L'arrêt, par suite de la mobilisation générale, les dégâts causés par le bombardement et les incursions de l'ennemi, enfin, les destructions et les atteintes apportées aux usines pendant l'occupation, — tout cela a provoqué des pertes immenses, non seulement aux entreprises de l'État, mais encore à celles des particuliers. Immédiatement après la fin des hostilités, une commission a été chargée d'examiner et de fixer le dommage des bâtiments, des machines et de toutes autres installations appartenant à des entreprises d'industries privées. Elle a constaté que le pourcentage moyen du dommage atteint 30 pour 100 pour les bâtiments, et 57 pour 100 pour les machines et autres installations. La valeur du matériel ainsi perdu pour elles est estimée comme dépassant 80 millions de francs. Le total des dommages causés aux entreprises industrielles privées monterait à 145 millions 605.000 francs (valeur 1914).

Les entreprises appartenant à l'État n'ont pas moins souffert. On peut même dire que l'ennemi s'est acharné contre elles, plus encore que contre la propriété des particuliers. Ainsi, l'arsenal de Kragouyévat a été totalement anéanti : au départ des troupes serbes d'abord, au départ de l'ennemi ensuite. Les divers ateliers et installations, d'une valeur totale d'environ 40 millions de francs, ont été entièrement ou partiellement détruits (machines et outillages enlevés, bâtiments démontés, etc.). Encore ce chiffre ne comprend-il point les quantités énormes de matières premières (bronze, fer, etc.), des réserves de houille, des stocks de bois de noyer, chêne, etc., qui étaient conservés pendant des années pour être employés plus tard. Il en est de même des dépôts d'objets confectionnés, du mobilier, des fournitures de bureaux, etc. A part l'arsenal militaire de Kragouyévat, l'État possédait encore deux poudreries à Stragari et à Obilitehévo (près Krouchévat). La valeur des bâtiments, ajoutée à celle des matières premières anéanties

(explosifs, acide sulfurique, etc.) peut monter à 20 millions de francs. Enfin, un atelier pour la réparation de fusils et de mitrailleuses, fondé pendant la guerre à Skoplyé, a subi des dégâts considérables : environ 50.000 francs-or. Les commissions d'enquête ont apprécié que les dommages portés à l'arsenal et aux poudreries s'élèvent à 70 pour 100 de la valeur totale, c'est-à-dire environ 42 millions de francs-or.

Un autre établissement appartenant à l'État, l'Imprimerie Nationale, a été également fort endommagé. L'immeuble a été bombardé au début de la guerre. Le matériel de l'imprimerie a été transporté en partie à Niche, mais le reste a été anéanti ou emporté par les envahisseurs. La valeur des machines, ainsi que celle du matériel d'impression, des métaux pour la fabrication des caractères, du matériel ancien pour le transvasement, etc., est de 1 million 500.000 francs, somme à laquelle il faut ajouter la valeur des livres publiés antérieurement par l'État, celle du papier pour journaux et livres, et celle du matériel existant dans les entrepôts, — environ 500.000 francs.

La direction des Chemins de fer de l'État avait une usine à briquettes et plusieurs installations pour imprégnation des traverses. Elles ont été endommagées au cours de la guerre, et le dommage s'élève à la somme de 2 millions 034.000 francs pour les installations et le matériel détruit, et de 5 millions 293.000 francs pour les bois à brûler et les traverses.

Dans les manufactures de tabacs et d'allumettes, de même que dans les ateliers d'impression du papier timbré et dans les bâtiments de la Direction des Monopoles à Belgrade et ceux des succursales de province se trouvaient des quantités très considérables de machines, d'ustensiles et d'outils. Tous ces objets ont été détruits, ou incendiés ensemble avec les bâtiments, ou bien emportés. Les dommages peuvent s'élever à 6 millions de francs. Enfin, l'ennemi a détruit tous les livres, documents, archives de la Direction des Monopoles.

A tous ces dommages, il faut ajouter, semble-t-il, la somme de 50 millions de francs de gains perdus pour toute l'industrie serbe et pour une période de 5 ans.

IV. — LES FINANCES

La question des finances pendant la guerre embrasse à la fois celle des banques et des sociétés d'assurance, celle du change et, enfin, celle des finances publiques (budgets, emprunts, impôts et charges diverses). Dans un pays tel que la Serbie, surtout au cours d'une guerre où la destinée de la nation ne cessa d'être en jeu, les finances privées sont mêlées aux finances publiques, la plus grande partie de la population étant sans cesse inscrite aux chapitres du budget. Pour plus de clarté, nous essayerons de traiter à part les trois problèmes que nous venons de spécifier : *finances privées* (banques, sociétés d'assurance, autres institutions de crédit) ; *change* (stock monétaire, dinar, couronne autrichienne, lev bulgare) ; *finances publiques*.

1. *Finances privées*

Le premier établissement de crédit, fondé en Serbie, fut la première banque serbe (1869), avec un capital d'un million de ducats, dont il ne fut versé que 120.000 ou 1.480.000 dinars (francs). Dès le commencement, cette banque échoua, s'étant aventurée dans de nombreuses affaires de bourse et dans les travaux d'une ligne de chemins de fer en Sirmie (Srem, Autriche-Hongrie). Après cet échec initial, on évitait de fonder des banques. Les années de guerre y aidant, on ne fonda jusqu'à 1883 que six établissements de crédit, dont trois à Belgrade. Ce n'est qu'en 1884 que fut créée la Banque nationale privilégiée de Serbie. Ses débuts furent pénibles. On manquait de techniciens spécialisés dans les affaires de banque ; les conditions économiques étaient encore primitives : on sortait à peine de l'économie naturelle (*Naturalwirtschaft*) pour entrer dans la production pour le marché (*Geldwirtschaft*) ; l'influence du capitalisme occidental se faisait à peine sentir. La construction de la première ligne de chemins de fer provoqua, malgré les désastres de la guerre serbo-bulgare (1885), un essor écono-

mique remarquable, surtout après le vote de la constitution libérale de 1888, qui mit un peu d'ordre dans la vie politique serbe. A cette époque, il y avait déjà 37 établissements de crédit, avec un capital de 7.6 millions de dinars. En 1895, ce capital avait doublé et le nombre des banques était de 66. Ces progrès seront encore plus sensibles après la révolution dynastique de 1903. Chaque ville de Serbie reçut son établissement de crédit, certaines même en virent se créer plusieurs, suivant la couleur des partis politiques qui y étaient représentés. Malgré le système de concession, — autorisation du gouvernement nécessaire pour la fondation d'une banque, — le nombre des petites banques ne cessait de croître. A la veille des guerres balkaniques (1912), Belgrade avait 40 banques, la province en avait 150. A partir de 1913, on s'empessa d'en fonder dans les régions nouvelles du Sud, mais la guerre mondiale mit fin à ces efforts (1).

Comparée à celle des autres pays à la même époque, l'organisation des installations de crédit en Serbie était, avant la guerre, à l'état d'embryon. Le public, véritable dépositaire de l'épargne nationale, n'avait pas encore confiance en ces établissements sans expérience, et les nombreuses petites banques qu'on rencontre dans toutes les petites villes de Serbie, ne sont ordinairement que des trous où quelques hommes un peu aisés apportent une partie de leur épargne pour servir d'appât aux artisans et aux commerçants désespérés. Aussi, les 200 banques de Serbie n'avaient-elles, au 31 décembre 1919, en capital versé et en fonds de réserve, que 60,1 millions de dinars. A la veille de la guerre, ce chiffre était beaucoup moindre.

La seule institution d'importance était la Banque Nationale, privilégiée, organisée à l'instar des banques d'émission des pays occidentaux, tout particulièrement sur le modèle de la Banque Nationale de Belgique. C'est une institution privée, sous le contrôle de l'État. Après de longs travaux prépara-

(1) A la différence de la tendance qu'ont les banques croates, observe M. Nikola STANARÉVITCH, de concentrer tous les capitaux disponibles à Zagreb, la Serbie développe simultanément la capitale et la province. « Les banques en S. C. S. », dans l'*Encyclopédie nationale serbe, croate, et slovène* (en serbe), I, p. 118. 119 ; Zagreb, 1926.

toire, la Banque commença à fonctionner le 1^{er} juillet 1884. Ses débuts furent très pénibles, le public, habitué à la monnaie d'or, s'accoutumant difficilement aux billets de banque. Au cours des premières années, la circulation n'atteignait en moyenne que 492.000 dinars-papier. Vers la fin des années 80, elle montait déjà à 15 millions. Le capital versé était, au début, 2 millions et demi; en 1897, 5 millions; en 1908, 7 millions et demi et, en 1913, 10 millions. La couverture métallique était, à cette époque, de 40 pour 100, et le rapport entre la couverture et la circulation était le suivant (en millions de dinars) :

	Couv. métal	Billets
1890.....	9,5	15
1900.....	15	34,7
1910.....	28,6	50,9
1914.....	64,3	114,3

Parmi les opérations actives de la Banque, les plus importantes étaient l'escompte et le lombard.

La conduite de la guerre exigeant de nouveaux contingents de billets de banque, l'Institut d'émission se trouva dans l'obligation de demander une modification dans les prescriptions de la loi à ce sujet. En effet, elle ne pouvait émettre en billets que cinq fois son capital, c'est-à-dire pour 50 millions de billets-argent, ou tout au plus 55 millions, avec une autorisation spéciale du gouvernement. Cette quantité ne pouvait suffire aux besoins d'un pays où l'emploi du chèque est presque inconnu, et dont le budget de dépenses montait, en 1914, à 579.322.939 dinars. Un projet de loi était justement à l'étude, au mois de mai 1914, lorsque survint l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie qui mit en échec tous les projets de réforme. La Banque reçut l'ordre de quitter Belgrade. Déjà, le 27 juillet, elle se trouvait à Krouchévats. Faute de temps, on n'emporta pas les billets déchirés et percés, de 10 et 100 dinars, qui devaient être brûlés, et dont la somme était de 2.593.420 dinars. Ce sont ces billets que les autorités austro-hongroises mirent en circulation après l'occupation de la capitale, afin de discréditer la mon-

naie serbe. La centrale de la Banque Nationale à Krouchévats, ainsi que sa principale succursale à Niche, vu le nombre réduit de leurs employés pris par la mobilisation générale et les affaires ayant baissé dans la même proportion, furent forcées de consacrer toute leur activité au gouvernement. Comme les billets de banque s'imprimaient à Paris, dans les établissements de la Banque de France, qui elle-même dut quitter Paris, la Banque serbe se vit dans l'obligation de transformer en billets-argent les billets-or de 20 dinars. Mais cette opération ne réussit pas, et non plus l'émission, au mois de mai 1915, d'un grand contingent de billets-argent de 50 dinars. Aussi, le marché intérieur souffrit-il pendant toute cette période d'une crise de numéraire. Les opérations de la banque avec les particuliers (commerçants, exportateurs, banquiers) étaient réduites au minimum. Le commerce intérieur, ainsi que les affaires d'exportation et d'importation étaient presque entièrement arrêtés. Tous les moyens de communication et de transport se trouvaient entre les mains de l'État et au service exclusif de la guerre. Au mois de septembre 1915, à l'approche de la débâcle serbe, la Banque se transporta à Monastir, d'abord, à Salonique ensuite, pour s'embarquer le 19 décembre sur un navire de guerre français, à destination de Marseille. C'est là qu'elle devait attendre la fin des hostilités.

Au cours de la guerre mondiale, la Banque a crédit — à côté du Trésor public — certains établissements bancaires, des commerçants et des députés serbes, de même que la municipalité de Belgrade, pour une somme totale de 5.731.257 dinars. En outre, contre la garantie du Trésor, la Banque a fourni aux réfugiés serbes un crédit de 3.804.670 dinars. Enfin, les commerçants serbes se trouvant à l'étranger, se portèrent débiteurs de la Banque pour une somme de 1.245.000 dinars. Après la libération de la Serbie, la Banque retourna dans le pays, et s'installa de nouveau à Belgrade, au mois de février 1919. Bientôt, elle fut transformée en Banque nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (loi du 26 janvier 1920) (1).

(1) Cf. M. D. DJOULIZIBARITCH, *Le dinar serbe et l'évolution financière de la Serbie depuis 1914* (en français); Nancy, 1925, p. 70-75.

Un autre établissement de crédit, le Crédit foncier (Ouprava Fondova), fondé vingt-deux années avant la Banque Nationale, en 1862, avait pour but de rassembler tous les fonds publics, dépôts, masses pupillaires, capitaux des municipalités et des particuliers. Institution autonome, le Crédit Foncier faisait néanmoins partie de l'administration publique. Les capitaux qu'il avait rassemblés étaient destinés à des emprunts hypothécaires dans les villes et à la campagne. A partir de 1886, plusieurs emprunts ont été conclus à l'étranger dans le but d'augmenter les disponibilités du Crédit Foncier. Après les guerres balkaniques, cette institution se vit attribuer tous les droits et toutes les obligations de la Zirat-Banque d'Useub qui avait placé dans la région du Sud quelque 100.000 dinars sous forme d'emprunts hypothécaires. A la veille de la guerre, son capital s'élevait à 130 millions de dinars. Pendant la guerre mondiale, le Crédit Foncier avait suspendu ses travaux, le moratorium, décrété le jour même de la mobilisation, ayant mis terme à tous paiements. Pendant l'occupation, le bâtiment même du Crédit Foncier fut employé, il devint le siège du Gouvernement autrichien de Serbie. Les dommages causés au Crédit Foncier par la destruction de pièces, documents, livres, etc., sont estimés, d'après les bilans d'avant-guerre, à 35 millions de dinars (francs). Certaines pièces (obligations, lettres de change, actes hypothécaires, etc.), furent conservées par des particuliers, mais on n'a à ce sujet aucune donnée précise, la plus grande partie de ces pièces ayant été également détruite.

En emportant ses trésors et ses archives, la Banque Nationale a consenti à se charger d'une partie des valeurs et documents de certaines banques privées. D'autres ont sauvé leurs biens par leurs propres moyens. Mais il est certain que la plus grande partie des établissements de crédit n'ont pu parvenir à mettre hors de danger leurs valeurs en numéraires et en documents. Déjà, au cours de la première invasion, plusieurs banques, surtout celles de Chabats et de Loznitsa, ont beaucoup souffert. Tout ce qui se trouvait à l'intérieur de leurs murs a été enlevé : coffres-forts fracturés, numéraire, actions, effets de commerce, lettres de change, titres emportés ou détruits.

Durant l'occupation, les envahisseurs ont pris différentes mesures contre les banques de Serbie. Les autorités bulgares menaçaient de punitions sévères tous ceux qui ne feraient pas la déclaration de leurs valeurs et effets en banque. La disparition des pièces et documents a rendu difficile, sinon impossible, la reprise des relations avec la clientèle. Il est très difficile, de ce chef, d'apprécier, même approximativement, la grandeur des dommages causés de cette façon aux institutions de crédit. Les banques, dont la direction n'avait pas quitté le pays, ont réduit leurs travaux au minimum.

La Loterie d'État à classes qui, en Serbie, avait le monopole d'émission des bons de loterie, a également interrompu ses travaux pour toute la durée de la guerre. Le produit net de cette institution étant destiné à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, il en est résulté pour ces derniers un dommage considérable. En prenant pour base son bilan de 1914, on peut supposer que la Loterie aurait eu normalement un revenu net de 750.000 dinars par an, ou 600.000 dinars de créances non payés. En tout et pour 5 ans, on arrive à une perte de 4.817.500 dinars, somme qui aurait été distribuée sous forme d'appointements du personnel.

En estimant le gain moyen et annuel de toutes les banques de Serbie — dont le total des capitaux et des réserves montait à 100 millions — à 12 millions, le manque à gagner pour 5 ans s'élèverait à 60 millions de dinars.

Les *sociétés d'assurance* se sont trouvées, pendant la guerre, dans une situation particulièrement délicate. Depuis le jour de la mobilisation, elles ont dû suspendre leurs opérations. Les plus importantes parmi elles, étaient : les succursales des sociétés d'assurance étrangères : la « Nationale », l'« Union », « Rossia », etc. Les plus grandes sociétés indigènes, étaient : « Srbiya » (fondée en 1906) et « Choumadiya » (fondée en 1913). La « Beogradska Zadrouga », la banque la plus forte de Belgrade, avait également un service d'assurance.

Les contrats d'assurances-vie ne sont généralement valables que pendant la durée de la paix, à moins d'un avenant spécial

conclu avant la déclaration de la guerre. La mobilisation générale survenant, la plupart des assurés se sont vus dans l'impossibilité de conclure cet avenant et n'ont pu régler leurs primes de guerre. Les compagnies d'assurances se déclarèrent donc libres de toute obligation envers les familles de ceux qui seraient victimes de la guerre. Mais les personnes mêmes qui ont continué à résider aux sièges des compagnies, ont également été dans l'impossibilité absolue de régler leurs primes de guerre, par suite de la fermeture des bureaux d'assurances. Une commission spéciale a établi une liste de 5.500 assurés, tués ou morts, pendant la guerre. Prenant comme moyenne un contrat de 6.000 francs, la valeur des dommages subis par les assurés atteindrait une somme de 33 millions de francs ou 50 pour 100, ce qui correspond au total de la somme d'assurance (1).

2. *Change*

La question du change est une des plus intéressantes qu'ait soulevées la guerre mondiale dans tous les pays belligérants. En Serbie, la prime de l'or était réduite au minimum, pendant les premières années du ^{xx}e siècle. Depuis 1905, on était en présence d'un disagio de 0,80 à 0,05. Cette année-là, il y avait en circulation des billets-argent pour 33.866.450 dinars, et la dépréciation des pièces d'or était de 0.10. C'est que l'État avait réalisé, en 1903, un emprunt de 60 millions, et il n'avait plus besoin d'acheter de l'or pour payer des annuités sur les emprunts antérieurement conclus. D'autre part, la balance commerciale était devenue favorable. Enfin, la dette flottante était éteinte en 1903. Après une période de trente années de déficit budgétaire constant, l'année 1904 se termina sans déficit : elle se solda même par un excédent de recettes de 6.583.084 dinars. En 1905, résultat analogue. Les recettes de l'État arrivèrent à dépasser

(1) *Rapport sur les dommages causés à la Serbie et au Monténégro, présenté à la Commission des réparations des dommages* (en français); Paris, 1919, p. 104, 105.

le montant des dépenses pour la somme de 11.362.943 dinars (1).

A la veille des guerres balkaniques, la Serbie avait à peu près stabilisé ses finances. Le seul point sombre dans le tableau consistait dans le chiffre énorme que le Trésor devait payer annuellement sous forme d'annuités aux créanciers étrangers. En 1911, le total des dettes consolidées de l'État s'élevait à 551.950.500 francs, à quoi correspondaient les annuités s'élevant à 32.424.950 francs, ou presque 20 pour 100 du total des dépenses budgétaires. La balance commerciale était favorable : 111.425.000 francs d'importation pour 116.916.000 dinars d'exportation. Même rapport dans le budget : 128.973.600 dinars de recette pour 118.647.648 dinars de dépenses. Sans les guerres balkaniques, la Serbie allait, au point de vue des finances, à une stabilisation à peu près complète. Alors, la situation se gâta. En 1912, en face d'un chiffre d'importation de 106.942.248 dinars ne se trouvait qu'une exportation de 84.895.070, qui devait tomber l'année suivante à 78.023.899 dinars. Le déficit budgétaire apparut de nouveau : il était de 166.544.972 dinars en 1913. La même année, un emprunt de 230 millions fut conclu, et porta les annuités destinées à l'étranger à 46 millions de francs ou 21,5 pour 100 du total des dépenses. En 1914, le budget de dépenses montait à 579.322.939 dinars (c'est-à-dire 282.238.931 dinars de plus qu'en 1913). Un emprunt nouveau de 250 millions et des avances provisoires de 370 millions de dinars avaient été consentis au gouvernement serbe par ses alliés pour la conduite de la guerre. Les billets en circulation montaient, au 31 décembre 1914, à 91.200.000 dinars. De tous ces changements, le dinar lui-même devait se ressentir. La baisse du change apparut aussitôt, malgré les énormes quantités d'argent importées de l'étranger. Économiquement parlant, elle n'était pas justifiée, du moment que la Serbie avait cessé de payer les annuités de ses dettes, que le moratorium avait mis fin à tous paiements en or, et que l'encaisse métallique de la

(1) Dr. D. MICHITEN, « Les dettes publiques du Royaume S. C. S. » (en français), art. dans le 1^{er} numéro de la *Revue économique et financière de Belgrade*, octobre 1923.

Banque Nationale était importante, sinon suffisante. Le député socialiste Laptehévitch accusait le gouvernement de tolérer la spéculation et de permettre la hausse des prix (1). En effet, si le nombre des billets de banque en circulation augmentait, l'encaisse métallique de l'Institut d'émission ne diminuait pas : au contraire, elle augmentait, puisque l'État cédait à la Banque tout l'or provenant des emprunts étrangers. Les dépôts de la Banque à l'étranger augmentaient dans une proportion encore plus grande. A la veille de l'occupation de la Serbie par les troupes étrangères, la situation de la Banque Nationale, en comparaison avec celle de 1911, était la suivante :

	En DINARS	
	1911	1915
Encaisse métallique....	35.145.181	67.241.805 (2)
Dépôts à l'étranger.....	7.256.573	193.902.939
Portefeuille.....	7.698.437	9.013.487
Billets en circulation...	59.950.530	297.751.360

Abstraction faite de l'état général des finances serbes, grevées d'une lourde dette à l'étranger, la situation de la Banque elle-même et du dinar était très satisfaisante. Les billets de banque étaient suffisamment couverts, mieux même que ceux de certains pays d'Occident. Le pourcentage de la couverture dans sept pays européens en 1915 et en 1917, est représenté par le tableau suivant :

(1) De cette façon, affirmait-il, les spéculateurs ont volé au public plus de 100 millions de dinars. Discours à la Skoupchtina, le 25 juin 1915, reproduit dans son ouvrage, *Occupation*, p. 19 et 20.

(2) L'encaisse métallique, à la fin de 1915, se décomposait de la façon suivante :

	Dinars
Or.....	64.148.453.79
Argent.....	2.975.093.64
Monnaies étrangères.....	108.258.11
Total.....	67.241.805.54

	POURCENTAGE	
	Fin 1915	Fin 1917
Serbie.....	21,53	21,53 (1)
Bulgarie.....	16,60	5,91
Autriche-Hongrie.....		1,48
Italie.....	35,42	12,97
Allemagne.....	35,35	20,98
France.....	37,68	23,50
Angleterre.....	145,91	127,03

Une dépréciation du billet serbe se produisit donc avant même que la Serbie fût occupée par des armées étrangères. Cette dépréciation qui, au mois d'octobre 1915, à la veille de l'évacuation, avait atteint 25 pour 100, s'explique, semble-t-il, par trois ordres de faits. La population des régions nouvellement acquises dans le Sud, habituée à la monnaie métallique, turque et autre, acceptait les billets de banque serbe avec une certaine appréhension et s'empressait de les échanger contre de l'or. Ce premier phénomène déjà provoquait une légère prime sur les billets. En second lieu, au lendemain du bombardement de Belgrade, le gouvernement avait décrété le cours forcé : le billet de banque devait nécessairement en souffrir. Enfin, comme dans tous les autres pays envahis ou en danger de l'être, une thésaurisation abondante fut pratiquée de toutes parts. Afin de rendre confiance à la population apeurée, le gouvernement fit frapper et mit en circulation, au mois d'août 1915, un contingent de 15 millions de pièces d'argent. Cette somme disparut aussitôt dans le gouffre de la thésaurisation grandissante. Le même sort était sans doute réservé à la nouvelle commande de 15 millions, dont les premiers envois commençaient à arriver en Serbie, au mois de novembre 1915, au moment même où l'armée évacuait en grande hâte le territoire national. Notons que cette monnaie d'argent rendit de grands services à la population serbe pendant la retraite à travers l'Albanie et le Monténégro. Avec les seuls billets de banque, les fugitifs n'auraient probablement rien pu acheter dans ces régions où la monnaie

(1) Pour la Banque serbe, quant à son encaisse métallique, on n'a pris en considération que le montant de l'or. Cf. *Op. cit.*, p. 80.

métallique est la seule reconnue. Les paysans albanais et monténégrins, très pauvres et eux-mêmes dépourvus de vivres, consentaient à vendre quelque chose uniquement lorsqu'on leur présentait quelques pièces d'argent ou d'or. Aussi bien, le billet serbe fut-il fort déprécié pendant la retraite, souvent dans une proportion de 300 pour 100. Sa valeur avait légèrement diminué (de 20 pour 100), même par rapport au billet monténégrin. Au moment où les réfugiés allaient s'embarquer sur les navires de guerre français, l'agio s'était élevé à 600 pour 100 ! Il en fut presque de même à Salonique, grâce à la spéculation des changeurs, qui exploitaient atrocement la situation précaire des réfugiés serbes.

A partir de ce moment, le dinar serbe aura deux existences : une en Serbie même, occupée par les armées austro-hongroises et bulgares ; une autre en exil, dans les pays alliés et neutres. Nous allons le suivre sur son chemin jusqu'en 1919, où, pour lui aussi, comme pour la nation entière, une nouvelle ère va commencer.

Au cours de l'occupation, les autorités respectives avaient imposé à la population leurs systèmes monétaires, comme moyen légal de paiement. Mais le dinar n'avait point cessé d'être en circulation. Il était même plus recherché et plus jalousement gardé que la couronne autrichienne ou le lev bulgare. Les autorités d'occupation effectuaient tous leurs paiements, à la population comme à leurs propres agents, exclusivement en billets de banque autrichiens ou bulgares. De plus, un cours spécial avait été prescrit pour les monnaies en présence : il fallait donner deux dinars pour avoir une couronne ou un lev. Enfin, si les taxes et les amendes étaient souvent exigées en or, la monnaie était toujours rendue au public en couronnes ou en léva. Comme la population ne possédait d'autre argent que des dinars, surtout au début de l'occupation, elle était forcée de faire ses versements en monnaie serbe : elle payait ainsi le double de chaque prix et en recevait la moitié lorsqu'elle vendait quelque chose. En outre, une véritable chasse a été organisée contre les pièces d'argent et de nickel, qui ont été souvent réqui-

sitionnées sans aucun dédommagement. On imagine facilement tous les abus qu'a pu faire naître un régime d'occupation militaire avec une population désarmée et soumise. Mais comme l'État serbe n'avait pas cessé d'exister et que ses billets avaient une valeur internationale supérieure à la couronne et au lev, une spéculation forcenée se développa avec le dinar. Une liaison s'était établie entre l'argent serbe resté dans le pays et celui que la Banque et les réfugiés avaient emporté avec eux à l'étranger. Nous y reviendrons.

En exil, le gouvernement serbe était privé de toutes sources régulières. Il eut recours uniquement aux avances des Alliés. Outre l'aide matérielle, en vivres et en matériel de guerre, il recevait, à titre d'avances mensuelles, 9 millions destinés aux appointements des fonctionnaires, à la solde des officiers et aux envois de secours en nature et en argent à la population restée en Serbie. En 1917, les États-Unis consentirent au gouvernement serbe une avance mensuelle de 1 million de dollars, destinée principalement à l'allocation des secours aux prisonniers civils internés en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Turquie. Ainsi, le gouvernement était suffisamment pourvu, et la quantité des billets de banque en circulation n'avait point besoin d'être augmentée depuis la fin de 1915. Pour épargner aux réfugiés la perte provenant de la spéculation, le gouvernement avait établi un cours de faveur pour les monnaies étrangères dont ils pouvaient avoir besoin. On échangeait ainsi sur les guichets de l'administration serbe 100 dinars contre 79 drachmes grecques ou contre 88 francs. Ce « cours officiel » exerçait un effet favorable sur le cours libre lui-même qui s'en rapprocha sensiblement au cours des années 1917 et 1918. C'est à cette époque précisément que la spéculation avec le dinar serbe atteignit son point culminant. Autrichiens et Bulgares avaient commencé à introduire des billets serbes en Suisse, en les faisant échanger à la Bourse ou même auprès des délégations spéciales serbes, souvent grâce à l'intermédiaire plus ou moins conscient des sujets serbes eux-mêmes (1). Pour empêcher ou atténuer ces abus, le gouverne-

(1) Cf. Dr. M. NINTCHITCH, *Notre question du change (en serbe)*, p. 26.

ment avait ordonné un contrôle sévère de ces opérations : la somme échangée à chaque réfugié était notée sur son passeport ; l'échange ne pouvait avoir lieu qu'une fois par mois ; le montant était limité aux besoins d'existence. Ces mesures ont sans doute mis un frein à la spéculation, mais ne l'ont point empêchée.

A la fin de la guerre, la Serbie était saturée de couronnes autrichiennes et de léva bulgares. Quelque chose comme 800 millions se trouvaient en circulation en Serbie occupée. La valeur de la couronne, par rapport au dollar, était la suivante : en octobre 1918, un dollar américain valait 11 couronnes 83, et, en décembre 1918, 15 couronnes 77. Le même dollar valait environ 8 dinars.

De leur côté, les Bulgares avaient fort déprécié le dinar. Vers la fin de l'occupation, ils ne le prenaient même plus pour 0.50, mais pour 0.25 seulement. En même temps, connaissant sa valeur réelle, ils se montraient de plus en plus désireux d'en avoir des quantités. Pour la population soumise, privée de tout renseignement sur l'état véritable des opérations de guerre, cette conduite des autorités était d'abord une énigme, pour devenir ensuite une preuve certaine que l'heure de la libération n'était point éloignée.

3. *Finances publiques*

Ce qui précède donne déjà une idée suffisamment claire de ce qu'était la situation des finances publiques serbes, au cours de la guerre. Les budgets, à peine équilibrés à la veille des guerres balkaniques, furent de nouveau grevés de déficits augmentant d'année en année. Il suffit de jeter un regard sur les chiffres représentant les budgets de recettes et de dépenses de l'État serbe, pour se persuader que la Serbie entraînait, à partir de l'année 1912, dans une période de difficultés financières, suite ordinaire de la guerre et prélude fréquent de graves perturbations sociales. Après la guérison temporaire des finances, dans les dix premières années du ^{xx}^e siècle, et dont le couronnement fut

le surplus de 11 millions dans l'exercice de 1911, nous assistons à une ascension tourbillonnante des chiffres des dépenses provenant principalement des emprunts étrangers, pour arriver à l'époque 1915-1918, où la Serbie n'avait à proprement parler plus de budget et où le gouvernement ne vivait que sur les avances des Alliés. Voici les chiffres :

Années	EN DINARS	
	Recettes	Dépenses
1908.....	95.823.338	95.778.764
1909.....	103.644.104	103.323.648
1910.....	115.277.745	115.072.843
1911.....	120.136.496	120.083.803
1912.....	130.764.713	130.764.713
1913.....	130.764.713	130.764.713
1914.....	214.320.670	214.320.670
1915.....	214.320.670	214.320.670
1916.....	214.320.670	214.320.670
1917.....	214.320.670	214.320.670
1918.....	214.320.670	214.320.670

En réalité, on le voit, le dernier budget fut celui de 1914. Depuis, la Serbie n'avait plus de budget : dépenses et recettes pour les années suivantes se façonnaient sur le moule de 1914. Ce budget lui-même était en réalité tout à fait différent de ce qu'il paraissait à première vue. Les recettes ordinaires et extraordinaires ne montaient qu'à 114.691.615, et tout le reste était comblé par un emprunt de guerre de 250 millions (à 5 pour 100), suivi de près d'une somme de 370 millions d'avances provisoires. D'autre part, les dépenses, ordinaires et extraordinaires, montaient à 123.873.399 ; mais à cette somme s'ajoutaient : 38.215.021 pour les dépenses sur l'emprunt 5 pour 100, — 166.544.972 pour le déficit de 1913, — 250.615.243 pour le crédit extraordinaire de guerre, — 3.415 de crédit extraordinaire, — 70.889 de dépenses, selon l'article 12 de la loi des finances. Le tout faisait un total de 579.322.929, qui est — on le voit — bien loin du chiffre officiel du budget. Les exercices suivants seront encore moins réels. Les dépenses se répartissaient, en 1916, de

la façon suivante : 59,88 pour 100 de dépenses personnelles, 10,86 pour 100 de dépenses matérielles, 29,36 pour 100 d'annuités pour emprunts. Les recettes ordinaires ne donnaient que 1,83 pour 100, tandis que les recettes extraordinaires, provenant des prêts consentis par les Alliés, s'élevaient à 98,17 pour 100. Les exercices 1917 et 1918 ressemblaient à celui de 1916, avec cette seule différence qu'une somme importante était envoyée en Serbie et dans les camps de concentration. Une telle situation budgétaire devait durer jusqu'à la fin des hostilités (1).

*
* *

A la veille des guerres balkaniques, la Serbie avait une *dette publique* consolidée de 701.096.118 dinars (franes). Les guerres de 1912-1913 apportèrent un aggrandissement territorial important (le territoire serbe fut presque doublé), mais les finances publiques tombèrent de nouveau dans une situation critique. Afin de liquider les frais de la guerre et de combler le déficit qui en résultait, le gouvernement conclut, en 1913, avec un groupe de banques françaises, un emprunt de 250 millions de dinars. Cet emprunt n'était même pas entièrement placé que la guerre mondiale éclata : les finances serbes, déjà fort ébranlées, allaient être profondément bouleversées. Dès le commencement de la guerre, le gouvernement serbe s'adressa à ses Alliés — France, Angleterre, Russie — pour leur demander aide et soutien. Ces trois pays se rendirent à cet appel, la

(1) M. Nintchitch, alors ministre des Finances, résumait de la façon suivante l'état des finances serbes pendant l'exil : « A la veille de la grande offensive de septembre 1918, notre situation financière était la suivante :

1° L'avance mensuelle de 9 millions de francs, obtenue de la France et de l'Angleterre, et affectée principalement au paiement de la solde aux officiers et aux soldats, des appointements aux fonctionnaires civils ; 2° L'avance mensuelle américaine d'un million de dollars, affectée aux secours de notre population restée sous la domination ennemie ; 3° Les gouvernements alliés payaient, pour notre compte, les coupons des emprunts d'État (42.225.000 franes par an) ; 4° Les gouvernements alliés fournissaient tout le matériel nécessaire à notre armée sur le front de Salonique et à l'arrière. On voit que toutes nos dépenses publiques étaient couvertes par l'aide de nos Alliés. Les recettes propres de l'État serbe ont été si minimes qu'elles méritent à peine d'être mentionnées. » *Exposé financier* pour l'exercice 1919-1920, p. 9 (en serbe).

France en tête. Une conférence, tenue à Paris, au début de 1915, décida que la France, l'Angleterre et la Russie participeraient en proportion égale dans le secours financier à la Serbie, sous cette réserve que la part russe serait avancée provisoirement par les deux autres pays. Après la débâcle serbe, en 1915, l'approvisionnement de l'armée serbe fut assuré par les Alliés (France et Angleterre). Au mois de juin 1916, un nouvel accord fut signé à Londres aux termes duquel les mêmes puissances allaient prêter à la Serbie un secours mensuel de 9 millions de francs (4.500.000 francs chacune) et faire, également par moitié, le service des emprunts serbes à l'étranger. A l'entrée des États-Unis en guerre, la Serbie fut dotée de leur part d'un secours en argent d'abord (12 millions de dollars pour 12 mois en 1917 et 1918), en matériel ensuite (1919 et 1920). A la fin des hostilités, la dette de guerre de la Serbie, assumée par le nouvel État serbe, croate et slovène, était de : 1.486.581.250 francs à la France ; 26.696.489 livres sterling à l'Angleterre ; 64.486.392 dollars aux États-Unis (situation à la date du 30 juin 1925).

Pendant que le gouvernement serbe en exil grevait le pays d'une dette de guerre de 3 milliards de francs, la population demeurée au foyer était obligée de souscrire aux emprunts de guerre austro-hongrois. En effet, les autorités d'occupation s'arrogeaient le droit de forcer les habitants à acheter leurs obligations d'emprunt. Tous les commerçants et fournisseurs qui s'adressaient aux autorités pour une concession devaient souscrire pour une somme fixée arbitrairement. Les bureaux de tabac étaient classés suivant leur chiffre d'affaires, et devaient verser telle somme pour l'emprunt avant d'obtenir la marchandise. Les paysans eux-mêmes étaient taxés, selon les circonstances : 200, 300 et 500 couronnes par personne. Les colonnes du journal officiel du Gouvernement d'occupation étaient remplies de noms de souscripteurs « bénévoles » à l'emprunt de guerre. On estime que le montant de ces souscriptions pouvait s'élever à 260 millions. Souscrites au cours forcé de 95 pour 100, les obligations ont peu à peu baissé et ne représentaient, à la fin de la guerre, que 50 pour 100 de leur valeur nominale. Comme elles n'ont jamais été remboursées et que

leur valeur en bourse est minime, ces obligations représentent pour la population serbe, surtout pour les paysans, une perte pure et simple.



Nous arrivons à une autre série de ressources publiques, tant de l'État serbe, que des autorités d'occupation : *impôts*, *taxes* et diverses autres *charges*. Nous distinguerons les actes des autorités serbes avant l'évacuation du territoire et en exil, et ceux des autorités d'occupation, austro-hongroises et bulgares.

En fait de contributions directes, la Serbie était régie par une loi de 1884, qui comprend six formes d'impôts directs, imposant : les terrains, les bâtiments, le revenu du capital, enfin l'impôt personnel. Les lois de 1886, 1891 et 1896 instituèrent une nouvelle forme d'impôt direct : l'impôt sur le chiffre d'affaires. Ce système est des plus primitifs. Il comprend deux formes que le véritable système d'impôts sur le revenu ne connaît pas : impôt personnel, impôt sur le chiffre d'affaires. La base en est ici le revenu brut ; pour l'impôt sur les terrains, c'est la surface ou la valeur de l'objet imposé. L'impôt personnel prend pour base la personne même de l'imposé, tandis que l'impôt sur le chiffre d'affaires prend en considération plusieurs éléments différents. Bref, nous ne sommes en présence d'aucun principe, mais d'une simple addition de formes d'impôts. La preuve évidente de leur insuffisance est la nécessité qui s'est imposée au législateur d'instituer de nombreux centimes additionnels, dont un général de 75 pour 100 et huit spéciaux. Si l'on ajoute à ces centimes additionnels ceux des départements, arrondissements et communes, on arrive au chiffre inéroyable de 300 à 400 pour 100. L'inégalité des charges, déjà inhérente aux impôts eux-mêmes, est encore aggravée. La conséquence en est la dissimulation de la base d'imposition elle-même, ce qui place le Trésor public dans un état de plus en plus grave. En effet, les impôts directs ne donnaient en Serbie qu'une partie réduite des recettes budgétaires :

Années	Total des recettes	Impôts directs réalisés	Pourcentage
1908.....	95.823.338	21.565.349	23,13
1909.....	103.644.104	26.033.220	24,76
1910.....	115.277.745	29.267.778	26,06
1911.....	120.136.496	32.086.442	26,92
1912.....	130.764.713	25.417.676	20,46

Les territoires acquis pendant les guerres balkaniques avaient un système encore plus arriéré, le système ture, caduc, injuste, odieux et humiliant, rappelant par trop l'esclavage plusieurs fois séculaire de ces populations. Après 1912, on ne leur appliqua pas immédiatement le système serbe ; mais un autre, créé de toutes pièces et qui devait être provisoire, en attendant la refonte totale des deux systèmes. Le gouvernement devait fixer chaque année la somme qui serait exigée des territoires nouveaux, et cette somme serait ensuite répartie entre les nouveaux départements, arrondissements et communes. Ce système était évidemment mauvais : injuste, arbitraire, improductif. Dans l'exercice 1914, cette région devait donner la somme de 21.200.000 francs. Or, le trésor n'en recueillit que 14.035.247 dinars.

Enfin, les dépenses provoquées par les guerres de 1912-1913 firent naître une nouvelle forme d'impôt direct, général celui-là et consacré uniquement au service des pensions de guerre : le centime additionnel pour invalides de guerre.

La majeure partie des recettes budgétaires était nourrie cependant d'impôts indirects (taxes, douanes, monopoles, etc.), de revenus des domaines et d'entreprises publiques, des recettes extraordinaires. Voici, par exemple, le budget de recettes pour l'exercice 1912, dont le total était de 130.764.713 dinars :

	Dinars	Pourcentage
Impôts directs.....	10.171.646	20,46
Centimes additionnels.....	15.235.030	—
Impôts indirects.....	62.473.049	47,77
Domaines et entreprises.....	28.991.031	—
Recettes diverses.....	2.670.630	—
Recettes extraordinaires.....	6.563.794	—

Sous une forme ou sous une autre, plus de la moitié des recettes était donc fournie par les impôts indirects.

Afin de pouvoir exposer avec plus de clarté le système d'impôts pratiqué dans la Serbie occupée, il était nécessaire de passer en revue les diverses formes d'impôts qui existaient dans ce pays avant la guerre mondiale.

Pour les territoires occupés par les Autrichiens-Hongrois, nous possédons un règlement sur la répartition et la perception des impôts pour les années 1916 et 1917. (Gouvernement militaire impérial et royal de Serbie. Département 10, N° 731). Ce règlement est un mélange des prescriptions imposées par l'occupation, du système serbe et des systèmes autrichiens et hongrois. La majeure partie en est empruntée toutefois au système serbe que nous venons d'exposer brièvement. Il comprend les objets suivants chargés d'impôts directs : terrains, bâtiments, intérêts et rentes, entreprises dont la comptabilité est soumise au contrôle public, entreprises et salaires, impôt personnel. Toutes les formes du système serbe sont donc maintenues, à l'exception de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Les entreprises ayant une comptabilité soumise au contrôle public (sociétés par actions, etc.) sont mises à part. En outre, le principe d'imposition du revenu net, qui faisait défaut au système serbe, est ici entièrement réalisé, en théorie du moins. Nous disons en théorie, car la répartition des impôts a été généralement confiée aux organes militaires. Or, des témoignages, tout à fait probants, nous font croire que ces autorités s'appliquaient plutôt à exploiter le pays et les habitants qu'à observer la lettre du règlement. Ajoutons que là aussi des centimes additionnels ont été pratiqués : 150 pour 100 par couronne d'impôt direct. Enfin, en plus de tous les impôts précités, les contribuables de confession orthodoxe devaient payer 2 couronnes par an pour l'entretien des prêtres et de leurs familles, forme d'impôt, d'ailleurs, qui existait déjà en Serbie sous une autre forme.

La répartition était ordonnée pour deux années, d'après les listes de contribuables composées par des personnes de

confiance, et sur la base des déclarations individuelles mises par écrit et signées. Des commissions spéciales de répartition devaient déterminer les revenus nets et les imposer, d'une façon impartiale et en tenant compte des conditions locales et autres. Ces commissions — composées de 9 membres à Belgrade, de 7 dans les villes de plus de 10.000 habitants, de 5 dans toutes les autres communes — étaient nommées par le commandement départemental. A chaque commission de répartition un « homme de confiance » était adjoint, avec le devoir d'apporter des renseignements sur chaque contribuable récalcitrant ou dont la déclaration ne semblerait pas véridique. La procédure auprès de la commission était contradictoire : chaque contribuable avait le droit d'y assister au moment où sa déclaration était en discussion et de donner, à la demande de la commission, les renseignements nécessaires. Les contribuables ne pouvaient porter plainte contre la répartition que dans les deux cas suivants : a) si la décision n'était pas prise à l'unanimité et si le revenu net constaté par la commission était supérieur à celui de la déclaration ; b) si une échelle erronée avait été appliquée ou si une erreur était introduite dans le calcul. Les réclamations devaient être soumises au Gouvernement militaire, par l'intermédiaire du commandement départemental, dans un délai de huit jours, à partir du jour où la décision avait été prise (si le contribuable était présent) ou du moment où le livret lui avait été remis.

La perception se faisait quatre fois par an : au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre. Si l'impôt n'avait pas été payé 15 jours après chacune de ces dates, les membres du Conseil municipal procédaient sur place à la perception par voie d'exécution. On pouvait mettre en vente tous les meubles qui n'étaient pas indispensables pour l'existence du contribuable. Cette vente était sans recours. Les immeubles ne pouvaient être vendus, mais seulement loués au profit de l'État. Ces procédés étaient toujours consignés sur un protocole. Si les objets vendus ne suffisaient pas pour couvrir la dette, le restant en était converti en journées de travail obligatoire, en raison d'une journée pour 3 couronnes. Pendant ce

temps, le débiteur devait se nourrir à ses frais. Les impôts en attente n'étaient point tolérés, et les sommes versées de trop n'étaient point rendues : elles passaient simplement à l'année suivante. La dissimulation des impôts était très sévèrement punie. Dans ces cas, la répartition était faite par le Gouvernement général et non par une commission. Le coupable était puni d'une somme 4 à 8 fois supérieure à la somme qu'il aurait dû payer régulièrement. Dans le cas d'insolvabilité, la punition était convertie en prison, en raison d'une journée pour 5 couronnes. Les dénonciateurs avaient droit à la moitié de la punition encaissée. Le produit total de ces impôts était employé presque exclusivement à l'entretien des troupes d'occupation. Des détails sur la perception des impôts, ainsi que sur ses résultats, nous font défaut, puisque tous les documents officiels ont été emportés ou détruits par les autorités au moment de leur départ (1).

Comme tout texte, le règlement autrichien a donné lieu à de nombreux abus. Un des plus fréquents a été de taxer les immeubles d'après les revenus qu'ils *pouvaient* donner, non d'après ceux qu'ils donnaient réellement et actuellement. Ainsi, les propriétaires de maisons et de locaux à Belgrade, le plus souvent sans locataires depuis le commencement de la guerre, devaient payer l'impôt comme s'ils touchaient régulièrement leurs loyers. Il en était de même pour les établissements de commerce. Le chiffre d'affaires était fixé arbitrairement, toujours au-dessus de la réalité. Souvent, on devait payer l'impôt pour des locaux occupés par l'armée et pour le chiffre d'affaires comprenant les réquisitions militaires non payées.

A côté des impôts directs, une foule de taxes, contributions indirectes, droits, etc., ont été institués et strictement perçus. Les taxes des municipalités, notamment de celle de Belgrade, ont été encaissées par les autorités d'occupation et utilisées pour des buts non militaires. Le dommage ainsi causé à la municipalité de Belgrade est estimé à quelque 27 millions

(1) Résumé, d'après l'ouvrage du Dr. Drag. M. MILOYÉVITCH, *Les impôts directs en Serbie et dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes* (en serbe et en français); Belgrade et Montpellier, 1925 et 1924, p. 106-114 de l'édition serbe.

de dinars. Le dommage causé à d'autres communes, aux arrondissements et départements, sous forme de taxes et autres recettes encaissées par les autorités, — difficile à apprécier — peut atteindre le chiffre de 5 millions de dinars.

Autant les autorités serbes étaient larges, tolérantes et même insouciantes au sujet des impôts directs, surtout pendant la guerre, autant les autorités austro-hongroises furent sévères, méticuleuses et impitoyables. Elles apprirent aux citoyens serbes ce que sont que les impôts et ravivèrent en eux l'ancienne haine contre l'État et ses fonctionnaires.

En ce qui concerne les régions occupées par les autorités bulgares, les données manquent absolument. En quittant le pays, elles ont anéanti toute trace de leur travail au point de vue des finances. D'une manière générale, les Bulgares utilisaient les rôles de contribution laissés par les autorités municipales serbes. Ils s'en servirent pour connaître à peu près la situation matérielle des contribuables, non pour fixer le montant de la contribution. On nous a cité plusieurs exemples de « chefs de finances », qui marchandaient avec les citoyens sur la somme à percevoir ; d'autres, qui ne donnaient aucun reçu contre la somme perçue ; d'autres encore, qui faisaient payer deux fois la même dette. Les prescriptions financières que les autorités supérieures bulgares avaient instituées n'étaient pas plus observées que celles héritées de la Serbie. En un mot, la perception des impôts, taxes et amendes ne fut qu'une série innombrable de prétextes permettant à des fonctionnaires peu consciencieux de voler la population plus ou moins ouvertement.

Comme tous les pays arriérés, la Serbie n'a jamais eu des finances bien en ordre. Celles des particuliers et celles de l'État étaient en train de s'organiser lorsque la guerre vint les jeter de nouveau dans un précipice de déficits, de dettes et de gaspillage inconsidéré. L'occupation par des troupes étrangères ne fit qu'aggraver une situation déjà très peu brillante. La Serbie s'est trouvée, en 1919, devant une très lourde dette que même sa victoire militaire ne saurait combler.

CHAPITRE IV

Le sort des voies de communication

Depuis le commencement de sa vie indépendante, la Serbie n'a cessé de manquer de deux choses, pour être un pays prospère et hautement civilisé : moyens de transport, capitaux disponibles. Les conditions sous lesquelles ce pays a vécu, et, dans une certaine mesure, vit encore, au point de vue des voies de communication, tiennent de la légende pour les hommes de l'Occident ou d'Amérique. Les statistiques officielles accusent, pour l'année 1914, un réseau de routes carrossables de 12.000 kilomètres. Cela ne fait que 27 km. 3 par 10.000 habitants ! Mais il faut voir ces routes, ou plutôt les pratiquer : c'est une punition infernale ! On explique quelquefois l'échec formidable des deux premières incursions des armées austro-hongroises en Serbie, par l'état épouvantable des routes serbes. Ce n'est pas, en effet, sans quelque raison. Si l'on ajoute l'effet foudroyant de l'excellente eau-de-vie de pruneaux dont regorgeaient les caves des paysans de la Matchva et de Valyévo, et la poussée irrésistible des soldats paysans pressés de rentrer au foyer, on a, en effet, quelques lumières sur le miracle des victoires serbes en 1914. Une fois que la contre-offensive serbe était déclenchée, les Autrichiens et Hongrois ne pouvaient plus la soutenir ! — Peu, très peu de chemins de fer : 2.000 kilomètres de voies normales et étroites, ce qui fait 4 km. 6 par 10.000 habitants. La Save et le Danube, frontière Nord du pays, difficilement navigables, à cause des rapides du Danube, aux Portes de fer, et des eaux basses de la Save : 12 bateaux et 60 péniches, en tout 40.000 tonnes. Pas une rivière navigable à l'intérieur du pays.

Enfin, un réseau télégraphique et téléphonique de 30.300 kilomètres ou 68 km. 2 par 10.000 habitants. Une telle situation n'avait aucun besoin des destructions d'une guerre qui devait durer plus de quatre années pour être lamentable !...

Aussi, peut-on imaginer ce que la Serbie représentait au point de vue des communications à la fin de la guerre ? Routes défoncées : c'est par les trous plus ou moins régulièrement alignés qu'on reconnaissait la trace de ce que jadis était une route. Ponts et travaux d'art détruits. L'unique ligne de chemins de fer à voie normale, celle qui conduit de Belgrade à Salonique et de Niche à Sofia, plusieurs fois détruite et réparée. Locomotives mettant deux ou trois jours pour traverser une distance de sept heures. Cinq mois après la libération du pays, Belgrade et Skoplyé étaient encore pleins de fonctionnaires ne pouvant rejoindre leurs postes, faute de moyens de transport ; les soldats n'avaient point de moyen pour faire savoir aux leurs qu'ils étaient parmi les vivants ; le courrier se faisait par des charrettes à cheval. Les lignes télégraphiques, déjà trop modestes, étaient presque complètement détruites : il fallait des jours pour qu'une nouvelle ou un ordre parvinssent à une distance de 100 kilomètres ! La Serbie, très pauvre déjà en voies de communication, retournait, du fait de la guerre, à la barbarie complète. Il faut des années entières pour restaurer ce qui a été détruit. Combien de dizaines d'années faudra-t-il pour arriver à un état à peu près satisfaisant ?

I. — LES ROUTES

L'insuffisance des routes de Serbie, dont la réputation est universelle, n'a pas manqué de rendre certains services à cette population toujours sur le « qui vive ? » Le succès du soulèvement contre les Turcs, en 1804, est en partie dû, semble-t-il, aux routes délaissées par l'empire turc. La retraite des armées austro-hongroises tourna deux fois en débâcle, nous l'avons dit, grâce à la boue épaisse, visqueuse et gluante et aux trous aussi profonds qu'innombrables des routes serbes. Mais, un pays tant

soit peu moderne ne peut s'en remettre pour toute défense aux signes indélébiles de son état arriéré. C'est ce que comprit le premier organisateur de l'État serbe, le prince Miloche Obrénovitch, soldat, commerçant et homme d'État. Dès les premières années de son gouvernement, il consacra une grande attention à la construction des routes à travers les forêts impraticables du centre de la Serbie. La construction était exécutée au moyen de corvées, lourdes à supporter, après douze années de guerre, mais nécessaires, même aux yeux du peuple qui retint comme un mauvais souvenir ces corvées médiévales. En prévision d'une guerre entre la Russie et la Turquie, l'Autriche offrit à Miloche une aide pour la reconstruction de la route menant à Constantinople, qu'elle pensait utiliser pour l'envoi de ses courriers. En 1829, la partie libre de la Serbie avait déjà un assez bon réseau de routes : si elles ne mirent pas complètement fin au brigandage, elles apportèrent au moins une sécurité relative. En 1846, une école d'ingénieurs fut fondée, avec 3 professeurs, et un enseignement de 3 années. Les premiers travaux systématiques de construction des routes commencent en 1848. Depuis 1862, il y a un ministère des Travaux publics. L'année suivante, Belgrade obtient une Faculté technique, faisant partie de la Haute École qui, en 1896, sera transformée en Université. La première « loi sur les routes de terre publiques », est votée en 1864. Cette loi a continué à prévoir pour la construction des routes des corvées, mal organisées et d'un rendement minime, et des ingénieurs étrangers peu capables. La construction des ponts cependant exigeait une main-d'œuvre payée et des chefs qualifiés. Aussi, le premier pont de pierre important, avec une voûte de 28 mètres, ne fut-il construit qu'en 1900 dans le département de Tehatehak. (Ce n'est qu'en 1924, que ce pont sera dépassé par un autre dont l'ouverture est de 36 mètres, sur la route Belgrade-Kragouyévat.) Sur les lignes de chemins de fer, 30 ponts environ ont été construits dans la période de 1912 à 1922, avec une ouverture moyenne de 30 mètres. Les ponts sont ordinairement en bois, et d'une construction tout à fait simple. Les ponts de pierre se rencontrent

plus souvent dans la Serbie de l'Est, région qui, pendant la guerre, sera occupée par les Bulgares. La loi de 1898 mit fin à l'emploi d'ingénieurs non qualifiés et aux corvées. Plusieurs règlements vinrent compléter cette loi et en rendre l'application plus facile. Ce fut un grand pas en avant. Mais les ressources financières faisant toujours défaut, cette loi et le règlement qui la suivit ne donnèrent pas les résultats remarquables qu'on était en droit d'en attendre. Elle avait une lacune : celle de ne pas avoir rendu obligatoire la construction des chemins vicinaux par les communes ; aussi n'ont-ils point été construits.

Les routes en Serbie partent de quatre centres principaux : Chabats, Belgrade, Pojarévats et Négotine. De Chabats part une grand'route passant par Valyévo et, au Sud, par Oujitsé et conduisant à Nova-Varoehe et Priyépolyé. C'est sur sa partie Chabats-Valyévo que se déroulèrent les deux fameuses offensives austro-hongroises et contre-offensives serbes, en 1914, et que commença la grande retraite de l'automne 1915. La partie Valyévo-Oujitsé fut également très fréquentée pendant la même époque. C'est vers Oujitsé, en effet, que se replièrent les troupes et les réfugiés serbes venant de la vallée de la Drina et même de la Save, lorsque Allemands et Autrichiens entreprirent leur troisième et dernière offensive, en septembre 1915.

De Belgrade part une route passant par Mladénovats, Arandjélovats, Kragonyévats et Tehatehak, pour aboutir à Mitrovitsa sur le champ de Kossovo. Cette route fut souvent utilisée au cours de la guerre pour le mouvement des troupes, et c'est par elle que s'accomplit une partie de la retraite vers l'Albanie. De Mitrovitsa, soldats et réfugiés allaient vers Prizren à destination de l'Albanie et du Monténégro. On s' imagine facilement combien dut être endommagée par tant de transports une route qui était déjà mal construite et qui n'a jamais été entretenue.

De Pojarévats, une route conduit directement à Niehe, par Paratchine, et se dirige, d'une part, vers Sofia, par Pirot (la route de Constantinople) ; d'autre part, vers Koumanovo, Skoplyé et Vélès. Elle bifurque ensuite, vers l'Est, bordant

la vallée du Vardar jusqu'à Salonique, et vers l'Ouest, sur Prilep et Monastir. Par cette route, se vida toute la partie Est de la Serbie et un grand nombre de personnes ayant atteint la vallée de la Morava et la principale ligne de chemin de fer. Toutefois, elle fut moins utilisée pendant les opérations.

Une quatrième route importante part de Kladovo au bord du Danube, passe par Négotine et se dirige vers Zaiëtehar, pour rejoindre à Niche les routes de Constantinople et de Salonique. Cette route joua un certain rôle pendant la deuxième guerre balkanique contre les Bulgares. Pendant la Grande Guerre, elle ne servit aux troupes qu'en automne 1915, lorsqu'on croyait pouvoir combattre à la frontière bulgare.

Toutes ces routes sont raccordées entre elles par des routes transversales : de Oujitsé à Tchatchak et à Krouchévats ; de Zaiëtehar à Paratchine ; de Zaiëtehar à Kuyajévats, à Piro, à Leskovats, Kourchoumliya et Rachka. Citons, enfin, la route de Tchoustendil (Bulgarie) à Gostivar, par Koumanovo et Skoplyé ; celle de Vélès à Stroumitsa, par Chtip, et de Vélès à Monastir par Prilep. De même que les routes principales, ces routes transversales furent utilisées plus ou moins intensément : troupes et civils serbes, austro-hongrois, allemands, bulgares, passèrent et repassèrent là ; canons, caissons, voitures d'intendance, chariots, bêtes et hommes. Pendant quatre années de suite, elles furent usitées outre mesure sans qu'aucun soin leur fût donné.

Les *ponts* se trouvant sur ces routes ne souffrirent pas moins : au contraire, au cours de la guerre, et surtout pendant la retraite finale des troupes austro-hongroises, bulgares et allemandes, la plupart des ponts furent détruits. Citons-en quelques-uns des plus importants : sur le Vardar, près de Krivolak ; sur la Morava, près de Kourvingrad, Mramor ; sur la Kulinska-Reka, près de Niche ; sur la Moravitsa, près d'Alexinats ; sur le Lab, près de Donji Loujani ; sur la Koloubara, près de Divci, et près d'Obrénovats ; sur le Timok, près de Bolyévats, Zaiëtehar, Knyajévats et Zvezdan ; sur la Tamnava, près d'Oub ; sur le Kamitchak, près de Chabats ; sur la Morava, près de Trstenik, Djounis et Tchatchak ; sur la Nicheva, près de Niche ; sur la

Konjska-Reka, près de Skobalj; sur la Yassénitsa, près de V.-Orachyé, etc., etc.

Après l'évacuation des troupes d'occupation, les routes de toutes directions, surtout dans la zone des opérations de guerre, étaient tellement endommagées, creusées et ravagées, qu'une reconstruction quasi totale s'imposait. Presque tous les ponts, en bois, en pierre et en fer, avaient disparu. Plusieurs villes et d'innombrables villages étaient restés sans aucune communication et, par suite, dans l'impossibilité de recevoir les provisions les plus nécessaires. La difficulté s'aggravait par le fait qu'il n'existait dans le pays, à cette époque, ni ouvriers, ni outils, ni matériaux, ni moyens de traction nécessaires pour les travaux de reconstruction.

Suivant un rapport du ministère des Travaux publics élaboré immédiatement après le retour au pays, les routes et les ponts de Serbie étaient endommagés dans les proportions suivantes :

	Longueur (Kilo- mètres)	Valeur d'avant-guerre (Francs)	DOMMAGES SUBIS	
			(Pour- centage)	(Francs)
1 ^o Routes de l'État...	3.130	114.495.400	70	80.146.780
2 ^o Routes départe- mentales de 1 ^{er} ordre.....	5.033	133.840.765	65	86.996.497
3 ^o Routes départe- mentales de 2 ^e ordre.....	4.138	57.766.480	55	31.771.564
4 ^o Routes communales.	1.570	12.340.200	30	3.702.060
5 ^o Ponts.....		47.758.866		30.392.520
6 ^o Objets inventoriés et matériel d'en- retien.....				6.662.000
TOTAL DES DOM- MAGES AUX PRIX D'AVANT-GUERRE.				239.671.421

Nous disions plus haut que les routes n'avaient reçu aucun soin pendant la guerre. Cela n'est pas exact pour toutes les

régions de la Serbie occupée. Les Autrichiens-Hongrois firent quelques efforts en ce sens, ou plutôt en ont fait faire à la population. Pour les besoins de leur armée, ils se virent dans l'obligation de réparer certaines routes, surtout sur la voie menant au front de Salonique. Pour ces travaux, ils employaient tout ceux qui pouvaient porter pioche et pelle, même les femmes, jeunes filles et enfants (1).

II. — LES CHEMINS DE FER ET LES P. T. T.

Si la Serbie avait un si pauvre réseau de chemins de fer, la raison en est dans les trois ordres de faits suivants : Tout d'abord, la construction y est entravée par la nature même du terrain qui présente de nombreuses difficultés d'ordre technique. Deuxièmement, la force économique et financière du pays était toujours trop faible pour suffire aux entreprises d'une telle envergure. Enfin, les interventions politiques de l'Autriche-Hongrie avaient toujours pour but d'isoler la Serbie des autres régions habitées par des Slaves et soumises à son pouvoir. L'importance des chemins de fer n'échappait cependant pas aux premiers organisateurs de l'État serbe. En 1851, déjà, le prince vassal de Serbie fit des démarches auprès de la Sublime Porte, afin d'obtenir l'autorisation nécessaire pour ces travaux. Les premières études du terrain eurent lieu en 1864, mais une loi sur la construction des chemins de fer ne fut votée qu'en 1875. Les guerres contre la Turquie firent ajourner une décision à ce sujet jusqu'au Congrès de Berlin, en 1878. A la demande des

(1) Une chansonnette populaire, parmi beaucoup d'autres, était fredonnée au temps de l'occupation dans la région de Valyévo :

Au temps du roi Pierrot
Nous nous mettions de la pommade ;
Les Souabes nous font maintenant
Réparer les routes.
Père Pierrot, tu peux revenir au trône,
Les jeunes filles ont réparé la route.

Les Souabes (Chvabé), ce sont les Autrichiens-Hongrois. Le père Pierrot (tehika Pera), c'est le roi Pierre, parti avec les troupes à travers l'Albanie.

grandes puissances, une clause fut introduite dans le traité de paix suivant laquelle la Serbie s'obligeait à construire une voie ferrée. Une convention, entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie (1880), réglait la question du pont sur la Save, entre Belgrade et Zémoun, et une autre, appelée « convention à quatre » (9.5.1883), entre l'Autriche-Hongrie, la Serbie, la Turquie et la Bulgarie, prévoyait la liaison des lignes serbes avec les chemins de fer bulgares et tures. Une dernière fois, cette question de liaison fut réglée par deux conventions de 1887. En même temps que les lignes de Belgrade-Niche (234 km. 5), Niche-Ristovats (frontière turque) et Niche-Pirot (frontière bulgare), on entreprit la construction de la ligne Smédérévo (Danube)-Velika-Plana (44 km. 4). Celle de Belgrade à Niche, fut mise en exploitation en 1884; les autres, au cours des années 1886, 1887 et 1888. En 1887, fut également achevée la ligne Lapovo-Kragouyévat. Plus tard furent construites quelques lignes de moindre importance : Radouyévat (Danube) — Vrchka-Tehouka (Zaïétchar), 82 kilomètres, en 1891; Tehoupriya-Senyski Roudnik (20km.), en 1892; Belgrade-Abattoir (7km.), en 1899; Tchitchévats-Sv. Petar (16 km.), en 1901; Mladénovats-Arandjélovats (32 km.), en 1904. Presque toutes ces petites lignes sont à voie étroite (76 cm.). A partir de 1907, une nouvelle activité est à signaler dans la construction des lignes à voie étroite : Senyski Roudnik-Ravna Reka (11 km.), en 1907; Zabrej (Save)-Valyévo (67 km. 5), en 1908; Arandjélovats-Lajkovast (42 km. 4), en 1908; Stalatch-Krouchévat-Vrnyei (34 km. 6), en 1910; Vrnyei-Kralyévo (22 km. 1), en 1910; Kralyévo-Tehatchak (38km.4), en 1911; Paratchine (ligne principale) Zaïétchar (107 km.), en 1911; Tehatchak-Oujitsé (56 km. 2), en 1912; Zaïétchar-Prahovo (Danube), 76 km. 1, en juin 1914. Notons, enfin, les lignes construites par les autonomies départementales de Podrinyé et de Pojarévats : Chabats-Loznitsa-Kovilyatcha, en 1909, et Doubravitsa-Pojarévts-Petrovats, en 1911 et 1912. La guerre mondiale interrompit ce travail de construction, modeste et lent, mais constant. Modeste, puisque la plupart de ces nouvelles lignes sont très courtes et à voie étroite. Lent, puisqu'on a mis 30 années pour construire et

mettre en exploitation 928 kilomètres de chemins de fer à voie normale, 670 kilomètres à voie étroite (dont 216 kilomètres appartenant aux départements et aux entreprises privées), et 66 kilomètres de chemins de fer suspendus (dont 49 kilomètres appartenant aux particuliers). Il y avait, en outre, en construction 537 kilomètres à voie normale et 128 kilomètres à voie étroite. Travail constant, néanmoins, puisque chaque exercice budgétaire pour ainsi dire contenait une somme importante pour la construction d'une nouvelle ligne, pour l'achèvement ou le prolongement d'une ligne déjà existante.

La principale voie ferrée, celle de Belgrade-Niche-Salonique, suit la vallée de la Morava, puis celle du Vardar. Les opérations militaires, pour la conquête des Balkans, ont de tout temps suivi cette voie. Pendant la Grande Guerre, l'effort des armées austro-hongroises était également dirigé vers cette artère d'importance capitale. Lorsque tout danger d'un soulèvement en Bosnie fut évanoui et que le désir de vengeance, au moyen d'une « Strafexpedition » dut être assouvi, l'attaque foudroyante de Maekensen choisit, en effet, pour point de touche, la ville de Belgrade et, pour but direct, le chemin traditionnel de toutes les invasions des Balkans : la vallée de la Morava. L'importance de cette ligne de chemins de fer, au point de vue stratégique, est accrue par son importance économique : c'est par elle que l'Asie communique le plus facilement avec l'Europe ; c'est par elle aussi, que passent l'Orient-Express et le Simplon. Comme la Serbie n'avait point de voies ferroviaires transversales conduisant à la mer Adriatique, il importait au plus haut point de la priver de cette ligne : c'était couper la retraite à l'armée serbe et empêcher tout secours de la part des Alliés.

La retraite fut, en effet, si rapide et l'espoir de l'arrivée des troupes françaises et anglaises si ferme malgré toute évidence, que l'armée serbe ne fit rien pour détruire les chemins de fer. Tout fut laissé intact : voies, gares et matériel roulant. Dans la Serbie du Sud seulement, quelques ponts ont été détruits par les troupes alliées qui s'étaient avancées jusqu'à Krivolak et Stroumitsa. Presque immédiatement après leur installa-

tion en Serbie, Autrichiens-Hongrois, Allemands et Bulgares purent utiliser les chemins de fer serbes. Aussi s'en servirent-ils amplement : pour le transport de leurs troupes et des officiers en Turquie et sur le front de Salonique, pour le trafic avec la Bulgarie et l'Asie-Mineure, pour le transfert des vivres, du bois, des minerais et de tout autre matériel, de Serbie et de Bulgarie en Autriche-Hongrie et en Allemagne.

Pendant la guerre, quelques nouvelles lignes furent construites, d'autres furent achevées, d'autres enfin furent projetées et mises en exécution. Ainsi, en 1915, avant l'occupation, la ligne Zaiétéchar-Knyajévats (le long de la frontière bulgare), 44 km. 3, et celle de Paratchine à Tchoupria (7 km.), ont été livrées à l'exploitation.

Dans la zone occupée par les Bulgares, une ligne industrielle de 12 kilomètres fut mise en exploitation, entre Knyajévats et Viné, en 1917. En Macédoine, un travail de grande envergure a été commencé et suffisamment avancé à la même époque. Il fut l'œuvre d'une collaboration entre les autorités allemandes, austro-hongroises et bulgares. Il coûta la vie, croit-on, à quelque 10.000 prisonniers d'origine slave. Nous voulons parler de la ligne à voie très étroite (60 cm.), qui va de Skoplyé à Ochrid, par Tétovo, Gostivar et Kitchévo. Elle fut entreprise pour les besoins des opérations militaires sur le front de Salonique. Mais elle n'a été entièrement achevée qu'après la fin des hostilités. La section Henriévo (près Skoplyé)-Gostivar (61 km. 7), fut mise en exploitation le 25 mars 1920 ; la section Gostivar-Kitchévo (102 km. 5), le 10 août 1920 ; celle de Kitchévo à Ochrid (64 km.), le 1^{er} septembre 1921 ; enfin, la section initiale, de Skoplyé à Henriévo (5 km. 7), seulement le 27 juillet 1923. — On peut en dire autant d'un autre grand et beau travail, commencé et presque achevé pendant l'occupation, et dans les mêmes conditions que le premier. C'est la ligne de chemin de fer à voie étroite (0 m. 60), allant de Gradsko (Vardar) à Monastir, en serpentant le long du mont Babouna et sur le plateau de Prilep (longue de 131 km. 5). Elle fut mise en exploitation le 4 juillet 1920. Ces deux lignes de chemins de fer, qui font penser à des jouets d'enfants plutôt qu'à des sérieux

moyens de transport, sont d'une grande utilité pour ces régions du Sud. C'est que celles-ci sont très mal pourvues de voies de communication. A part la ligne principale de Ristovats à Gjevdjélia, qui longe la vallée du Vardar, elles ne possèdent qu'un bout de ligne allant d'Uscub (Skoplyé) à Mitrovitsa (Kossovo); et une autre, plus petite encore, de Monastir à la frontière grecque, dans la direction de Salonique. A la veille de la guerre, la Serbie du Sud possédait en tout 390 kilomètres de chemins de fer pour un territoire de 44.000 kilomètres carrés, ou 1 kilomètre de voie ferrée par 120 kilomètres carrés de territoire. Si l'on ajoute que les routes y sont aussi rares et peut-être plus mauvaises encore qu'en Serbie du Nord, on comprendra la joie de ces populations de voir construire en pleine guerre deux lignes de chemins de fer, si modestes fussent-elles et réservées aux besoins des armées d'occupation...

Dans la zone occupée par les Autrichiens-Hongrois, on a construit, pendant l'occupation, plusieurs petites lignes, surtout pour les besoins de l'exploitation minière et forestière. La région très boisée, située entre Oujitsé, Vichégrad et Priyépolyé, a été exploitée très activement. La petite ligne de Priyépolyé, à Goriévinitsa (7 km.), achevée en 1917, y contribua pour sa part. Dans le même but, fut construite, également en 1917, la ligne industrielle Kralyévo-Gotch (23 km. 5), qui facilita la coupe de hêtres dans cette région riche en bois, surtout dans les forêts du mont Gotch (1.147 mètres). Les Autrichiens travaillèrent également à la ligne Laykovats-Gornyi Milanovats et à celle de G. Milanovats à Tchatchak. Mais ces lignes ne furent achevées qu'après la fin des hostilités, et livrées à l'exploitation dans l'ordre suivant : la section Laykovats-Ougrinovci (38 km. 9), en décembre 1919 ; celle de Gornyi Milanovats à Tchatchak (23 km.), en juin 1920 ; celle, enfin, d'Ougrinovci à Gornyi-Milanovats (25 km. 5), en juin 1922.

De même que les lignes déjà en exploitation, celles qui se trouvaient en construction lorsque la guerre éclata, étaient munies d'un matériel roulant suffisant et de toutes les installations nécessaires. La Serbie possédait, en outre, plusieurs ateliers pour réparation des locomotives et des wagons, plusieurs

usines pour réparation de la voie et de ses installations ; enfin, tous les objets d'inventaire, le matériel usuel, ainsi qu'une grande réserve de traverses en bois et de rails. Les lignes en construction, outre le matériel de construction et des objets d'inventaire, avaient également d'importants dépôts de traverses, de rails et d'autre matériel accessoire pour la pose des voies.

Au cours de la guerre, le matériel roulant a été exploité outre mesure. Les cheminots, peu nombreux à cette époque, se surmenaient à leurs postes. Les journaux citaient, en 1914 et 1915, des cas où une équipe n'avait pas été relevée pendant 72 heures de suite. Les locomotives, qui régulièrement doivent rejoindre l'atelier de réparation après chaque 50.000 kilomètres de route, roulaient, sans trêve ni repos, jusqu'à l'usure complète. On manquait de wagons de voyageurs et l'emploi des wagons à marchandises et à bestiaux pour le transfert des soldats, des blessés même et du public était devenu chose normale.

Pendant l'occupation les autorités ont utilisé les chemins de fer serbes le mieux qu'elles ont pu. L'exploitation avait été bien organisée, au profit des envahisseurs, et de l'Allemagne. Mais dans leur retraite, elles ont fait détruire d'une manière systématique tout ce qu'elles ont eu le temps d'atteindre. Les lignes internationales (Belgrade-Niche-frontière bulgare et Niche-Skoplyé-Djevdjelia), dont la longueur est de 710 kilomètres, ont surtout souffert. Ponts, ponceaux, aqueducs, gares, stations, installations télégraphiques et téléphoniques, remises, bouches d'eau, quais de chargement, changements et croisements de voies, plaques tournantes, maisons de garde et la voie elle-même sur des longs parcours, — tout a été endommagé, brisé ou anéanti. De grandes quantités de matériel roulant ont été emportées en Autriche-Hongrie ou en Bulgarie. Dépôts de matériel, ateliers et usines ont été vidés ou mis en désordre. Sur les lignes en construction, plans et archives ont disparu, ainsi qu'une grande quantité de matériel : outillage, machines-outils, fer, métaux divers. Ce matériel a été souvent utilisé au cours de l'occupation aux endroits où les Autrichiens avaient entrepris d'achever la construction ou d'en commencer une nouvelle. Souvent aussi, ce matériel a été transporté de l'autre

côté de la Save, jusqu'en Allemagne, qui manquait de métaux. Lors de leur retour dans le pays, les ingénieurs spécialistes avaient l'impression que la Serbie n'avait plus de chemins de fer et qu'elle n'en aurait pas de sitôt, à moins de reconstruire un réseau entièrement nouveau. Cette impression première était sans doute exagérée. Mais il est certain que les voies de communication, surtout les chemins de fer, étaient dans un état pitoyable. La reconstruction à laquelle on a procédé par la suite, n'a pu être que provisoire et « la reconstruction définitive demandera une longue série d'années » (1).



Il convient de dire ici quelques mots sur le sort des postes, télégraphes et téléphones pendant la guerre et pendant l'occupation.

D'après les statistiques du Bureau International de l'Union Télégraphique et du Bureau International de l'Union Postale à Berne, la Serbie avait, avant la guerre de 1914 : un ensemble de réseau télégraphique de 7.860 kilomètres de ligne, comprenant 14.217 kilomètres de fil de fer galvanisé de 4 millimètres et de fil de cuivre de haute conductibilité de 3 millimètres ; 176 bureaux télégraphiques, avec 485 installations complètes d'appareils « Morse », et 15 appareils « Hughes », avec 30.000 éléments « Gallaud » ; une station de T. S. F. de 100 kilowatts ; 87 réseaux téléphoniques urbains, d'une étendue de 1.118 kilomètres de lignes aériennes, et 51 kilomètres de lignes souterraines, comportant au total 10.045 kilomètres de fil conducteur à circuit double ; 3.820 kilomètres de lignes interurbaines et internationales, comprenant 6.020 kilomètres de fil conducteur double en fil de cuivre de haute conductibilité de 3 et de 4 millimètres ; 95 appareils, commutateurs téléphoniques de diverses

(1) Ing. R. AVRAMOVITCH, « Transport par voies ferrées », art. dans l'*Encyclopédie nationale serbe, croate et slovène*, I, p. 733. Tous les dépôts de charbon ont été entièrement vidés. On a dû chauffer les locomotives au bois. Il arrivait qu'une locomotive s'arrêtât au milieu du chemin, faute de charbon ou de bois : alors les voyageurs s'en allaient chercher du bois dans les alentours et l'on continuait, jusqu'au prochain arrêt...

capacités, affectés aux stations centrales ; 82 cabines téléphoniques ; 5.760 appareils téléphoniques de types différents ; 1.137 autres appareils téléphoniques pour stations secondaires ; 5.812 piles à liquide immobilisé ; 100 automobiles postales ; un atelier télégraphique et téléphonique, avec deux moteurs électriques, cinq tours, trois appareils à fraiser, deux perceuses, une raboteuse, une fonderie, des appareils d'essais, l'outillage de forge, de menuiserie, d'horlogerie, etc. ; du mobilier pour 176 bureaux de poste ; un dépôt central et plusieurs dépôts postaux télégraphiques et téléphoniques convenablement pourvus de matériel et d'outillage de construction (destinés surtout aux régions nouvelles), d'appareils et de matériel postal divers.

La valeur totale de toutes les installations postales, télégraphiques et téléphoniques, le mobilier non compris, était estimée, avant la guerre, à 24.256.462 francs. Suivant les rapports établis, à la demande du Ministère des P. T. T. à son retour en Serbie, les dommages subis par cette administration dépasseraient toute supposition. Installations, lignes téléphoniques et télégraphiques auraient été toutes détruites, les poteaux sciés et brûlés, les fils coupés et emportés, les câbles et les canalisations détériorés partout où l'ennemi a eu le temps de procéder à leur destruction. Sur toute l'étendue du territoire, on n'aurait pas retrouvé un seul appareil téléphonique, même installé dans un appartement particulier. Le dommage se répartirait de la façon suivante :

	Aux prix d'avant-guerre (Francs)
Lignes télégraphiques et installations.	5.289.857
Lignes téléphoniques et installations..	5.518.872
Section postale : 176 bureaux, 100 automobiles.....	1.600.000
Atelier télégraphique et téléphonique.	150.000
Dépôt central et dépôts de stations..	6.500.000
TOTAL.....	19.058.729

ce qui fait presque 77 pour 100 de la valeur totale de 1914.

III. — LA NAVIGATION FLUVIALE

N'ayant point de mer, on supposerait que la Serbie aurait pu développer une navigation fluviale prospère, grâce surtout aux eaux abondantes de la Save et du Danube, qui sont parmi les plus puissantes en Europe, et se joignent aux pieds mêmes de sa capitale, grâce aussi au courant presque continu de deux cours d'eau, la Morava et le Vardar, qui traversent le pays tout au long et l'attachent d'un côté au Danube, de l'autre à la mer Égée. Des travaux importants mais non irréalisables pourraient en effet donner à la Serbie une excellente voie navigable, à travers ses vallées les plus fertiles, au milieu même du pays. Malheureusement, non seulement ce projet grandiose n'a pas été mis en exécution, mais le Danube lui-même n'était pas utilisé au mieux des possibilités. Ce fleuve a une longueur de 340 kilomètres, de Belgrade à la frontière bulgare, mais la gorge de la Porte de fer (Djerdap) empêche le passage de grands bateaux et réduit le trafic de la Serbie sur le Danube à la portion congrue. La Save, d'une longueur de 170 kilomètres, de Belgrade à Mitrovitsa, était aussi très peu utilisée. Les autres rivières ne l'étaient point du tout. Depuis 1912, la Serbie possède deux lacs navigables : ceux de Ohrid et de Prespa, et le Monténégro en possède un : celui de Skadar.

La Serbie s'est, avant la guerre, très peu occupée de la navigation fluviale, le Danube étant soumis au contrôle international et régi sans sa participation active. Aujourd'hui encore, le règlement provisoire de la police fluviale, élaboré en 1888, par le ministère hongrois, et plusieurs règlements du ministère de l'Économie nationale, régissent les autres rivières. En 1891, une Société de navigation serbe a été fondée, et son activité commença en 1893. Elle obtint des privilèges spéciaux pour 30 années, et la durée du contrat était fixé (en 1912) à 90 années. Elle possédait, avant la guerre : 7 bateaux, 5 remorqueurs, 65 péniches, 3 péniches pour transport du bois, 125 barques, 24 ponts (pontons), un petit atelier de construction et de réparation. La flotte marchande appartenant à

d'autres armateurs, encore plus insignifiante, était composée de : 6 remorqueurs, 4 péniches, 24 péniches pour transport du bois, 2 élévateurs, 3 bateaux dragueurs, 500 barques. En tout, la flotte fluviale de la Serbie représentait une force de 4.880 CV ou de 43.220 tonnes.

Aussitôt la guerre déclarée, les Autrichiens-Hongrois se sont emparés de toutes les unités de navigation. Quelques unités sans importance (1 péniche, 1 remorqueur, 12 barques et 3 pontons) ont pu échapper. Elles se trouvaient alors en Roumanie, d'où plus tard elles furent transportées à Odessa.

La Drina n'est navigable que pour des petits vapeurs. Mais, depuis longtemps déjà, ces vapeurs n'apparaissent plus, leurs propriétaires ayant fait faillite. Depuis, on ne navigue sur cette rivière qu'avec des péniches, des radeaux et des trains de bois.

Les unités de navigation, sur le Danube et sur la Save, ont donc été presque toutes entre les mains de l'Autriche-Hongrie pendant la durée de la guerre. Beaucoup d'entre elles ont été détruites. Mais, la plupart ont été rendues à la Serbie après l'armistice. Le total du dommage causé à la navigation fluviale est estimé à 11.510.500 francs. Il faut ajouter à cette somme un manque à gagner d'environ un million par an.

*
* *

Le *Monténégro* avait en tout 33 kilomètres de chemins de fer, dans la petite plaine voisine de l'Adriatique : c'est la ligne entre Bar et Virpazar. Sur le lac de Skadar, ainsi que sur la Boyana, — dont la longueur à travers le Monténégro est de 19 km. 500 et qui est navigable, — il y avait quelques bateaux. Ses deux ports étaient également endommagés par la guerre. Les 30 stations télégraphiques et téléphoniques, ainsi que les autres moyens de transport : voitures, automobiles, etc., furent détruits ou enlevés au cours des années 1914-1918. Le Monténégro avait, avant la guerre, de bonnes routes, incomparablement meilleures que celles de Serbie. Le roi Nikola recevait, dans les années de famine, l'aide russe en nourriture, mais il ne la distribuait au peuple que contre un certain nombre de

journées de travail à la construction des routes. Ainsi le Monténégro obtint des routes qui sont bien supérieures à son état général. Depuis le commencement des hostilités, elles ont été bien délaissées et en même temps abîmées par un usage exagéré.

CHAPITRE V

Autres richesses détruites ou emportées

Il est difficile de dire si la guerre fait plus de mal aux pays hautement civilisés ou à ceux qui sortent à peine de leur état primitif, et où le moindre effondrement amène le retour à la barbarie. Dans un pays tel que la France, où plusieurs siècles de vie civilisée ont déjà créé de multiples richesses : excellentes routes et voies ferrées, usines et églises, édifices publics et monuments, bref, tous les produits techniques d'une civilisation supérieure, la guerre n'a détruit qu'une partie de ces richesses. Au contraire, dans un pays de création récente, tel que la Serbie, à peine déerottée d'une primitivité pauvre et soumise, la guerre a tout détruit ou enlevé. Tel a d'ailleurs été le sort des Serbes au cours des âges : toujours recommencer ce qu'on a déjà fait une fois. Comme dans la ballade populaire sur la construction de la ville de Skadar : les mauvais esprits détruisaient, pendant la nuit, ce que le héros avait fait dans la journée. Cette ballade exprime peut-être bien la destinée de ce peuple qui a, par deux fois, sombré dans l'esclavage, après une période de splendeur, pour renaître de nouveau de ses cendres.

On s'explique dans ces conditions pourquoi la guerre de 1914 fut une douloureuse et terrifiante surprise pour la population serbe. Elle ne pouvait en attendre rien de bon. Les plus optimistes ne cachaient pas leurs soucis pour l'avenir du pays. Tout le monde appréhendait des sacrifices immenses, peut-être inutiles et devant conduire à la perte de l'indépendance nationale. Un seul espoir restait : la Serbie n'était pas seule, elle n'était qu'un modeste nuage dans la tempête effroyable qui s'était déchaînée sur l'Europe. Son propre malheur se noyait

dans le malheur du monde eivilisé. La situation de la Serbie était toutefois particulièrement difficile. Dès le début, sa capitale était bombardée, son territoire envahi. Dès le début aussi, les pertes en hommes dépassaient tout ce qu'on pouvait imaginer. Rien de comparable avec la guerre qui venait de se terminer en territoire macédonien. Au lieu d'avancer sur le territoire ennemi, comme en 1912, les armées serbes ne reculaient-elles pas jusqu'au centre du pays ? Au lieu de conquérir, la Serbie n'était-elle pas conquise ? L'invasion a été, il est vrai, par deux fois arrêtée et l'ennemi chassé. Le pays avait gagné l'estime du monde. Mais ces retours de chance signifiaient pour la population autre chose encore que la manifestation de sa force morale et militaire : ils lui faisaient voir la capitale à moitié détruite par le bombardement, des cités en ruine, des campagnes dévastées et pillées. Vaine gloire, pertes certaines ! Si au moins e'était la fin ! Mais voici qu'une nouvelle offensive s'avance, avec les Allemands cette fois, et les Bulgares derrière le dos. Sombre perspective. La conquête enfin, et l'occupation du pays entier par des troupes ennemies. « Nous n'avons plus rien à nous. Pauvres orphelins, nous sommes à la merci des envahisseurs. Dieu seul peut nous sauver. » Tel a été le sentiment général des hommes ordinaires, de ceux qui ont souffert le plus, dont les peines ne sont consignées dans aucun imprimé, et dont les sacrifices ne sont évalués dans aucun mémoire pour réparation... Voyons maintenant ce que nous connaissons de plus précis sur les destructions et pertes de richesses pendant la guerre, — tant pour les immeubles que pour les meubles, biens publics et privés, dans les villes aussi bien qu'à la campagne.

I. — IMMEUBLES

Des villes entières ont été mises en ruine. En 1914, déjà, après les premiers bombardements, Belgrade comptait nombre de bâtiments démolis. A la fin de 1915, il était méconnaissable. Chabats a souffert également. La petite ville de Doïran, près

de la frontière grecque, a été complètement démolie : ses habitants ont dû l'abandonner. Monastir, plusieurs fois bombardé et mis en flammes, a perdu une bonne moitié de ses bâtiments. Les villes de Loznitsa, Lechuitsa, Valyévo, Smédérévo, Lyiouboviya, en Serbie ; Valandovo, Krivolak, Stroumitsa, Djevdjelia, en Macédoine ont été gravement atteintes.

Le bombardement de Belgrade a eu des effets différents, suivant les quartiers : certaines parties en ont trop souffert, d'autres n'ont pas été touchées. De nombreux bâtiments ont été criblés de coups d'obus et endommagés par des shrapnells ; d'autres ont été entièrement détruits. A certains endroits, on vit des soldats occupés à achever la destruction. Presque tous les édifices publics ont subi d'importants dégâts. L'Université, la manufacture des tabacs et ses magasins, le Théâtre National, le lycée technique (Réalka), la manufacture des allumettes ont souffert plus que les autres bâtiments. Le ministère de la guerre, les casernes et le Palais royal ont été souvent visés et gravement endommagés. La manufacture des tabacs, mise en ruine par le bombardement, a été achevée par la suite : les fondements eux-mêmes en ont été enlevés. Les matériaux retirés servirent aux Autrichiens pour la réparation des bâtiments dont ils voulaient se servir et pour la construction des édifices, baraques, refuges et dépôts provisoires dont ils avaient besoin. Presque aucun bâtiment public ne fut épargné. On permettait aux gens nécessaires de venir s'approvisionner de bois et de matériaux divers dans les édifices atteints : de cette façon, ils étaient encore plus vite achevés... Le 31 octobre 1918, les Autrichiens détruisaient la gare de Belgrade. La voie ferrée jusqu'à Toptehider (première gare en allant vers le Sud), avec toutes ses bifurcations, de même que la voie de l'Abattoir jusqu'à l'entrée en ville et la voie de Zemoun jusqu'au pont sur la Save, toutes ces voies ferrées ont été minées un beau matin et, dans l'après-midi le feu a été mis aux mines. Le fracas violent des mines allumées et de la destruction des rails attira la population de Belgrade aux endroits élevés, terrasses, greniers, toits. « Spectacle attristant et éblouissant à la fois ! Une fumée épaisse parut d'abord, puis une grande détonation s'en alla du côté de

la Save, se brisa eontre la colline de Toptchider et se répercuta plusieurs fois. Le dernier écho ne s'était pas encore tu, qu'une nouvelle mine s'enflammait et une détonation formidable suivait... Par-ci par-là fusait une flamme. Par moment on entendait un sifflement : c'étaient les parties des voies qui se détachaient et s'élançaient. Certains morceaux tombaient à un kilomètre de distance... » La gare de Belgrade était détruite... (1).

Les installations hygiéniques (canalisations, aquedues) et électriques, celles pour les postes d'incendie appartenant à la ville de Belgrade ont été gravement endommagées. Trois réservoirs à pétrole ont été entièrement vidés et, en partie, détruits. Dès le commencement de la guerre, les installations électriques, pour les tramways et l'éclairage, ont dû interrompre leur travail à cause du bombardement de la ville. Pendant l'occupation, ces installations ont fonctionné jusqu'à l'usure, au profit de l'envahisseur. A son départ, les canalisateurs de distribution électrique furent rompues, câbles, fils, dynamos et compteurs enlevés. Le matériel roulant des tramways a été si usé ou endommagé qu'une très faible partie en a pu être utilisée après la guerre. Une grande quantité de machines et de matériel de rechange ont été emportés. Les bâtiments publics appartenant à l'État, où auparavant étaient installés : ministères, tribunaux, postes, écoles, églises, théâtres, musées, quartiers d'état-major, casernes, hôpitaux, écuries et magasins militaires, manufactures d'État, ont été largement détériorés pendant la guerre par un usage exagéré et mal approprié. Certains, parmi eux, ont été complètement détruits et les matériaux en ont été emportés, de sorte qu'ils étaient devenus inutilisables. Des autres, certaines parties subsistaient encore à la fin de la guerre, mais ils ne pouvaient être reconstruits que très difficilement ou ne le pouvaient point du tout. D'autres, enfin, ont été partiellement endommagés, soit extérieurement, soit seulement intérieurement, par l'usage ou par l'abandon où leurs propriétaires les avaient laissés. Toutes les boiseries

(1) Comp. la description dans les souvenirs du prof. L. LAZARÉVITCH, *Notes de Belgrade occupé* (en serbe), p. 141 ; Belgrade, 1919.

notamment (portes, fenêtres, planchers) ont été emportées, brûlées ou détruites. N'étant pas réparés en temps voulu, les dommages devenaient toujours plus considérables.

Les bâtiments appartenant à des particuliers — maisons d'habitation, édifices destinés à une exploitation, magasins, dépôts, abris et granges, hangars, etc., — ont été utilisés pendant la guerre, soit par leurs propriétaires, soit par les troupes serbes ou étrangères, plus que d'ordinaire. Un grand nombre ont été endommagés plus ou moins gravement, tandis que certains ont été détruits, en partie ou complètement. Durant toute cette guerre, très peu de nouveaux bâtiments ont été construits, la nation entière étant alarmée et menacée dans son existence même. Les autorités militaires serbes déjà avaient loué ou réquisitionné de nombreux bâtiments privés pour les affecter aux besoins de l'armée. Cafés, écoles, maisons d'habitation étaient pris, et une administration militaire ou civile y était installée. Après l'évacuation de Belgrade — où déjà un grand nombre de services publics avaient été logés dans des appartements privés — Niche et quelques autres villes de province ont accueilli les administrations centrales. De nombreuses écoles ont été transformées en hôpitaux militaires. On pense bien que toutes ces désaffectations n'ont pu être faites sans préjudicier aux bâtiments, sans parler des destructions qui ont résulté du bombardement, des combats à proximité des villes et dans les villes mêmes. Il suffira de dire qu'il n'y a pas une ville en Serbie autour de laquelle il n'y ait pas eu de combats; pas une, par conséquent, qui n'ait souffert des destructions qui accompagnent les opérations de guerre.

Pendant l'occupation, l'usage des bâtiments privés fut encore augmenté. La plus grande partie d'entre eux ont été utilisés : pour l'installation des bureaux, tant militaires que civils; pour le logement des officiers et de petits détachements de soldats, — fixés à demeure ou de passage, — enfin, pour le logement des fonctionnaires publics. Tous les bâtiments privés que les autorités serbes avaient employés avant leur retraite, furent immédiatement occupés par les envahisseurs, et un grand nombre d'autres, habités ou non, furent ajoutés à la liste. Il est à remar-

quer que les autorités d'occupation ne payaient presque jamais de loyer aux propriétaires des immeubles en question. Au contraire, les réparations nécessaires étaient souvent exécutées d'office aux frais des propriétaires. Les 10.000 fonctionnaires et employés serbes possédaient très rarement leurs maisons à eux. Tous les logements qui, auparavant, avaient été loués par eux, étaient maintenant pris pour les besoins des autorités d'occupation. Nombre de maisons privées, à Belgrade comme en province, ont été employées comme écuries, sans citer plusieurs exemples où les églises avaient été l'objet d'une telle affectation. Ordre avait été donné aux soldats d'occuper toutes les maisons dont les habitants ne seraient pas présents. Or, la plus grande partie de la population avait quitté son domicile : les uns, provisoirement dans l'espoir d'une contre-offensive ; d'autres, pour prendre le chemin de l'exil. Des 90.000 habitants de Belgrade, il n'y en avait plus, à l'entrée des Allemands, que 10.000. On s'imagine facilement les ravages qu'a provoqués cet ordre (1). L'administration autrichienne étant très grande et comptant beaucoup de personnel, il n'y avait jamais assez de locaux. Après avoir occupé tous les bâtiments publics et les maisons particulières, affectées autrefois aux services administratifs, les Autrichiens occupaient toujours de nouveaux locaux. Les écuries militaires et celles des cafés ne suffisant plus, ils prenaient magasins et maisons d'habitation, restaurants et anciens bureaux. Dans certaines maisons on avait défoncé le plafond, afin de ménager aux chevaux plus d'air. Ailleurs, les devantures des magasins étaient fracturées, pour pouvoir plus facilement jeter du foin et de la paille dans les locaux

(1) Un exemple seulement : Une femme retourne à Belgrade, après avoir fui, en plein hiver avec cinq enfants. Épuisés, ils s'approchent de leur maison. Ils trouvent les chambres occupées par des chevaux. Plus de portes, les vitres cassées, la cour pleine de fumier, la clôture autour de la maison enlevée. La pauvre femme se met à gémir. Un soldat s'élance, la repousse de la porte et lui montre la rue. Elle va à la Kommandatur se plaindre, demander grâce. L'officier lui dit : « Pourquoi diable avez-vous quitté Belgrade ? Que n'êtes-vous restée pour garder votre maison ? Nous avons l'ordre d'occuper toutes les maisons que nous trouverons inhabitées. Le mobilier qui s'y trouve est notre butin. Portez plainte et nous verrons : si l'on trouve une maison convenable pour les chevaux, on débarrassera votre maison... On ne peut tout de même pas mettre les chevaux dans la rue... J'ai dit. Partez ! » Prof. L. LAZARÉVITCH, *Op. cit.*, p. 66.

occupés. « La moitié des habitants de Belgrade avaient des logements moins bons que ceux réservés aux chevaux. Souvent, le propriétaire d'une maison était relégué dans une chambrette de la cour, parce que les grands appartements donnant sur la rue étaient occupés par des chevaux (1). »

Dans la zone occupée par les Bulgares, c'était la même chose. Les propriétés des absents étant, une fois pour toutes, proclamées sans maître, il était permis d'en user et d'en abuser à volonté. Les habitants présents n'osaient eux-mêmes rien refuser. On se considérait même heureux de pouvoir héberger un officier ou un fonctionnaire, même gratuitement, dans l'espoir d'avoir en lui un protecteur contre les vexations des autorités. On s'en réjouissait d'autant plus que l'on pouvait compter sur les restes de la table de ce monsieur. Vers la fin de l'occupation, le dénûment de la population avait atteint un tel degré que tous les Serbes ne présentaient plus qu'une foule bigarrée de mendiants en haillons, jaunes et les joues creuses, délaissés, à la barbe négligée, au regard fiévreux de famine. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, si l'on acceptait avec reconnaissance un locataire gratuit grâce auquel on aurait peut-être un petit sac de blé ou de maïs ? En partant de l'idée que l'ennemi a droit à tout, on estime qu'il ne prend jamais trop quand il ne prend pas tout. Les dommages matériels étaient considérés dans cette zone comme le moindre malheur dont on pouvait être accablé. « Pourvu qu'ils nous laissent en vie ! » telle était l'exclamation habituelle, et qui excusait d'avance tous les excès, que soldats et fonctionnaires pouvaient se permettre envers la propriété des particuliers.

Les villes macédoniennes, voisines du front de Salonique, ont beaucoup souffert. La petite ville de Valandovo, autour de laquelle des combats sanglants ont été menés, a été presque entièrement détruite dès 1915. La ville de Doïran, non loin de là, sur le lac du même nom, qui comptait 8.000 habitants en 1912, 4.000 habitants en 1914, a dû émigrer en 1916. Après la guerre, Doïran ne représentait plus qu'un village de pêcheurs, comptant

(1) *Op. cit.*, p. 82.

328 habitants (en 1924). Cette ville, qui pratiquait un système de pêche très ancien, semblable à celui des Grecs, décrit par Hérodote, et dont la pêche annuelle montait à 1 million de kilogrammes, a été complètement détruite pendant la guerre par l'artillerie anglaise, qui opérait sur cette partie du front. Ses habitants se sont dispersés dans les villes différentes de la Macédoine, surtout à Stroumitsa et à Valandovo. Cette dernière ville est devenue le siège de la sous-préfecture qui, auparavant, se trouvait à Doïran. Les agrieulteurs allèrent s'établir dans les villages voisins. Les pêcheurs de Doïran, émigrés en 1916 aux bords du lac de Katlanovo, dans la campagne d'Uscub, retournèrent, en 1918, au lac de Doïran, pour s'établir sur les ruines de l'ancien Doïran, antérieur au ^{xv}^e siècle. C'est là que se trouve actuellement le petit village de pêcheurs, le nouveau Doïran, dont la population apparaît ainsi comme la plus grande victime de la guerre des Balkans.

Une autre ville macédonienne victime de la guerre, c'est Monastir (Bitolj). Déjà, les guerres balkaniques l'avait grandement atteinte. Il n'y eut pas alors de destructions d'importance, mais une notable partie de la population turque émigra. A la veille de la guerre balkanique, Bitolj avait plus de 60.000 habitants. En 1921, il n'en avait plus que 28.418. La nouvelle situation géographique, qui le sépare de Salonique, de la Macédoine grecque et de l'Albanie, ne convient point à la vie économique de cette ville, et elle dépérit à vue d'œil. La guerre mondiale lui fut funeste. Pendant les années 1916-1918, elle fut bombardée à plusieurs reprises, ce qui contribua encore à l'émigration des habitants. La moitié des bâtiments sont tombés en ruine du fait de la guerre. Cela n'a point suffi : l'explosion d'un dépôt de munitions, en 1922, semble avoir voulu prouver que cette ville n'a décidément pas de chance. Pendant cette même guerre, Bitolj a été, il est vrai, relié par un chemin de fer à voie étroite à la ligne européenne, qui part de Salonique vers le Nord. Jusqu'à présent, il n'a pas beaucoup profité de cette voie ferrée, qui pourtant est une importante acquisition pour cette contrée riche en ressources de toutes sortes. Son tort est peut-être d'être minuscule et de fonctionner très mal.

Ce chemin de fer — un des rares bénéfices du temps de la guerre — a été construit dans des circonstances extraordinaires. Son exécution technique, à travers les pentes de la Babouna, est une véritable gageure et a la valeur d'une belle curiosité plutôt que d'une construction solide, durable et utile.

II. — MEUBLES

Nous ne savons pas et ne pouvons pas savoir exactement ce qui a été détruit ou emporté de Serbie, en fait de meubles. Toutes les statistiques que nous pourrions établir n'auraient point de base réelle, n'étant pas fondées sur des données certaines et indubitables. La guerre a jeté le pays dans un état si difficile et si trouble qu'aucune statistique n'a été faite pendant les années 1914 et 1915. Pendant l'occupation, les autorités austro-hongroises ont, paraît-il, tenu une certaine comptabilité des richesses emportées de Serbie, mais ces statistiques n'ont pour nous aucune valeur pratique, pour trois raisons bien simples : 1^o parce qu'elles sont restées la propriété exclusive du Gouvernement militaire, qui les a emportées en quittant le pays ; 2^o parce qu'elles n'ont tenu compte que des quantités *officiellement* exportées, en exécution des ordres donnés et sous le contrôle des autorités d'occupation. Or, la quantité des richesses réellement emportée, est certainement beaucoup plus grande ; 3^o ces statistiques comprennent seulement la partie du pays occupée par les troupes austro-hongroises. Or, la plus grande partie du pays était sous la domination bulgare.

Nous avons choisi, pour nous guider dans l'appréciation des richesses mobilières détruites ou emportées, deux genres de données d'une sûreté à peu près satisfaisante. C'est, d'une part, la statistique des exportations de la Serbie en 1911, avant les guerres balkaniques, lorsque le pays possédait toute sa force et que sa balance commerciale était à peu près équilibrée. C'est, d'autre part, le fait, qu'à la fin de 1918, la Serbie était dépourvue de tout, qu'elle représentait un pays « vidé et retourné », où les vivres les plus nécessaires devaient être apportés du dehors,

où les gens étaient sans habits, les maisons sans mobilier, les fermes et ateliers sans outillage, les villages sans bétail et sans volaille, en un mot : un désert où rôdaient des figures affamées et réduites à la mendicité. Les régions qui étaient sous la domination bulgare présentaient un aspect moins noir, mais encore très sombre.

Voici, en effet, ce que la Serbie (frontières antérieures aux guerres balkaniques) pouvait exporter, en 1911, sans se priver. Le tableau montre en face ce qu'elle importait à la même époque, c'est-à-dire ce dont elle avait besoin. L'évaluation est faite en millions de francs :

	Importations	Exportations
Produits agricoles.....	15.143	60.202
Bétail vivant et ses produits.....	10.445	38.130
Produits forestiers.....	2.262	858
Produits des industries agricoles.....	4.375	3.733
Produits alimentaires.....	544	853
Minerais, houilles minérales et leurs sous-produits.....	6.936	718
Articles préparés avec des graisses, des huiles ou de la cire.....	879	18
Produits chimiques et pharmaceutiques.....	7.573	288
Matières textiles et dérivés.....	31.326	2.143
Cuirs bruts et ouvrés, pelleteries.....	4.140	37
Caoutchouc et gutta-percha.....	435	1
Ouvrages tressés en matières végétales..	79	1
Brasserie, tamis et balais.....	84	4
Bois-d'œuvre et meubles.....	1.671	66
Papier et ouvrages en papier.....	2.210	9
Livres et tableaux.....	302	19
Ouvrages en pierre, asphalte, plâtre et ciment.....	315	43
Ouvrages en terre cuite.....	1.303	109
Verre et ouvrages en verre.....	1.520	
Métaux précieux et bijouterie.....	843	
Métaux ordinaires et ouvrages.....	19.461	9.657
Machines, appareils, articles électrotechniques.....	11.861	28
Objets d'art et de science.....	489	
Horlogerie, armes et jouets.....	1.138	
TOTAUX.....	125.334	116.917

La Serbie exportait, on le voit, surtout des produits agricoles, du bétail vivant et ses produits, et des métaux ordinaires. Elle importait surtout des matières textiles, des métaux ouvrés et des machines. Il est à remarquer qu'elle importait également une importante quantité de produits agricoles (farine) et du bétail vivant et ses produits. Ce n'était donc pas un pays à exportation très développée. Quant au bétail, la Serbie n'en avait presque pas à exporter. On voit bien qu'elle en importait, au contraire, et que son exportation de cuirs bruts est pour ainsi dire inexistante. Si la Serbie en vendait, c'est parce qu'elle avait besoin d'argent, non parce qu'elle avait trop de bétail.

Voyons maintenant ce qui a été détruit ou emporté de Serbie, dans la période de 1914 à 1918, en marchandises, mobilier, argent et valeurs, en métaux ordinaires et précieux, etc. Pour ce qui est des produits agricoles, du bétail, des bois, des produits des arts et métiers, ainsi que de l'exportation des mines et des dommages subis par les finances privées et publiques, nous renvoyons aux chapitres précédents. Il nous reste à mentionner ici certains dommages que nous n'avons pu classer dans les rubriques ci-dessus, et à montrer l'impression générale qui se dégage de l'« économie de guerre », qui signifiait, en réalité : utilisation excessive, consommation et enlèvement des richesses trouvées en Serbie.

1. — *Marchandises, mobiliers, objets divers*

Un prêtre bulgare, nommé Bakardjiev, semble avoir donné une image exacte de la situation, pour ce qui concerne l'exploitation de la Serbie par les envahisseurs. « De même que vous, disait-il à un instituteur serbe de Prokouplyé, nous sommes des esclaves. Nous aidons les Germains à enlever de votre pays tout ce qu'on peut y prendre. Mais ce sont eux qui prennent tout et l'emportent chez eux : aussi bien ce que nous avons volé ensemble ici, que les richesses de notre pays à nous (1). » La Bulgarie

(1) Mih. ČIPANITCH, *Occupation* (en serbe), p. 65.

était, en effet, elle-même exploitée dans une grande mesure par les Autrichiens-Hongrois et les Allemands. On pense bien que la comparaison entre la Bulgarie et la Serbie n'est pas possible. La question est bien simple : ils prenaient tout ce dont ils avaient besoin. Et l'on sait que leurs besoins étaient énormes. N'ayant pas de colonies, étant cernés par le blocus, les puissances centrales — surtout après l'entrée des États-Unis en guerre — devaient puiser toutes leurs ressources dans leurs propres pays et, davantage encore, dans les pays occupés. Au début, les autorités d'occupation payaient les marchandises réquisitionnées, — à des prix très modiques, il est vrai, dix fois moindres que ceux du commerce libre, — ou bien donnaient des bons de réquisition plus ou moins valables et dont le paiement était souvent ajourné à l'infini. Sur la fin de l'occupation, ces dédommagements eux-mêmes se faisaient de plus en plus rares. Les soldats, autorisés ou non par leurs chefs, — la population ne pouvait pas le savoir, — se servaient librement des immeubles, et prenaient tous biens meubles qui leur convenaient. On ne peut naturellement pas citer des chiffres devant un tel état de choses. On doit s'en remettre à l'impression générale et aux témoignages des victimes, c'est-à-dire de tous ceux qui ont subi l'occupation militaire. Nous avons, en outre, le témoignage des soldats autrichiens-hongrois de nationalité serbe, ainsi que celui de la population serbe d'Autriche. Les uns ont servi en Serbie pendant l'occupation et ont vu tout ce que les autorités y ont fait. Les autres ont vu passer ou décharger des centaines de wagons remplis de marchandises les plus diverses : habits confectionnés, étoffes, soies, chaussures, meubles meublants, planches, bois de chauffage, machines, instruments, outils, appareils. Un seul exemple : A la gare de Kula, petite ville au centre de la Batehka, habitée par une majorité allemande, se trouvaient vers la fin de la guerre une trentaine de wagons remplis de marchandises de tous genres. Tous les villages voisins ont pris ou acheté de ces marchandises emportées de Serbie. On parlait partout des « soieries de Kula », des « étoffes de Kula », et tout le monde savait la provenance de ces marchandises. Il faut noter que Kula se trouve sur une

ligne accessoire, collatérale, et que le gros des transports allait de Belgrade vers Vrbas-Soubotitsa, ou vers Senta sur Budapest et sur Vienne. Ce qui a été fait brusquement et de façon accentuée à la veille de l'évacuation, les Austro-Hongrois et Bulgares l'ont fait plus lentement, mais d'une manière suivie et systématique pendant toute la durée de l'occupation. Sans pouvoir nous fournir des chiffres précis à ce sujet, les représentants consulaires des États-Unis — présents à Belgrade jusqu'à la fin de 1918 — nous en ont donné l'assurance ferme.

La délégation serbe auprès de la Commission des réparations — à la tête de laquelle se trouvaient des économistes pratiques bien connus, les anciens ministres Kosta Stoyanovitch et Miloeh Savtehitch — a évalué le dommage causé aux biens meubles durant l'occupation de trois ans par l'ennemi à 520 millions de francs. Nous ne sommes pas en mesure de contrôler ce chiffre — qui ne nous semble pas exagéré — et le donnons à titre de renseignement. Notre but n'est d'ailleurs pas d'écrire un mémoire pour l'évaluation des dommages et pour l'attribution des réparations : nous avons à dégager les effets économiques de la guerre en Serbie. En ce qui concerne les biens mobiliers, on peut dire avec assurance que le pays a été entièrement vidé ; que la guerre sous toutes ses formes — opérations militaires, bombardements, fuites devant l'ennemi, retraits et déménagements, usage démesuré, pillage et destruction pendant l'occupation, — a usé et anéanti au moins 80 pour 100 de toutes les richesses mobilières du pays ; et qu'enfin la Serbie présentait à la fin de la guerre l'aspect d'un terrain de foire lorsque la fête est terminée, — d'un lieu d'incendie, d'un pays ayant subi un tremblement de terre et les pillages qui suivent la catastrophe. Pour tout dire d'un mot, la Serbie était un camp monté en pays ennemi. A un moment donné, ce camp a été levé, les envahisseurs s'en sont allés, et les habitants apeurés sont sortis de leurs refuges ou sont revenus d'exil. On s'imagine facilement ce qu'ils trouvèrent quand on sait que l'événement qui venait de se terminer n'était point une guerre selon les règles du droit international, mais une catastrophe élémentaire

qui sévit aveuglement et n'épargna personne. Pour ce qui est des biens matériels, la guerre a été pour la Serbie un malheur sans pareil, une calamité sans égale.

Après cette impression d'ensemble, sur le sort des biens mobiliers pendant la guerre, voici quelques détails : ils se rapportent davantage à la zone occupée par les Austro-Hongrois, d'abord parce que l'on possède une plus grande documentation concernant ces contrées, puis parce que les occupants de cette zone ont montré plus de zèle que les Bulgares pour emporter les biens de cette sorte.

La première opération, c'était de vider les magasins et les maisons dont les propriétaires étaient absents. Les envahisseurs le proclamaient ouvertement : les propriétés de l'État leur appartenaient de droit, celles des citoyens absents également. Or, le nombre des absents était très grand : à Belgrade, il dépassait les trois quarts de la population ; en province, il atteignait un tiers. A Belgrade, les maisons inhabitées étaient littéralement pillées. Tous les jours partaient, dans la direction du Nord, des wagons et des éhalands, pleins de marchandises et de mobiliers. Usines, ateliers, imprimeries — dont les propriétaires avaient quitté la ville — ont été entièrement vidés. Vers la fin de l'occupation, les machines étaient démontées et emportées. Le mobilier du Palais royal et des ministères, ainsi que des différentes administrations, a été également emporté dès le début.

Ensuite vint la réquisition des marchandises et des matières premières, selon une longue liste. Peu d'objets trouvèrent grâce devant l'ordre de réquisition. Tissus, de laine et de coton, coton filé sous toutes ses formes (1) ; divers objets, en or, argent, cuivre,

(1) Pillés jusqu'aux os, témoigne M. Laptehevitch, l'ancien député socialiste, les gens allaient habillés de haillons. « Lorsque ceux-ci mêmes étaient usés, on commença à se mettre non plus des habits de laine, comme autrefois, mais des tissus froids de chanvre et, plus froids encore, d'orties. Même dans les environs riches de Valyévo, on s'habillait en chanvre ! » *Occupation*, p. 72. Pour l'enlèvement des objets en cuivre, des meubles, des outils et ustensils agricoles, de la laine, des livres, voir *ibidem*. Cet auteur évalue le dommage causé par l'enlèvement des seuls instruments de travail agricole à un milliard de dinars-or.

laiton ; laine ; graisse ; peaux et cuirs, mi-façonnés ou crus ; cordage, ficelle et tous produits de chanvre ; suif, eire et beaucoup d'autres matières étaient inscrits sur cette liste et soumis à la réquisition. La laine des matelas et des oreillers devait être portée par les propriétaires à un endroit déterminé pour être chargée en wagons et chalands. Chaudières, chaudrons, plateaux, mortiers et pilons en laiton, ainsi que tous autres objets en cette dernière matière ; boutons de portes, poignées de fenêtre, barres de lit ou de fourneau ; en un mot, tous objets en bronze ont été enlevés et emportés. Les magasins de ferronnerie ont beaucoup souffert de la réquisition. Les objets étaient pris très au-dessous du prix de revient. Certains magasins ont été dépouillés de marchandises, pour plusieurs centaines de milliers de dinars. Le fer-blanc par exemple, qui avait coûté 1 couronne 60 le kilogramme, a été pris à 0,60 le kilo et encore n'a-t-il été payé qu'avec un reçu, dont le montant devait être diminué de la somme d'impôt due par la maison. Comme les églises possédaient des chandeliers en laiton, des toits de plomb et de cuivre, des cloches, des vases et des ornements, en argent et en or, elles ont souffert sur toute l'étendue du pays (1). A Belgrade, par exemple, toutes les cloches ont été enlevées, à l'exception d'une seule. Les objets en métaux, en général, devaient être remis aux autorités, sous peine de punitions très sévères. Les autorités bulgares réquisitionnaient des chaudières en cuivre, pour y faire de la marmelade de pruneaux : les payans devaient eux-mêmes apporter en ville telle quantité de pruneaux, gratuitement, ou à des prix dérisoires. Ils ramassaient aussi, de même que les Autrichiens, des alambics en cuivre pour faire de l'eau-de-vie (2).

(1) « L'ennemi a enlevé *tout* ce que la Serbie possédait d'argenterie et de bijoux.. Il a soutiré à la population sa monnaie en or de toutes les façons possibles, même par l'ordre direct. » D. LAPTECHÉVITCH, *Op. cit.*, p. 46.

(2) « A Pojarévats, comme partout ailleurs, l'armée avait employé toutes les cloches pour la fabrication des obus. Une seule cloche avait été laissée dans cette ville. » Dr. B. NIKOLAYÉVITCH, *Sous les Allemands*, p. 27. Voir aussi : L. LAZARÉVITCH *Notes*, p. 20 et 43 ; *Appel socialiste* (en français), *passim*.

En dehors de ces faits accomplis par les autorités officielles, ouvertement et publiquement, fonctionnaires, officiers et soldats se permettaient des prises de possession inqualifiables. Après avoir occupé une ou plusieurs chambres meublées, ils demandaient qu'on leur apportât tel ou tel objet qui y manquait : tapis, coussins, tableaux, tabourets, samovar, livres allemands et français, manteau de fourrure, violons, piano, etc. En déménageant, ces locataires indésirables ne manquaient jamais d'emporter un ou plusieurs « souvenirs » de Serbie, sans parler des poules, poulets, agneaux, vins, eau-de-vie, fromage, et autres vivres dont ils se servaient comme de leurs propres biens.

Mais le véritable pillage ne commença qu'au moment où les envahisseurs devaient quitter la Serbie. Dès les premiers jours d'octobre, on assistait à une véritable migration vers le Nord et vers l'Est : Austro-Hongrois et Bulgares déménageaient. Automobiles, voitures à chevaux, chariots à bœufs s'en allaient remplis d'affaires, meubles, matériel de bureau, literie, pianos, fauteuils, canapés, divans, glaces, tapis, auges ; en un mot, tout ce que fonctionnaires et officiers avaient trouvé dans les appartements pour eux réquisitionnés et qu'ils considéraient désormais comme leur bien. Avant de quitter les maisons, les soldats tuaient toute la volaille qui s'y trouvait, retournaient tonneaux et caisses, mangeaient confiture et marmelade et jetaient ce qu'ils ne pouvaient manger ou emporter : il s'agissait de faire le plus grand dommage possible, afin que ces « cochons » de Serbes ne trouvassent plus rien (1).

Pour la disparition et la détérioration du mobilier des propriétés privées, la délégation serbe auprès de la Commission des réparations, a donné les chiffres suivants :

(1) Le Prof. Lazarévitch qui rapporte ces faits, cite les propos d'un officier autrichien de nationalité tchèque : « Voyez-vous, monsieur, lui demandait sa propriétaire, comme on vide Belgrade ? » — « Oui, madame, répondit-il. Je vois bien ce qu'on fait. Mais je ne m'en étonne point. Le Gouverneur lui-même a emporté tout ce qu'on avait mis à sa disposition. Les autres ne font que suivre son exemple. » *Notes*, p. 133.

	Total du nombre des bâti- ments privés	Valeur moyenne du mobi- lier dans une mai- son	Total de la valeur du mobilier (en 1.000 fr.)	Pour en- tasse de la valeur du mobilier détérioré	Valeur totale du mobilier détérioré (en 1.000 fr.)
1. <i>Dans les villages :</i>					
a) De la vieille Serbie.	425.000	800	340.000	20	68.000
b) De la nouvelle Serbie.	160.000	400	64.000	20	12.000
2. <i>Dans les petites villes :</i>					
a) De la vieille Serbie.	28.000	1.700	47.600	30	14.280
b) De la nouvelle Serbie.	25.000	1.200	30.000	30	9.000
3. <i>Dans les grandes villes :</i>					
a) De la vieille Serbie.	32.000	2.400	76.800	30	23.040
b) De la nouvelle Serbie.	30.000	1.800	54.000	30	16.200
4. <i>Dans la ville de Bel- grade</i>		13.500	135.000	50	67.500
TOTAUX			747.400		210.820

Ces chiffres se rapportent aussi au mobilier emporté par les envahisseurs, ainsi qu'aux vêtements, linge, harnais, etc. On a calculé séparément les dommages subis par le mobilier et le matériel des établissements de crédit, dont le prix dépasse la valeur moyenne du mobilier ordinaire et dont les coffres-forts ont été généralement fracturés. Ces dommages s'élèveraient à 13 millions 500.000 francs (valeur d'avant guerre) d'après l'évaluation suivante :

a) 186 banques	10.520.000
b) Banque Nationale	500.000
c) Crédit Foneier	500.000
d) Union des coopératives agricoles, autres coopératives et soiétés de bienfai- sance	1.000.000
e) 500 coffres-forts à 2.000 francs	1.000.000

Pour les ustensiles en cuivre, très usités en Serbie, on a procédé à un calcul spécial : le poids de ces ustensiles aurait été de

7.320.000 kilos ; le poids des alambics, que possédait presque chaque ménage paysan, aurait été de 300.000 kilos ou, en tout, 7.620.000 kilos de cuivre ouvré. Au prix 3,80 le kilo, la valeur totale en serait de 24.956.000 dinars (franes) aux prix d'avant guerre.

Grâce aux inventaires précis, on a pu plus facilement établir la valeur du mobilier et du matériel de bureau appartenant aux administrations publiques. La valeur de ce mobilier et de ce matériel est estimée à 151 millions de dinars (sans compter les objets artistiques des Musées et des Bibliothèques). Voici le détail de cette évaluation :

1. Pour le Palais royal.....	4.500.000
2. Pour le Parlement.....	200.000
3. Ministère des Affaires étrangères.....	700.000
4. Cour des Comptes et Conseil d'État....	200.000
5. Ministère des Finances.....	4.000.000
6. Ministère de la Guerre.....	50.000.000
7. Ministère des Travaux publics.....	45.000.000
8. Ministère de l'Intérieur.....	10.000.000
9. Ministère de l'Instruction publique et des Cultes.....	25.000.000
10. Ministère de la Justice.....	2.200.000
11. Ministère de l'Économie nationale.....	2.000.000
12. Matériel de bureau de toutes ces admi- nistrations.....	8.000.000
TOTAL.....	Fr. 151.800.000

Par « ministère », on a entendu dans cette énumération toutes les institutions qui dépendent de telle administration centrale. Ainsi, par exemple, pour le ministère de l'Intérieur on a embrassé non seulement une dizaine de bâtiments qui en ressortissent à Belgrade, mais aussi les 29 préfectures, 145 sous-préfectures, 5 inspectorats, 37 hôpitaux, 6 établissements de bains (villes d'eaux), plusieurs laboratoires. Ainsi entendus, ces chiffres ne semblent point exagérés, surtout si l'on ajoute que toutes les administrations, sans aucune exception, ont quitté le pays et que tout leur mobilier a été emporté par l'envahisseur.

Nous arrivons aux *objets d'art, livres et archives* détruits, endommagés ou emportés pendant la guerre. Nous laissons de côté pour l'instant la vie intellectuelle et artistique dont il sera question au chapitre VII. Il n'est question ici que des pertes matérielles causées par la guerre et par l'occupation aux richesses artistiques et littéraires, des dommages qu'ont subis musées et bibliothèques, églises et archives, ainsi que les particuliers.

État indépendant depuis 1878 seulement, la Serbie avait commencé beaucoup plus tôt à s'occuper de ses antiquités. Le musée national a été fondé en 1844, et, depuis cette époque, sa collection n'a cessé de grandir d'année en année. Jusqu'en 1887, le Musée avait un budget commun avec la Bibliothèque Nationale : à cette date les budgets des deux institutions devinrent distincts. En 1906, le fonds ethnographique, devenu important, fut séparé en un Musée ethnographique spécial. En 1893, l'Association des professeurs avait fondé le « Musée du pays serbe ». Il y avait, en outre, à Belgrade, un Musée militaire, un Musée pédagogique. Un Musée archéologique existait à Pojarévats. Enfin, à la cour du roi Nikola de Monténégro il y avait une collection d'antiquités qui devait servir de fonds à un musée monténégrin.

La guerre fut funeste à toutes ces collections. Le Musée National a passé de mauvais jours. Dès le début de la guerre, son bâtiment a été très gravement endommagé par le bombardement. Un grand nombre d'objets furent détruits à la même occasion. En 1915, les collections furent emballées et envoyées à Mitrovitsa (Kosovo). Là, les caisses ont été partiellement pillées, avant même de tomber entre les mains des Autrichiens. Pendant la guerre, les collections ont été mises en ordre dans une certaine mesure, et même exposées au public à un moment donné. Un grand nombre d'objets ont souffert, surtout les tableaux, dont l'état était « plus que triste », au dire de M. Nikolayévitch, qui avait été chargé de les mettre en ordre. Le Musée ethnographique possédait, au 14 juillet 1914, plus de 12.000 numéros. Il était bien organisé, selon le modèle des musées étrangers auxquels il pouvait également être comparé

par la richesse et la beauté des objets. Il contenait de précieux objets, par lesquels il était connu, en dehors même des frontières serbes. La guerre en détruisit plusieurs milliers. Si bien, qu'en 1925, même augmenté de nombreuses acquisitions postérieures, il ne comptait plus que 10.000 numéros. Le Musée du pays serbe a subi, pendant la guerre, de très grosses pertes. La plupart des objets en ont été endommagés par manque d'entretien. Le Musée militaire de Belgrade, qui contenait les trophées de guerre et d'autres antiquités, a été pendant la guerre en partie détruit et en partie pillé. Il y avait, en outre, à Belgrade, 16 monuments publics. Ils sont restés tous en place, mais assez endommagés.

Les églises et les monastères serbes possédaient un très grand nombre de peintures, fresques, gravures sur bois et reliefs tout à fait remarquables. Au cours de la guerre, surtout dans la zone occupée par les Bulgares, ces monuments ont été gravement détériorés. Objets précieux, peintures, chandeliers, croix eiselées, chasubles, sceptres, Évangiles reliés dans de l'or, livres, manuscrits appartenant à certaines grandes églises de Macédoine, ont été emportés en Bulgarie, suivant un ordre précis du président du Conseil M. Radoslavov (1). Les ateliers privés appartenant à des peintres et sculpteurs ont été complètement pillés : tout ce qu'ils contenaient a été enlevé. — L'école des arts et métiers a été également pillée. — Une quantité de broderies, travaux manuels, parures pour trousseaux de mariage, ont été emportés ou vendus à vil prix.

Les livres serbes ont eu un sort encore plus triste. Les bibliothèques, publiques et privées, ont été généralement détruites ou emportées. Dans la région occupée par les autorités bulgares, presque pas un seul livre serbe n'a été conservé. Les livres étaient assimilés aux armes ou munitions : ils devaient être remis aux autorités. Seuls, les livres enfouis dans la terre ont pu

(1) Une commission spéciale avait été chargée de rassembler ces objets, d'une grande valeur artistique et historique, et de les envoyer à Sofia. Un journal de Monastir, *l'Etoile du Sud* (en serbe), a publié plusieurs reçus remis par les membres de cette commission aux autorités municipales respectives. Cf. *Politika* (de Belgrade) du 11 février 1928.

être sauvés : un nombre infiniment petit. A côté de la Bibliothèque Nationale de Belgrade, la Serbie possédait 50 bibliothèques publiques en province. Les plus importantes étaient celles de Niche, Kragouyévat, Skoplyé, Zaïétechar, Yagodina, Alexinats, Vranjé, etc. Les installations intellectuelles, telle que la Fondation Kolarats, la Fondation Tehoupitch, la Fondation Stamenkovitch, l'Académie royale de Serbie, la Société de Saint Sava, la Zadrouga littéraire, d'autres associations littéraires, salles de lectures, associations des étudiants et des élèves de lycées, avaient chacune leurs fonds de bibliothèque. Tous ces livres ont été détruits, surtout s'ils étaient imprimés en langue serbe et avec des lettres cyrilliques. La Bibliothèque Nationale et certaines autres collections ont été transportées à Sofia, à Vienne ou à Budapest, où l'on en faisait du papier et de la ficelle de papier. La population avait reçu des autorités bulgares l'injonction d'apporter à un endroit déterminé tous les livres, journaux, images serbes. Dans les villages et les villes occupés par les Bulgares, des montagnes de livres serbes ont été brûlées. Dans telle ville, le bûcher a duré pendant plusieurs jours de suite. Seuls, les livres allemands ont été épargnés. Les livres français, anglais et italiens partageaient le sort des écrits serbes. Dans la zone occupée par les Autrichiens, toutes les librairies ont été fouillées, et tout écrit contenant des passages défavorables à l'Autriche-Hongrie a été confisqué et détruit. La Bibliothèque de Kragouyévat a été, en majeure partie, détruite : les soldats autrichiens avaient installé dans ses locaux leur cuisine, et se servaient des livres pour faire du feu, ou bien les vendaient au kilo, comme du vieux papier. La Bibliothèque de Niche, a été également transportée à Sofia. Comme la Bibliothèque Nationale, elle en a été rapportée après la guerre, mais un grand nombre d'antiquités ont disparu. On a détruit surtout les livres et documents concernant la Vieille Serbie, la Macédoine et la Serbie de l'Est. La Bibliothèque de l'État-Major général, fondée en 1862, a été presque entièrement détruite : elle se trouvait dans la citadelle de Belgrade, qui a été sans cesse bombardée. Le bâtiment en a été démoli, une petite partie des livres a été sauvée et une autre a été

retrouvée après la fin de la guerre. La Bibliothèque de la Cour de Belgrade, fondée par le prince Michel, a également beaucoup souffert, de même que la Bibliothèque du Parlement, celles des différents Ministères, des trois Facultés, de l'Académie royale de Serbie, du séminaire serbe, de l'Association des instituteurs, des lycées, des écoles normales, des écoles primaires; enfin, les bibliothèques particulières des professeurs et de tous les gens cultivés.

Les Archives nationales ont été dépouillées, au cours de la guerre, d'un grand nombre de documents concernant l'histoire des débuts et du développement de l'État indépendant. Certains fonctionnaires zélés ont mis de côté et conservé un grand nombre de documents, mais la plupart ont été perdus ou détruits. Les Archives des ministères, des tribunaux et des administrations centrales ont été brûlées ou vendues au kilo par les soldats autrichiens. C'était un spectacle ordinaire que de voir les marchands de légumes ou les merciers envelopper leurs marchandises dans des documents serbes. Il était dangereux d'essayer même de conserver quelque chose. C'était un commencement de preuve pour « attentat contre la sûreté de l'État », quelquefois une raison suffisante pour être interné dans un camp de concentration.

2. *Argent et valeurs*

Les dommages subis en argent sont de ceux qu'il est à la fois le plus difficile d'évaluer, et qui sont les plus fréquents aux temps troubles de la guerre. Tandis qu'on ne produit rien ou très peu, on dépense beaucoup. Les gens, jetés en dehors de leur assiette habituelle et de leur manière de vivre, sont incités à des débours inaccoutumés. La masse de la population épuise dans ces circonstances ses dernières réserves. Pour le peuple serbe, tous les inconvénients de la guerre furent encore accentués. Le territoire envahi dès le début des hostilités, la capitale évacuée, la productivité réduite au minimum dans toutes les branches de l'économie nationale, une grande partie de la population mise

en fuite devant l'ennemi, — telle a été la situation en Serbie pendant les premiers mois de la guerre. En 1915, elle était devenue pire encore. Les épidémies terribles avaient épuisé jusqu'à l'extrême les forces physiques de la population. Elles avaient coûté des sommes énormes, non seulement à l'État qui s'endettait de plus en plus, mais aussi aux particuliers. Dans la vie ordinaire, la maladie est un accident grave et coûteux. Si, pour la Serbie, la guerre apparaît comme un tremblement de terre, elle prend, d'autre part, l'aspect d'une longue et grave maladie de toute la nation : point de famille qui n'eût subi la mort d'un ou de plusieurs de ses membres ; pas de famille non plus dont plusieurs membres n'aient souffert d'au moins une des nombreuses épidémies qui dévastaient le pays après la deuxième invasion. Le soin des malades exige par lui-même de gros frais. La mort en exige davantage encore, même lorsqu'elle arrive au front. Les coutumes serbes provoquent, à la suite d'une mort, des dépenses exagérées : office funèbre, requiem, obits, jours des morts, etc. Les bureaux de change et les bijouteries avaient, à cette époque, plus de clients que jamais : femmes du monde, bourgeoises et paysannes, toutes allaient vendre quelque pièce ou quelque objet précieux, afin de subvenir aux nécessités de ces temps extraordinaires. Si un fils quittait la maison, pour aller rejoindre son régiment ou pour prendre le chemin de la retraite, de l'exil ou de la déportation, on ne manquait pas de faire son possible pour coudre, dans son gilet ou dans sa veste, quelques pièces d'or, une bague, une paire de boucles d'oreilles. On lui donnait une montre, un bracelet, un objet de valeur quelconque. Toutes ces pièces d'or, tous ces objets précieux — souvenirs chers et jalousement gardés jusqu'aux moments d'extrême nécessité — allaient être semés de par le monde, à commencer par les champs de bataille et les villes de Serbie où soldats et réfugiés cherchèrent pain et repos, et par l'Albanie, où les vivres n'étaient vendus que contre de l'or et de l'argent.

La population restée au foyer devait souvent, elle aussi, avoir recours aux réserves d'argent liquide et aux objets précieux. Les envahisseurs, de leur côté, faisaient une chasse sys-

tématique à la monnaie d'or et d'argent et aux bijoux. Ils eurent bientôt l'assurance que ces réserves étaient abondantes chez les habitants de la Serbie occupée, pays retardataire, où le dépôt en banque était une exception, où la thésaurisation est une pratique séculaire, surtout en Macédoine, où enfin aucun achat d'immeuble n'avait eu lieu depuis plusieurs années. Dans un tel pays, l'argent comptant n'était point rare, pas plus que les autres valeurs mobilières : bijoux, colliers, pièces d'or, broches et coiffures brodées de perles, anciennes pièces d'argent, etc. « C'est inouï comme ce pays est riche ! » s'exclamaient souvent officiers et soldats étrangers. Riche en vivres et en objets de consommation, riche aussi en argent et en valeurs de toutes sortes. Les perquisitions fréquentes découvraient aux envahisseurs des trésors inconnus, ce qui les incitait à demander des « souvenirs », à en prendre, et à exiger que les amendes et les taxes fussent payées en monnaie d'or. Il n'est pas nécessaire d'ajouter qu'à la fin de la guerre, toute cette richesse s'était évacuée des mains de la population serbe, soit qu'elle fût emportée à l'étranger par les soldats et réfugiés serbes, soit que les autorités et les soldats ennemis en aient emporté de grandes quantités, soit enfin qu'elle se fût concentrée entre les mains d'un petit nombre de commerçants et d'hommes d'affaires qui avaient su s'accommoder de l'occupation. En prenant les sommes les plus modiques — 20 dinars par homme tué ou mort sous la domination autrichienne ou bulgare, 30 dinars par famille paysanne, 50 dinars par famille des villes de Serbie, 20 dinars enfin par famille en Macédoine — on arrive à ces chiffres de dépenses extraordinaires, effectuées au profit des envahisseurs en pièces d'or et d'argent ou en objets précieux :

1 ^o 200.000 hommes à 20 dinars-or.....	4.000.000
2 ^o 400.000 familles paysannes en Serbie à 20 dinars.....	8.000.000
3 ^o 100.000 familles de villes de Serbie à 50 dinars.....	5.000.000
4 ^o 300.000 familles en Macédoine à 20 dinars.....	6.000.000
TOTAL.....	<u>23.000.000</u>

Encore, les pièces d'or ont-elles été calculées ici, suivant leur valeur d'avant-guerre : du temps de la guerre, leur valeur avait

triplé par rapport au dinar-papier. Le chiffre des sommes perdues par la population est incomparablement plus grand que celui que nous avons indiqué plus haut, comme type possible d'évaluation. Il est réellement impossible d'en fixer le montant. Nous en aurons toutefois dit assez, croyons-nous, pour donner une idée des pertes subies de ce chef. Si nous résumons notre exposé, nous arrivons aux conclusions suivantes : 1^o la population serbe avait l'habitude de convertir en monnaie d'or et en objets précieux toutes ses réserves d'argent ; 2^o des acquisitions importantes (achats de terre, investitions en entreprises, en bétail et en instruments de travail, etc.), n'ont pas eu lieu aux cours des années qui nous occupent ; 3^o à la fin de la guerre la population ne possédait plus qu'une part minime de cette richesse : elle s'était dispersée de tous côtés, du fait de la guerre, des nombreuses évacuations, et surtout de l'occupation étrangère.

Une autre réserve de numéraire et de valeurs se trouvait dans les trésors des municipalités et des conseils généraux. Les villes de Chabats, Loznitsa, Valyévo, Belgrade, Niche, Skoplyé et Monastir ont surtout souffert de ce chef. Leurs pertes sous ce rapport pourraient être évaluées à au moins 20 millions.

Les pertes subies par les banques ont été déjà mentionnées plus haut (chap. III, 4). Reste à montrer celles des établissements de l'État (postes, douanes, chemins de fer, tribunaux, postes de police) qui se sont trouvés, au moment de l'évacuation partielle ou complète du pays, dépositaires de certaines quantités de numéraires, titres ou objets précieux. Par suite des attaques précipitées et des évacuations hâtives la majeure partie de ces dépôts a été perdue, détruite, volée ; en un mot, détournée de sa destination véritable. Souvent, les fonctionnaires eux-mêmes en ont pris frauduleusement possession pendant la retraite, sous prétexte d'un départ inattendu ou de brigandage en Albanie. Nombre de caissiers ont ainsi détourné la fortune publique et les dépôts des particuliers. Une moindre partie de ces trésors a été réellement anéantie par le bombardement et les destructions provenant de la guerre. La plus grande partie cependant en a été enlevée par les troupes

austro-hongroises ou bulgares : eapturée directement, ou sou-tirée aux autorités locales restées sur place. Les bureaux de postes, obligés d'attendre le dernier moment pour s'en aller ont été souvent trouvés intacts par les troupes ennemies. Des colis, restés en souffrance dans ces bureaux, ont été dispersés à tous vents. Il en fut de même des colis et marchandises restés dans les bureaux de la douane de Belgrade et des gares-frontières. Nombre de banques et de particuliers auxquels des lettres chargées ou du numéraire avaient été adressés, ne sont jamais parvenus à les toucher. Certains coffres-forts ont été emportés en arrière jusqu'à un point déterminé, pour être finalement vidés ou abandonnés à l'ennemi.

Les administrations des chemins de fer ont été exposées à des accidents analogues, peut-être même pires.

Suivant la loi du pays, les tribunaux de première instance étaient depositaires de legs, testaments, obligations hypothé-caires, de fortunes en masse, consistant en papier-monnaie, bons d'État, actions, lettres de crédit, cautionnements, etc. Toute cette richesse mobilière, ainsi que les archives des tribunaux, a été détruite ou emportée.

La direction du monopole d'État, qui s'était portée garante pour certains emprunts du gouvernement à l'étranger, remettait régulièrement et, au moins six mois à l'avance, les sommes nécessaires pour le paiement des annuités. Ces sommes étaient ordinairement déposées à Paris, souvent aussi dans les banques étrangères ou dans leurs succursales, en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Les sommes ainsi déposées dans ces deux derniers pays, qui s'y sont trouvées au moment de la mobilisation, et dont le montant s'élevait à 3 millions au minimum, ont été eapturées, sans plus.

Enfin, un grand nombre d'administrations centrales, régionales ou locales étaient également depositaires de titres, livrets d'épargne, lettres de garantie et autres cautionnements. Une partie minime en a été transportée à Corfou ; tout le reste a été détruit, égaré, volé.

Le gouvernement serbe avait ordonné, en même temps que la mobilisation générale, le *moratorium* : on avait suspendu,

pour la durée de la guerre, le paiement de toutes dettes. Les autorités d'occupation ont immédiatement suspendu l'effet de la loi serbe du moratorium et ont laissé aux créanciers la liberté de poursuivre leurs débiteurs. Si ces derniers ne pouvaient payer, on procédait au recouvrement forcé de la dette, par la voie d'exécution. Les Autrichiens avaient même créé une institution spéciale pour la protection des créances austro-hongroises et allemandes : la *Gläubigerzentrale*. La grande majorité des débiteurs ne se trouvait pas dans le pays, les autres ne pouvaient se procurer aucun crédit, les établissements financiers étant fermés et l'activité économique étant réduite au minimum. On procédait donc à la vente aux enchères, dans des conditions désastreuses pour les débiteurs. Le nombre des participants aux enchères était extrêmement limité : les personnes privilégiées par les autorités ou les sujets étrangers pouvaient seuls se présenter comme acheteurs. On doit distinguer ici, d'une part, les réclamations des banques étrangères ; d'autre part, celles adressées par les maisons étrangères à des commerçants serbes. (Pour ce qui est de la perception des impôts par la voie d'exécution, nous renvoyons au chap. III, 4.) Une partie de ces créances a été réalisée par l'intermédiaire de la *Gläubigerzentrale*, à savoir : 10 millions, sur une dette totale de 30 millions contractée par trois banques de Belgrade ; 15 millions, sur une dette totale de 55 millions contractée par différents commerçants serbes. Les autres créanciers n'ont pas insisté pour être payés de cette façon ruineuse pour le débiteur.

De même que les immeubles, routes, moyens de communication, les biens mobiliers ont été l'objet d'une exploitation sans borne et d'un gaspillage extraordinaire. Déjà très peu pourvue des richesses qui caractérisent un pays civilisé, la Serbie a été littéralement vidée, au cours des quatre années de la guerre : marchandises, nourriture, mobilier, objets d'art, livres, argent, tout avait disparu ; tout sera à refaire et à remplir.

CHAPITRE VI

La vie sociale

Après avoir étudié le sort fait aux richesses, abordons celui des hommes. La vie économique se répercute constamment sur la vie sociale. La guerre détruit et fait disparaître les choses ; elle réserve un sort plus triste encore aux hommes : ils meurent ; mais, avant de mourir, ils souffrent. Aux douleurs physiques s'ajoutent des douleurs morales. Pendant cette guerre, ils ont surtout souffert physiquement : leur être moral se trouvait repoussé à l'arrière-plan, la conscience était le plus souvent assoupie, les instincts animaux avaient libre cours. Il n'y avait plus de société à proprement parler. Plus exactement, l'ancienne société, celle du temps normal avait disparu. Et une psychologie spéciale était en train de se créer, psychologie composée à la fois d'efforts les plus désespérés pour conserver sa propre vie et d'élans d'idéalisme et de sacrifice absolus dont on n'aurait pu soupçonner l'existence sans cet événement extraordinaire qu'est la guerre. L'âme humaine touchait, en effet, aux extrêmes : elle descendait jusqu'à l'égoïsme le plus bas et s'éleva jusqu'au don total de soi pour une idée, pour un idéal. Chose étrange, c'est dans une même personne que ces extrémités se manifestaient sans provoquer une tragédie intime durable. Mais la nature humaine a beau être élastique : il y a, dans l'espace et dans le temps, des limites qu'elle ne saurait franchir sans grave danger. Or, ces limites ont été souvent dépassées pendant la guerre. Dans le cas qui nous occupe, les excès de souffrances, de bassesse et d'héroïsme se sont produits sur une base très large, sur l'existence physique et morale de toute une nation. C'est pourquoi le sort du peuple serbe, pendant cette guerre —

son sort physique, pour ne parler que de lui pour l'instant — présente peut-être l'alliage de tous les malheurs que la guerre a pu accumuler de nos jours sur la tête des hommes. Les Serbes ont souffert tout ce qu'on pouvait souffrir. Aucun degré de l'échelle des peines, des privations et des douleurs ne leur est resté inconnu. Toute description de ces souffrances n'est qu'un modeste fragment de la complète et magistrale tragédie serbe, qui a été jouée entre 1914 et 1918, mais qui ne sera, sans doute, jamais écrite.

« Armée dénudée et affamée », « population en haillons et ventres creux », « morts, blessures, épidémies », « pauvreté sans charité », « beaux débuts ruinés », tels devraient être les titres des sections qui vont composer ce chapitre. Nous y montrerons, de façon plus prosaïque, comment fut ravitaillée et équipée l'armée serbe ; quel fut le sort, à ce point de vue, de la population civile. Nous exposerons ensuite les conditions hygiéniques et sanitaires, le sort des classes travailleuses et comment furent détruits syndicats ouvriers et coopératives agricoles, dont les débuts étaient pleins de promesses.

I. — RAVITAILLEMENT ET ÉQUIPEMENT DES TROUPES

Cette guerre fut une lutte économique, autant et peut-être plus encore qu'un duel militaire : industrie contre industrie, agriculture contre agriculture, science contre science, armée contre armée, et, en dernier lieu seulement, stratégie contre stratégie. Le ravitaillement et l'équipement des troupes ne furent point laissés au hasard des moyens privés et du sort des armes. Dans les pays civilisés, tout a été prévu, organisé, contrôlé. Le ravitaillement des troupes et même de la population civile a été assuré par des mesures gouvernementales appropriées ; les prix étaient fixés et modifiés selon la situation sur les marchés ; la consommation, enfin, a été contrôlée et réglée par un service spécial de distribution et de rationnement. La Serbie ne connut aucune de ces mesures tant que son gouvernement fut en fonction dans le pays. Mais elle ne les connut que trop une fois

que celui-ci fut occupé par les troupes étrangères. Une fois de plus, la Serbie passait d'une extrémité à l'autre.

Pays agricole et habité par une population paysanne, capable d'endurer les plus grandes privations, la Serbie était un royaume de rêve pour les hommes d'État imprévoyants, insouciant du lendemain, sans égard pour les sentiments des citoyens. « Les bougres vont avaler tout ça », — tel a été toujours le mot d'ordre des gouvernants, dans le sens propre et figuré de ces mots. Le paysan serbe supporte tout. Et, ce qu'il y a de plus extraordinaire, il le fait, semble-t-il, de bon cœur, croyant qu'il ne peut en être autrement. Depuis que l'œuvre de libération a commencé, en 1804, jamais les hommes d'État serbes n'ont rien gagné par la diplomatie : il a toujours fallu tout conquérir de haute lutte. Jamais le paysan serbe ne profita d'une mécanique, d'une science, d'une sagesse quelconque : il fallait toujours aller à pied, tout porter sur le dos, se priver de tout. Après une expérience séculaire, — venue, elle aussi, après quatre siècles d'esclavage sous les Turcs, — les paysans serbes semblent en avoir pris l'habitude. Ils n'avaient jamais rien connu de meilleur. Cette guerre leur a même fait découvrir que leur capacité de souffrir était encore plus grande qu'ils ne pouvaient eux-mêmes l'imaginer. Mais elle leur a montré aussi, qu'une vie meilleure et plus facile était chose possible, puisqu'ils ont rencontré d'autres armées et d'autres peuples, avec des exigences et des besoins bien supérieurs aux leurs. Le soldat pouvait donc avoir des chaussures de rechange, du pain blanc et sans sable, du café ou du thé le matin, du vin, et même du chocolat ? C'est une découverte que les paysans serbes firent au cours de la guerre, en observant les prisonniers autrichiens d'abord, les soldats des armées alliées ensuite. Le soldat pouvait toucher de l'argent, comme seuls les sous-officiers en touchent dans l'armée serbe ? C'est ce qu'apprirent les paysans serbes, avec tant d'autres choses. « Alors quoi, se demandaient-ils, nous ne sommes que des bêtes ou des brutes ? » Mais le temps n'était point propice aux réflexions pessimistes. Il fallait défendre ce pays qui, après tout, était le leur, où ils avaient leurs terres, leur bétail, leurs femmes et leurs enfants. Allons, après la guerre, cela

changera ! Et, de nouveau, c'était la boue, et de l'eau dans les « opanci » troués ; de nouveau, la miehe de pain tous les deux ou trois jours, déjà de meilleure qualité depuis que la situation se faisait mauvaise au front, et que l'on se retirait devant l'ennemi. C'est drôle, pensaient les paysans serbes, ce pain est meilleur que l'« autre » (celui couleur la terre et plein de sable), mais il n'est pas doux à manger. On en a plus régulièrement, parce qu'on est toujours plus près de l'arrière. Mais, décidément, ils n'est pas bon à manger. On se retire, on abandonne le pays : mieux valait manger du mauvais pain ou même n'en point manger du tout, mais avancer, toujours avancer. Plus que de nourriture, le paysan serbe a besoin d'aller en avant, de progresser. Ses chefs le savaient bien : et ils mettaient à profit ces qualités. Peut-être le faisaient-ils même trop...

Sans doute, il n'était pas facile de ravitailler convenablement une armée de presque 400.000 hommes, dispersée sur un large terrain impraticable, mal pourvu de routes, à une époque où le pays tout entier tremblait d'émotion et où il était urgent d'apporter au front le plus possible de canons et de munitions. Mais la nourriture ne manquait pas dans le pays. La Serbie ne souffrait point du mal qui tourmentait l'Angleterre ou même l'Allemagne et l'Autriche. Ce qui lui manquait, c'était l'organisation, le soin des chefs pour ce peuple martyrisé, pour ces paysans auxquels l'amour du sol natal faisait supporter des privations sans exemple. L'intendance militaire fonctionnait mal. Elle permettait aux fournisseurs des abus criants. Une enquête parlementaire découvrit, en 1915, que l'armée avait été fournie de mauvaise farine, de viande malsaine, d'« opanci » ou de chaussures de qualité détestable. Une grande affaire éclata à ce propos. Il y eut des fournisseurs condamnés, des membres de commissions punis. Mais les abus ne cessèrent point. L'armée avait été souvent abandonnée à elle-même pour ce qui est de l'approvisionnement. Les soldats chargeaient le plus souvent quelques-uns de leurs camarades d'aller au village chercher de la nourriture. Heureusement qu'on trouvait dans les villages serbes de quoi manger. Pendant les mois d'automne,

les soldats se nourrissaient de fruits, surtout de pruneaux abondants sur toute l'étendue du front.

L'équipement des armées était encore pire. Les privations des premiers mois de la campagne s'expliquaient par la façon inattendue dont la guerre était survenue, par l'attaque brusque de l'ennemi, par le manque de préparation générale. Cette guerre avait été, en effet, une surprise pour le pays. Les paysans quittaient leurs champs au milieu des travaux d'été. Se souvenant de la guerre précédente, où l'armée avait été pourvue à peu près de tout, ils portaient très légèrement habillés, souvent avec leurs chemises et leurs caleçons de coton : n'allaient-ils pas recevoir tout ce qu'il faut, aussitôt arrivés au régiment ? A quoi bon laisser leurs habits de laine au magasin du régiment ? Les citadins portaient un peu mieux habillés, mais, eux aussi, avec l'espoir de recevoir des effets militaires complets. Quelle ne fut pas la surprise de la majorité des soldats lorsqu'ils ne purent recevoir qu'un uniforme incomplet, sale, déchiré, sans boutons. On ne voyait presque pas de soldats complètement pourvus. A chacun, quelque chose manquait, ou une partie de l'uniforme ne lui allait pas du tout : c'était trop grand ou trop petit, trop long ou trop court, trop large ou trop étroit. Beaucoup de couleurs étaient différentes dans ces uniformes dont la teinte officielle est vert-jaune-huile. Seul, le calot était commun à tous les soldats et, un peu plus tard, la capote. Calot et capote militaires, n'est-ce pas assez pour faire distinguer un soldat d'un civil, un soldat serbe d'un « Souabe » ? Mais il suffisait d'ouvrir cette capote pour savoir immédiatement de quelle région venait ce soldat, quel était son état civil, s'il était riche ou pauvre. Aux pieds les opanci, la chaussure nationale, que durent porter, pendant la guerre, même ceux qui n'en avaient jamais usé. Pour les routes et les montagnes serbes, les opanci sont la chaussure la mieux appropriée. Toutefois, les officiers n'en portèrent jamais. Les opanci ont une autre supériorité sur les autres genres de chaussures : il est facile de les confectionner en masse et très vite. La Serbie n'ayant point de fabrique de chaussures, on a dû en importer de l'étranger. C'est

ce qu'on fit, d'ailleurs, même pour les opanci, les « opantchars » serbes n'arrivant pas à satisfaire les besoins de l'armée. Ce sont ces opanci importés qui firent éclater l'affaire dite « des opanci en papier ». Entre temps, l'Intendance avait passé de grosses commandes d'étoffes pour uniforme à la fabrique de Leskovats et ailleurs. Dans le dernier mois de 1914, une partie des pelisses arrivées de Russie, était distribuée à un certain nombre de soldats. En 1915, l'armée disposait de grandes quantités de chaussures, vestes, pantalons, capotes militaires. La plus grande partie de ces habits resta malheureusement dans les magasins, la retraite forcée n'ayant point permis une distribution complète. Les dépôts militaires et les magasins de chemins de fer étaient archi-pleins d'effets militaires. Les soldats à moitié nus, aux opanci troués, aux capotes déchirées, presque gelés, passaient à côté de ces dépôts sans oser y toucher. « On n'avait pas l'ordre de distribuer ces effets. » Des wagons en étaient remplis, prêts à partir. Où? — L'armée se trouvait en pleine retraite. Elle abandonnait Niche et se dirigeait vers le Sud. L'affaire était claire : la Serbie allait être envahie. Niche allait être évacué, sous la poussée des Bulgares. C'est à ce moment, où la plus grande partie de l'armée se trouvait déjà sur la plaine de Kossovo, ou touchait l'Albanie, qu'il fût permis aux soldats de s'habiller et de se chauffer à volonté ! Le reste, c'est-à-dire la plus grande partie, fut brûlé... La destinée des pays privés d'organisation s'accomplissait une fois de plus : l'armée pénétrait pieds nus, en haillons et sans provision dans les montagnes d'Albanie, tandis que des dépôts regorgeant de farine, de biscuits, de chaussures et que d'énormes quantités d'habits étaient livrés au feu et à la dynamite... En Albanie, les hommes s'arrangèrent comme ils purent. Les morts vinrent en aide aux vivants. Tel soldat déguenillé se penchait sur son camarade, mort de faim et de froid, et enlevait ce qu'il y avait de bon sur son corps gelé. Si l'on voyait aux bords des sentiers albanais tant de cadavres nus, ce n'était pas toujours le fait des Albanais qui profitaient de cette occasion pour s'armer et s'équiper convenablement : les soldats et réfugiés serbes eux-mêmes avaient pratiqué là un suprême rationalisme... C'était

à qui arriverait le premier. Sur le tard, lorsque la famine commençait à se généraliser, une autre idée salutaire fut mise à profit : on tuait bœufs et chevaux et on les écartelait entre camarades. La voiture, réduite à deux roues, restait là, avec sa charge, et les bêtes s'en allaient en mille morceaux rendre aux hommes un dernier service. Les Serbes qui, dix jours plus tôt, ne pouvaient sentir la viande de cheval, en mangeaient maintenant de bon appétit.

A Saint-Jean de Médua et à Durazzo, ports de l'Adriatique, les fugitifs trouvèrent des provisions en abondance : farine, pain, biseuits, conserves de viande. Mais cette nourriture n'était point appropriée à leurs estomacs affaiblis d'inanition. Nouvelle imprévoyance des chefs : on donna à manger des biseuits secs et de la viande de conserve à des gens qui n'avaient rien mangé plusieurs jours de suite. Les conséquences n'en furent que trop naturelles. Au seuil du salut, après un martyr pareil à celui du Golgotha, des milliers de fugitifs furent jetés à la mer.

Une fois à Corfou, l'armée était à l'abri. Les nouveaux malades furent recueillis par les hôpitaux. La soupe chaude fut servie aux soldats affamés, et, peu à peu, ils se rétablirent complètement. Des uniformes anglais leur furent distribués, et l'armée serbe fut enfin équipée et nourrie comme une armée moderne doit l'être. Pour la seconde fois, les paysans serbes se rendirent compte qu'un soldat pouvait, lui aussi, manger, boire, dormir et être habillé comme un homme. Un peu plus tard, ils allaient apprendre encore ceci : c'est que les sous-officiers et les officiers n'ont pas un droit naturel et absolu de jurer et de frapper les soldats. Le front de Salonique fut, sans doute, une épreuve sanglante. Mais, pour les survivants, il fut aussi une école de dignité et de vie civilisée, dans la mesure où l'on peut parler de civilisation pendant une guerre. Au contact des troupes alliées, jalousement épargnées, — par les chefs alliés, il est vrai, plus que par leurs propres officiers, — les « soldats de Salonique », comme on les appellera désormais, deviendront en Serbie une espèce d'élite, instruits et d'une expérience ne pouvant être dépassée.

En Serbie, occupée par les armées austro-hongroises, bulgares et allemandes, un régime complètement militaire fut institué dès le début. Les troupes se ravitaillaient sur place, au moyen de réquisitions nombreuses et impitoyables. Dans ce même pays, où quelques mois plus tôt, les soldats souffraient de privations de toutes sortes, les armées ennemies étaient abondamment pourvues. Non seulement les autorités d'occupation n'importaient rien du dehors, mais elles avaient organisé une exportation si savante et systématique du pays que d'énormes excédents de vivres pouvaient être expédiés en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Le paysan serbe, très sensible aux atteintes portées à ses biens, surtout à son bétail, devait subir réquisitions sur réquisitions : il fallait nourrir l'armée et les autorités d'occupation et compléter le ravitaillement de Berlin et de Vienne. Un exemple entre mille montre quelles proportions prit la réquisition, dès la fin de 1915. A un moulin à vapeur de Malo-Tsernitché, village voisin de Pojarévats, propriété de M. Bayloni, les Allemands avaient pris, par voie de réquisition, jusqu'au 13 décembre : 12 wagons de farine, 40 wagons de son, 28 wagons de blé, 15 wagons de maïs, en tout 95 wagons ou 950.000 kilos de nourriture; 100 pores et 2 chevaux, avec harnais. Pour ces deux derniers articles, aucun reçu ne fut délivré (1). Une fois la réquisition accomplie, on donnait quelquefois aux propriétaires la possibilité de racheter leurs bêtes à des prix bien différents de ceux que les autorités elles-mêmes promettaient de payer ou payaient effectivement. Les citoyens s'efforçaient de leur mieux de racheter le plus grand nombre de bêtes et la plus grande quantité de nourriture, espérant que ce serait la dernière réquisition. Quelque temps après, une autre commission passait et prenait de nouveau ce qui avait déjà été une fois racheté. Les Allemands et les Autrichiens payaient généralement les objets réquisitionnés. Les Bulgares

(1) A cette même maison, les Allemands avaient pris, au retour de Krouchévats, 6 chevaux attelés. Or, les deux familles Bayloni et Nikolayévitch, comprenaient quelque 20 men bres, sans compter les ouvriers et leurs familles. Cf. Dr. Boj. Nikolayévitch, *Sous les Allemands*, p. 24 et 25.

se contentaient le plus souvent de délivrer un bon de réquisition. A la veille de la récolte de 1916, — première récolte après leur entrée en Serbie, — les Bulgares, dans la région par eux occupée, avaient envoyé, dans tous les villages, des soldats avec la mission de peser les grains sortis d'une gerbe de blé, de compter le nombre des gerbes et de fixer ainsi la quantité à réquisitionner. On ne devait laisser aux paysans que 20 pour 100 de la récolte, 80 pour 100 étant réservés aux autorités. Grâce à la vénalité des fonctionnaires bulgares, ainsi qu'à divers autres expédients dont il sera question plus loin, cette proportion a souvent été renversée. D'une manière générale, dans la région occupée par les Bulgares, les réquisitions étaient beaucoup moins désastreuses pour les paysans et citadins serbes que celles des Autrichiens-Hongrois. Ceux-ci prenaient absolument tout : blé, maïs, laine, chanvre, laitage, graisse, cire, fromage, lard, etc. Par contre, ils payaient plus régulièrement que les Bulgares les bons de réquisition. On pense bien que, dans ces conditions, leur armée était très bien approvisionnée : dans la mesure où les réquisitions n'y pourvoyaient pas, les hommes ne se gênaient point pour prendre tout ce qui était à leur portée. Cela ne leur était pas difficile, dans un pays soumis et avec une population qui ne demandait pas mieux que de faire tout son possible pour contenter les envahisseurs, afin d'avoir la vie sauve.

II. — APPROVISIONNEMENT DE LA POPULATION CIVILE

La récolte de 1914, qui n'était point terminée à la fin de juillet, lorsque commença la Grande Guerre, devait être la première récolte régulière depuis 1912 : au printemps de l'année 1913 durait encore la guerre avec les Bulgares. Les hommes avaient abandonné leurs champs aux femmes, aux vieillards et aux enfants. Le maïs, principale production du pays, était complètement détruit dans les régions fertiles du Nord-Ouest de la Serbie : ces régions avaient été traversées par les deux armées. Les réserves en nourriture devaient donc être, cette

année-là, moindres qu'en temps normal. Les réquisitions avaient commencé dès le début de la guerre, mais elles concernaient les bêtes de trait et les chariots plutôt que la nourriture. Celle-ci était vendue librement au marché. Mais l'invasion avait laissé sa trace : plusieurs départements, ceux de Podrinje, d'Oujitsé, de Valjevo, une grande partie des départements de Belgrade, de Tehatchak et de Roudnik, avaient été dévastés à la fin de 1914. La population qui, en grand nombre, avait fui devant l'ennemi, retournait aux villages endommagés. De grandes quantités de nourriture avaient été détruites, de même qu'un grand nombre de maisons d'habitation avaient été démolies. Pour la protection de ces gens, le gouvernement n'avait rien fait. Ils étaient abandonnés à la charité des villages voisins, et au hasard. Il n'existait aucun service spécial consacré aux réfugiés et aux sinistrés de ce genre. Ils étaient généralement confiés aux sous-préfectures et aux municipalités des régions non occupées par l'ennemi.

Le gouvernement serbe n'institua pas davantage de service de ravitaillement, de contrôle des prix, de rationnement. Un laisser-aller oriental régnait partout. A un moment où le besoin de ravitailler l'armée et la population était plus grand que jamais, le gouvernement céda à l'influence des spéculateurs et autorisa l'exportation des haricots, du maïs et de 80.000 moutons. Une disette de vivres commençait à se faire sentir dans les villes. Des abus se manifestèrent également dans le régime d'importations : riz, sucre, café, sel et autres vivres, étaient taxés différemment, selon les époques et suivant les influences des commerçants intéressés (1). Mais, malgré tous ces inconvénients, provenant de la mauvaise politique du gouvernement et des événements eux-mêmes, la Serbie ne manquait pas de nourriture. D'une façon générale, l'exportation des vivres était interdite depuis 1912. Or, la Serbie avait une capacité d'exportation remarquable. En 1911, elle exportait en millions de francs :

(1) Ces faits ont été cités, sans être démentis, à la séance de la Skoupchtina, du 25 juin 1915.

Produits agricoles pour.....	60.202
Bétail vivant et ses produits pour.....	38.130

D'importantes réserves de nourriture devaient se trouver, par conséquent, dans le pays. En 1915, au moment de l'occupation, la Serbie était, en effet, pleine de vivres. Sauf dans les départements limitrophes, plusieurs fois évacués, chaque famille paysanne avait assez de provisions pour sa subsistance. Les maisons riches disposaient de greniers regorgeant de réserves destinées au marché. Dans les dépôts des moulins et des maisons de commerce il y en avait également pour des milliers de wagons. Les envahisseurs exprimèrent, à plus d'une reprise, leur étonnement de trouver en Serbie tant de richesses. Or, la présence de ces grandes quantités de réserves s'explique simplement, nous l'avons noté déjà, par un manque d'exportation pendant trois années de suite.

Aussitôt que la guerre avait éclaté, les prix commençaient à s'élever. Mais, la véritable vie chère n'apparut que pendant l'occupation. Les prix atteignirent des hauteurs inconnues jusqu'alors, inconnues même après la guerre, surtout pour les articles monopolisés par les autorités d'occupation : farine, lait, viande de toutes sortes, eau-de-vie, vin, fruits, etc. Tous ceux qui avaient quelque chose à vendre, surtout les paysans, faisaient leur possible pour livrer à l'envahisseur le moins possible. Mille façons diverses étaient inventées pour cacher la nourriture. Les « trous à blé » n'étaient pas les moins curieux : ils étaient pratiqués dans la terre, au fond des puits, au-dessous des meules de foin ou de paille (1). L'imagination des pauvres gens s'évertuait à trouver les moyens de tromper le « Souabe » — qui avait la réputation d'être « diable », c'est-à-dire intelligent et habile, et qui, pendant l'occupation, se montra sur-

(1) Lorsqu'ils apprenaient qu'une nouvelle perquisition allait avoir lieu, les habitants des villes faisaient passer les sacs de farine d'une maison à l'autre. Lorsqu'une rue avait été visitée, les sacs repassaient en cachette de la rue voisine, et ainsi de suite. Greniers, planchers, caves, tonneaux, — autant de cachettes depuis longtemps abandonnées comme trop simples. — Ceux qui n'avaient qu'un sac ou deux à cacher les mettaient sous une table couverte de tous côtés d'un drap long. Les chambres des officiers ou fonctionnaires servaient souvent de cachettes. Mais toutes ces méthodes étaient découvertes l'une après l'autre, et il fallait en chercher de nouvelles.

tout impitoyable, — de le tromper sans toutefois s'attirer la vengeance des autorités. Le plus difficile pour les paysans, c'était de ne point comprendre le langage des soldats. Les soldats qui servaient d'interprètes, étaient souvent des Autrichiens ou Hongrois, connaissant la langue serbe. Au début, croyant avoir affaire à un coreligionnaire, les paysans se confiaient à eux. Mais quelques-uns se « brûlèrent les doigts », et les vrais Serbes d'Autriche-Hongrie ensuite eurent souvent de la peine à se faire reconnaître pour tels et à gagner la confiance des paysans. Dans les villes, les rapports s'établissaient plus facilement.

On s'arrangeait beaucoup plus facilement avec les Bulgares. D'abord, le langage étant très ressemblant, le paysan le plus simple avait la possibilité de faire valoir ses raisons et d'exiger une plus grande quantité de vivres pour sa famille. Puis, les soldats bulgares ne poussaient pas leur zèle très loin, soit qu'ils fussent touchés ou convaincus, soit qu'ils aient été sensibles aux arguments sonnants et trébuchants. Sur la rive gauche de la Morava, la corruption était, peut-on dire, chose exceptionnelle ; sur la rive droite, c'était la règle. La population serbe s'en félicitait. Terribles quand ils punissaient, surtout pour les intellectuels, les fonctionnaires bulgares étaient traitables au sujet des réquisitions. Il y avait toujours moyen d'arriver à un « accord », moyennant finances. Après la révolte de Toplitsa, le régime bulgare se fit beaucoup plus sévère, et les fonctionnaires devinrent moins familiers avec la population. Bétail et nourriture étaient enlevés brutalement, sans égard pour les besoins des habitants. C'est ce qui poussa les paysans à limiter leur production au minimum nécessaire pour leur propre subsistance. Mais cette « grève » des agriculteurs provoqua une contre-mesure : le travail forcé sous le contrôle des soldats bulgares.

Les paysans serbes, dont l'ordinaire est généralement très modeste, aiment à se régaler quelques jours de l'année, surtout pendant les fêtes d'hiver et de printemps. Une partie de l'automne et tout l'hiver se passent en réalité en fêtes. Le plus grand nombre de « slava », — fête familiale particulière

aux Serbes, — ont lieu pendant ce temps-là. On travaille très peu. On mange, on boit, on se rend des visites. Le carême de l'avent (6 semaines) et celui de Pâques (7 semaines) interrompent les jours gras de l'hiver et aiguissent l'appétit pour le cycle des grandes fêtes pascales. Le souvenir de ces festins était triste pendant l'occupation où l'on devait se priver même du strict nécessaire. « Au temps maigre de l'occupation, l'eau vient à la bouche quand on pense à ces repas, même à distance de 40 ans ! » s'écrie M. Laptehévitich, un des meilleurs connaisseurs de la vie populaire serbe. Il marque, dans ses souvenirs, le contraste des deux époques dans une description pleine de verve. Après avoir exposé toutes les pratiques gourmandes des temps passés, il ajoute :

« Et, maintenant, sous le régime de l'occupation, nous n'avons même pas assez de pain de maïs, encore moins de haricots, de choucroute, de poireau et d'oignon, et de « boza »..., rien du tout ; jours de carême et jours gras, nous les passons tous dans une vie d'ermite, plus misérable même que celle des véritables ermites, non seulement privés de graisse, mais aussi sans poisson ; non seulement sans aucun plat opulent, mais, littéralement, sans plats du tout (1)... »

(1) « Nous passons ainsi, — continue cet auteur, faisant allusion à l'existence des villes, encore moins pourvues que la campagne, — des journées dures et pénibles, et nous oublions, la veille de l'Annonciation, de cueillir des orties, puisque nous n'avons point de haricots pour les cuire avec et que nous ne pouvons sortir de Belgrade sans passeport ! Et il n'est point facile d'obtenir un passeport des autorités d'occupation.

« Les Pâques fleuries passent aussi pour nous sans la beauté et la chaleur qui accompagnent d'habitude cette fête, qui réunit toujours le monde autour des églises. Là, après l'office, les gens âgés devisent gaîment, en dégustant : poissons et escargots, tarte de poireau ou de riz, haricots écrasés, etc. La jeunesse danse et joue avec frénésie... Tout cela est aujourd'hui impossible. Personne ne peut s'habiller convenablement pour aller à l'église, si même les envahisseurs le permettaient... La semaine de la Passion passe pour nous dans la plus grande tristesse et dans le désespoir... On ne se hâte plus de préparer gâteaux et œufs colorés, ni de les manger le jour de Pâques. Il n'y a pas d'œufs du tout et l'agneau ne vient qu'en rêve. Heureux était le Serbe qui pouvait manger des haricots sans graisse, ni huile. (Il n'est pas question de très rares exceptions, mais de la masse qui constituait justement le peuple serbe)... Ainsi passa pour nous le cycle des fêtes pascales en 1916, en 1917, en 1918 : la nouvelle année était toujours pire que la précédente. En 1917 et 1918, ces jours de fêtes tombaient précisément au moment où l'on mourait de faim, presque littéralement. Les jeunes filles surtout, tuées par la famine, remplissaient le Vladanovats (cimetière de Belgrade) dans une proportion telle qu'on était saisi d'horreur à la vue des convois silencieux et accablés, composés de quelques personnes creusées elles-mêmes par la famine. » *Occupation*, p. 66-68.

La population des villes était dans une situation bien plus difficile que celle des campagnes. Le rationnement y était très sévère, et les moyens de tromper les autorités réduits au minimum. La ration individuelle était d'abord fixée à 200 grammes de farine par jour. Plus tard, elle fut réduite à 180 et 160 grammes. La farine était chère : 4 à 5, quelquefois 7 à 8 couronnes (8 à 10 et 14 à 16 dinars), le kilo, c'est-à-dire vingt et trente fois plus chère qu'en temps normal. Le blé pouvait être acheté à 3 et 4 couronnes ; le maïs, à 2,50 et 3 couronnes. Mais il n'était point facile de transformer les grains en farine. Il était défendu aux civils de faire moudre dans les moulins. La nuit, en cachette, en graissant la patte aux surveillants de moulins, on parvenait à moudre un peu de blé (1). Dans les villes de province, l'approvisionnement était un peu plus facile qu'à Belgrade. La plupart des familles y possèdent un petit champ, dont elles retirent une nourriture suffisante. Aussi la farine y était-elle meilleur marché qu'à Belgrade : 1 à 1.20 couronne le kilo.

La viande était encore plus difficile à avoir. On ne pouvait jamais savoir quel boucher aurait la permission de tuer à telle date, et devant quelle boucherie il y aurait le moins de monde. Il arrivait qu'après avoir attendu 3 ou 4 heures, on s'entende dire : « Il n'y a plus de viande. » On laissait passer d'abord les soldats, et on leur servait à chacun 5, 10, 12 ou 25 kilos. Le public recevait les restes. Au début, on vendait la viande quatre fois par semaine ; plus tard, on ne le faisait que deux fois. La ration était d'abord un peu plus grande ; ensuite, elle fut réduite à 300 grammes, par personne et par semaine. Cette ration minime n'était elle-même pas facile à obtenir. Les boucheries étaient gardées par des soldats, et ceux-ci ne laissaient point de maltraiter les clients impatients qui composaient des queues interminables. La viande vendue au public était généralement de la

(1) A Belgrade, la farine vendue à la population était de très mauvaise qualité. Le plus souvent, c'était de la farine de maïs, mélangée avec des rafles de maïs. Le pain, fait de cette farine, n'avait pas bon goût, était acerbé et cassant. Chaud, il pouvait encore être mangé. Froid, il était immangeable. Le pain de blé était considéré comme une rareté et un objet de luxe pour la population de Belgrade. Soldats et officiers autrichiens en avaient au contraire tous les jours. L. LAZARÉVITCH, *Notes*, p. 12.

dernière qualité. Un médecin autrichien conseillait à un ami serbe : « Ne prenez en boucherie de la viande d'agneau qu'autant que vous voyez dessus une tête d'agneau. » La viande se vendait 4 à 8 couronnes. Achetée sous main, elle était payée 8 à 12 couronnes (1).

Le lait était réservé pour les popotes d'officiers, les restaurants où mangeaient les fonctionnaires et pour les familles d'officiers et fonctionnaires autrichiens. Ils avaient droit à un litre, par jour et par personne. La population admise au lait se divisait en trois catégories : nourrissons, malades et personnes spécialement autorisées. Les premiers, avaient droit à un 1/2 litre de lait par jour ; les seconds, à 1/4 de litre ; les derniers ne pouvaient en avoir qu'au moyen d'une autorisation du médecin de la municipalité. Après avoir attendu 5 et 6 jours, à la mairie, pour obtenir un bon de lait, on n'obtenait souvent qu'une autorisation pour 1/4 de litre par jour. Avec ce coupon, on allait à une laiterie spéciale où l'on devait attendre 2 et 3 heures tous les matins. Il était aussi fort difficile de se procurer du lait des environs de Belgrade, la contrebande étant sévèrement punie. Si l'on y parvenait, on devait le payer 4 à 6 couronnes le litre.

Toute la volaille a été prise aux paysans, à l'exception de deux poules et un coq par ménage : chaque ménage devait obligatoirement apporter à la commune du village 6 œufs par semaine, que ses poules pondent ou non. C'est pourquoi il était très difficile de se procurer des œufs. Au début de l'occupation, on en trouvait à 0,20 couronne ; plus tard, ils montèrent à 2 couronnes la pièce. Les officiers en avaient suffisamment. Ils en faisaient même envoyer par caisses et paniers en Autriche-Hongrie.

Le poisson était vendu au début comme article monopolisé, à un prix supérieur à celui d'avant la guerre. Plus tard la vente

(1) Suivant M. le prof. Lazarévitch, la population de Belgrade aurait disposé de viande dans une mesure quelque peu plus grande que ne le fait croire M. Laptevitch.

Il dit : « Noël et Pâques furent fêtés sans viande par les deux tiers de la population. » *Notes*, p. 14.

libre en a été défendue. Une autorisation spéciale était nécessaire pour en avoir, et rien que du menu : sterlets et carpes grosses étaient réservés aux autorités. Les médecins recommandaient à certains malades du poisson frais, mais on en obtenait très difficilement. Il était défendu d'aller à la pêche. Avec le Danube et la Save derrière le dos, les habitants de Belgrade ne pouvaient goûter au poisson.

Les villes en Serbie s'approvisionnent d'eau aux fontaines et aux puits. A Belgrade, il y a une conduite d'eau. Pendant la guerre, elle fonctionnait très mal. De nombreuses rues, des quartiers entiers, manquaient d'eau pendant plusieurs semaines; quelquefois, trois mois durant. Les Autrichiens en usaient largement, même pour arroser leurs jardins. Les Belgradois étaient très souvent punis pour gaspillage d'eau : 500, 1.000, 2.000 couronnes d'amende. La population craignait qu'à leur départ de Belgrade, les autorités militaires n'ordonnassent la destruction de la conduite. Mais les troupes serbes arrivèrent plus tôt qu'on ne l'espérait, et les installations restèrent intactes.

La population de Belgrade — soumise à un régime spécial et privée de toutes les ressources qu'offrent la campagne et la petite ville de province — souffrit également du manque de bois. On arrivait difficilement à s'emparer d'un stère de bois à la gare. Un mètre cube coûtait, au début, 32 couronnes, mais bientôt, il monta à 50 couronnes ; le transport coûtait 12 à 15, plus tard, 25 à 40 couronnes. Les paysans des environs en apportaient très peu. La vente n'en était libre que sur le marché au bétail. Là, des gendarmes fixaient le prix de chaque chariot chargé. Mais ce prix était fictif : les paysans ne cédaient réellement leur bois qu'à des prix bien supérieurs. Si le gendarme avait dit 30 couronnes, on payait 80; pour 35, on payait 100.

On manquait de tout. Aliments, sel, pétrole, bois, savon ne pouvaient être obtenus que très difficilement et à des prix extravagants. Pour les gens qui n'avaient rien à vendre, et qui mangeaient leurs réserves, les prix se trouvaient doublés du fait même que le dinar n'était pris que pour 50 pour 100 de sa valeur. Ceux qui avaient quelque chose à vendre, voyaient prendre leurs marchandises à des prix dérisoires, tandis que ces

mêmes marchandises étaient vendues à leurs poids d'or aux habitants des villes. Les prix officiels eux-mêmes n'étaient point pareils dans les villes et à la campagne. Le blé, par exemple, était payé aux agriculteurs, 33 à 38 couronnes, les 100 kilos; en ville, il était vendu 3 à 4 couronnes, le kilo, ou dix fois plus cher. Les prix s'éloignaient de plus en plus de leur niveau de 1914. A Belgrade, cette différence a atteint, au cours de l'occupation, des proportions incroyables. Le tableau suivant le montre bien :

	EN DINARS 1910	EN COURONNES		
		1916 décembre	juin 1917	septembre 1918
Haricots .	0,40	1,80-2,00	4,00-5,00	6,00
Viande...	1,20	3,70	4,60-7,00	7,00-10,00
Pain.....	0,25	5,00	6,00	6,00

Les prix d'avant guerre sont exprimés en dinars. Les autres le sont en couronnes, dont la valeur officielle était deux fois plus grande que celle du dinar (1).

III. — CONDITIONS HYGIÉNIQUES

Les conditions hygiéniques et sanitaires en Serbie laissaient de tout temps beaucoup à désirer : natalité abondante, niveau de vie très bas, mortalité énorme, commodité médiocre, propreté nettement insuffisante. L'accroissement de la population était constant, moins rapide toutefois que celui des charges publiques. C'est ce que montre le tableau suivant :

	POURCENTAGE DE L'ACCROISSEMENT	
	De la population	Du budget
1890-1895.....	6,67	31,8
1895-1900.....	7,41	11,3
1900-1905.....	7,17	14,4
1905-1910.....	6,75	21,9

(1) On trouvera, dans l'ouvrage de M. Lazarévitch, les prix de beaucoup d'autres articles de Belgrade, suivant les variations qu'ils ont subies pendant les années 1916, 1917 et 1918. *Notes*, p. 142-144.

Un accroissement plus que proportionnel des charges publiques devait nécessairement avoir des répercussions graves sur la santé de la population. La période entre 1890 et 1910 fut heureusement une période de paix et d'activité économique intense. Mais la vie urbaine faisait des progrès rapides et, avec elle, le nombre des enfants naturels et morts-nés :

	Enfants naturels	Enfants mort-nés
	—	—
1903.....	1.135	2.204
1904.....	1.159	2.214
1905.....	1.183	2.776
1906.....	1.335	3.084
1907.....	1.449	3.111
1908.....	1.270	2.807

L'ascension est lente, mais constante. Le nombre des recrues refusées aux conseils de revision augmentait également :

	Pourcentage
	—
1893-1895.....	17,60
1896-1900.....	19,75
1901-1905.....	21,95

Le plus grand nombre de refusés se trouvaient dans la division du Danube, à laquelle appartient Belgrade, avec sa population ouvrière. L'âge moyen montre une tendance nette à baisser : 25. 19 ans, en 1904; 24. 45, en 1905; 22. 65, en 1906. La tuberculose faisait un nombre toujours plus grand de victimes. Elle fit mourir, en effet, en 1896 : 5.079; en 1900 : 6.396; en 1905 : 8.940 personnes, dont 2.395 dans les villes et 6.545 à la campagne (1).

Les guerres balkaniques et la Grande Guerre sont venues aggraver la situation : réduire le nombre des mariages et des naissances, accroître la morbidité et la mortalité. De même que

(1) Dragučica LAPTCHÉVITCH, *Conditions de la classe ouvrière et le mouvement syndical en Serbie* (en serbe), p. 71-73. Belgrade, 1927.

les guerres précédentes, ces dernières devaient montrer, une fois de plus, l'effet que de tels événements produisent sur l'état sanitaire d'une population. La guerre de 1876-77 avait fortement réduit le nombre des mariages : de 15.478 en 1874, il tombait à 10.556, en 1878; tandis qu'en 1879, ce nombre était de 24.544. Même résultat pour les naissances :

	Nouveau-nés
1875.....	62.820
1876.....	56.888
1877.....	45.501
1878.....	52.377
1879.....	66.670

La guerre de 1885 eut des conséquences pareilles :

	Mariages	Naissances
1884.....	20.370	89.790
1885.....	17.107	82.247
1886.....	23.326	93.011

Notons que la guerre avait été courte et qu'elle avait lieu à la fin de l'année 1885, sur une très petite partie du territoire serbe et uniquement avec les troupes de l'armée active. Les guerres balkaniques (1912 et 1913) ont eu des résultats plus désastreux encore, à cause du nombre plus élevé des participants, à cause aussi de l'effet destructeur de la guerre moderne. Nous ne possédons point de statistiques détaillées, le recensement n'ayant été fait, après celui de 1910, qu'en 1921. Mais il est évident que le nombre des mariages a dû considérablement baisser par le fait même que la guerre a commencé en septembre 1912 et n'a été terminée qu'en août 1913, pour recommencer de nouveau en juillet 1914. Le nombre des naissances a également dû s'en ressentir, pour la simple raison qu'un grand nombre d'hommes ont été tués ou sont morts du choléra et que la plupart des hommes dans la meilleure force de l'âge ont été, pendant longtemps, séparés de leurs familles.

La mortalité s'accroît pendant la guerre d'une façon encore plus évidente. Les statistiques le montrent bien pour les guerres précédentes :

	Morts
1875.....	43.111
1876 (année de guerre).....	56.317
1882.....	41.648
1884.....	47.552
1885 (année de guerre).....	52.313
1886.....	58.525
1887.....	50.481

La guerre de 1885 avait commencé le 2 novembre et a duré jusqu'au 9 décembre : ses véritables conséquences, même en morts, ne devaient, par conséquent, se faire remarquer qu'en 1886. La guerre avec la Turquie, en 1912, et celle avec les Bulgares, en 1913, ont eu des résultats beaucoup plus terribles. Un bien plus grand nombre de morts furent laissés aux champs de bataille, et une grande quantité de soldats et de civils furent victimes de l'épidémie que les soldats d'Asie ont apportée avec eux. La première guerre balkanique a coûté à la Serbie 5.000 tués, 7 à 8.000 militaires morts à la suite de blessures ou de maladies, 18.000 blessés. Les pertes dans la seconde guerre ne sont point connues, mais elles ont été très grandes.

La guerre mondiale a enlevé à la Serbie environ un million d'hommes, de femmes et d'enfants, soit 30 pour 100 de sa population toute entière. Pour ce pays, cela n'a pas été une guerre, mais une véritable boucherie. À côté des soldats tués aux champs de bataille, un nombre encore plus grand est mort des maladies et épidémies amenées par la guerre. La population civile a donné un aussi grand nombre de victimes que l'armée. La jeunesse a été fauchée autant que les gens d'âge mûr. Les Serbes ont semé leurs corps partout : à travers la Serbie, en Albanie, en Grèce, et dans tous les pays du monde, surtout dans les camps de concentration, en Hongrie et en Bulgarie. En Serbie même, pendant l'occupation, la mortalité a été très grande. Pour protéger la vie et la santé de ses officiers

et de ses soldats, le gouvernement militaire austro-hongrois avait organisé à Belgrade un excellent service de santé, meilleur que celui du temps normal. Mais la mortalité de la population n'en a pas été moins élevée. La famine y a été tellement atroce, qu'il y a eu, en 1916, — sur 48.014 habitants — 1.777 morts, dont 551, ou 25,68 pour 100 par la tuberculose. En 1917 et 1918, la mortalité a été très grande, surtout parmi les enfants et les jeunes gens. Les privations continuelles ont porté leurs fruits. En province, la situation n'était pas moins terrible. Malheureusement, des données nous manquent sur le nombre des morts. Un grand nombre de citoyens ont été pendus par les Autrichiens ou égorgés par les « comitadjis ». On désignait, sous ce nom, tous ceux qui s'étaient mis hors la loi et vivaient cachés dans les montagnes. De temps en temps, ils descendaient dans les villages pour chercher de la nourriture ou de l'argent. Du chantage et du brigandage le plus ordinaire leurs actes s'élevaient quelquefois à la punition généralement approuvée d'un traître ou d'un voleur qui s'était mis au service des envahisseurs, en qualité de maire, de policier ou d'espion. Dans la Choumadiya et dans les montagnes du Sud (Toplitsa), ces comitadjis vivaient en bons termes avec la population. Néanmoins, leur présence sur le territoire occupé, a été une des causes de nombreux assassinats, condamnations et déportations parmi la population serbe.

Quelle a été l'organisation du service de santé en Serbie pendant la guerre ? Cette organisation, entreprise en 1886, et modifiée par les lois de 1889, 1895 et 1901, était bureaucratique et désuète. Pendant les guerres balkaniques, déjà, elle montra toutes ses faiblesses. Une armée de presque 400.000 hommes, n'avait que 296 médecins, et, ce qui est encore pire, n'en laissait au pays tout entier que 70. Le personnel sanitaire était tout à fait insuffisant, en nombre et en capacité. Le matériel sanitaire était infiniment au-dessous des besoins. Il y avait des régiments entiers et d'autres unités de l'armée d'opérations qui ne possédaient pas le nombre de médecins et la quantité de matériel prescrits par le règlement. Et ce règlement lui-même était

absolument défectueux. En dehors de la formation réglementaire, on avait institué deux trains sanitaires, pour l'évacuation des malades et des blessés. En 1913, pendant l'épidémie de choléra, deux stations bactériologiques furent créées à Vélès et à Koumanovo. Les hôpitaux de réserve qui assumèrent également une grande partie de la tâche, ont été eux-mêmes efficacement aidés par la Croix-Rouge serbe et par les missions étrangères, venues de Russie, de Slovénie, de Croatie, d'Angleterre, de France, de Suisse, de Suède, d'Italie, de Roumanie, d'Allemagne et d'Autriche. Malgré tous ces généreux efforts, un très grand nombre de militaires ont succombé aux blessures et sont morts du choléra. La population civile n'a pas été non plus épargnée par la terrible épidémie.

Quand la guerre mondiale a commencé l'armée serbe était dans un état lamentable, au point de vue sanitaire. Quoique le pays ait été presque doublé en territoire et en population, et que certains médecins étrangers fussent restés en Serbie, le personnel et le matériel sanitaires étaient absolument insuffisants. Il y avait, dans le pays, en tout, 450 médecins, ou un médecin pour 10.000 habitants. A côté des deux trains sanitaires déjà existants, on en forma encore quatre, destinés à l'évacuation des blessés et des malades : trois pour la voie étroite, un pour la voie normale. A la fin de l'année 1914, après la deuxième offensive des armées austro-hongroises et la terrible épidémie de typhus que celles-ci avaient laissée derrière elles, sur 450 médecins serbes (hommes et femmes), il en était mort 156, dont 3 tués. A côté d'eux, 25 médecins étrangers, 11 médecins prisonniers de guerre, 27 étudiants en médecine sont morts également. Un très grand nombre d'infirmiers et d'infirmières succombèrent à la même époque, le plus souvent de la fièvre typhoïde. Le service de santé restait impuissant devant une épidémie si dévastatrice. C'est alors que le gouvernement serbe s'adressa officiellement aux Alliés pour demander secours. A côté des médecins et du matériel qui ont été offerts par l'initiative privée (Sociétés de la Croix Rouge de divers pays, Association des Femmes Écossaises, le Fonds de secours aux Serbes en Angleterre et en Amérique), 100 médecins militaires

français et 30 médecins anglais furent envoyés par ces gouvernements respectifs. De Russie sont venus 27 médecins, avec 74 infirmières et 8 pharmaciens. Ils fondèrent 9 hôpitaux et un hospice pour enfants pauvres, qui fonctionnèrent plus ou moins longtemps, et dont un est resté en Serbie même pendant l'occupation. Citons encore les missions étrangères suivantes : celle de la Croix Rouge anglaise, à Uscub, sous la direction de Lady Paget, dont l'hôpital rendit des services inoubliables, resta sous l'occupation bulgare, fut transporté à Sofia en février 1916, pour retourner en Angleterre en avril de la même année ; la Mission tchéco-américaine à Useub, subventionnée par M. John Whipple Frothingham ; la Mission privée anglaise à Vrnyci, sous la direction de M. le Dr. James Berry ; la Mission de la Croix Rouge anglaise et de l'Association des Ambulances Saint-John, sous la direction de Lady Paget, du Dr. Bory et du Dr. Benett ; un autre hôpital de la Croix-Rouge anglaise sous la direction de Lady Winborn ; deux hôpitaux de la Mission de la Croix-Rouge américaine à Belgrade et à Djevdjéla ; la Mission du Roi de Grèce ; celle de la Croix Rouge grecque ; la Mission des officiers de santé français, avec ses sections à Niche, Belgrade, Valyévo, Oujitsé, Krouchévats, Zaïétchar et Kragouyévat ; la Mission anglaise du Dr. Bevis (First British Field Hospital for Serbia) ; Wounded Allies Relief Committee à Kragouyévat ; British Farmers Hospital à Belgrade ; British Eastern Auxiliary Hospital à Belgrade ; Allies Field Ambulance Corps à Valyévo ; la Mission militaire des officiers de santé anglais à Kragouyévat ; la Mission anglaise de M^{me} Clare Stobart à Kragouyévat ; la Mission des Femmes Écossaises d'Edimbourg à Valyévo ; une deuxième Mission des Fermiers Anglais à Pojarévats.

Toutes ces Missions étrangères, officielles et particulières, avaient apporté avec elles une assez grande quantité de matériel sanitaire. On pouvait ainsi, à côté des deux stations bactériologiques serbes et de deux autres appartenant à des Sociétés privées, en former encore quelques nouvelles. En été 1915, le service de santé était à peu près complet, grâce à ce personnel de secours. Dans le pays entier, il y avait, en tout, 90 hôpitaux avec plus de 100.000 lits. Sur le front même opéraient, à côté

des médecins serbes, encore 200 médecins étrangers et 500 infirmières qualifiées. Certaines de ces Missions s'occupèrent, à côté du soin des blessés et des malades militaires, de la population civile. Une Mission sanitaire russe du docteur Sofotérov accomplit 4.485 visites dans les maisons de la ville de Niche, et 3.015 visites dans les villages des environs. L'hospice pour enfants de Sainte-Petka à Niche, appartenant à la même Mission, a abrité 250 enfants et distribué 7.853 repas. Les quatre cuisines, installées à Niche, par le même hospice, ont distribué à la population 183.439 repas.

Après la retraite des troupes serbes, ces missions se dispersèrent. Quelques-unes traversèrent l'Albanie, mais, la plupart prirent la direction de Salonique pour quitter les Balkans. A Corfou, plusieurs Missions, dont la plupart étaient françaises, sous la direction de la Mission française (Service de santé français auprès de l'armée serbe), recueillirent l'armée serbe échappée d'Albanie. Il y avait, en outre, un hôpital anglo-serbe, appelé «Corragio», et un autre, portant le nom de «San Stefano». Sur le front de Salonique, le service de santé du champ de bataille était confié aux médecins serbes, tandis que le service de l'arrière se trouvait entre les mains des Alliés (1).

De même que les armées, la population civile a subi de lourdes pertes, par suite d'un service de santé mal pourvu de personnel et de matériel et d'une organisation sanitaire tout à fait insuffisante. N'ayant pas de faculté de médecine, la Serbie a toujours manqué de médecins. Les épidémies ayant fauché la moitié de ceux qu'on avait, la mortalité des soldats devint effroyable. Les trois maladies contagieuses — typhus intestinal, typhus exanthématique et fièvre récurrente — menacèrent la Serbie d'une véritable extermination. On connaît à peu près exactement l'origine du choléra : il fut apporté en 1913, par les soldats bulgares, contaminés eux-mêmes au contact des soldats turcs venus d'Asie Mineure. Mais on est beaucoup moins renseigné sur la véritable source des trois maladies appa-

(1) V. BELITCH, « Le service de santé militaire », dans l'*Encyclopédie nationale serbe, croate et slovène*, I, p. 400, 401 ; V. STANOYÉVITCH, « Missions sanitaires étrangères », *ibidem*, II, p. 549, 550.

rues en automne 1914, en Serbie. On suppose que ces maladies ont été apportées par les soldats autrichiens, qui en avaient été contaminés sur le front russe. Le secours des Missions étrangères fut certes efficace, mais elles mirent du temps pour arriver, et les mauvaises communications en Serbie même rendirent leur besogne très difficile. Un grand nombre de personnes contaminées, militaires ou civiles, ne purent être sauvées. Nombreux furent, également, médecins et infirmières étrangères qui tombèrent victimes de leur générosité. Les conditions hygiéniques dans lesquelles se trouvait la population étaient très mauvaises : absence de lits dans une bonne moitié des maisons de village, cube d'air au-dessous du minimum indispensable dans les locaux d'habitation, nourriture peu rationnelle et presque toujours insuffisante, propreté médiocre. Rien d'étonnant si ces épidémies apparurent dans le pays comme un fléau de Dieu. Les statistiques de 1915 accusent 350.000 morts, rien que parmi la population civile. Si l'on ajoute à ce nombre celui des victimes militaires, on arrive à ce résultat terrifiant : 10 pour 100 de la population serbe emportés par les trois maladies contagieuses.

Pendant l'occupation, les autorités austro-hongroises et bulgares avaient bien organisé leurs hôpitaux militaires, mais ils étaient réservés exclusivement à leurs propres troupes. Ils étaient convenablement pourvus de vivres et de matériel sanitaire. Les hôpitaux civils, par contre, se trouvaient dans un état pitoyable : nourriture maigre, service mauvais, propreté douteuse, chauffage insuffisant, médicaments rares. Ceux qui y étaient envoyés avaient hâte d'en sortir. A Belgrade, certaines maisons avaient, par moment, deux ou trois malades à la fois. On faisait des efforts inouïs pour n'en laisser aucun aller à l'hôpital : on avait peur de ne le voir jamais revenir. Il était cependant extrêmement difficile de soigner un malade à domicile dans une ville où l'on ne pouvait avoir ni lait, ni sucre, ni viande, ni même des médicaments. Les médecins serbes, restés dans le pays, faisaient généralement leur possible pour venir en aide aux habitants. Certains parmi eux, au contraire, n'étaient pas toujours d'une conduite irréprochable. Les pharmacies

étaient toutes occupées par les autorités. On avait assuré à leurs propriétaires un certain revenu mensuel; mais les prix des médicaments furent quintuplés. Lorsque les médicaments trouvés sur place furent épuisés, on se mit à vendre succédanés plus ou moins inoffensifs, souvent privés de tout effet curatif. Si la vie était chère pour les hommes bien portants, combien plus chère dût-elle être pour les personnes malades! Une visite de médecin autrichien coûtait 10 couronnes. Leurs ordonnances étaient toujours plus chères.

Dans la région occupée par les Bulgares, la situation n'était pas pire. Moins d'ordre, mais aussi moins de privations. Les vivres y étaient plus abondants. Les médecins bulgares, gens cultivés, sensibles aux malheurs d'une nation sœur, se montraient souvent affables avec la population et peu exigeants. Les conditions hygiéniques et sanitaires étaient ici moins défavorables, et la mortalité des habitants moins forte que dans les régions occupées par les Autrichiens-Hongrois.

Les autorités d'occupation ont fondé plusieurs maisons d'assistance : un certain nombre d'orphelins de guerre y furent recueillis. Mais un effort bien plus sérieux a été fait pour les enfants serbes en exil. Après le bombardement de Monastir (1916 et 1917), un très grand nombre de réfugiés serbes se trouvaient à Vodéna, sur le territoire grec, avec une foule encore plus grande d'enfants abandonnés ou privés de tous soins. Les autorités serbes s'en occupaient sans doute, mais une protection spéciale ne leur fut fournie qu'après la création d'un camp d'enfants, suivant le système des éclaireurs (boy scouts) et sur l'initiative du Dr. Miloche Popovitch, qui fonda ensuite une Société yougoslave pour la protection de l'enfance (25 juin 1917). Dans l'espace de deux années, la Société s'est occupée d'environ 500 enfants serbes. Cette Société eut bientôt deux filiales, une à Corfou et une autre à Genève. Après la fin des hostilités, des Sociétés semblables furent fondées à Monastir, Prilep, Useub, Niche, etc. En même temps, le Serbian Relief Found de Londres se chargea d'un grand nombre d'enfants serbes à Sorovitch, non loin de Salonique. A Salonique même, un centre scolaire a été fondé par le professeur Henrich

Liler. Dans les autres pays, qui avaient recueilli les réfugiés serbes, la protection des enfants serbes a été assurée par les autorités respectives de ces pays. Néanmoins, la jeunesse serbe a énormément souffert pendant cette guerre, et plusieurs générations de suite ne manqueront pas de s'en ressentir. On s'en rend très bien compte, rien qu'à voir les classes où fréquentent les enfants nés entre 1914 et 1919. Ces classes sont presque vides, et, sur les corps des enfants présents, on lit facilement l'histoire des souffrances subies pendant ces années terribles (1).

IV. — SORT DES CLASSES LABORIEUSES

Une des principales conséquences de la guerre est, sans doute, de désorganiser la vie économique, d'en diminuer l'intensité et de provoquer une crise de consommation. Dans ces conditions les classes laborieuses en souffrent à la fois comme citoyens, et comme producteurs. En tant que citoyens, les gens de travail sont condamnés à supporter tous les sacrifices qu'exige une telle entreprise. Mais ces sacrifices atteignent les ouvriers d'autant plus gravement, qu'au même moment, ils voient tarir la source unique de leur existence : le travail, la production. S'il y a une exception à cette règle, elle ne porte que sur certaines catégories d'ouvriers, sur ceux qui se trouvent employés à la fabrication des munitions et du matériel de guerre, et ne se manifeste que dans les pays de grande industrie. Dans les pays agricoles, où presque tout le matériel de guerre est importé de l'étranger, la classe laborieuse ne représente pendant la guerre, dans son énorme majorité, que de la « chair à canon ». C'est précisément le cas de la Serbie. Les agriculteurs constituant dans ce pays 85 pour 100 de la population totale, et

(1) Sur l'organisation du service de secours voir encore : *American Relief Administration*, Relief Bureau (Belgrade, 1919); *Le Comité Suisse au Secours de la Serbie* (Genève, 1918); Mission Américaine en Serbie, *Pour la Protection des enfants* (Belgrade 1921, en serbe); Dr. J. ROUVIDITCH, *Évacuation des blessés à la conquête de Kaimakchalan en 1916* (Belgrade, 1921, en serbe); Dr. S. J. ALKALAJ, *L'expérience de notre Service de Santé pendant la guerre* (Belgrade, 1922).

90 pour 100 de la population productive, un nombre infime de travailleurs ont été exempts de l'appel au front, pour être employés à l'arrière : quatre mille hommes environ, employés dans l'arsenal de Kragouyévat et sur les chemins de fer. Ces ouvriers, étant peu nombreux, ont été atrocement exploités et rompus par le surmenage. Si, pour certaines catégories d'ouvriers du moins, la guerre a été en Occident la période de gros salaires et de vie un peu plus large que d'ordinaire, en Serbie, la guerre n'a apporté aux masses pauvres et travailleuses que vie chère, destruction des foyers, manque à gagner, misère et famine. Ce sont elles qui ont le plus profondément ressenti les misères de l'invasion, de la retraite et de l'occupation. C'est de leur milieu, enfin, qu'est sorti le plus grand nombre de ceux qui ont couvert la terre de leur sang et qui ont dispersé leurs corps à travers les innombrables champs de bataille de Serbie et de Macédoine. Les gens pauvres — petits propriétaires à la campagne ; ouvriers et artisans, dans les villes, — c'est-à-dire les neuf dixièmes de la population, n'ont rien gagné à la guerre ; ils y ont tout perdu : vie, santé, fortune, travail, famille, bonheur. Cette masse anonyme n'a même pas eu l'illusion suprême d'être magnifiée par l'histoire, celle-ci ne s'occupant point des petits...

La statistique officielle de 1910 offre un tableau assez complet de la vie des ouvriers en Serbie avant la guerre. Dans les 40 principales localités, les conditions de travail de 77 métiers différents étaient les suivantes : Il y avait, en tout 12.321 ateliers d'artisans, dont 7.167 avec un capital supérieur à 1.000 dinars ; 6.914 patrons, donc plus de 50 pour 100, travaillaient dans l'atelier avec leurs ouvriers. Le nombre total des ouvriers était de 36.796 et celui des apprentis de 8.211. Un tiers à peine des ouvriers, 10.293, avaient dépassé la trentième année, et 8.292 seulement étaient mariés. Fait encore plus frappant : 12.274 ouvriers prenaient leurs repas chez leur patron, et 10.993 logeaient chez lui. Quant aux autres conditions de travail, nous disposons des données suivantes :

Heures de travail :

Minimum ...	8. »	(Horlogers, chauffeurs de locomotives.)
Maximum ...	20. »	(Boulangers, bouchers, barbiers, garçons de café.)

Salaire journalier, en dinars :

Minimum ...	0.40	(Chaudronniers, maréchaux-ferrants ; opantehars, tailleurs d'aba, 0,40 et 0,20 ; bouchers, 0,30 ; barbiers, garçons de café.)
Maximum ...	8. »	(Forgerons, tourneurs, mécaniciens.)

Salaire annuel, en dinars :

Minimum ...	20. »	(Pelletiers, forgerons, chaudronniers, armuriers, 15 ; horlogers, couteliers, tailleurs d'aba, bouchers.)
Maximum ...	840. »	(Bouchers, opantehars, 820 ; tailleurs 800.)

Travail aux pièces :

Existe.....	dans 36 métiers
N'existe pas.....	dans 12 métiers.

Les salaires journaliers et annuels les plus bas sont ceux des apprentis.

Les salaires appelés ici « maximum » ne sont gagnés que par un très petit nombre d'excellents ouvriers ou par des spécialistes, recrutés le plus souvent parmi les étrangers.

Dans les 91 entreprises industrielles, les conditions du travail étaient les suivantes :

Nombre d'ouvriers par entreprise :

Minimum	5	(Papier à cigarettes ; 7, fabrique de glace ; 14, fabrique de savon.)
Maximum.....	800	(Raffinerie de sucre ; 450, munitions ; 400, tabac.)

Heures de travail par jour :

Minimum	7	(Papier timbré ; 8, cartonnage, reliure, tabac ; 8 1/2, pâtes alimentaires).
Maximum.....	12 1/2	(Tissus ; 12, sucre, chocolat, chanvre, viande, conserves, éclairage électrique, chaussures, moulins.)

Salaires des ouvriers, en dinars

Minimum.....	0.30	(Savon, tissus, mouchoirs ; 0.40, conserves ; 0,50, ombrelles ; 0,60, tricotage.)
Maximum.....	10. »	(Verrerie ; 8, papier timbré, cartonnage, reliure ; 7, munitions ; 6, meubles, navires, métaux, viande, conserves.)

Salaires des ouvrières :

Minimum.....	0.30	(Savon, tissus, mouchoirs ; 0.40, 0.50, ombrelles.)
Maximum.....	10. »	(Verrerie ; 6, viande ; 5, tissus ; 4, tricotage, chanvre, papier timbré.)

Nombre d'apprentis par entreprise :

Minimum.....	2	(Raffinerie de sucre.)
Maximum.....	100	(Étoffes, draps.)

Dans les 38 entreprises minières, — dont les plus petites occupaient 100, les plus grandes 625 ouvriers, — la durée du travail était de 11 heures et le salaire allait de 0.80 à 4 dinars.

Mentionnons, enfin, les 3.239 cheminots, dont la journée de travail était ordinairement de 12 heures et dont le salaire allait de 1,50 à 3 dinars par jour.

En tout, il y avait en Serbie 16.686 ouvriers industriels, 1.156 ouvrières et 833 apprentis. Chose curieuse : parmi ces ouvriers industriels, un nombre infime étaient membres des organisations syndicales. Chose plus curieuse encore, n'existant dans aucun pays du monde, les 91 entreprises industrielles serbes employaient 833 apprentis ! Ce n'était point une classe ouvrière dans le sens moderne du mot. C'étaient des paysans paupérisés, ou des artisans déehus qui avaient trouvé un refuge dans une industrie primitive et exploitante.

À côté des métiers et des entreprises industrielles, il y avait, en Serbie, un très grand nombre d'ouvriers travaillant à domicile. Les femmes tissaient, filaient, faisaient des tapis, cousaient des habits et du linge de confection. Leur journée de travail était ordinairement de 18 heures et leur salaire descendait jusqu'à 0.30, 0.20 et 0.10 par jour : avec cette somme infime, il fallait se nourrir et entretenir quelquefois toute une famille.

A Pirot, où l'on tisse d'admirables et solides tapis, presque toutes les femmes sont occupées à ce travail : les enfants de 8 et 9 ans, comme les vieilles femmes de 70 ans. Ce travail est tellement compliqué et pénible qu'il n'a pu se transplanter dans aucune autre ville. La journée d'un tel travail dure ordinairement 16 et 18 heures, et le salaire ne s'élevait, avant la guerre, que de 0.10 à 0.80 par jour. Dans ce dernier salaire était souvent compris le salaire d'une enfant aidant sa mère. Les cordiers de Leskovats travaillant à domicile pour le compte des commerçants qui leur fournissaient des matières premières, ne jouissaient point d'un régime meilleur : pour une journée de 15 heures, ces hommes n'obtenaient guère que 1 dinar, ce qui fait 0,065 de l'heure, ou bien 0.60 pour 12 heures ; 0.80 pour 14 heures. Lorsqu'ils achetaient eux-mêmes le chanvre, il leur arrivait quelquefois de ne même pas pouvoir regagner leur argent placé dans la matière première. Leurs ateliers étaient misérables : bas, sombres, poussiéreux, humides. Leurs logements n'en différaient pas. Nous sommes ici en plein dans le *sweating system*, depuis longtemps condamné dans tous les pays civilisés.

Un sort particulièrement pitoyable était réservé aux apprentis. Comme en Angleterre, au XVIII^e siècle, le jeune capitalisme serbe exploitait la main-d'œuvre en bas âge d'une manière à peine croyable. Des travaux durs étaient souvent confiés à des garçons qui n'avaient point 14 ans. Leur journée de travail était extrêmement longue : 16, 18, 20 heures, avec une nourriture de dernière qualité, un lit abominable, linge et habits déchirés et sales. Une enquête, qui n'embrassait que 2.939 apprentis de 27 villes et de 38 métiers différents, montra les résultats suivants : 60 pour 100 des apprentis avaient moins de 14 ans. Tous, sans une seule exception travaillaient plus de 8 heures. La journée de travail était de 8 à 10 heures pour 14 pour 100 d'entre eux ; 10-12 heures, pour 15 pour 100 ; 12-14 heures, pour 24 pour 100 ; 14-16 heures, pour 32 pour 100 ; au-dessus de 16 heures, pour 15 pour 100. 13 pour 100 de ces apprentis, n'avaient jamais été à l'école (1).

(1) Pour plus de détails à ce sujet, voir l'excellent ouvrage déjà cité : *Conditions de la classe ouvrière en Serbie*, p. 48-51 et 113-118, 119-123. Belgrade, 1927.

De tous ces 2.939 apprentis, ne touchaient un salaire que 722 ; les autres travaillaient gratuitement. Les premiers gagnaient, le plus souvent, des sommes dérisoires : 80 à 100 dinars par an, ou 0,30 à 0,50 par jour ; ou 3 dinars par mois, etc.

Les *logements* des ouvriers présentent un tableau des plus tristes. À part les exceptions infiniment rares, ils sont ordinairement sombres pendant les journées les plus claires, humides souvent jusqu'au plafond, et tellement peu solides, qu'ils constituent un véritable danger pour leurs habitants. Belgrade a été surtout connu par ses logements insalubres au bord de la Save et du Danube. Les ateliers sont aussi sombres et peu spacieux que les logements : il n'y avait souvent que 3 mètres cubes d'air par personne, quelquefois moins (dans un atelier de chaussures 1 m³ 37). Tels quels, les logements étaient, surtout à Belgrade, extrêmement chers. Tandis que le loyer constituait, en France, 12,3 pour 100 du budget d'un ménage ; en Belgique, 13,2 pour 100 ; à Pétersbourg, 18,3 pour 100, à Kiev, 18,7 pour 100, il enlevait, à Belgrade, 20 à 34 pour 100 du revenu annuel, en prenant pour l'année 250 de journées de travail.

Le plus terrible fléau de la classe ouvrière serbe, c'était le *chômage*. Comme il y avait un très grand nombre de paysans et de citadins auxquels leur petite propriété ne donnait pas assez d'occupation pour toute l'année, ils constituaient tous, avec les ouvriers proprement dits, une armée de réserve pour la jeune industrie serbe qui pouvait les acheter à n'importe quel prix. Le nombre de ceux qui s'offraient était, dès l'année 1909, supérieur au nombre des ouvriers nécessaires aux entreprises existantes. Le spectre du chômage ne cessait jamais de planer au-dessus des têtes des masses ouvrières. Ces masses étaient généralement sans une profession déterminée, sans aucune organisation syndicale ou autre, sans une protection légale.

Sans une *protection légale*, disons-nous. En effet, ce n'est qu'en 1910, qu'une loi, tant soit peu sociale, a été votée par le Parlement, grâce à un ministre, homme de progrès, et à un directeur du ministère qui n'avait point oublié son idéal de jeunesse. La loi du 29 juillet 1910 fut, en effet, l'œuvre de M. Yacha Prodancovitch, alors ministre, et de M. Kosta Yovanovitch, alors

directeur au ministère de l'Économie nationale. Cette loi a prévu une inspection du travail, une Chambre de travail, un arbitrage paritaire (pour les conflits de travail), une Bourse du travail, la journée de 10 heures, la protection des femmes en couches, auxquelles on assurait 12 semaines de repos. La loi prévoyait, en outre, l'organisation syndicale des ouvriers auxquels elle reconnaissait un droit de grève, en considérant la grève comme une interruption du contrat de travail. Nombre d'institutions progressives prévues par cette loi, n'ont malheureusement pu être réalisées à cause des guerres qui commencèrent en 1912. La législation ouvrière apparaît ainsi parmi les premières et les plus grandes victimes de la guerre. À peine instituée, à la veille de 1914, elle n'a pu porter presque aucun de ses bien-faisants fruits.

Quelque excellente qu'elle fut, la loi de 1910 laissait sans aucune protection toute une catégorie de travailleurs dont le nombre pourtant allait croissant. Nous voulons parler des *travailleurs des champs*, journaliers ou saisonniers, engagés dans l'agriculture, l'élevage, l'industrie forestière et fruitière, dans la pêche, etc. L'organe des commerçants de Belgrade estimait, en 1911, leur nombre à 150.000, sans compter ceux qui possèdent un hectare ou deux de terre, mais, en réalité, cherchent dans le travail salarié la principale source de leur existence. Il faut ajouter que les départements pauvres de Pirot, Vranjé et Niche envoyaient, chaque année, 30 à 40.000 paysans en Roumanie, où ils travaillaient, pendant la saison d'été, sur les grands domaines. Tous ces gens — environ 200.000 — restaient, même après la loi de 1910, sans aucune protection légale. Les conditions de leur travail étaient cependant très difficiles, plus difficiles peut-être que celles des ouvriers en ville. À la campagne, ils étaient exploités à outrance, non seulement par les paysans riches qui les employaient, mais encore par les autorités municipales, qui se permettaient tout avec des gens auxquels leur bon vouloir pouvait refuser : certificats, autorisations, témoignages, etc., nécessaires pour chaque déplacement. Venus en ville, ils s'offraient, à vil prix, aux fabricants, entrepreneurs de constructions, etc., et faisaient une concurrence

renée de *coolies* aux ouvriers. N'étant pas reconnus « ouvriers » par la loi, ils étaient souvent maltraités et pourchassés comme des vagabonds sans domicile et renvoyés dans leur lieu d'origine, qu'ils avaient justement abandonné dans le but de chercher du travail. Un véritable prolétariat paysan était en train de se former, en Serbie, lorsque la guerre éclata.

Une autre catégorie de travailleurs restait privée de toute protection. Nous voulons parler des paysans employés à la fabrication des produits agricoles : distillation de l'eau-de-vie, étuvage des pruneaux, fabrication de la prunelée et du goudron, préparation des conserves de fruits, moulins à eau, fabrication du fromage, etc. Tous ces travaux étaient faits généralement au domicile de chaque paysan, par lui-même et par sa famille, quitte à engager temporairement un, deux ou plusieurs ouvriers, pour aider. Peu à peu, ces travaux commençaient à sortir du cercle familial. De plus en plus, le paysan vendait ses produits mi-fabriqués aux commerçants, qui les faisaient achever par des ouvriers spéciaux. De l'eau-de-vie, à 5 ou 6 degrés, fournie par les paysans, les commerçants faisaient distiller une eau-de-vie de 15 à 24 degrés, inconnue à la production domestique des paysans. De même, pour l'étuvage des pruneaux : les gros commerçants de ville prenaient l'habitude de louer un grand nombre de vergers, d'en faire cueillir les fruits par un personnel spécialement engagé et d'étuver les pruneaux dans des installations appropriées. Ces travaux saisonniers devant être accomplis avec rapidité, la journée de travail n'était non seulement pas limitée, mais se prolongeait souvent jusqu'à 36 et même 60 heures de suite, avec un repos de 2 heures, pris là, à côté des étuves, avec une pierre sous la tête. Un tel travail durait pendant un mois, au service d'un seul ou de plusieurs entrepreneurs. Mais les 20 à 30 journées de ce travail épuisaient les ouvriers à tel point qu'ils ne pouvaient pas l'exercer plus de trois années de suite. La fabrication de la prunelée (marmelade de prunes) ne se fait presque nulle part comme un travail domestique : elle nécessite de gros capitaux et engage un grand nombre d'hommes. Ce travail est une véritable torture : on doit transporter sur son dos de lourdes mannes, rester tout

le temps debout, remuer la masse bouillante dans d'énormes chaudières enfoncées dans la terre, à une chaleur insupportable, durant 24 et 36 heures de suite, avec un court repos de 3 ou 4 heures entrecoupées de brusques réveils pour la surveillance du feu. Les journaux ont noté le cas d'un endroit où, pendant une seule saison, 9 ouvriers sont morts noyés dans la masse bouillante de la marmelade de pruneaux. On pense bien que ces cas sont fréquents dans les nombreuses localités où cette production est pratiquée. — La fabrication du goudron — jadis occupation accessoire des paysans des environs d'Oujitsé — commençait avant la guerre à devenir une profession spéciale à laquelle se consacraient un grand nombre d'entrepreneurs. Ils prenaient l'habitude de louer le bois destiné à la distillation du goudron, de bâtir des fours, de rassembler les ouvriers nécessaires et de transporter le goudron fabriqué. Les ouvriers s'occupant de cette fabrication étaient également laissés en dehors de toute protection, de même que les ouvriers engagés à la fabrication des conserves de fruits et dans les moulins à eau.

La loi, dont l'objet était de régler les conditions de travail dans les « radnje » (maisons de commerce, boutiques d'artisans), n'embrassait pas davantage les *domestiques* et les *journaliers*, gens méprisés et exploités sans mesure. Hommes ou femmes, ils étaient pourtant assez nombreux à Belgrade et dans les villes de province. Leurs conditions de vie et de travail étaient tout ce qu'il y a de plus misérable, non seulement par la durée illimitée du travail et par les salaires insuffisants et mal payés, mais aussi par le traitement exceptionnellement dur auquel ils étaient exposés de la part des maîtres, des agents de placement et des autorités de police, dont le règlement les mettait au-dessous des bêtes.

En dehors de l'*émigration* temporaire ou saisonnière de 30 à 40.000 paysans serbes en Roumanie, il faut en signaler une autre, moindre, mais toutefois importante : l'*émigration* des ouvriers des villes. Chose remarquable : tandis que parmi les agriculteurs émigraient ceux dont le niveau d'existence était le plus bas, dans les métiers et dans l'industrie

l'émigration se recrutait parmi les ouvriers qualifiés et d'un niveau supérieur. Eux seuls osaient s'aventurer vers l'inconnu des pays étrangers. Parmi les ouvriers syndiqués, surtout, l'émigration enlevait chaque année un contingent important. Ainsi les organisations suivantes ont perdu par le fait de l'émigration le pourcentage suivant d'ouvriers :

	POURCENTAGE			
	1907	1908	1909	1910
Typographes.....	28	23	29	14
Métaux.....	40	20	24	22
Charpentiers.....	14	8,5	18	12
Tailleurs.....	2,2	7,2	3,7	14,3
Cuir.....	80	55	34	33
Peintres.....	20	13	16	15
Tailleurs d'aba.....	2,4		3,7	1,1
Garçons de café.....	70	21	18	19,3
Céramique.....	9	22	6,6	47
Bâtiment.....	18	48	10	17
Transports.....	34	47	38	11

Dans l'émigration totale des 700.000 Yougoslaves, en dehors de l'Europe, principalement en Amérique du Nord (500.000), la Serbie prenait une très faible part. La Serbie du Sud émigrerait incomparablement plus que la Serbie d'avant 1912. La population paysanne de Serbie émigrerait extrêmement peu, ce qui est la preuve à la fois de la prépondérance énorme des toutes petites propriétés et d'un très faible développement des besoins matériels et intellectuels.

Aux catégories sociales, que nous venons d'énumérer, les guerres balkaniques en ont ajouté une nouvelle, celle des *invalides de guerre*, comprenant 3.580 personnes, dont le nombre allait être considérablement augmenté au cours de la guerre mondiale.

Le sort des classes laborieuses a été encore plus profondément modifié par les événements qui eurent lieu, entre 1914 et 1919. Nous ne nous occuperons ici que de ceux qui restèrent vivants à travers toutes ces années terribles et tâcherons

d'examiner les conséquences que la guerre a pu avoir sur les conditions de leur travail et de leur vie.

D'une façon générale, les pauvres souffrent de la guerre beaucoup plus que les riches, étant privés de tous les moyens destinés à rendre la vie moins difficile, à atténuer les privation, à écarter les chieanes et même à éviter la mort. Mais, d'autre part, les pauvres, n'ayant pas grands biens à perdre, gagnent, s'ils restent vivants, en importance et en considération. La guerre moderne a, pour conséquence, d'aplanir les conditions sociales, de réduire les différences de classes, de rapprocher les gens dans la souffrance commune, de les persuader, malgré tout, de l'unité du genre humain. Dans tous ces changements que subit pendant la guerre l'organisation de la société, les pauvres n'ont qu'à gagner, à condition naturellement qu'ils survivent au cataclysm. Sur le front, ils s'assimilent aux riches et partagent plus ou moins pareillement leur sort. En arrière, ils sont recherchés, au lieu de s'offrir comme auparavant : le nombre réduit des bras libres, pour le travail productif, provoque une hausse sensible des salaires. Femmes et jeunes filles ouvrières trouvent, aussi bien que les hommes, des emplois rémunérateurs : leur condition sociale, à elles aussi, s'en trouve considérablement améliorée. Bref, à condition de rester en vie, les gens de travail voient leur *standard of life* s'élever pendant la guerre et immédiatement après la guerre.

Malheureusement, ce sont les gens pauvres qui sont le plus exposés aux périls de la mort. En Serbie, ce furent surtout les *paysans*. Un proverbe est né pendant la guerre : « Les paysans et les tziganes (bohémiens), en avant, toujours en avant ! » Les citadins de toutes professions pouvaient trouver un prétexte quelconque pour ne pas aller en première ligne, pour se faire « embusquer » : forgerons et tailleurs, mécaniciens et charpentiers, bouchers et domestiques, musiciens et selliers, boulangers et maréchaux-ferrants — tous, enfin, pouvaient être employés à un travail quelconque, à l'arrière ou à la réserve, dans un état-major, dans un hôpital, dans un atelier quelconque. Seul, le malheureux paysan n'était bon qu'à se faire tuer. Pour lui, point de relâche, point de repos, point d'égards !

Les intellectuels, eux, étaient partout favorisés : presque tous, ils avaient un grade, et puis, même quand ils étaient simples soldats, leurs camarades paysans les abritaient souvent, en leur disant : « Toi, tu ne dois pas mourir. Tu as fait des études : ta vie sera belle. Pour nous autres, cela n'a pas d'importance ! »

Plus de 70 pour 100 des ouvriers artisans avaient, nous l'avons dit, avant la guerre, moins de 30 ans. Un nombre infime en avaient plus de 50. Presque tous donc partirent au front. Les jeunes gens, qui n'avaient pas encore 20 ans, restèrent dans les ateliers et continuèrent à travailler, sous la surveillance de la femme du maître, ou du maître lui-même, s'il avait dépassé la cinquantaine. Les autres conditions du travail restèrent les mêmes, mais les salaires augmentèrent du coup, surtout dans certains métiers dont la production était nécessaire à la guerre ou répondait à un besoin permanent de la population : opantchars (qui fournissaient des sandales à l'armée), tailleurs (qui faisaient des capotes et des calots militaires), boulangers, bouchers, barbiers, garçons de café, maréchaux-ferrants, etc.

Les ouvriers d'industrie, généralement jeunes, gagnèrent le front tous, à l'exception des sujets étrangers. Les sujets austro-hongrois et allemands avaient quitté le pays ou étaient envoyés dans un camp de concentration — à l'exception des Slaves, qui étaient soumis à un régime spécial. La plupart des usines, ainsi que les mines, cessèrent de fonctionner. Pour les ouvriers restés libres, — très peu nombreux, — les tout jeunes gens, les vieillards et les sujets étrangers, trouvaient facilement un emploi dans la même profession, sinon dans la même localité. Leurs salaires au si montèrent. Il en fut de même pour les ouvriers engagés dans l'arsenal d'État de Kragouyévat.

Le travail à domicile, surtout celui des femmes, gagna également en importance. En l'absence des hommes, les femmes se chargèrent de tous les travaux qui pouvaient être commandés par l'État ou par des particuliers. Fileuses, tisseuses, couseuses et couturières, celles, enfin, qui s'occupaient du chanvre, avaient les mains pleines de travail. Les femmes de Pirot, sans cesser de faire leurs tapis, étaient en crise : personne n'achetait plus

de tapis ; les marchands baissaient continuellement les prix, et faisaient des stocks à bon marché.

Les apprentis restèrent à leur place. Du fait de la guerre, leur situation s'est généralement améliorée. Le contrôle était devenu peu sévère, il y avait moins à faire, et puis, tant que la misère n'est pas trop grande, la guerre est amusante pour les enfants : peu de travail, beaucoup d'événements, des soldats, des blessés, des prisonniers, des émotions, des nouvelles terribles et ahurissantes. En Serbie, par suite des déménagements fréquents dans une grande partie du pays, certains enfants ont beaucoup souffert. D'autres ne connaîtront la vraie misère qu'avec l'occupation. A partir de 1916, les privations continues atteignirent les enfants, plus cruellement encore que les autres. Enfin, au point de vue intellectuel et moral, le temps de la guerre signifie, pour la jeunesse, non seulement un vide, mais un déficit très préjudiciable, comme nous le verrons par la suite (chap. VII).

On peut dire que, durant la guerre, il n'y avait pas de chômage pour les ouvriers proprement dits. En majorité, ils étaient partis au front. Ceux qui avaient été épargnés, pouvaient trouver un emploi quelconque, même mieux rémunéré qu'en temps de paix. Il en fut pareillement des artisans eux-mêmes, sauf les vieilles gens qui, même épargnés par la guerre, connurent une crise sensible lorsqu'ils étaient engagés dans des professions de luxe.

La loi du 29 juillet 1910, qui réglementait les conditions du travail, l'ouverture et la fermeture des boutiques et les contrats de travail fut, en pratique, suspendue, et tout son effet avait cessé. De 1916 à 1919, les autorités d'occupation avaient édicté des mesures spéciales concernant l'ouverture et la fermeture des boutiques et magasins. Tout travail de nuit était interdit, mais en guise de mesure de police et de sécurité pour les envahisseurs, non dans un but de protection sociale. D'une manière générale, on ne peut donc point parler d'une politique sociale et d'une protection des travailleurs pendant la guerre.

La condition des agriculteurs — de ceux du moins qui étaient restés chez eux, c'est-à-dire des tout jeunes — s'amé-

liora considérablement. La main-d'œuvre manquait, tout homme qui se trouvait libre était le bien venu. Tous les travaux des champs étaient accomplis par les femmes, vieillards et enfants. Au printemps de 1915, la situation sur le front étant calme, on laissa un certain nombre de soldats agriculteurs retourner aux champs pour vaquer aux grands travaux de la terre.

Les domestiques et journaliers — vieillards et jeunes gens — virent également leur situation s'améliorer pendant la guerre. Il était difficile de se procurer un domestique, même femme ou jeune fille. Les jeunes paysans, lorsqu'ils n'étaient pas mobilisés, étaient retournés au village pour remplacer leurs parents partis à la guerre. Les jeunes filles paysannes — d'ailleurs rarement employées dans la domesticité et dans les exploitations — s'étaient également toutes consacrées aux travaux domestiques de la campagne. Cette situation dura même après la fin des hostilités, tant que les jeunes filles slovènes et magyares ne vinrent pas s'engager en grand nombre dans des maisons serbes. On avait l'impression, pendant la guerre, que le paysan était dans un bien-être certain, puisqu'il ne voulait plus servir. La vérité est que la grande majorité des paysans se trouvait dans l'armée, et que toute la main-d'œuvre disponible était nécessaire aux travaux des champs. Après la guerre, la situation avait changé : d'une part, un très grand nombre de familles avaient perdu un, deux, trois, jusqu'à huit et neuf membres, et la main-d'œuvre faisait encore défaut ; en outre, de nombreux journaliers et prolétaires paysans avaient réussi à payer leurs dettes et même à acquérir un morceau de terre ; enfin, le paysan serbe a toujours eu une forte répugnance pour l'état domestique en ville, quelque bien payé qu'il fût. Ce n'est que la misère extrême qui pouvait le mettre sur ce chemin ; mais, dans ce cas, il était définitivement perdu pour la campagne.

Dès le début de la guerre, et surtout à partir de la grande retraite, le peuple serbe commença à devenir la « nation errante ». Tous les pays du monde auront vu des Serbes : comme soldats ou comme prisonniers, comme réfugiés et comme déserteurs. Si, avant 1914, le nombre des émigrants était minime,

il y aura, après 1919, de nombreux Serbes qui resteront dans les pays les plus différents pour y demeurer à permanence. Dans l'histoire moderne, aucune nation ne fit un exode aussi important que celui du peuple serbe en 1915. Il en restera certainement des traces profondes dans sa vie future.

Avant les guerres balkaniques de 1912-1913, le nombre des invalides de guerre était tout à fait insignifiant. Il y en avait 93 restés des guerres serbo-turques (1876-1878), 118 du temps de l'occupation de la Bosnie, 168 de la guerre serbo-bulgare (1885), 3.580 des guerres balkaniques. A ces invalides devaient s'en ajouter après la guerre mondiale un très grand nombre de nouveaux. Nous ne connaissons point leur nombre exact pour la Serbie seule, parce que dans cette guerre, les Yougoslaves des autres régions ont combattu aux côtés des Serbes de Serbie ; l'union s'étant faite à la fin de 1918, toutes les régions sont venues se fondre dans un seul État, où l'administration a pris à sa charge tous les invalides de guerre, même ceux qui avaient été blessés dans les rangs des armées austro-hongroises. Il est donc resté, après la guerre, en tout : 72.830 invalides personnels, dont 48.434 « légers » (ayant perdu 20 à 40 pour 100 de leur capacité de travail), 17.721 « graves » (50, 60 et 70 pour 100), 6.029 « complets » (80, 90 et 100 pour 100) et 646 « extra-graves », dont la capacité de travail égale 0 et qui ont besoin pour vivre d'une aide physique d'autrui : les aveugles, les doubles manchots, ceux entièrement paralysés et tous ceux qui sont attachés au lit. Les invalides mariés (77 pour 100 du nombre total) ont 126.549 enfants. — A côté des invalides personnels, il y a 2.913 veuves d'officiers et 179.295 veuves de sous-officiers et de soldats, 19.410 orphelins de guerre, sans père ni mère, et 163.760 orphelins de guerre, dont les pères sont tombés et dont les mères touchent une allocation. La majorité de toutes ces victimes de guerre appartient certainement à la Serbie. Une plus faible partie provient des autres régions du pays.

V. — COOPÉRATIVES ET SYNDICATS OUVRIERS

Notre revue de la vie sociale, pendant la guerre, ne serait point complète si nous omettions de dire quel a été le sort des organisations économiques et, tout d'abord, des coopératives, à la campagne et dans les villes et des syndicats ouvriers. Dans un pays aussi peu développé que la Serbie, ce sont les seules organisations ayant pour but d'exercer une influence sur la vie économique. Le sort de ces organisations pourrait être exprimé en une seule phrase : toutes les coopératives ont été fermées, leurs biens pillés ; tous les syndicats ouvriers ont cessé de fonctionner. Mais pour bien apprécier l'importance de ces faits, il faut exposer l'état dans lequel se trouvaient ces institutions au moment où la guerre mit fin à leur activité.

Les premières coopératives en Serbie datent des années 1870, lorsque le fondateur du socialisme serbe, Svetozar Markovitch, en créa quelques-unes, à Belgrade et à Kragouyévat, qui d'ailleurs, périclitèrent bien vite l'une après l'autre. Le mouvement coopératif dans les villes ne trouva plus aucun écho, jusqu'à la fin du xix^e siècle. En 1902, une coopérative de consommation a été fondée à Belgrade, mais elle ne subsista pas davantage. En 1904, le parti socialiste prit l'initiative de fonder une coopérative de consommation ouvrière : « En avant ». Elle fonda aussi une boulangerie, qui ne tarda d'ailleurs pas à faire faillite. Depuis, la coopérative ouvrière ne fit plus d'essais de ce genre, et ferma bientôt boutique elle-même. Il y avait bien une loi « sur les coopératives d'agriculteurs et d'artisans » (votée le 3 décembre 1898), mais tandis que les coopératives agricoles montraient un succès remarquable, celles des artisans n'apparaissaient que rarement et réussissaient encore moins. La loi les avait pourtant libérées d'impôts et leur avait assuré plusieurs autres facilités. Rien n'y fit : ce n'est que plus tard que les fonctionnaires d'État de Belgrade fondèrent une coopérative de consommation, qui a eu assez de succès et subsiste jusqu'à nos jours. Les cheminots et les postiers ont créé également leurs coopératives, d'après un règlement spécial sur les coopératives

de fonctionnaires. Toutes ces coopératives ont interrompu leur fonctionnement pendant la guerre, et toutes les marchandises qu'elles avaient en magasin ont été dispersées et pillées. Il y avait également à Belgrade une coopérative des officiers appartenant à l'active et à la réserve. Elle comptait 2.000 membres et un capital, réserve y comprise, de 2 millions de dinars. Son bâtiment a été, en partie, détruit par le bombardement, de même que ses ateliers de chaussures et de vêtements. Une partie de ses marchandises et de son matériel avaient été transportés à Niche, où ils durent attendre l'occupation bulgare. Ces marchandises, de même que celles restées à Belgrade, furent entièrement détruites ou enlevées par la suite.

En province, plusieurs tentatives ont été faites pour fonder des coopératives de consommation et de production. A Kragouyévats, à Niche, à Pirot, ouvriers et artisans ont essayé d'ouvrir des ateliers coopératifs, surtout à la suite des grèves malheureuses. Tout resta sans succès. Pour les coopératives de consommation, deux choses faisaient défaut : le capital nécessaire et un public suffisant et concentré. On parla à un moment donné des coopératives de consommation dans les industries minières, où elles auraient peut-être eu la possibilité de prospérer, mais on en resta aux simples projets. Pour les coopératives de production, l'esprit de solidarité et d'abnégation faisait absolument défaut. Du moment qu'il n'y avait plus de patron, tout le monde voulait commander. Le capital manquait également, et la possibilité d'acheter la marchandise à crédit : aucun commerçant de Belgrade ne voulait créditer une telle institution révolutionnaire. Enfin, le seul public en Serbie ayant une certaine capacité d'achat étaient, avant la guerre, les fonctionnaires d'État. Or, ces derniers n'allaient eux-mêmes que dans les boutiques et magasins qui donnaient de la marchandise à crédit. Les coopératives se trouvaient entre le marteau et l'enclume : elles devaient acheter la marchandise avec de l'argent liquide, et la vendre à crédit. Ce n'était point possible, à moins de disposer de gros capitaux que les coopératives n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir.

Beaucoup plus de succès récompensa les coopératives agri-

coles. Au premier abord, cela paraît paradoxal : une institution fait faillite dans les villes et elle réussit à la campagne. Pourtant ce succès s'explique par la situation spéciale dans laquelle se trouvaient les agriculteurs serbes à la fin du siècle dernier. Il s'explique aussi par la configuration sociale et technique de la campagne serbe, et surtout par l'état où se trouvaient à cette époque, les moyens de transport. Les usuriers exploitaient les paysans, plus atrocement encore que les seigneurs turcs (spahis) : « le spahi, disait un député au Parlement, prenait un dixième, l'usurier prend tout. » Le législateur s'est vu dans l'obligation de venir au secours des agriculteurs : il vota une loi sur le *bien de famille*, de six jours de labour. Cette loi ne supprima cependant pas les abus des usuriers. Ils prirent, au contraire, par suite du passage de la *Naturalwirtschaft* à la *Geldwirtschaft*, des proportions inconnues jusqu'alors. De son côté, l'État n'avait rien fait pour procurer du crédit aux agriculteurs. Quelques essais, faits avec des caisses départementales, avec le Crédit Foncier et la Banque Nationale, tournèrent vite et définitivement au profit des commerçants, des banquiers et des gros propriétaires citadins. L'agriculteur véritable n'en tira point d'avantages. Serré de tous les côtés, menacé d'une prolétarianisation rapide, il prit le parti de s'aider lui-même, en fondant surtout des coopératives de crédit. Ce mouvement embrassa les propriétaires moyens, ceux qui possédaient 5 à 10 hectares, et une partie des petits (1 à 5 hectares), qui constituaient la majorité (52 pour 100) de la population rurale. Enfin, les moyens de transport étant très peu développés, le village se trouvait isolé des agglomérations urbaines — elle-mêmes très modestes — en proie aux spéculateurs et aux épiciers qui prenaient de très gros bénéfices sur la marchandise vendue aux paysans. S'il était encore trop tôt pour former des coopératives de vente, qui exigent des capitaux énormes et une grande expérience des affaires, on pouvait essayer avec des coopératives de consommation. On en vint, plus tard, aux coopératives de fabrication des laitages et du vin.

La première coopérative de crédit avait été fondée en 1894, dans un village près de Smédérévo. Trente ans après, en 1924,

il y en avait en tout 1.540, avec environ 80.000 membres. Notons que chaque coopérateur représente une famille et souvent une communauté de familles (zadruga).

Le compte rendu du Comité directeur, communiqué le 22 août 1912, à Zaiétéchar, au 17^e Congrès de l'Union Générale des Coopératives Agricoles, a été à la fois le dernier rapport publié jusqu'en 1920. Les guerres balkaniques et la guerre mondiale ont complètement arrêté toute activité coopérative. A la fin de 1910, le nombre des coopératives agricoles était de 975. La plupart étaient des coopératives de crédit (638). Ensuite venaient les coopératives pour achat de machines (160), de consommation (72), d'aide mutuelle (54), pour vente de grains (17), de fabrication de laitage (12), d'affermage (11), de fabrication de vin (2), pour vente de volaille (1). Le nombre des coopérateurs était de 32.491, dont 85 femmes chefs de famille; 19.613 de lettrés, 12.878 d'illettrés; 30.199 agriculteurs, 789 médecins, professeurs, etc., 472 instituteurs, 297 prêtres, 737 artisans. La guerre balkanique contre la Turquie avait enrayé cette belle activité. Pourtant, du 1^{er} juillet 1912 au 30 juin 1913, il fut fondé 20 nouvelles coopératives (9 de crédit, 10 de consommation, 1 pour la vente des grains).

En 1914, au moment même où la Centrale préparait le rapport pour le 19^e Congrès qui devait se tenir à Uscub, la guerre fut déclarée. Au cours de cette guerre, toutes les coopératives ont été détruites, leurs biens anéantis et emportés, archives et documents dispersés. Au début, tant que les envahisseurs ne se trouvaient que dans la région Ouest de la Serbie, la Centrale fut transférée à Niche, avec une partie de ses marchandises, et consentit à fournir à des coopérateurs et à des non-coopérateurs : du sel, du pétrole, du sucre, etc. Mais, lorsque la Serbie fut attaquée de l'Est par les Bulgares, la Centrale fut obligée de fermer ses magasins et de les laisser pleins de marchandises aux envahisseurs, de même qu'elle avait abandonné ceux de Belgrade. A la fin des hostilités, il ne s'y trouvait plus rien. Des marchandises, pour environ 3 millions et demi de dinars, avaient disparu. Une bonne partie des archives et de la biblio-

thèque de la Centrale n'existaient plus. Le même sort était réservé à toutes les coopératives des villes et de la campagne : les outils ont été capturés, les marchandises enlevées, les stocks de fromage et de beurre, de même que les instruments pour leur fabrication emportés, le vin des coopératives vinicoles mis en petits tonneaux et emporté en Autriche-Hongrie ou distribué aux intendances militaires. Ces dernières coopératives ont toutefois conservé leurs machines et instruments : après avoir vidé les caves, les Autrichiens ont continué à recevoir le raisin des agriculteurs à un très bas prix, et à en faire du vin pour leurs besoins. Les coopératives particulières supportèrent elles-mêmes tout le poids de ces pertes : les tribunaux pour estimation des dommages de guerre ne leur en reconnurent qu'une faible part, et le dédommagement ne leur en fut donné qu'en bons de réparations. A la Centrale elle-même, dont les pertes montaient à 3 millions et demi, le tribunal n'adjugea que 450.000 dinars, qu'elle toucha également en bons de réparations, qui ne pouvaient être vendus que 15 pour 100 de leur valeur nominale. De très grands efforts, fournis principalement par les coopérateurs eux-mêmes, ont été nécessaires pour renouveler les coopératives, et pour arriver, en 1924, à une force numérique et matérielle bien supérieure à celle de 1914. Immédiatement après la fin des hostilités, les coopératives serbes des autres régions yougoslaves se joignirent à la Centrale de Belgrade, et le nombre des coopératives, à la fin de 1923, montait à 2.010.

Il y a peut-être quelque intérêt à passer en revue les différentes catégories de coopératives agricoles et à dire quel fut leur sort particulier pendant la guerre, c'est-à-dire ce qu'elles y perdirent, en tant qu'organisation économique des agriculteurs.

Les coopératives de *crédit* étaient, en 1910, au nombre de 562, et leur actif montait à 3.210.154 dinars. La guerre leur porta un très grand préjudice ; mais il est difficile d'exprimer avec des chiffres les pertes qu'elles subirent. Il suffit de dire, qu'après la libération du pays, on dut toutes les restaurer entièrement. Les bases jetées avant la guerre étaient solides, puisque, en quatre ans, la puissance matérielle de ces coopéra-

tives devint trois fois plus grande qu'avant 1914. La coopération de crédit montre maintenant une tendance à s'étendre en profondeur, non plus en largeur comme auparavant. Les sources locales de crédit sont renforcées. L'épargne a plus que triplé, tandis que les emprunts n'ont augmenté qu'une fois et demie.

Les coopératives de *consommation* avaient montré un essor bien moindre. En 1910, il y en avait en tout 72, dont 62 seulement avaient envoyé leurs rapports pour le Congrès. Ces 62 coopératives avaient 4.054 membres. Au cours de l'année, elles avaient acheté diverses marchandises pour 571.951 dinars, dont elles avaient vendu aux membres pour 489.637, tandis que des marchandises pour 82.314 dinars restaient en magasin. A la fin de l'année, leur activité montait à 169.286 dinars. Pendant la guerre, elles furent entièrement détruites. Après la libération du territoire — le pays étant absolument vide de toutes marchandises — cette catégorie de coopératives dut se renouveler avant toutes les autres. La première statistique, établie en 1922, en accuse, en effet, 700, c'est-à-dire presque dix fois plus qu'en 1914. A la fin de la même année (1922), ces coopératives comptaient 50.639 membres, bien plus que toutes les autres catégories. Leur activité était non plus de 169.286, comme en 1910, mais de 14.447.116 dinars : 85 fois plus qu'en 1910.

Le rapport pour l'année 1898 mentionnait déjà 15 coopératives agricoles « pour l'achat et l'emploi en commun des *instruments de travail* ». En 1910, il y avait 160 coopératives de ce genre, avec des machines et outils, pour 35.812 dinars, et des fonds de réserve pour 18.922 dinars. Parmi les 226 objets, il se trouvait 159 trieurs, 16 vans, 14 batteuses, 13 moissonneuses, etc. Tous ces instruments furent emportés, pendant la guerre, par l'ennemi. Ces coopératives ne furent guère renouvelées. En 1922, trois coopératives seulement apparaissent, avec 225 membres, et un actif de 130.072 dinars. Ce genre d'association ne semble pas actuellement convenir aux agriculteurs. Malgré toutes les pertes en hommes, la main-d'œuvre est encore abondante en Serbie, et les occasions pour les

paysans de trouver un emploi en dehors de l'agriculture, sont encore trop rares. Aussi, les machines agricoles sont-elles d'un rapport assez douteux. Le seul instrument qui paraît convenir à l'emploi en commun, serait encore le trieur, et — surtout depuis la guerre — de petits moulins à eau, avec 1 ou 2 meules.

Les coopératives de *production*, ou plutôt de transformation du lait en fromage, beurre, etc., ont remporté de beaux succès avant la guerre. En 1910, il y en avait 12, mais 8 seulement avaient envoyé leur rapport à la Centrale : 182 coopérateurs ont introduit 207.217 litres de lait, dont il a été vendu 110.221 litres de petit lait, 22.637 kilos de crème de lait, 5.515 kilos de beurre, 10.980 kilos de fromage maigre, et environ 30.000 pièces de fromages « impérial », « trapiste », « peccorino », « romadur », « limbourg ». La guerre ayant détruit toutes ces coopératives, il fallait les renouveler. Il s'en fonda un grand nombre, mais d'une façon privée, sans adhérer à la Centrale coopérative. Tel est le cas de nombreuses coopératives, fondées dans les environs de Pirot, pour la fabrication du fameux fromage gras, connu sous le nom de katchkavalj (cacio-cavallo).

La première coopérative *vinicole* a été fondée, en 1906, à Banya, village près d'Arandjélovats, et une autre, à Smédérévo, en 1910. La première avait, en 1910, 48 membres qui apportaient annuellement 263.586 kilos de raisin. La deuxième avait 23 membres. La même année, 4 autres coopératives vinicoles ont été fondées, mais elles n'avaient pas encore construit leurs caves et elles n'avaient pas commencé à fonctionner lorsque la guerre éclata. Les deux premières avaient de bonnes caves et un joli inventaire. Leur bilan, pour l'année 1910, montrait un actif de 382.011 dinars, qui représente un progrès si on le compare avec celui de 1908, où l'actif de la coopérative de Banya, seule existante alors, s'élevait à 91.568 dinars. Au cours de la guerre, ces coopératives ne subirent point de pertes en machines et en récipients. Elles purent immédiatement reprendre leurs travaux. En 1922, on trouve en Serbie, en tout, 8 coopératives de ce genre, dont 5 avaient envoyé leurs rapports à la Centrale. Ces 5 coopératives vinicoles embrassaient 505 membres et montraient un actif de 5.404.729 dinars. On

considère que le bon chemin est désormais trouvé, et que des progrès sensibles ne manqueront pas de se manifester, malgré l'arrêt de plusieurs années (1912-1919) provoqué par la guerre.

Les autres formes coopératives ont moins souffert de la guerre, soit que leur fonctionnement fût à ses débuts, soit que leur seul inventaire consistât en livres de comptabilité et en archives, qu'il est facile de remplacer. N'oublions pourtant pas que 136 coopératives avaient leurs maisons à elles, et que ces maisons furent considérablement détériorées au cours des hostilités et sous l'occupation. Enfin, les sociétés agricoles libres (affiliées à la Société agricole serbe, qui avait ses organisations dans tout le pays) qui existaient en dehors de la Centrale des coopératives, subirent également de grandes pertes : leurs magasins de marchandises, d'outils, de machines et de livres furent entièrement vidés. Il en fut de même des diverses stations agricoles, des pépinières fruitières et vinicoles, etc.

A côté de ces listes de dommages particuliers, le mouvement coopératif agricole peut porter une accusation générale contre la guerre : c'est que celle-ci a arrêté le progrès technique et intellectuel du pays, condition essentielle pour son propre développement. En effet, ce qui gênait le plus l'essor de ce mouvement, c'était précisément l'état lamentable dans lequel se trouvaient en Serbie les moyens de transport et le niveau très bas de la culture générale des paysans serbes, illettrés dans la proportion inenvisageable de 70 pour 100. Sans la guerre, on peut présumer qu'un pas en avant aurait certainement été fait dans ce double sens, et que le mouvement coopératif en aurait été puissamment aidé (1).

*
* *

Si la coopération avait des difficultés à s'implanter dans les villes de Serbie, le *mouvement syndical ouvrier* se développait

(1) Pour la situation des coopératives agricoles, avant, pendant et après la guerre, voir l'excellent ouvrage du fondateur du mouvement coopératif en Serbie, M. Mihaïlo AVRAMOVITCH : *Trente années de travail coopératif* (1894-1924), en serbe ; Belgrade, 1924, 208 p.

avec beaucoup plus de succès. Les premiers syndicats furent fondés en 1901, mais ils ne prirent un véritable essor qu'à partir de 1904, pour arriver à leur apogée en 1911, l'année qui précéda les guerres balkaniques. Le tableau suivant le montre bien :

Année	Membres	Recettes	Dépenses	Dépenses pour grèves	En caisse à la fin de l'année
1903...	1.761	14.555	7.651	644	6.904
1904...	2.932	19.272	7.704	872	15.408
1905...	5.074	30.850	19.533	6.007	23.679
1906...	5.350	45.057	31.917	16.442	35.679
1907...	6.434	80.654	80.856	45.714	47.584
1908...	3.238	40.474	74.605	37.046	38.255
1909...	4.462	57.583	40.211	11.379	55.627
1910...	7.418	102.199	75.226	22.845	62.486
1911...	8.337				
1912...	8.141	(Première guerre balkanique).			
1913...	4.227	(Deuxième guerre balkanique).			

Ces chiffres disent suffisamment que le mouvement syndical n'était en Serbie qu'à ses débuts, que sa force matérielle était bien petite, et que les branches industrielles les plus importantes n'avaient pas encore embrassé ce mouvement. Le bâtiment, par exemple, n'avait que 307 membres, en 1911 ; 452, en 1912 et 270, en 1913 ; le textile : 443, 225, 78 ; les monopoles d'État : 58, 75, 141 ; les mines : 184, 250, 28 ; les cheminots : 36 membres en 1910, et plus rien dans les années suivantes. Contrairement à ce qui se passe dans les autres pays, les métiers donnaient incomparablement plus de membres aux organisations syndicales que les entreprises industrielles. Cela s'explique : l'industrie serbe s'est développée sous la protection et sous le contrôle direct de l'État, quand ce n'est pas dans la régie directe de l'État (monopoles, nombreuses mines, chemins de fer), ou bien les ouvriers se recrutaient parmi les paysans, comme dans le bâtiment et dans le textile. Ainsi, les métiers présentaient un élément supérieur et mieux approprié pour l'organisation syndicale que l'industrie étatisée ou soumise au contrôle de l'Administration.

En dehors des grèves, les syndicats avaient plusieurs autres sortes d'activité par lesquelles ils venaient en aide à leurs membres. Ainsi, en 1910, les organisations syndicales avaient déboursé : à titre de secours pour voyage, 2.653 dinars ; secours aux chômeurs, 6.823 dinars ; secours en cas de maladie, 7.593 dinars ; secours après décès, 179 dinars, et autres secours, 164 dinars. Le chiffre de 22.845 dinars, dépensés pour le soutien des membres en grève, domine de très haut toutes les autres sortes de secours. Les grèves devenaient de plus en plus fréquentes à mesure que le mouvement syndical se développait : 23, en 1907 ; 18, en 1908 ; 47, en 1909 et 47, en 1910. Dans les deux dernières années, il y en avait 35 pour 100 d'offensives et 65 pour 100 de défensives. 53 pour 100 se terminèrent avec un succès complet ; 24 pour 100 ; avec un succès partiel ; 23 pour 100 échouèrent. Pour ce qui est de l'influence intellectuelle et morale des syndicats, elle n'était pas bien plus forte que l'influence matérielle. L'éducation que les ouvriers y recevaient était bien modeste, et le sentiment de la communauté d'intérêts et de la solidarité de classe bien peu développé. Comme tout mouvement populaire, le mouvement syndical avait besoin d'une longue durée, pour créer une tradition. Ici, à peine une dizaine d'années s'étaient écoulées, depuis l'apparition des premiers syndicats, que des guerres longues et ruineuses vinrent tout arrêter et anéantir. Si l'alerte de 1908 était déjà suffisante pour donner un rude coup à l'activité économique, en Serbie, et atteindre les syndicats eux-mêmes, les guerres balkaniques et la guerre mondiale signifiaient, pour les organisations syndicales, non seulement un arrêt, mais une véritable mort. En 1919, tout était à refaire entièrement, comme si jamais rien n'avait existé. A la crise matérielle, s'ajoutait une profonde crise morale : elle secouait le mouvement ouvrier tout entier et ne lui permettait pas de tirer profit de l'état dans lequel se trouvait, après la guerre, le marché du travail. Les travailleurs, terriblement divisés et désorganisés, ne purent que très insuffisamment utiliser le seul moment où les événements leur étaient favorables. Après les premiers succès économiques et politiques, le courant communiste l'emporta et donna prétexte

au gouvernement pour tuer le mouvement ouvrier tout entier. En voulant obtenir trop à la fois, les meneurs aggravèrent la crise intérieure qui existait déjà, et qui était accentuée par les différences nationales et politiques qui divisent par ailleurs la population du nouvel état yougoslave.

Les masses travailleuses sortirent de la guerre amputées physiquement peut-être de toute une moitié. Au point de vue purement économique, ce changement aurait, sans aucun doute, par lui-même, apporté une amélioration notable dans les conditions de vie et de travail pour les travailleurs survivants. C'est ce qui arriva, en effet, dans les campagnes. Le nombre des copartageants étant sérieusement réduit, le sort des populations rurales est certainement meilleur après la guerre qu'avant 1914, en dépit de toutes les pertes et destructions. Dans les villes, le résultat aurait été sensiblement pareil si la Serbie avait été maintenue dans ses anciens cadres. Les nouvelles régions ont cependant amené dans les villes serbes une très nombreuse main-d'œuvre qui concurrence fortement celle du pays, et enlève ainsi aux ouvriers serbes le seul bénéfice qu'ils auraient pu tirer de la guerre.

CHAPITRE VII

La vie intellectuelle et morale

Les changements produits par la guerre, dans la vie intellectuelle et morale en Serbie, furent peut-être encore plus profonds que ceux de nature économique et sociale. La réforme agraire ayant été accomplie beaucoup plus tôt, au cours du ^{xix}^e siècle, et le pays n'étant point mûr pour de nouvelles transformations, la distribution des richesses et le mode de production antérieurs ne subirent pas, au cours de la guerre, d'importantes modifications. La Serbie resta, après la guerre, ce qu'elle avait été auparavant : un pays agricole, avec une énorme majorité de petits propriétaires cultivant eux-mêmes leurs terres, avec des métiers faisant effort pour se défendre contre la concurrence étrangère, avec une industrie nationale à ses débuts, un commerce assez prospère, mais jeune encore, et des banques aussi nombreuses que chétives. Sans la guerre, la Serbie eût certainement fait des progrès plus importants, aussi bien dans l'économie rurale que dans celle des grandes et petites villes. Au point de vue intellectuel et moral, cependant, la situation paraît beaucoup plus complexe. Il est vrai, d'un côté, que les établissements d'enseignement, de littérature, de journalisme et d'art subirent des dommages incalculables, que leur fonctionnement fut arrêté pendant presque sept années, qu'une énorme quantité de livres furent détruits, qu'un très grand nombre d'enfants et de jeunes gens restèrent sans instruction, même la plus élémentaire ; que la morale individuelle, familiale et sociale fut profondément ébranlée, qu'enfin la vie publique cessa entièrement ou fut réduite à un simulacre d'institutions. Mais il est également vrai,

d'autre part, que la nation tout entière, sans excepter peut-être un seul individu, fut jetée dans un mouvement si violent et si durable que les superstitions les mieux ancrées furent remuées et, en partie, détruites ; que des individus appartenant aux couches les plus profondes de la société eurent l'occasion de monter pour un moment à la surface et d'en rapporter à leurs pareils des impressions inoubliables. La guerre, — avec les mouvements fréquents et longs de la fuite devant l'ennemi, de la retraite, de l'exil, des déportations, etc., — la guerre fut pour les Serbes, plus encore que pour n'importe quel autre peuple du monde, une école gigantesque, école de vie, de travail, d'expérience, de savoir-faire, école dont les fruits se voient déjà et se verront davantage encore par la suite.

Il est difficile de dire, par conséquent, si, au point de vue intellectuel et moral, la Serbie a davantage perdu ou gagné à la guerre. Pour ce qui est de l'enseignement systématique et scolaire, la majorité de la jeunesse serbe resta en déficit dans une période où, d'autre part, beaucoup de jeunes gens, dont le nombre peut monter jusqu'à 10.000, profitèrent des établissements étrangers qu'ils n'auraient certainement jamais pu voir sans la guerre et l'exil. Les besoins et les goûts intellectuels et artistiques ont été développés pour l'élite et même pour la masse du peuple, jusqu'à un point inconnu avant la guerre. La vie morale, dans son sens le plus large, dans l'ensemble des rapports sociaux, a abandonné plus ou moins complètement les cadres primitifs et patriarcaux, sans trouver toujours des règles de conduite nouvelles et suffisantes. Les mœurs politiques, enfin, subirent une modification assez profonde, sans toutefois prendre une direction nettement positive.

I. — ENSEIGNEMENT

L'instruction se trouvait en Serbie, avant la guerre, dans un état presque misérable. Le nombre des établissements d'enseignement et le pourcentage des lettrés n'étaient dans aucun rapport avec l'intelligence naturelle, les capacités

militaires et politiques du peuple serbe. La Serbie donnait à l'étranger l'impression d'un pays bien plus développé, au point de vue intellectuel, que ne le faisaient croire ses statistiques. Il est incroyable, en effet, qu'une population ne comptant, suivant les périodes, que 10, 15, 20 et 29 pour 100 de lettrés, ait pu, au cours des différentes phases de son histoire contemporaine, participer de façon si directe et si active à la conduite des affaires publiques. Dès l'année 1804, date de la première insurrection serbe contre les Turcs, les chefs les plus remarquables sont recrutés parmi les gens très peu lettrés ou même complètement illettrés. Le prince Miloehe Obrénovitch, ce génial fondateur et cet organisateur du premier État serbe après quatre siècles de servitude fut lui-même un homme illettré. Le célèbre gouslar Philippe Vichnitch, aveugle, chantre de rapsodies incomparables, n'eut lui non plus aucune instruction. Les premiers sénateurs et députés, et même conseillers d'État, étaient très souvent illettrés. Les prêtres eux-mêmes ne savaient quelquefois ni lire ni écrire : ils connaissaient tout l'office par cœur. Plus tard, lorsqu'un grand nombre d'écoles furent créées, l'instruction était à ce point insuffisante et de si courte durée que, même ceux qui avaient fréquenté l'école, savaient à peine signer leur nom et lire des caractères imprimés. Et c'est pourtant dans ce peuple que se recrutaient, non seulement d'excellents soldats, mais encore des savants de réputation mondiale, tels que Vouk Karadjitch, Yovan Tsviyitch, des hommes politiques habiles, des diplomates remarquables.

Malgré tout, le manque d'une instruction systématique se faisait de plus en plus sentir à mesure que la Serbie devenait un État moderne. Au début, ce sont les Serbes d'Autriche-Hongrie qui fournirent au nouvel État des fonctionnaires publics et des professeurs, des juges et des diplomates. Les jeunes gens de Serbie commençaient à s'expatrier pour faire des études à l'étranger. Enfin, un grand nombre d'écoles furent fondées, presque toujours aux frais du trésor public. Malheureusement, le développement des établissements d'enseignement allait trop lentement. En 1909 — 70 années après la création du nouvel État serbe, 30 années après la proclama-

tion de son indépendance — la Serbie n'avait que 1.296 écoles primaires, avec 2.584 instituteurs et 138.434 élèves. Dans les 85 villes et petites villes de Serbie, il y avait 20 établissements d'enseignement secondaire avec 393 professeurs et 7.317 élèves. Enfin, l'Université de Belgrade — la seule que possédât la Serbie — avait, en 1910-11, sur les trois Facultés existantes (droit, lettres-sciences, technique), 1.025 étudiants. De toute la population, 27 habitants pour 100 savaient lire et écrire, et 73 étaient complètement illettrés. A la veille de la guerre, ces chiffres étaient un peu plus favorables. Le chiffre d'illettrés était tombé à 71 pour 100. Les guerres de 1912 et 1913 apportèrent à la Serbie des territoires encore moins civilisés, où le nombre d'écoles était bien moindre et le pourcentage d'illettrés montait à 85 pour 100, sinon même davantage. Un effort sérieux avait été entrepris de la part du gouvernement serbe pour envoyer à ces nouvelles régions un grand nombre de jeunes gens — instituteurs, étudiants, bacheliers — afin de faire fonctionner les 700 écoles qui y existaient auparavant, et d'en ouvrir de nouvelles. Dans toutes les villes de la vieille Serbie et de la Macédoine, des lycées furent institués, une école d'agriculture et une école de commerce à Monastir, une école de sous-officiers et une école normale à Useub, etc.

Tous ces efforts ont été arrêtés par la guerre mondiale. Les établissements scolaires continuèrent bien à fonctionner à la rentrée de 1914, partout où l'invasion et les opérations militaires le permettaient et où la mobilisation avait épargné une partie du personnel enseignant (femmes, vieillards, sujets étrangers). Dans les nouvelles régions, on avait exempté de l'appel sous les drapeaux les jeunes instituteurs de plusieurs classes, afin de ne pas interrompre le travail des écoles primaires. Mais la guerre devait, par suite, détruire tous ces débris. Dans les villes, presque tous les édifices abritant écoles primaires et lycées, furent pris par les autorités militaires, afin d'y installer des hôpitaux. Les enfants, laissés sans aucun contrôle sérieux et désœuvrés, flânaient à travers les rues, s'amusant avec les soldats. Les enfants pauvres en ville, et tous ceux de la campagne, n'avaient pas le temps de s'amuser : ils devaient aider leurs

mères à travailler. Pendant la retraite, le sort le plus triste leur fut réservé. Trop jeunes encore pour tirer leçon des événements graves auxquels ils assistaient, ils ne pouvaient qu'en subir les terribles conséquences.

Pendant l'occupation, le sort des écoles dépendait du régime auquel telle région était soumise. Les Allemands, pendant le court temps qu'ils occupaient certaines contrées, étaient très tolérants sur ce chapitre. Les Autrichiens-Hongrois ordonnaient ce qu'il fallait enseigner, tandis que les Bulgares avaient ouvert des écoles entièrement bulgares.

Les autorités militaires allemandes ne faisaient point de difficulté pour permettre aux écoles serbes de rouvrir immédiatement partout où un instituteur ou une institutrice se trouvaient présents. Malheureusement, il y en avait très peu. La majorité d'entre eux se trouvaient dans l'armée ou en exil, dans les camps de concentration, ou bien ils avaient, dans la tempête, regagné leur lieu d'origine. De même qu'ils ne se mêlaient point des affaires d'enseignement, les Allemands laissaient aux municipalités le soin de s'entendre avec les instituteurs pour leurs émoluments. Mais ce fut un régime de faveur qui ne dura qu'un moment. L'occupation allemande n'embrassait, en effet, que la vallée de la Morava et ne se prolongea que pendant quelques mois. Déjà, au mois de janvier 1916, les autorités militaires allemandes cédaient leur place aux Austro-Hongrois et aux Bulgares qui devaient rester, dans leurs zones respectives, jusqu'à la fin des hostilités.

Le gouvernement militaire austro-hongrois avait décidé d'ouvrir les écoles partout où cela était possible. Mais il n'a pas voulu se servir du corps enseignant indigène, ou avait pris un très petit nombre d'instituteurs serbes. Les autres instituteurs étaient amenés de Hongrie. On enseignait « en croate » et, seules, les lettres de l'alphabet latin étaient admises. Une attention spéciale a été consacrée à la ville de Belgrade. Avant la guerre, la capitale possédait une vingtaine d'écoles primaires de garçons et de jeunes filles, avec environ cent instituteurs et institutrices. Pendant la guerre, et au cours de l'occupation, la plupart des bâtiments avaient été transformés en casernes,

hôpitaux, dépôts, etc. Lorsque le gouvernement militaire fit ouvrir une vingtaine de classes, il ne prit parmi les anciens instituteurs, dont il y avait à Belgrade au moins vingt, que deux institutrices. Les autres étaient des Croates ou bien des Allemands et des Hongrois connaissant la langue serbo-croate. Ils avaient pour mission de faire connaître aux enfants les rouages du régime nouveau et de leur inculquer l'amour et l'admiration de la monarchie austro-hongroise. A en juger par les rapports officiels et par certains articles de journaux, le succès de ces écoles n'était point brillant. Les instituteurs louaient l'intelligence vive des enfants, mais se plaignaient de l'« influence » que les familles exerçaient sur eux. Tout ce que le maître avait bâti, au cours de la journée, la famille réussissait à le démolir le soir. Cette réaction se comprend facilement lorsqu'on sait que les instituteurs peignaient l'occupation austro-hongroise sous les couleurs d'une libération pour le peuple serbe : celui-ci avait été jusqu'à présent gouverné par des potentats détestables, qui s'étaient enfuis après avoir pillé le pays. L'armée austro-hongroise était représentée comme libératrice et l'occupation comme un salut pour la population serbe (1).

Le nombre des enfants abandonnés était très grand. Aussi, même pendant l'occupation, fut-on obligé de faire quelque chose pour les abriter, et leur donner un minimum d'instruction et de discipline. En dehors des quelques maisons pour orphelins dont nous avons parlé (chap. VI, 4), les autorités austro-hongroises avaient créé, à Topčehider (parc près de Belgrade), une « école pour enfants pauvres ». De même que pour les autres écoles, le corps enseignant de cet établissement était recruté en Autriche-Hongrie. Un prêtre orthodoxe était toutefois pris pour l'enseignement du catéchisme.

Le régime *bulgare* a été beaucoup plus franc. Les autorités bulgares avaient proclamé, dès le début, que le territoire occupé avait été purement et simplement annexé à la Bulgarie. Cette annexion avait pour but, disait-on officiellement, de libérer une

(1) L. LAZARÉVITCH, *Notes*, p. 112, 113. — Cf. *Beogradske Novine*, passim.

population réellement bulgare, que les usurpateurs serbes avaient subjuguée. L'armée bulgare venait libérer les frères de la vallée de la Morava. Suivant cette théorie, rien de plus naturel que de donner aux écoles et aux églises un caractère nettement bulgare. C'est ce qui a été fait. — Dans les villes, les autorités bulgares avaient fait partout ouvrir des écoles primaires et quelquefois des écoles primaires supérieures. Dans les villages les plus importants, elles ont fait fonctionner les écoles fermées par la guerre. Au début, les habitants ne s'empressaient point d'envoyer leurs enfants à l'école. Mais les autorités ne tardèrent pas à rendre cet envoi obligatoire. Les parents y étaient invités, par écrit et au moyen du tambour. Ceux qui se montraient récalcitrants, étaient punis très sévèrement. Auprès de chaque municipalité, un Comité d'enseignement avait été formé, présidé par le Maire. Le programme de l'enseignement était le même que dans les écoles serbes, avec cette différence que la langue et l'histoire bulgares avaient été mises à la place de la langue et de l'histoire serbes. Une très grande attention fut consacrée à l'enseignement par le chant et par les réitations de poésies. Au lieu de la saint Sava, les écoles célébrèrent la fête scolaire des saints Cyril et Méthode. Cette fête donna lieu à une solennité particulièrement soignée. Sur la place publique, une estrade avait été soigneusement élevée et les enfants vinrent là dire des poésies bulgares, devant un public « amené de force », au témoignage de certains auteurs (1). Ces occasions, comme l'enseignement ordinaire lui-même, étaient également utilisées pour faire savoir à la population que l'armée serbe n'existait plus, que le roi Pierre avait été fait prisonnier, etc. Plus tard, lorsque le front de Salonique fut formé, on glorifia l'armée bulgare et ses victoires. Le succès de cet enseignement ne paraît pas avoir été très grand. Nous avons interrogé des enfants ayant fréquenté l'école bulgare. Ils ne donnaient point l'impression d'avoir été forts en histoire bulgare, ni d'être convaincus du rôle libérateur de l'occupation. L'influence des familles avait,

(1) Mih. ČHAPANITCH, *Occupation*, p. 70, en décrivant une telle fête dit que le public y avait été amené « à coup de baïonnettes ». Cf. aussi : Lj. YOVANOVITCH, *Insurrection dans Toplitsa et Yablanitsa* (en serbe), p. 47, 48; Belgrade, 1919.

là aussi, produit son effet. Puis, les conditions de la vie qui avaient été créées par les autorités ne laissaient point aux enfants et à la population l'impression d'une grande liberté et d'un bien-être quelconque. Tout au contraire : réquisitions, déportations, amendes, chicanes, bulgarisation des noms, etc., — tout cela n'était point fait pour donner aux enfants une idée favorable du nouveau régime. Grands et petits considéraient l'occupation comme un malheur. Les fonctionnaires bulgares, eux-mêmes, en recevant plus volontiers les dinars que les levs, ne montraient-ils d'ailleurs pas clairement que la situation, pour eux, n'était point brillante et que leur séjour était précaire ? A partir de l'année 1917, nous a-t-on dit un peu partout dans ces régions, la conviction s'était formée des deux côtés que l'occupation n'était qu'un mauvais moment à passer. Pour les enfants, à en juger par les connaissances qu'ils acquirent dans les écoles d'occupation, ce fut du temps perdu. Ceux, parmi eux, qui n'ont pas eu l'occasion de fréquenter la classe de nouveau, plus tard, restèrent illettrés. Aussi, n'est-il point rare de rencontrer dans les villages de ces contrées un vieil homme sachant lire et écrire, tandis que ses enfants, qui avaient l'âge scolaire pendant l'occupation, sont complètement illettrés. On trouve à peine trace, dans les souvenirs de la jeunesse, de cet enseignement, si ce n'est qu'il était aisé de passer de classe en classe sans avoir appris grand'chose. Les conditions dans lesquelles cet enseignement avait lieu, étaient d'ailleurs si pénibles pour la population, qu'avec les meilleures méthodes du monde on n'aurait rien pu obtenir. L'influence contraire des parents y était, sans doute, aussi pour quelque chose.

A Belgrade, et dans certaines autres villes, les autorités d'occupation avaient aussi fait rouvrir les lycées. Avant la guerre, Belgrade possédait six lycées complets, un incomplet, une école normale pour jeunes filles et plusieurs écoles professionnelles. Le Gouvernement militaire fit ouvrir un lycée pour garçons et un autre pour jeunes filles. L'enseignement y fut médiocre, à cause de la mauvaise qualité du personnel enseignant. La langue hongroise tenait une place de faveur dans le programme

d'études. Là aussi, les professeurs se trouvèrent devant un phénomène inexplicable : élèves intelligents et perspicaces — succès médiocre. Ayant affaire à des jeunes gens plus développés, les professeurs pouvaient expliquer ce résultat. Ils trouvaient que les jeunes Serbes étaient intelligents, mais mal élevés et très capricieux. Ils sentaient également derrière la résistance des enfants, l'hostilité des parents. Les élèves, de leur côté, n'eurent point d'occasion de se sentir libres à l'école, de jouir de leur indépendance, comme c'était le cas, avant la guerre, dans leurs sociétés littéraires, au sein même des lycées. Chaque société de lycée avait sa bibliothèque et ses archives, vieilles quelquefois de 50 ans, comme celle appelée « Nada » (Espérance), au premier lycée de Belgrade. Tout l'avoir de ces sociétés littéraires a été détruit pendant la guerre, ainsi que celui des sociétés semblables au séminaire de Belgrade, aux diverses écoles normales, à l'Université, etc. De même, il n'était point permis aux élèves de s'assembler en dehors de la classe et de discuter quoi que ce fût. L'instinct de sociabilité, très développé à cet âge, trouva une issue dans les réunions secrètes de quelques camarades dans des maisons particulières. C'est ce manque de liberté et ces réunions clandestines qui contribuèrent à la formation d'un esprit spécial chez ces jeunes gens, esprit qui éclata après la guerre, sous la forme de « soviets d'élèves », d'un « contrôle d'élèves », etc...

Si les lycées eurent une activité très limitée, d'autres établissements d'enseignement secondaire durent suspendre complètement leurs travaux. Tout d'abord, ce fut le cas des écoles normales d'instituteurs, — à Belgrade, à Kragouyévat, à Yagodina, à Alexinats, à Négotine, à Uscub, à Prizren, — belles et utiles institutions, qui fournissaient au pays, chaque année, 300 à 400 instituteurs nouveaux, jeunes gens et jeunes filles. Les écoles d'agriculture de Monastir, de même que les écoles de ce genre : à Kralyévo, à Chabats, à Douchanovo (près Uscub), à Boukovo (Négotine), ont beaucoup souffert pendant la guerre. Celle de Monastir (Bitolj), fondée jadis par les Turcs, comme station d'élevage, réorganisée, en 1913, comme école d'agriculture, a été détruite par une explosion, provoquée par les Allemands

en retraite. Celle de Kralyévo, la première en Serbie, fondée en 1882, a été gravement endommagée. Ses riches collections et une bibliothèque de 4.000 numéros ont été entièrement détruites. Cette école a exercé, sur le développement de l'agriculture serbe, une influence efficace : plus de 1.000 élèves en sont sortis, pour se consacrer au travail pratique des champs. L'école d'agriculture de Douchanovo a été complètement ruinée, pendant la guerre ; après les hostilités, le terrain s'étant montré sujet à la malaria, tout a été transporté (inventaire et élèves) à Tehoupria, en Serbie du Nord. Enfin, l'école de Chabats, fondée en 1904, a été détruite pendant la guerre. Elle a dû être rebâtie de fond en comble. — L'école de musique de Belgrade (fondée en 1899), avec ses 25 professeurs et 800 élèves, a dû interrompre son travail pour toute la durée de la guerre. — L'École militaire d'officiers de Belgrade a cessé de travailler pendant les guerres balkaniques, mais elle avait repris, le 8 avril 1914, en augmentant le nombre des élèves reçus de 30 à 100. Tous ses élèves furent envoyés au front, dès que la guerre éclata, et elle ne rouvrit qu'en automne 1919. Son bâtiment, spécialement visé par l'ennemi pendant le bombardement, a été grandement endommagé. Il en fut de même de l'École de sous-officiers de Belgrade. Après avoir interrompu ses cours pendant les guerres balkaniques, elle reprit à Kragouyévat. Une autre école du même genre a été fondée, à Uscub, le 5 mai 1914. Pendant la guerre, celle de Belgrade cessa de fonctionner, et celle d'Uscub fut transportée, en 1915, à Bizerte (Afrique du Nord), d'où elle envoya 400 sous-officiers au front de Salonique. Mentionnons, enfin, une école de moines à Rakovitsa (près Belgrade), dont l'enseignement durait 4 ans. Elle recevait des jeunes gens de 14 à 18 ans et leur donnait des connaissances théologiques et économiques. Pendant les guerres de 1912 à 1919, elle interrompit ses travaux pour ne les reprendre qu'en 1922. La Serbie disposait de très peu d'écoles professionnelles. A part les deux écoles de commerce d'État (Belgrade, Monastir) et quelques écoles de commerce privées, il n'y avait point d'autres établissements de ce genre. L'initiative privée avait formé des écoles de commerce du dimanche, et la loi de 1910

avait créé des cours du soir et du dimanche, pour apprentis de métiers et de commerce. Enfin, une école des arts et métiers existait auprès de l'arsenal militaire de Kragouyégats, qui était destinée à préparer des ouvriers et des contremaîtres pour les ateliers d'État. Toutes ces écoles spéciales avaient dû interrompre leurs travaux pendant la guerre ou les réduire au minimum, avant l'évacuation de la Serbie. Pendant l'occupation, aucune d'elles n'ouvrit.

L'Université de Belgrade est une des plus grandes victimes de la guerre. Non seulement par la perte totale de l'un de ses deux bâtiments, mais encore par la liste très longue d'étudiants qui sont tombés aux champs de bataille, dans les hôpitaux ou dans les camps de concentration, en Hongrie et en Bulgarie. Elle fut grande victime aussi, par la destruction de ses collections et bibliothèques, et par le vide qui resta dans son enseignement, entre les années 1912 et 1913, jusqu'en 1919 (1). Ses trois Facultés comptaient, en 1914, plus de 1.200 étudiants. Huit classes de jeunes gens (1886 à 1899) n'ont pu terminer leurs études à temps. Même ceux qui avaient eu la chance de revenir vivants de la guerre, car un millier environ avaient été mobilisés, se trouvaient complètement déroutés. Leurs camarades, plus jeunes, à peine ou point mobilisés, avaient, en grand nombre, quitté la Serbie, pour se diriger vers les Universités de France, d'Italie, d'Angleterre. Mais les « anciens étudiants », qu'allaient-ils faire ? Rentrer sur les bancs d'école avec des jeunes gens qui pouvaient presque être leurs enfants, ou abandonner leurs études complètement ? Un certain nombre, parmi eux, furent libérés à Salonique et envoyés en France. D'autres furent dirigés vers les pays d'Occident et en Amérique, aussitôt que la guerre fut terminée. Mais la plupart devaient achever leurs études de la façon la plus anormale. Huit années après la fin de la guerre (1926), il y avait de ces étudiants qui ne pouvant en finir avec leurs examens, en passaient encore, et souvent

(1) Cf. *Le bombardement de l'Université de Belgrade*, par G. M. STANOIEVITCH (en français); Paris, 1915.

devant des professeurs plus jeunes qu'eux-mêmes ! C'est dans le cas des étudiants que se manifesta, peut-être plus clairement que partout ailleurs, un proverbe serbe très populaire : « A qui guerre, à qui frère. » Certains eurent l'occasion de faire leurs études aux endroits où la plus folle imagination n'eût jamais osé les transporter. D'autres, au contraire, passèrent leurs meilleures années dans les tranchées, dans les camps d'internés et sous l'occupation, pour ne retourner aux livres et aux papiers que plusieurs années après, lorsqu'ils avaient perdu tout goût pour les études. Aussi les autorités universitaires durent-elles prescrire des facilités spéciales d'inscriptions et d'examens pour ces étudiants attardés. Avant même de terminer leurs études, tous avaient déjà obtenu un emploi dans l'administration publique, peu exigeante après la guerre, en matière de titres et de diplômes.

La destinée a été beaucoup plus favorable aux enfants et jeunes gens réfugiés. S'ils avaient réussi à s'échapper de l'enfer albanais, ils étaient certains de voir s'ouvrir devant eux un chemin éblouissant. En effet, la France avait consenti à recueillir tous les enfants serbes et à les admettre dans ses collèges, lycées, Universités et écoles spéciales. Qu'ils viennent directement des ports de l'Adriatique, d'Italie, de Salonique et de Malte, ou qu'ils arrivent en France de Suisse, où certains réfugiés avaient réussi à se cacher, les enfants et les jeunes gens serbes se présentaient immédiatement à un Office scolaire, établi à Paris, auprès de la Légation de Serbie, et étaient dirigés vers une école française quelconque. Auprès de presque tous les collèges et lycées français, il y avait un groupe d'élèves serbes sous le contrôle d'un professeur ou d'un instituteur. Ne connaissant point la langue française, les enfants ne faisaient pas grand-chose comme études. Ils ne restaient là que pour vivre et s'initier à la langue, pour eux nouvelle. Quelques-uns, parmi eux, qui connaissaient un peu de français, se mirent au travail immédiatement et remportèrent des succès surprenants. Rappelons qu'en 1916, un lycée serbe complet a été fondé à Nice : c'est lui qui recueillit toute la jeunesse qui n'avait pas encore terminé les études de l'enseignement secondaire. Les jeunes gens de

la classe 1916 et 1917, réfugiés en France comme élèves, ont été envoyés à Jausiers (près Grenoble), pour y faire leur service militaire et préparer en même temps l'examen du baccalauréat. Enfin, les anciens étudiants et ceux qui étaient sur le point de prendre leurs premières inscriptions, furent installés au Mont-Dauphin, dans les Hautes-Alpes, et attendirent une solution de leur « problème », comme on disait alors.

Au mois d'octobre 1916, une bourse de 135 francs par mois avait été accordée par le gouvernement serbe à tous les étudiants, qui pouvaient fournir les preuves d'une inscription à la Faculté ou de l'examen du baccalauréat. Les autres jeunes gens, élèves de lycées, ont été envoyés à Nice, pour y terminer leurs études secondaires.

Le 26 mars 1915, le gouvernement français avait organisé une « Journée serbe », qui fut consacrée dans toutes les écoles de la République à la glorification du peuple serbe. Comme thème de cet éloge, une conférence sur la Serbie, de M. Victor Bérard, a été envoyée à tous les professeurs et instituteurs. Le ministre de l'Instruction publique, M. Albert Sarraut, présida, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, la réunion des élèves de tous les lycées parisiens, filles et garçons. M. Ernest Denis y prononça l'éloge de l'héroïsme serbe. Ce même jour, une quête avait été organisée, dans toute la France, au profit des enfants serbes. Les fonds recueillis, à cette occasion, ont servi de base à une organisation qui devait rendre à la jeunesse serbe en exil de remarquables services. Nous voulons parler de la « Nation serbe en France ». Cette Société de bienfaisance, pour aide et soutien aux réfugiés serbes en France, a été fondée au mois de février 1916. Elle a pris un soin particulier des étudiants qui voulaient se consacrer à des études spéciales. Elle comptait, parmi ses membres, les personnalités serbes les plus connues qui séjournaient en France, ainsi que des personnalités françaises, amies du peuple serbe. Les principales fonctions étaient remplies par : MM. Ernest Denis, Emile Haumant, Victor Bérard et Jean Brunhes, tous professeurs à l'Université de Paris. La « Nation serbe » a fonctionné, non seulement pendant la guerre, mais aussi après la fin des hostilités, prêtant aide et

secours aux étudiants serbes qui ne cessaient d'affluer de toutes parts (1).

Au cours même de la guerre, on avait libéré, sur le front de Salonique, un certain nombre d'étudiants qui se trouvaient dans l'armée, comme sous-officiers. Un groupe de ces étudiants fut envoyé, non pas en France, comme les autres, mais en Italie, où ces jeunes gens furent placés dans les Universités italiennes, surtout à Rome. A la suite de certains malentendus avec les étudiants italiens et les autorités locales, provoqués par des dissensions d'ordre politique, au sujet de la Dalmatie, ces étudiants furent également envoyés en France et dirigés vers les Universités, écoles techniques, etc.

II. — ÉDUCATION ET CULTURE GÉNÉRALE

L'atteinte portée par la guerre aux instituteurs, et aux institutions d'éducation et de culture générales, pour être peu visible au premier abord, n'en a pas moins été profonde et douloureuse. Pour les intellectuels les plus raffinés, aussi bien que pour le « public » et le commun du peuple, il y avait avant la guerre un certain nombre de moyens, plus ou moins généralisés, de satisfaire leur besoin de savoir et de jouissance artistique ou religieuse, de nourrir l'âme et l'esprit. Les églises et les manifestations religieuses, les journaux, les livres, l'art, les organisations et groupements divers, ainsi que tant d'autres formes de la vie intellectuelle, ont eu pendant cette guerre une existence exceptionnellement difficile. Considérée comme un luxe tant que duraient les opérations et que le pays se convulsait pour se défendre contre l'invasion et contre les épidémies, la vie intellectuelle ne trouva pas grâce davantage pendant l'occupation. Austro-Hongrois et Bulgares y voyaient un danger ou une survivance de l'esprit serbe qu'ils se proposaient d'étouffer. C'est pourquoi, la guerre et surtout l'occupa-

(1) *La Coopération intellectuelle franco-serbe* (en français), par M. Yovan Jovitch, l'un des chefs de l'Office scolaire serbe à Paris. Paris, 1918.

tion signifiaient pour la majorité de la population — pour tous ceux qui n'avaient point quitté le pays — une période de ténèbres, de nuit à peu près complète. Une brève revue des principales manifestations de la vie spirituelle le montrera bien. Églises, journaux, livres, arts, organisations, individualités les plus distinguées furent réduits au silence ou à une existence tout à fait médiocre. En exil, au contraire, les Serbes jouirent de tous les fruits de la civilisation occidentale.

1. ÉGLISES

Pour ce qui est de la piété et de la dévotion, le peuple serbe ne se distingue point par un zèle exagéré. On pourrait même dire qu'il est plus près de l'indifférence religieuse que de la bigoterie. La religion orthodoxe à laquelle appartiennent tous les Serbes est assez tolérante, ses rites ne sont pas très rigoureux, et ses prêtres, tous mariés, ayant des enfants et possédant des biens, ne sont point considérés comme une caste à part préposé au service de Dieu. On honore bien l'Église, on pratique ses prescriptions, surtout en ce qui concerne les jeûnes et les fêtes, mais on ne sent point la discipline de la sacristie et les rigueurs du dogme. La religion, c'est pour les Serbes une affaire de pratiques et de fêtes de familles, plutôt qu'un problème intérieur et un cas de conscience. Cela ne veut pas dire néanmoins que l'Église et ses cérémonies ne jouent aucun rôle dans la vie du peuple serbe, et que son absence n'ait point été sentie. L'habitude d'aller à l'église le jour de grandes fêtes est assez répandue, surtout à la campagne ; c'est même une forme de vie sociale profondément ancrée. On pense bien que cette habitude a été singulièrement renforcée par les désastres de la guerre. Comme partout, la guerre provoqua en Serbie une recrudescence de piété et surtout de pratiques religieuses. L'aspect de la mort étant l'occasion la plus habituelle de penser à Dieu, cette occasion était offerte, pendant la guerre, quotidiennement. Aux offices funèbres, requiems et commémorations fréquents s'ajoutait le besoin qu'ont les hommes de prier au

moment où quelqu'un des leurs se trouve sans cesse exposé au danger, de chercher une consolation dans son malheur, de demander aide dans son impuissance avérée. Aussi, les églises étaient-elles, pendant la guerre, pleines de monde, surtout de femmes.

Pendant l'occupation, le régime des églises était semblable à celui des écoles. Les Allemands ne se mêlaient point de ces affaires. Ils laissaient à la population la liberté d'aller à l'église et autorisaient les prêtres serbes à servir l'office. Ils permettaient même de faire sonner les cloches partout où elles n'étaient pas emportées pour la fabrication des obus. Pour ce qui est de l'Office, les autorités n'interdisaient qu'une chose : que le nom du roi Pierre fût mentionné pendant l'office. Mais ils ne demandaient pas non plus qu'on nommât Guillaume. Les autorités austro-hongroises ne faisaient pas de difficultés pour le fonctionnement des églises. Mais elles interdisaient également l'emploi des noms du roi et du prince héritier, ainsi que la mention de l'armée. Quelquefois, certains sujets autrichiens, Serbes ou Roumains, voulaient servir l'office, — sur un ordre d'en haut ou par caprice personnel, — rien que pour mentionner le nom de l'empereur et roi Charles. Le régime institué par les autorités bulgares était bien plus intéressant et mérite un plus grand développement.

Les instituteurs et les prêtres serbes étaient considérés par les autorités d'occupation bulgares comme les représentants les plus importants de l'idée nationale serbe dans ces régions de la Morava. Comme le mot d'ordre officiel était de traiter ces régions comme définitivement conquises par la Bulgarie, il était naturel que tout le fiel aille se déverser sur cette catégorie de fonctionnaires. Ils furent internés en masse, et un grand nombre, parmi eux, furent assassinés. Selon M. Stevan Maximovitch, avocat de Pojarévats, 168 prêtres auraient été assassinés publiquement ou en secret par les autorités d'occupation bulgares (1). Étant de la même confession que les Serbes, les Bulgares n'attaquaient point les églises elles-

(1) STEV. MAXIMOVITCH, *Souvenirs d'occupation*, p. 69; Belgrade, 1919.

mêmes. Tandis que les soldats autrichiens se servaient des églises comme d'étables, de magasins, etc., les Bulgares n'en voulaient qu'aux icônes des souverains et saints serbes, mais laissaient intacts les bâtiments mêmes. Ils en voulaient davantage encore aux prêtres serbes. Dès qu'ils prirent possession de la zone qui leur était destinée, les autorités bulgares envoyèrent dans les camps de concentration un certain nombre de prêtres, soit que ceux-ci leur furent dénoncés comme grands patriotes serbes, soit qu'elles aient voulu donner un exemple à ceux qui devaient rester. Mais les prêtres épargnés n'avaient point le droit d'entrer dans les églises sans une autorisation spéciale du métropolite de Vidine. Or, cette autorisation n'était délivrée qu'aux prêtres qui avaient consenti à signer la déclaration suivante, dont nous trouvons le texte dans le livre de M. Stevan Maximovitch :

« Je soussigné N. N..., curé de la paroisse. . . . , dans le département de , descendant des Bulgares de la Morava, qui ont été jusqu'à présent sous le joug serbe et sont aujourd'hui libérés par nos frères Bulgares, déclare vouloir désormais exécuter, de la manière la plus sincère, les ordres des autorités bulgares, et me soumettre aux lois de la façon la plus stricte, être fidèle et dévoué au tsar bulgare Ferdinand. »

Tous les prêtres devaient se présenter au commandant de la place, qui leur recommandait de signer cette déclaration. On leur faisait savoir, d'autre part, que les récalcitrants seraient internés. Or, on avait déjà appris que les prêtres antérieurement internés, parmi lesquels se trouvait le métropolite Vicentié d'Useub, avaient été assassinés sous le couvert d'une prétendue tentative de fuite. Sous cette double menace, à l'exception de quelques cas très rares, les prêtres signèrent la déclaration. Un certain nombre de prêtres bulgares ont été amenés de leur pays. Ces derniers avaient l'habitude de prononcer des sermons, dans lesquels ils faisaient savoir aux habitants que la liberté apportée par l'armée bulgare devait en plus être rachetée par une fidélité fervente aux autorités. Certains parmi eux, d'une culture supérieure, savaient comprendre la situation infiniment délicate de la population serbe, et se bornèrent à faire

leurs devoirs sacerdotaux sans blesser la fierté et l'honneur des habitants soumis. D'autres, qui constituaient la majorité, avaient surtout pour but de s'enrichir en faisant payer très cher les saints sacrements qu'ils accomplissaient. Se servant souvent de la main-forte des soldats, ils pratiquaient des mariages collectifs en pleins champs, ainsi que des enterrements collectifs. Un très grand nombre de « mariages sauvages » avaient été secrètement conclus pendant la période anormale de la guerre. Profitant du concours des autorités, ces prêtres forçaient les époux « naturels » à se marier selon la loi, en leur faisant payer une taxe très élevée. Ils ne se gênaient pas pour prononcer des divorces à tort et à travers, sans le consentement du tribunal ecclésiastique, qui ne fut point réorganisé. Ces prêtres ne se donnaient pas la peine de prononcer fréquemment des sermons de propagande, car lorsqu'ils le faisaient, ils couraient le danger de voir l'église se vider, ou bien les assistants s'efforcer de ne pas rire tout haut (1). La politique ecclésiastique des autorités bulgares apparaît ainsi comme un mélange de violence, de terreur et d'exploitation matérielle.

2. JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

Une autre source de vie intellectuelle, accessible à un cercle encore plus restreint de la population serbe, les journaux ont subi, pendant la guerre, une grande transformation. Le journalisme était peu développé en Serbie, le public étant limité aux fonctionnaires, aux commerçants et artisans intelligents et à un nombre minime de paysans. Au cours des guerres balkaniques déjà, certaines publications cessèrent de paraître. Un désarroi plus grand encore fut provoqué par la Grande Guerre, où la capitale a été bombardée dès le premier jour. Or, à l'exception de trois ou quatre journaux de province, toutes les publications paraissaient à Belgrade. Et elles cessèrent de vivre aussitôt que la guerre fut déclarée. Mais le journal

(1) Mil. CHPANITCH, *Occupation*, p. 53-57, 60.

étant un être vivant qui se plie à toutes les nécessités et qui sait endurer les pires malheurs, la presse serbe ne fut point étouffée d'un coup. Le bombardement lui-même n'empêcha pas certains journaux quotidiens de paraître régulièrement à Belgrade. D'autres virent le jour à Niche, au siège provisoire du gouvernement. D'autres encore, allèrent porter leur voix à Salonique, à l'arrière de l'armée serbe, dès le commencement de l'année 1916. Certains, enfin, prirent naissance en exil, et on vit paraître des journaux serbes à Paris, à Londres, à Genève, partout où se trouvait un assez grand nombre de Serbes. En Serbie occupée, aucun journal libre n'a été admis. Le Gouvernement militaire avait pris le monopole de parler au public à travers un organe réellement officiel.

Tel a été, en quelques mots, le sort du journalisme serbe pendant la guerre. De l'esquisse que nous allons essayer de faire, on verra combien de force vitale montra cet instrument de vie intellectuelle, par quelles péripéties passa la pensée serbe, et quelles formes bizarres elle a été obligée de prendre.

Lorsque la guerre éclata, Belgrade possédait neuf journaux quotidiens : trois organes de partis politiques, cinq autres, réputés indépendants, et le journal officiel *Srpske Novine*. Les journaux de partis étaient les plus anciens, mais non pas les plus lus. *Samouprava*, organe du parti radical, existait depuis 1881, mais avait un tirage très limité. Elle cessa de paraître aussitôt que la guerre commença. — *Odjek*, organe du parti radical d'abord (1889-1896), du parti radical indépendant (1902-1914), s'est éteint également en 1914. — *Radnicke Novine* organe du parti social-démocrate paraissant depuis 1901, abandonna Belgrade au moment du bombardement pour se faire transporter à Niche. A cause de son attitude résolument opposée à la guerre, ce journal fut interdit par le gouvernement, et le parti socialiste, dont les députés MM. Laptehévitch et Katslérovitch avaient refusé de voter les crédits de guerre, fit paraître à Niche un autre journal, *Buducnost*, qui dura tant que le pays ne fut pas évacué par l'armée serbe. Parmi les journaux indépendants, le plus ancien était l'organe des commerçants de Belgrade, *Trgovinski Glasnik*, qui paraissait

depuis 1886. Il cessa de paraître aussitôt que la mobilisation fut décrétée. Le plus grand tirage était celui de *Politika*, qui existait depuis 1904. Après elle, venait *Pravda*, fondée également en 1904. Malgré le bombardement de Belgrade, ces deux quotidiens continuèrent à paraître dans la capitale. *Pravda* ne quitta Belgrade que le 15 octobre 1915. *Politika* partit un peu plus tôt. *Pijemont*, quotidien nationaliste, fondé en 1911, cessa d'exister en 1915, de même que *Stampa* et *Mali Journal*. *Vecernje Novosti* et *Straza* cessèrent de paraître dès l'automne 1914 (1).

Pour les nouvelles de l'étranger, les journaux de Belgrade étaient servis, faute d'agence, par le bureau de presse du ministère des Affaires étrangères. Déjà, pendant les guerres avec la Turquie (1876-78), le Gouvernement avait éprouvé le besoin de renseigner le public sur les événements et de démentir les nouvelles, fausses ou altérées, venues de l'étranger. Un bureau télégraphique fut institué auprès du journal *Istok*. En province, des Sociétés spéciales avaient été formées pour la diffusion de ces télégrammes : ils étaient vendus 10 centimes la pièce. Après de longs efforts, on était parvenu enfin, vers 1909, à avoir un bureau de presse à peu près solide et indépendant du Korrespondenz-Bureau de Vienne, avec des relations directes avec l'agence Havas, à Paris ; l'agence Reuter, de Londres, et l'agence Stefani, de Rome. Au début de la guerre mondiale, le bureau de presse passa à Niche à la suite du Gouvernement, tandis que deux fonctionnaires restèrent à Belgrade pour le service des journaux paraissant encore dans la capitale. Au commencement d'octobre 1915, lorsque le Gouvernement quitta Niche, le bureau de presse passa à Kralyévo, où il communiqua un certain nombre de bulletins télégraphiques, dont le dernier parut le 16 octobre. Après cela, le bureau de presse fut dissous.

Toutes les revues cessèrent de paraître aussitôt que le bom-

(1) Certains journaux et périodiques furent tués déjà par la guerre de 1912. Le journal officiel de la municipalité de Belgrade *Beogradske Opštinske Novine*, fondé en 1882 ; le journal mensuel, édité par le professeur Jivoïn Datehitch, *Narodne Novine*, consacré à l'instruction du peuple, fondé en 1907 ; *Rudarski Glasnik*, journal pour le développement de l'industrie minière, fondé en 1903 ; *Mlada Srbadija*, journal pour enfants, fondé en 1890, etc.

bardement eut commencé. Tout d'abord, la plus grande revue de Belgrade, *Delo*, fondée en 1894, par l'un des chefs du parti radical, M. Stoyan Protitch (1894-1899 et 1902 à 1914). Ensuite, la meilleure revue littéraire *Srpski Knjizevni Glasnik* (1902-1914). Le même sort a été réservé à une revue littéraire consacrée à la jeunesse scolaire, *Venac* (1910-1914) ; à *Nastavnik*, organe de la Société des professeurs (1890-1914) ; à *Policiski Glasnik*, organe du ministère de l'Intérieur ; à *Borba*, revue bi-mensuelle du parti socialiste (1909-1914) ; à *Slovenski Jug*, organe du nationalisme yougoslave (1904-1912) ; à *Glasnik Geografskog Drustva*, organe de la Société de géographie serbe (1912-1914) ; à *Brastvo*, publication périodique de la Société de saint Sava (1887-1914) ; à *Archiv za pravne i drustvene nauke*, organe de la Faculté de droit (1906-1914) ; à *Ratnik*, journal pour la science militaire (1879 à 1914) ; à *Glasnik Pravoslavne Crkve*, organe du conseil des évêques (1900-1914) ; à *Rad Srpske Kralj. Akademije* (1886-1914) ; à *Srpska Knjizevna Zadruga* (1907-1914) ; à *Srpski Etnografski Zbornik*. A Kragouyévat, paraissait, une fois par semaine, *Radnik*, organe du parti socialiste (1904-1912). Le plus ancien journal de province *Gradjanin*, paraissant à Pojarévats, cessa également d'exister (1887-1914). A Uscub, paraissait, depuis 1913, *Velika Srbija*, qui passa ensuite à Salonique. En 1915, le chef du parti libéral, M. Ribarats avait repris à Niche l'édition de l'organe du parti *Srpska Zastava*, qui avait cessé de paraître en 1901. Un grand nombre de calendriers-almanachs avaient également cessé de paraître. Citons : *Vardar*, calendrier de la Société des Sœurs serbes ; *Sloboda*, calendrier socialiste ; ceux de l'Union des coopératives agricoles, de la Société d'agriculture, etc.

Après l'évacuation des troupes serbes, la presse se tut pendant un certain temps. Puis, à un certain nombre d'endroits, s'allumèrent de nouveau des foyers de la pensée serbe : à Corfou, à Salonique, à Genève, à Paris, et à Belgrade même, mais dans des conditions tout à fait exceptionnelles. A partir du 1^{er} juin 1916, *Pravda* commença à paraître à Salonique ; *Velika Srbija* (d'Uscub) aussi, et un journal nouveau : *Srpski Glasnik*. A Corfou, le Gouvernement fit paraître de nouveau le journal officiel *Srpske*

novine, dont le contenu était désormais moins sévère et plus accessible aux soldats auxquels il était envoyé au front. On fit même éditer quelques numéros de *Zabavnik Srpskih Novina*, contenant des morceaux littéraires.

En exil, la presse serbe ne fut point morte. En dehors d'un grand nombre de brochures et de livres de propagande, on vit paraître quelques journaux en serbe et en français : *La Patrie Serbe*, revue mensuelle, en français (1916-1918) ; *Buducnost*, organe du parti socialiste en exil ; *Ujedinjenje*, organe des Monténégrins partisans de l'union avec la Serbie ; *Glas Crnogorca*, journal officiel du Gouvernement monténégrin, transporté de Tsetinyé à Neuilly ; hebdomadaire monténégrin *Narodna Volja*, à Paris (mars à août 1919) ; *Bulletin yougoslave*, organe du Comité yougoslave de Londres et de Paris ; *Glasnik Jugoslovenske Omladine*, organe de l'Association des étudiants yougoslaves en France. A Londres, paraissait un *Jugoslav Bulletin*, pareil à celui de Paris. Quelques numéros d'un *Bulletin monténégrin* ont également paru à Genève ; à Paris et à Londres. *La Serbie* paraissait à Genève régulièrement ; de 1916 à 1918. A Odessa, les prisonniers serbes et croates firent paraître un journal en serbo-croate et en russe : *Slovenski Jug* (1915-1917). A Londres, une revue nouvelle a été fondée : *Misao* (1918-1919).

En Serbie occupée, le Gouvernement militaire fit paraître *Beogradske Novine*, en langue serbo-croate, et avec des caractères latins, sous la rédaction du Dr. Milan Ogrizovitch, littérateur croate. Ce journal a été mal reçu par le public serbe ; mais comme il était le seul que la population pût lire, on s'en servit pour avoir des renseignements sur les membres de famille en dehors du pays. C'était le seul moyen d'avoir quelques nouvelles sur les personnes internées dans des camps de concentration ou exilées à l'étranger. De plus, ce journal était l'unique source de revenu pour un certain nombre d'écrivains serbes qui étaient restés en Serbie et auxquels le Gouvernement serbe n'envoyait aucun secours, puisqu'ils n'étaient pas fonctionnaires publics. Chose curieuse, ce journal, lu à l'étranger et dans la zone serbe, occupée par les Austro-Hongrois, avait été interdit dans celle occupée par les Bulgares. C'est qu'il publiait souvent des

détails sur la mauvaise conduite des autorités bulgares dans les régions par elles occupées. A l'aide des données recueillies dans les colonnes des *Beogradske Novine* et obtenues dans la rédaction de ce journal, un député croate, M. Hrvojé, a pu prononcer un discours dans la Diète de Zagreb, où il condamna le régime instauré par les Bulgares en Serbie occupée. La lecture de ce journal avait donc été sévèrement interdite sur le territoire occupé par les Bulgares, et une contravention à ce sujet était punie d'une amende de 1.000 leva (2.000 dinars) ou trois mois de prison. — Comme la grande majorité de la population serbe ne savait point lire les caractères latins, et comme le Gouvernement militaire avait voulu essayer de se rapprocher des paysans serbes, il fit éditer quelques numéros d'un journal semblable, avec des caractères cyrilliques et un calendrier-almanach pour l'année 1918, qui a, d'ailleurs, été le dernier. — Enfin, avant l'établissement du régime d'occupation, une revue maçonnique *Neimar*, vit le jour à Belgrade, en 1915.

Le 16 octobre 1918, déjà *Pravda* paraissait de nouveau à Belgrade, et les autres journaux la suivirent bientôt après le retour de l'armée serbe.

3. LIVRES

Belgrade, centre intellectuel de la Serbie, se trouva dans l'impossibilité de produire des livres et même d'en vendre, et le reste du pays fut, depuis le commencement de la guerre, réduit aux réserves déjà existantes. Le moment n'était d'ailleurs point propice à la lecture d'ouvrages importants. On causait, on discutait, on lisait les journaux qu'on avait pu obtenir, et c'est en cela que consistait toute la vie intellectuelle, remplie d'émotions les plus violentes, de nombreux et continuels déménagements et de tracasseries de toutes sortes. L'occupation offrait plus de calme, et quelques rares intellectuels, qui avaient réussi à conserver leurs bibliothèques et à obtenir d'autres ouvrages, déclarèrent avoir beaucoup lu et beaucoup appris pendant cette période de sommeil. D'autres, au contraire, la

majorité, ont été démunis de livres, de cette unique consolation dans ces temps durs de privations sans borne. Dans la région occupée par les Austro-Hongrois, on pouvait avoir des livres et s'en servir presque librement s'ils ne contenaient rien de subversif contre la double monarchie danubienne. Ceux qui connaissaient l'allemand, pouvaient, sans aucune réserve, lire des ouvrages et des journaux allemands, s'ils pouvaient seulement s'en procurer. Dans la région occupée par les Bulgares, la situation était tout à fait différente. Les autorités avaient détruit jusqu'au dernier ouvrage ou journal serbes. Or, les livres bulgares — dont la lecture était permise — étaient introuvables ou extrêmement rares. En Serbie même, il n'y en a jamais eu. Les fonctionnaires bulgares, envoyés dans la région occupée, en avaient apporté très peu. Aussi, les intellectuels serbes étaient-ils complètement privés de toute lecture pendant les trois années que dura l'occupation. Dans leur vie intellectuelle, cette période représente un vide total. Plus déplorable encore était le sort des intellectuels internés ou employés à des travaux physiques extrêmement pénibles. Tandis que les premiers — surtout en Hongrie — avaient encore quelques lectures en allemand, les autres n'avaient pas le temps de penser à la lecture et aux besoins spirituels : tous leurs efforts étaient employés à trouver de quoi manger et à sauver leur vie. Certains internés, en Autriche-Hongrie, avaient plus de chance à cet égard : ils pouvaient avoir des livres allemands, croates et même serbes, qu'ils se prêtaient mutuellement et parvenaient ainsi à se donner pour quelques instants l'illusion de la vie normale.

Si les Serbes restés dans le pays souffraient d'un manque presque total de moyens de s'instruire, leurs compatriotes exilés en avaient en abondance. Depuis que cette nation existe, jamais un plus grand nombre de ses enfants n'a eu l'occasion de boire à la source même de la science et des arts. Jamais aussi tant d'écrivains des nations les plus civilisées ne consacrèrent un plus grand nombre d'ouvrages, d'articles, de conférences à la Serbie et à la Yougoslavie dont on préconisait la création. Jamais, enfin, les intellectuels serbes ne publièrent tant d'écrits en langues étrangères. Les années 1916, 1917 et 1918 furent,

en effet, extrêmement fécondes en publications, concernant les Yougoslaves et les Serbes en particulier. Une bibliographie des ouvrages et articles sur les Serbes, Croates et Slovènes, parus en français, depuis le commencement de la guerre jusqu'à la fin de mars 1918, contient plus de 2.250 numéros (1). Un grand nombre d'écrits ont été publiés par des Serbes et des étrangers : en Angleterre, en Suisse (en français, en allemand, en anglais et en serbe), aux États-Unis. Ces publications étaient, en principe, destinées au public français, anglais, suisse, américain. Professeurs, hommes politiques, économistes, littérateurs serbes avaient pris pour tâche de renseigner le public au milieu duquel ils se trouvaient sur la cause serbe et yougoslave, et d'essayer de gagner sa sympathie. D'autres continuaient à s'occuper de leurs études et de leurs travaux scientifiques, et publiaient des écrits sans aucun rapport avec la guerre. Tel a été, vers la fin des hostilités, et surtout après la guerre, le cas de toutes les thèses pour le doctorat, qu'un grand nombre de jeunes Serbes vinrent soutenir, dans les Facultés françaises et autres. Enfin, la destinée de la Serbie et la question yougoslave provoquèrent toute une littérature : en français, en anglais, en italien et même en allemand, où l'on parlait favorablement du pays en cause ou dans un esprit critique. Laissant de côté cette dernière catégorie d'écrits — qui n'ont avec la littérature serbe, pendant la guerre, qu'un rapport très indirect — nous allons passer en revue très brièvement les publications les plus importantes, parues pendant la guerre, et dues aux écrivains yougoslaves en exil.

On rencontre, tout d'abord, un très grand nombre d'écrits ayant pour objet de donner des renseignements sur la géographie et l'histoire des pays yougoslaves, faits en français, par des professeurs de l'Université de Belgrade ou par d'autres spécialistes : *Bibliothèque yougoslave, Histoire yougoslave* ; F. Cvjetisa, *Les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie* ; J. Dedier, *Traces glaciaires en Albanie et en Nouvelle Serbie* ; T. Georgevitch, *La*

(1) R.-J. ODAVITCH, *Essai de bibliographie française sur les Serbes, Croates et Slovènes depuis le commencement de la guerre actuelle* ; Paris, 1918, 160 pages in-8°.

Serbie et Kossovo ; H. Hinkovic, *Les Yougoslaves* ; *Idem*, *Le Martyre des Yougoslaves* ; *Idem*, *Les Croates sous le joug magyar* ; Ivan Krek, *Les Slovènes* ; — *La Dalmatie, Fiume et les autres terres irrédentes de l'Adriatique* ; Pavlé Popovic, *La Macédoine serbe* ; Nik. Stoyanovitch, *Bosnie Herzégovine* ; L. Voïnovitch, *La Dalmatie, l'Italie et l'unité yougoslave* ; *Idem*, *La Monarchie française dans l'Adriatique* ; B. Vosnjak, *L'Administration française dans les pays yougoslaves (1809-1813)* ; G. Yakehitch, *Le Banat*.

Deuxième catégorie : le côté politique de cette guerre et la question yougoslave. D. Arandjélovitch, *La Grande Serbie et le conflit serbo-bulgare* ; Balcanicus, *La Bulgarie, ses ambitions, sa trahison* ; *Bibliothèque yougoslave, Programme yougoslave* ; Yovan Tsviyitch, *Questions balkaniques* ; D. Jankovic, *La Crise balkanique* ; Iliricus, *La Question de Trieste* ; *Le Livre bleu serbe* ; Nik. Markovitch, *Le Pangermanisme en Orient* ; St. Novakovitch, *Problèmes yougoslaves* ; Vouk Primorac, *La Question yougoslave* ; H. Hinkovic, *Les Persécutations des Yougoslaves* ; Ministère des Affaires étrangères serbe : *Note adressée par le Gouvernement de Serbie aux Gouvernements signataires des conventions de La Haye, sur les violations du droit des gens par les autorités allemandes, autrichiennes et bulgares dans les territoires serbes occupés* ; — *La Serbie et le Monténégro* ; P. de Sokolovitch, *Le Problème italo-slave dans la guerre actuelle* ; D. Tomitch, *La Situation politique et le problème de l'Autriche-Hongrie* ; A. Trumbie, *Mémoire supplémentaire sur la question yougoslave* ; F. Cvjetisa, *Le Problème de l'Adriatique* ; *Le Régime politique d'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine et les procès de haute trahison* ; Mil. R. Vesnitch, *La vraie cause de la guerre européenne* ; *Idem*, *La Serbie et la guerre européenne* ; *Violations du droit des gens par les Bulgares* ; G. Yakehitch, *L'Europe et la résurrection de la Serbie* (2^e édition) ; M. Yovitchitch, *L'Attitude des pays balkaniques dans la guerre européenne*.

Troisième catégorie : la situation économique et sociale de la Serbie et des autres pays yougoslaves. D. Arnaoutovitch, *Au carrefour de l'Orient*, *Bibliothèque yougoslave. Le pays et le peuple yougoslaves* ; J. Petkovitch, *Ce que fera la*

Serbie ; Nik. Stoyanovitch, *La Serbie d'hier et de demain* ; Veritas, *Le Monténégro* ; Kosta Yovanovitch, *La Serbie économique* ; Milorade Z. bitch, *La Serbie agricole et sa démocratie* ; Yovan Jouyovitch, *Sur l'agriculture et les paysans en Serbie* ; Idem, *Les Serbes* ; Costa Stoyanovitch, *Le mouvement commercial de la Serbie* (Paris, 1919) ; Nik. Stoyanovitch, *Bosnie-Herzégovine* (Genève, 1917) ; Pero Slyéptchévitch, *Les Serbes en Amérique* (Genève, en serbe, 1917) ; Dr. M. M. Kossitch, *Südslavenfrage* (Zurich, 1917) ; Ivo Sekovitch, *Die Kulturbedeutung Serbiens* (Zurich, 1917) ;

4^o La littérature, la science et l'art yougoslaves : M. J. Andonovitch, *Souvobor et Avala* ; Bibliothèque yougoslave, *Lettres, Sciences et Arts yougoslaves* ; M. Ibrovae, *Ivo Vojnovic* ; Drag. Petroniévitche, *Les Cathédrales de Serbie* ; traduction de Njegos, *Les Lauriers de la montagne* ; A. Yakchitch et M. Robert, *Poèmes nationaux du peuple Belgrade* ;

5^o Appels au secours de la Serbie : G. Ghentchitch, *Un cri de détresse de la Serbie affamée* ; Parti socialiste, *Appel socialiste* ; P. de Sokolovitch, *Un appel serbe aux Russes* ; Tressitch-Pavitchitch, *Le Régime austro-hongrois* ; G.-M. Stanoyévitch, *Le Bombardement de l'Université de Serbie*.

6^o Manuels de grammaires, livres de lectures serbes : P. de Lanux et A. Ouyévitch, *Grammaire élémentaire de la langue serbe* ; E. Rochelle et D. Tamindjitch, *Le Franco-Serbe* ; A. Stanoyévitch, *Guide pratique de la langue française* ; Ves. Tchaïkanovitch et A. Aufort, *Abrégé de grammaire et guide de conversation serbe-français* ; D. Vékovitch, *Dictionnaire français-serbe* ; *Grammaire franco-serbe* ; *Manuel de conversation serbe-français* (1).

Un certain nombre d'intellectuels serbes passèrent le temps de leur exil en Angleterre, surtout à Londres. Leur activité, comparée à leur petit nombre, a été très remarquable. Plusieurs ouvrages en ont résulté, ayant pour but de renseigner l'opinion publique anglaise sur la cause serbe et yougoslave. Une *His-*

(1) Tous ces ouvrages ont paru en français. Ils se trouvent tous à la Bibliothèque Nationale de Paris, et presque tous à la Bibliothèque Nationale de Belgrade. Voir aussi la notice bibliographique à la fin du volume.

toire de la littérature yougoslave, en anglais, due à M. Pavle Popovitch, est surtout à retenir. Certains ouvrages d'informations cités plus haut ont été édités également en anglais.

Un petit centre intellectuel s'était formé également à Bizerte, en Tunisie; M. Véséline Tchaïkanovitch, professeur à l'Université de Belgrade, rédigeait un « journal pour soldats et réfugiés serbes » : *Napred*. Le journal parut de 1916 à 1918; il donnait un supplément littéraire, sous le titre de « Vieux Trésors ». L'imprimerie des invalides serbes qui composait ce journal avait également entrepris d'éditer une bibliothèque « *Napred* », dont le but était d'offrir aux Serbes en exil une lecture utile et amusante. A côté des manuels franco-serbes (éléments de grammaire, conversation et dictionnaires), la collection contenait, dans ses 23 numéros, la reproduction en serbe et la traduction en français d'un grand nombre de contes et de poèmes nationaux, de poésies modernes, de fragments d'histoire serbe et d'histoire des religions.

Quand on parle du sort de la science serbe, pendant la guerre; on doit noter une des rares contributions à la science de la Serbie même. La Serbie du Sud fut visitée, au cours de l'occupation, par des botanistes J. Bornmüller, Herzog et Mrkvicka. Les deux premiers savants (surtout Bornmüller) ont publié à ce sujet plusieurs descriptions géobotaniques, tandis que la collection du feu Mrkvicka fut décrite par Velenovski (1).

4. ARTS

Le théâtre, aussi bien que les arts plastiques et la musique, a souffert pendant la guerre au moins autant que les autres

(1) A côté des *Beogradske Novine* et du calendrier-almanach auxquels nous faisons allusion plus haut, les autorités d'occupation de Belgrade ont fait paraître les documents suivants : Militärintendant Hubert v. Steinitz. *Ein Jahr Ernteverwertung in Serbien* (1917); *Verordnung über Vorkehrungen gegen Infektionskrankheiten* (1917); *Verordnung betreffend die Bemessung und Einhebung der direkten Steuern und der Birumlage in den okkupierten Gebieten Serbiens* (1916); *Bericht über die Verwaltung des Kreises Belgrad-Land* (1917); — un certain nombre d'autres rapports du même genre; un rapport, en serbe, du lycée de Belgrade pour l'année 1916-1917, etc. (La plupart de ces documents se trouvent présentement à la Bibliothèque Nationale de Belgrade.)

manifestations de la vie spirituelle. Aussitôt que la guerre fut déclarée et que Belgrade fut bombardé, il ne fut plus question d'une activité du Théâtre National de cette ville. Le bâtiment même a été tellement endommagé qu'il n'a pu être employé pendant l'occupation et qu'il a dû être presque entièrement refait après la fin des hostilités. Une partie des décors et des costumes a été sauvée par leur transfert à Niche, mais ce sauvetage ne fut que momentané : comme les autres meubles appartenant aux administrations, ceux du théâtre ont été perdus ou anéantis par la suite. Quelques représentations furent données à Niche, à la fin de 1914 et au commencement de 1915, mais ce ne fut qu'avec peine, tous les jeunes acteurs ayant été mobilisés.

Sous le régime d'occupation, le rédacteur des *Beogradske Novine*, Ogrizovitch, et un auteur dramatique serbe, Miloutine Tchékitch, ont fait des efforts remarquables pour sauver la vie aux acteurs serbes en leur donnant une occasion honorable de gagner leur vie. Quelques-uns des meilleurs acteurs de la troupe se trouvaient, en effet, à Belgrade. Dans un local de la capitale (« Kassina »), on monta un théâtre où un certain nombre de pièces serbes ont été données avec succès. Cette troupe visita aussi Valyévo et Kragouyévat. Dans cette dernière ville, un théâtre spécial a été monté qui donna aussi quelques représentations.

A la suite des guerres balkaniques, le 9 janvier 1914, un théâtre avait commencé à fonctionner à Uscub (Skoplyé). Son bâtiment de fortune n'eut même pas l'occasion d'être essayé convenablement. Le 1^{er} mars de la même année, il brûla entièrement. A la place même de l'incendie, on éleva bientôt une nouvelle scène, où l'on travailla jusqu'au 10 juillet 1915. Après cette date, toute activité fut rendue impossible par la guerre et l'évacuation rapide du pays tout entier. Pendant l'occupation, les Bulgares ne permirent aucune sorte d'activité théâtrale, ni à Uscub, ni dans aucune ville de la zone par eux occupée.

Les Serbes aiment le théâtre. Partout où un certain nombre de jeunes gens se trouvent réunis on pense aussitôt à monter sur les planches. Dans les camps de concentration (en Hongrie,

mais point en Bulgarie !), à l'arrière, en exil, sur le front même, on vit s'élever des théâtres. Les baraquements, les salles à manger, la verdure d'une plaine ou d'une forêt, — tout était bon pour chercher une distraction et un oubli des malheurs présents. Si encore un acteur professionnel se trouvait parmi les organisateurs, l'affaire marchait on ne peut mieux.

Le plus grand succès a été obtenu à Bizerte, où un très grand nombre de soldats serbes séjournaient plus ou moins longtemps : c'était une espèce d'arrière du front de Salonique. Jeunes recrues, blessés, convalescents, invalides de guerre, volontaires venus d'Amérique, soldats et officiers condamnés, officiers et soldats français se trouvant dans des conditions semblables, — tout ce monde constituait un public tout indiqué pour un théâtre. Un excellent acteur professionnel se trouvait aussi là. Rien ne manquait donc pour se mettre au travail. Sous la direction de cet acteur, M. Ghiniteh, le théâtre commença à fonctionner, dans le camp militaire de Lasoise, au mois d'avril 1917. A partir du mois de juin de la même année, on parvint à donner des pièces du répertoire national serbe, dans les cadres majestueux d'un grand amphithéâtre sans toiture, construit suivant le modèle antique, qui pouvait recevoir 3.000 spectateurs.

Au cours de la guerre, à plusieurs endroits, acteurs ou intellectuels prirent l'initiative de faire construire un théâtre à la proximité même du front. Ces théâtres furent très nombreux. Les plus connus et les plus rapprochés du front furent, devant Salonique : le théâtre de la division yougoslave, celui de la division du Danube, le théâtre militaire « Tocha Yovanovitch », le théâtre de la section des convalescents dans la campagne de Zeitinlik.

En France, les divers groupes d'étudiants ne pouvaient résister au plaisir de jouer la comédie toutes les fois que cela leur était possible. Sans construire des scènes spéciales, ils utilisaient toute salle susceptible d'être divisée par un rideau pour y monter des planches et des coulisses. Citons, parmi tant d'autres, le petit théâtre de Malabry; près Paris, où se trouvaient une centaine d'étudiants serbes, fatigués ou souffrant d'anémie, qui fonctionna pendant l'été 1919.

Dans les camps de concentration, à Asehaeh, à Boldogassogny; à Nagymegyer, à Nezider; et surtout à Grædig (près Salzburg), où, à côté des prisonniers de guerre, un grand nombre d'intellectuels serbes ont été internés, il y avait des moments où la vie intellectuelle prenait des ailes. Grâce aux organisations de bienfaisance, aux Croix-Rouges interalliées et au Gouvernement serbe aidé par les États-Unis, des secours en vivres commençaient à arriver de l'étranger, et la vie de ces gens devenait un peu plus facile. Aussitôt, le désir apparaissait de nourrir l'esprit après avoir calmé, tant soit peu, les besoins du corps. On se mettait à lire les livres qu'on pouvait se procurer, on pensait à la musique, au théâtre. A plusieurs endroits; des théâtres et des orchestres, plus ou moins nombreux, ont été montés avec le concours des amateurs.

Lorsqu'on parle de la *musique* serbe pendant la guerre, il faut distinguer — comme pour toutes les autres formes de la vie intellectuelle et artistique — la situation en Serbie occupée et celle en exil. On peut dire pour la musique ce que nous avons dit pour les livres et les journaux : sommeil hivernal, pour ne pas dire mortel, en Serbie, développement resplendissant en exil. Les habitants de la Serbie avaient autre chose à faire que de s'occuper de l'art, surtout de la musique, qui est le synonyme de la gaieté fraîche et de l'expansion vitale. Pour eux, il s'agissait d'avoir la vie sauve, de parvenir à voir la fin de la guerre, quelle qu'elle fût. Par-ici, par-là, un piano se faisait entendre, mais ce n'était pas un Serbe qui jouait : c'était un étranger. Le violon, compagnon fidèle des âmes sentimentales et tristes, venait peut-être un peu plus souvent pleurer le sort des vivants et chercher à exprimer un espoir voilé, mais non mort. A Belgrade même, les dispositions d'esprit étaient quelque peu différentes. La grande ville ne permet point le recueillement et le sérieux qui caractérisent la province et surtout la campagne. De caractère plutôt cosmopolite, la capitale revêtait pendant l'occupation son aspect ordinaire de ville grouillante et bien en train. Les cafés étaient pleins de monde, et seul l'œil d'un bon connaisseur pouvait discerner l'absence presque totale des véritables Belgradois. Des orchestres, venus d'Autriche ou de

Hongrie, y jouaient souvent de la bonne musique. Mais les artistes serbes n'y prenaient aucune part. On peut même citer, comme un exemple précis des nombreuses pertes subies par l'art musical en Serbie, une quantité de pianos détériorés, anéantis ou emportés. Pour ce qui est de la création artistique proprement dite, il faut mentionner la perte, pendant la retraite, d'une œuvre du grand compositeur serbe St. Mokranjats, qui contenait, sous une forme artistique, tous les chants liturgiques de l'église orthodoxe. La rédaction de Mokranjats était la résultante de deux variantes, celle de Belgrade et celle de Karlovtsi (Srem). Ce que les musiciens antérieurs avaient omis de faire, il le fit avec éclat : il a divisé les mélodies liturgiques; non en rythmes musicaux réguliers, mais en rythmes mélodiques, conservant ainsi toute la largeur et le ton grave qui caractérisent les chants d'église. Son œuvre a été achetée par le Conseil des Évêques de Serbie, mais l'original en a été perdu en 1915, pendant la retraite. Une reproduction manuscrite en a été toutefois conservée au séminaire de Belgrade.

En exil, plusieurs musiciens serbes ont beaucoup travaillé, et leur séjour à l'étranger aura une importance inestimable pour l'avenir de la musique serbe. Ils ont été souvent amenés aussi à exécuter, devant un public étranger; les principales productions de la musique nationale. Le public français ainsi que celui d'Angleterre ont été charmés par les compositions de cette musique nationale, surtout par les mélodies et chants de Macédoine et de Slovénie. Les élèves et étudiants serbes ont partout chanté en chœur, et leurs voix puissantes et bien accordées, ont trouvé généralement un excellent accueil. Les chants individuels paraissent avoir eu beaucoup moins de succès. Les étrangers ont vu dans les chants en chœur un trait spécial de la psychologie serbe.

Nous avons dit, plus haut, quel a été le sort du Musée National et de sa galerie de tableaux. Au moment de l'évacuation, les caisses contenant les objets d'art se trouvaient à Mitrovitsa (Kosovo). Le Gouvernement militaire austro-hongrois avait confié à un commandant, nommé Ivan Kovacic, origi-

naire de Zagreb, le soin de mettre en ordre les Musées serbes, les bibliothèques, les archives et les autres institutions de ce genre, qui avaient souffert par la guerre. Une vingtaine de professeurs et d'autres intellectuels serbes qui se trouvaient à cette époque à Belgrade, avaient été employés à ce même travail. Une commission nommée par le Gouvernement pour rendre compte des résultats obtenus, et dans laquelle se trouvait M. Ouroche Préditch, académicien et peintre serbe, à côté de quelques autres Serbes notables, trouva, à la veille de l'évacuation par les Autrichiens, qu'« on avait sauvé tout ce qu'il était possible de sauver dans les conditions extrêmement difficiles de cette époque ». Deux anciens fonctionnaires serbes avaient été employés à la mise en ordre des archives de l'Académie des sciences. Toute la collection des manuscrits paraît avoir été sauvée. La galerie des tableaux du Musée National avait été confiée aux soins de MM. Zoritch et Nikolayévitch, professeurs à l'Université de Belgrade. « L'état dans lequel se trouvaient ces tableaux, dont certains irréparablement endommagés, écrit M. Nikolayévitch, était plus que misérable. Emballés en vitesse, sans soin et sans habileté, dans des caisses qui laissaient pénétrer l'eau, ils ont été traînés jusqu'à Mitrovitsa au cours de notre retraite pour y être jetés comme des objets sans valeur. Éclaboussés ou pleins de poussière, certains même criblés de cartouches au moment du bombardement de Belgrade, ces tableaux sans cadres donnaient à présent l'impression de belles femmes, vieilles et fanées. » Le travail de classement devait être précédé d'un travail technique de nettoyage. La galerie, très réduite, avait été bien péniblement rétablie.

En exil, les artistes serbes, sculpteurs et peintres, qui avaient pu fuir, ont beaucoup travaillé pendant la guerre et ont pris part à plusieurs Expositions. Certains ont organisé des expositions spéciales, comme le grand sculpteur dalmate, Ivan Mestrovic, le plus puissant artiste parmi les Yougoslaves. Pendant ses séjours à Rome, à Londres, à Genève, à Cannes, et à Paris, Mestrovic a eu l'occasion de défendre infatigablement la libération de son pays. Rien qu'en Angleterre, il organisa, entre 1915 et 1918, jusqu'à huit expositions de ses

travaux, qui provoquèrent le plus vif intérêt. Pendant ces quatre années, Mestrovic a achevé un grand nombre de travaux, dont le plus remarquable est le cycle de la passion, qui contraste admirablement avec le groupe des héros de la bataille de Kosovo, faisant partie de sa grande construction du Temple de Vidovdan.

Les artistes serbes, Mestrovic en tête, ont exposé leurs travaux à la grande Exposition de 1919, au Grand Palais de Paris, et dans plusieurs autres Expositions. En province, on a organisé, plus d'une fois, de petites expositions des arts et des travaux du foyer. Citons, par exemple, celle de Lyon, en 1917.

* * *

Quelques mots, enfin, sur les conditions dans lesquelles s'exécutait, pendant la guerre; le *transport de la pensée et des nouvelles*. Dès le début des opérations sur le front, le service des postes était bloqué, d'une part, par la quantité énorme de correspondances; d'autre part; par le nombre réduit du personnel; enfin, par la censure militaire. Le courrier arrivait très irrégulièrement et avec de grands retards. Les régions de l'Ouest, occupées périodiquement par l'ennemi, étaient dans une situation particulièrement défavorable à ce point de vue. La grande retraite mit le service postal dans un désarroi complet. On se renseignait par ouï-dire; les membres d'une famille se perdaient souvent pour ne se retrouver qu'en Albanie, au bord de la mer, ou en France, à Corfou, à Salonique, en Afrique du Nord, en Hongrie, en Bulgarie, ou pour ne se point retrouver du tout. — Pendant l'occupation, les Serbes ont été pour très longtemps divisés en deux parties inégales et complètement séparées l'une de l'autre. Les uns se trouvaient en Serbie ou dans les pays envahisseurs; les autres étaient dehors, en exil, sur le front, au fond de la mer, on ne sait où. Des uns aux autres, point de rapport pendant toute une année. A l'intérieur même du pays; la correspondance n'était point facile. Tout se trouvant entre les mains des autorités militaires, la correspondance privée entre les villes était au début interdite. On défendait également

aux voyageurs de porter des lettres. Les autorités avaient peur d'un soulèvement de la population et s'efforçaient d'empêcher tout contact entre les diverses régions du pays. Quelques mois plus tard, une administration postale pour civils avait été organisée. Toutes les cartes postales (les lettres fermées étant interdites) devaient être portées directement et personnellement au bureau de poste, où elles étaient immédiatement lues et expédiées ou rendues. Elles devaient être écrites avec des lettres latines (l'alphabet cyrillique étant une fois pour toutes interdit). Un an environ après le commencement de l'occupation, l'administration des postes était devenue un peu plus régulière. Les cartes pouvaient être mises en boîte. Mais la censure militaire existait encore, le courrier s'amonecelait, et les cartes n'arrivaient que très irrégulièrement : un cinquième d'entre elles environ parvenaient au destinataire. Sans aucun doute, on en détruisait un grand nombre. Les timbres en usage, au cours de l'occupation étaient, pendant un certain temps, ceux de la Bosnie-Herzégovine avec une inscription supplémentaire : « Serbien ». Ces timbres furent bientôt retirés de la circulation et remplacés par les timbres des postes militaires austro-hongrois. Dans les régions occupées par l'armée bulgare, on se servait des timbres ordinaires qui étaient en usage en Bulgarie (1).

5. ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS

Sans être aussi répandues et habituelles; que dans les pays anglo-saxons et germaniques, les institutions de collaboration intellectuelle ont néanmoins joué un certain rôle en Serbie. La population étant ordinairement très peu cultivée et le niveau général étant assez bas, les gens cultivés se trouvaient devant une double tâche : d'une part, s'unir mutuelle-

(1) En octobre 1915, l'administration serbe avait mis en circulation des timbres spéciaux avec l'image du roi Pierre sur le champ de bataille, souvenir des luttes pour la libération de Belgrade. Mais l'évacuation survint presque immédiatement, et ces timbres n'entrèrent que très peu en usage, et certaines catégories seulement en furent employées. A la veille de l'évacuation des troupes serbes ces timbres servirent de petite monnaie, faute de pièces d'argent et de billon.

ment pour s'efforcer de développer leurs connaissances ou tout au moins pour ne pas perdre trop de ce qu'ils avaient appris au cours de leurs études ; d'autre part, former des Associations pour l'instruction de la jeunesse scolaire et des paysans, Associations connues en Serbie sous le nom de « mouvements de culture ».

Professeurs de lycées, instituteurs, prêtres, fonctionnaires des postes et télégraphes, médecins, ingénieurs, avocats, littérateurs, etc., toutes ces professions avaient leurs Associations particulières, ayant pour but la défense de leurs intérêts, mais surtout l'élargissement des connaissances, au moyen de réunions, congrès, publications périodiques ou séparées, etc. La masse populaire n'avait naturellement aucun rapport avec ces Associations strictement professionnelles. Mais il y en avait d'autres également dont le but était précisément de vulgariser les sciences, de propager des habitudes saines et des connaissances utiles, d'éditer livres, brochures, journaux pour la diffusion de leurs idées. Telles ont été, par exemple, les trois grandes Associations pour l'édition de livres : la « Zadrouga littéraire » dont les nombreuses et solides éditions (originaux et traductions) représentent un véritable trésor intellectuel, l'Académie royale de Serbie qui faisait paraître d'excellents ouvrages de science, et la Société de saint Sava qui subventionnait l'édition d'ouvrages de valeur et éditait une grande revue *Brastvo*. Deux fondations particulières, celle d'Iliya-Kolarats et celle de Dim. Stamenkovitch étaient consacrées à des buts différents : la première subventionnait l'édition des ouvrages scientifiques ; la deuxième éditait des volumes consacrés à l'éducation du peuple et surtout de la jeunesse scolaire. En outre, des Sociétés pour la lutte contre l'alcoolisme, des Sociétés gymnastiques et celles des boy-scouts avaient développé une très grande activité parmi la jeunesse scolaire, soit par l'organisation et la parole, soit par des publications spéciales. Enfin, plusieurs Sociétés de femmes existaient, dont la plus importante était, sans doute, le Kolo des Sœurs Serbes, société patriotique et humanitaire, fondée en 1903, avec le but suivant : offrir un soutien moral et matériel aux Serbes dans les

contrées soumises aux autorités étrangères. Sa centrale se trouvait à Belgrade, et ses filiales étaient répandues dans toutes les villes de Serbie. La Société rassemblait des dons en argent et en objets, et les envoyait surtout dans la Serbie du Sud. Elle organisait également des cours pour infirmières. Une autre organisation, qui dépassait les cadres d'une action purement intellectuelle et sociale, était celle de la « Narodna Odbrana » (défense nationale), organisation nationaliste, fondée en octobre 1908, à l'occasion de l'annexion par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie-Herzégovine. Elle avait un secrétaire général, énergique et capable; dans la personne de M. Milan Pribitchévitch, alors jeune officier de l'armée serbe. En deux mois, 223 filiales de département et d'arrondissement ont été fondées. Le mouvement franchit bientôt les frontières de la Serbie, pour s'implanter parmi les Serbes d'Autriche et même d'Amérique. La jeunesse scolaire était agitée; surtout par les Sociétés gymnastiques « Douchan Silni » et « Soko », par le mouvement contre l'alcoolisme et dans une certaine mesure par les idées socialistes.

Le mouvement de Soko et celui pour la lutte contre l'alcoolisme méritent une mention spéciale. — L'idée de Soko a pris naissance en Bohême, en 1862, avec le but principal de « développer la conscience nationale, et d'ennoblir les forces spirituelles et physiques du peuple tchèque, au moyen de l'éducation physique et morale ». Cette idée s'est vite répandue parmi les Slaves du Sud, et tout d'abord parmi les Slovènes (dès l'année 1863). En Serbie, la première Société gymnastique date de 1857. En 1891; elle fut transformée en Société Soko. A partir de 1892 une autre Société gymnastique a été fondue sous le nom de « Douchan Silni », en concurrence avec la première. Ce n'est qu'en 1910, que les deux Sociétés se sont fondues dans une seule Association nationale : Fédération des Sociétés Soko-Douchan Silni. La Fédération avait un organe, *Sokolski Glasnik*, et elle organisa à Belgrade, en 1910, le premier « slet », avec le concours des Sokols Tchèques, Croates et Slovènes. Pendant les guerres balkaniques, et entre 1914 et 1919, ces Sociétés n'ont point fonctionné. La première Société pour la lutte contre l'alcoolisme

a été fondée en 1901, sur la base d'une abstinence totale. En 1903, le journal *Trezenost* (Abstinence) commençait à paraître. En 1907, une loge de Bons Templiers a été créée à Belgrade avec une section pour la jeunesse qui allait prendre de très grandes proportions. En 1910, un journal pour la jeunesse : *Saveznik*, a été fondé, et il contribua notablement au développement du mouvement dans les établissements d'enseignement secondaire et dans l'Université. En 1912, il y avait 80 organisations locales, avec 8.000 membres. Plusieurs expositions anti-alcooliques ont été organisées. Une attention particulière a été consacrée à la propagande parmi les cheminots. Enfin, un grand nombre de brochures ont été publiées.

La guerre mit fin à l'activité de toutes ces organisations. Comme leurs centrales se trouvaient toutes à Belgrade, les travaux en furent interrompus, dès le début des hostilités, c'est-à-dire aussitôt que la capitale commença à être bombardée. Tous les organes de ces diverses Associations et Sociétés cessèrent de paraître. Leurs archives furent dispersées et anéanties, soit à Belgrade même, soit sur le chemin de la retraite, lorsqu'une tentative de sauvetage avait été faite par un membre zélé. Seuls le Kolo des Sœurs Serbes et la Narodna Odbrana, donnèrent signe de vie pendant un certain temps. La première de ces organisations dut bien cesser de publier son almanach *Vardar*, qu'elle éditait annuellement depuis 1906. Mais elle développa une autre sorte d'activité : elle prit part au travail des hôpitaux militaires, en fonda un elle-même et fournit à d'autres un grand nombre d'infirmières. Après la fin de la guerre, elle fonda une Maison d'invalides de guerre avec une École des arts et métiers. La Narodna Odbrana a également eu un grand essor pendant les guerres balkaniques. Elle attira de nombreux nationalistes serbes des régions encore soumises, et c'est pour quoi l'Autriche-Hongrie exigea, dans son ultimatum, la dispersion de cette organisation ; tous ses membres ou amis résidant en Autriche-Hongrie étaient mis hors la loi, et souvent jugés pour crime de haute trahison. Après la guerre, cette Association a modifié son programme et s'est transformée en organisation yougoslave, ayant pour but unique de contribuer

à la renaissance intellectuelle et morale du peuple et de créer une liaison d'âmes entre les diverses parties de la Yougoslavie.

En Serbie occupée, la vie sociale à proprement parler était absolument éteinte. Ni les Autrichiens-Hongrois, ni les Bulgares n'avaient permis un rétablissement des Associations et Sociétés ayant existé avant la guerre. Ils permirent encore moins qu'on en créât de nouvelles. D'autre part, les soucis de la vie purement physique avaient tellement absorbé les esprits qu'il pouvait à peine être question d'un renouvellement de la vie sociale. Enfin, la plupart des chefs et des membres des différentes organisations antérieures se trouvaient en dehors du pays. De leur côté, les autorités d'occupation n'ont presque rien fait pour créer une atmosphère favorable à l'expansion de l'esprit social. C'était, en vérité, une occupation militaire avec tous les traits qui caractérisent une prise de possession temporaire dont on doit tirer le plus grand profit, et qu'il faut à tout prix éviter de compromettre par une familiarité quelconque avec la population indigène. Celle-ci n'a d'ailleurs montré généralement qu'une disposition médiocre à collaborer avec les envahisseurs.

Ce qu'ils ont essayé de faire, surtout les Bulgares, dans le but d'apprivoiser les habitants, n'a trouvé qu'un accueil très froid, surtout dans les petites villes et à la campagne. Les autorités bulgares (militaires, scolaires et ecclésiastiques) avaient organisé des espèces d'assemblées publiques auxquelles la population était convoquée périodiquement. Le préfet ou le commandant de la place profitait de ces réunions pour donner aux citoyens des conseils de loyauté envers les autorités, pour leur communiquer quelque ordre, pour prendre contact avec eux, ou simplement pour leur parler des victoires de l'armée bulgare, de la disparition de l'État serbe, du caractère définitif de l'occupation, etc. Certains chefs militaires ou civils tenaient beaucoup à ces réunions et l'absence d'un citoyen leur était une raison suffisante pour le faire interner. On pense bien désormais de quel cœur les habitants s'y rendaient, et quelle a pu être l'influence exercée sur eux par cette sorte de

collaboration avec les autorités. — Une autre pratique fréquente du régime bulgare étaient les conférences (skaski) faites par des intellectuels bulgares au nom des autorités, toujours dans un esprit nationaliste. Ces conférences traitaient de l'histoire de Bulgarie, de l'histoire aussi des régions occupées, qui étaient représentées comme ayant été primitivement bulgares et soumises ensuite à l'esclavage serbe. Comme dans les églises et dans les écoles, l'occupation était présentée dans ces conférences comme une libération. Si les habitants ne sont pas encore conscients des bienfaits du nouvel état de choses, leur disait-on, c'est qu'ils ont une âme d'esclave ou bien qu'ils sont des insoumis, auxquels il faudra bien administrer une médecine encore plus forte. Si l'accueil fait par les habitants à ces conférences avait été trop froid, les autorités décidaient de tourner la vis une nouvelle fois, d'en interner une nouvelle fournée. Certains chefs plus clairvoyants s'efforçaient dans ces cas de prendre, au contraire, des mesures plus douces, de tenir compte des nécessités de ce monde et de ne pas demander aux hommes ce qu'ils ne pouvaient donner ou faire. En un mot, les « skaski » étaient un instrument de Gouvernement et non un moyen de culture ; une occasion pour les autorités de passer en revue la population et de connaître ses sentiments à l'égard du régime existant. Au début, les « skaski » n'étant pas obligatoires, les gens ne s'y rendaient qu'en très petit nombre. Plus tard, les autorités firent savoir aux citoyens que la fréquentation des conférences publiques était pour eux un moyen de prouver leur loyauté envers l'État bulgare. Au témoignage d'un auteur, les autorités se servaient « de fusils et de couteaux » pour forcer les citoyens à venir aux « skaski » (1). Une troisième sorte de divertissement, organisée par les autorités bulgares, étaient des « soirées », avec ou sans bal. Dans toutes les villes de la zone bulgare ces soirées avaient lieu assez souvent, et ne manquèrent pas de succès. Les officiers et fonctionnaires bulgares avaient besoin de se distraire, et leur familiarité naturelle se trouvait aidée par la similitude de la langue et des mœurs serbes et bulgares. La

(1) Mih. CHIPANITCH, *Occupation*, p. 70, en parlant de la ville de Prokouplyé.

population, surtout les jeunes gens, ne voyaient pas de mal à s'amuser un peu en compagnie des « frères Bulgares », comme on disait avec ironie, mais aussi avec un sens profond de la ressemblance de ces deux peuples et de la nécessité où ils se trouvent de vivre ensemble. On avait bien des choses à reprocher aux Bulgares, et, tout d'abord, les internements en masse. Mais ne fallait-il pas oublier pour un instant les malheurs de l'heure présente et essayer de jouir tant soit peu de la vie et de la jeunesse ? Ce n'est qu'après l'étouffement sanglant de l'insurrection de Toplitsa que les relations devinrent tout à fait froides. Les Bulgares s'étaient rendu compte que l'esprit serbe n'était point mort, et les habitants, victimes d'une vengeance terrible, voyaient bien que l'occupation n'était point une force passagère, comme ils pouvaient le croire au début. Les soirées dont nous parlons étaient fréquentées ordinairement par les familles riches qui avaient échappé à l'internement. Les jeunes gens de ces familles aisées ne pouvaient résister au plaisir de danser. Quelquefois, il y avait un programme de chant de chœurs, avec le concours des habitants, et même avec des chants en langue serbe. A Prokouplyé, par exemple, les invalides de guerre avaient reconstitué leur chorale d'autrefois, et ils chantaient dans l'église et même dans ces soirées, devant un public mélangé.

C'est à cela que se réduisait la vie intellectuelle et artistique de la population en Serbie occupée. La campagne en avait moins encore : elle n'avait rien du tout. Par contre, les paysans étaient assez libres dans leurs propres mouvements, les villages serbes étant très dispersés et le système de fermes isolées étant le plus fréquent. A leur « slava » et à leurs mariages, ils pouvaient s'amuser comme ils voulaient, à condition naturellement d'avoir de quoi dépenser. La situation matérielle des paysans était généralement bien meilleure que celle des citadins, et surtout des habitants de Belgrade. Les mariages étaient assez fréquents, plus fréquents même qu'on ne l'aurait voulu, surtout dans la zone bulgare. De peur de voir les soldats et les officiers assaillir leurs filles, les parents aimaient mieux les marier quelques années plus tôt : si le malheur doit

venir, disaient-ils, qu'il les trouve dans leur propre maison. On voyait ainsi se marier des jeunes filles de 13 et 14 ans.

Mentionnons, enfin, une espèce de littérature orale qui a pris naissance pendant l'occupation. L'esprit vif et mordant des Serbes devait forcément trouver une issue quelconque. Ne pouvant dire tout haut et en propres termes ce qu'ils pensaient, les jeunes gens fredonnaient, en cachette, des vers d'une frappe plus ou moins heureuse, mais qui étaient d'un certain effet soulageant pour la population réduite au silence (1). Chacune de ces chansonnettes contient des allusions à un fonctionnaire austro-hongrois ou à un acte des autorités. Elles illustrent, jusqu'à un certain point, l'état d'esprit de la population serbe; qui ne perdait jamais l'espoir que « l'eau coulerait de nouveau où elle a déjà coulé » et que la liberté reviendrait.

(1) En voici quelques strophes, recueillies par M. LAPTCHÉVITCH à Belgrade :

François ramasse des chaudrons,
Il veut raccommoder ses canons.
Le Père Pierrot voit tout cela,
Mais il ne lui en veut pas.

Le dinar est plus haut que la couronne :
C'est que les Serbes de Salonique ronronnent !

Le père Pierrot monte un cheval blanc,
Toute l'Amérique court à travers l'océan !

Une chansonnette semblable, née dans la rue, et qui persiflait tous les chefs du gouvernement militaire, fut interdite, et il fut promis 5.000 couronnes par les autorités autrichiennes à qui indiquerait l'auteur. Personne ne se trouva pour en livrer l'auteur ou le chanteur. Les paysans eux-mêmes, composaient et chantaient de telles poésies. A côté de celle que nous avons citée plus haut (chap. IV, 1), D. LAPTCHÉVITCH a noté les deux strophes suivantes :

Élanec-toi, éclair, que je trouve mes longes
Pour les pendre tous, Souabes et Magyars,
Élanec-toi, éclair, derrière les monts,
Je veux voir par où s'en vont ces barbares.

Père Pierrot, tu as blanchi trop :
Le Magyar décide de ton sort !
Cela ne fait rien, cela finira bien,
Le père Pierrot redeviendra fort
Et c'est lui qui décidera alors
Du sort du Magyar, blême et retors.

Texte serbe dans *Occupation*, p. 94, 95 (« François », c'est l'Empereur François-Joseph, et « père Pierrot », c'est le roi Pierre).

6. SORT DES INTELLECTUELS

Nous ne dirons que peu de chose sur l'état des intellectuels serbes qui s'étaient retirés avec l'armée ou qui avaient fui à l'étranger avant la dernière offensive germanique, magyare et bulgare. S'ils avaient franchi avec succès l'enfer albanais, ils n'étaient point à plaindre. Le Gouvernement serbe, aidé des Gouvernements alliés, avait assuré des émoluments complets à tous les fonctionnaires et retraités, une bourse à tous les étudiants et des allocations à peu près suffisantes à tous les autres réfugiés. Les jeunes élèves étaient logés et nourris; d'abord dans différents collèges et lycées français; ensuite, dans le lycée serbe de Nice. Après quelques difficultés au début, tous les intellectuels serbes en exil étaient finalement bien pourvus. On peut même dire que les réfugiés serbes étaient tous devenus en quelque manière des pensionnaires du Gouvernement. Cela explique peut-être jusqu'à un certain point leur manque d'initiative en exil. A part les étudiants, quelques savants et un certain nombre d'ouvriers abandonnés à eux-mêmes, les autres réfugiés serbes, les fonctionnaires d'État surtout, n'ont presque rien fait de productif et de vraiment utile pendant leur séjour à l'étranger. A vrai dire, ils n'ont pas su s'y orienter. Au début, ils s'employaient à apprendre la langue, sans d'ailleurs y mettre un empressement excessif. Les nouvelles de Salonique disaient-elles que Monastir était pris : l'espoir naissait aussitôt d'un retour prochain. Était-ce la peine, pensaient-ils, de commencer dans ces conditions quelque chose de sérieux ? On vivait au jour le jour, en lisant les journaux, en attendant des nouvelles sensationnelles. Plus les gens étaient âgés et ancrés dans la vie d'avant-guerre, moins ils pouvaient se faire aux circonstances nouvelles et acquérir des habitudes nouvelles. Aussi, les gens âgés profitèrent-ils très peu de leur séjour à l'étranger, tout au moins au point de vue intellectuel. Peut-être ce monde nouveau leur était-il trop lointain, trop voilé d'une simplicité et d'une bonhomie apparentes pour qu'ils puissent se rendre compte de toute la profondeur d'une vieille et solide civilisation. De

la France, ils ne voyaient que Paris, et dans Paris ils n'avaient d'yeux que pour les grands boulevards où ils passaient leur temps dans les nombreux et agréables cafés. Peu de Serbes travaillèrent sérieusement, infiniment peu parmi les hommes d'un certain âge. Les jeunes gens s'orientaient mieux. Ils apprenaient vite la langue et, habitués au travail régulier, ils se mirent à préparer examen après examen. Même, parmi les élèves français et anglais, ils réussissaient souvent à briller et à étonner leurs maîtres par la rapidité avec laquelle ils assimilaient les connaissances et aussi par leur compréhension facile des problèmes. C'est, en effet, la jeune génération, moins épuisée par la guerre, et aussi moins enfoncée dans les habitudes de son pays, qui profita le mieux des trésors qu'elle trouva en exil. C'est elle qui apportera, à la science et à la littérature, ainsi qu'à la vie publique du nouvel État yougoslave, la contribution la plus précieuse. C'est par elle peut-être que pénétrera enfin, dans ces milieux orientaux, un esprit moderne, vraiment européen et universel.

Les intellectuels restés en Serbie ou internés dans des camps de concentration, se trouvaient dans une situation incomparablement plus mauvaise. Leur dénuement égalait la misère la plus compète. N'ayant rien à vendre, rien à soustraire à la réquisition, ils souffraient souvent de la famine la plus cruelle. Les fonctionnaires de l'État et les professions libérales n'avaient aucune occasion de gagner. Ce n'est que très rarement, et tout à fait exceptionnellement, que les autorités d'occupation voulaient s'en servir pour des travaux qu'ils étaient capables d'exécuter. Les craignant plus que les citoyens ordinaires, surtout dans la zone bulgare, elles les tenaient constamment à l'œil. S'ils n'étaient pas personnellement riches, — chose extrêmement rare parmi les intellectuels serbes, — ils étaient réduits à la misère la plus noire. S'il arrivait encore qu'ils fussent internés, leurs familles étaient condamnées à la mendicité. Dans la zone austro-hongroise, on avait fait cependant, dès le début, quelque chose pour les anciens fonctionnaires serbes. Un Comité avait été formé, dont la tâche était de recueillir les demandes des fonctionnaires, de les vérifier et d'en rendre

compte aux autorités compétentes. On avait décidé de donner à chaque fonctionnaire la moitié de ses émoluments ordinaires, mais en couronnes. La couronne ayant un cours officiel de 2 dinars l'une, les intéressés n'avaient réellement à toucher que le quart de leurs émoluments. La moyenne en étant de 200 dinars, un fonctionnaire ne touchait qu'environ 50 couronnes par mois, ou très peu de chose en comparaison avec les prix de l'époque. Ce n'est qu'en 1917, après l'entrée des États-Unis en guerre, que la question des fonctionnaires serbes restés dans le pays était résolue d'une manière à peu près satisfaisante. Le Gouvernement envoyait par Genève les émoluments de chaque fonctionnaire dont il avait appris l'adresse. Cet argent n'arrivait malheureusement pas toujours au destinataire. Aussitôt que ces émoluments du Gouvernement serbe commencèrent à arriver, les autorités autrichiennes cessèrent de payer les allocations. Un nombre très limité de personnes continuaient pourtant à en toucher.

Les professions libérales ont été très gravement atteintes. Pour la majorité des personnes qui en faisaient partie, les occasions de gagner s'étaient éteintes dès le début de la guerre. La loi sur le service militaire ne prévoyant point de limite d'âge pour ces personnes, le pourcentage de mobilisés dans leurs rangs atteignait facilement 90 pour 100. On s'imagine, dès lors, la situation dans laquelle se trouvaient leurs familles. Tant que le Gouvernement était en territoire serbe, ils touchaient leur solde d'officiers de réserve; mais, après l'évacuation du pays, la situation devint très grave pour leurs familles, soit qu'ils fussent restés dans le pays, soit qu'ils eussent quitté la Serbie. Suivant les dernières statistiques, pour la Serbie, et, d'après l'évaluation approximative, pour les régions nouvelles, il y avait dans la Serbie du Nord et du Sud : 1.800 prêtres, 350 avocats, 450 médecins, 250 ingénieurs et architectes, 10.000 employés municipaux, 3.000 personnes occupées dans d'autres professions libérales (journalistes, artistes, etc.). Nous ne pouvons dire rien de précis sur le sort de ces gens, puisque aucun compte officiel n'en était tenu, ni par le Gouvernement serbe, ni par les autorités d'occupation. Un grand nombre s'adon-

nèrent au commerce ou changèrent de profession, afin de pouvoir gagner leur vie. La frénésie du commerce ayant embrassé presque tous les ordres de la société, il n'est pas étonnant que les gens appartenant à des professions libérales s'y fussent enlisés le plus facilement.

A beaucoup d'égards, la guerre fut la revanche des gens simples et des travailleurs manuels. Mésestimés et même dédaignés en temps normal, ils gagnèrent en importance dans la tourmente et en sortirent considérablement grandis. Les « mes-sieurs » et les « intellectuels » — que les écoles serbes isolaient de la vie réelle et privaient souvent de capacité positive — eurent l'occasion d'éprouver toute l'inanité de leurs connaissances théoriques, quelquefois même tout le vide de leur existence. Mais la Serbie étant un pays primitif, un pays aussi qui avait gagné la guerre, tout finit par s'arranger au profit des fonctionnaires et des « intellectuels », et ils eurent bientôt fait de reprendre le pas sur les « manuels » que le sort avait élevés pendant un moment.

III. — MORALE INDIVIDUELLE, FAMILIALE ET SOCIALE

La guerre ne détruit pas seulement des richesses matérielles. Elle ne tue et ne défigure pas seulement que les corps. Elle anéantit ou détériore profondément les âmes, de même qu'elle fait souffrir les esprits. A la guerre, l'âme humaine s'élève par moments jusqu'à des hauteurs insoupçonnées, et fait preuve d'une abnégation incroyable ; mais, en d'autres moments, les instincts les plus sauvages se réveillent et s'allient à la perfidie la plus raffinée, pour se mettre au service de la destruction et de l'extermination du prochain. Au niveau moral où l'humanité est parvenue à cette heure, on peut dire que les qualités négatives de l'âme se développent pendant la guerre bien plus que les qualités positives et constructives. Le danger de mort, qui est alors général et imminent, fait croire aux hommes qu'ils sont tous en état de légitime défense et que tout leur est permis.

Les mots d'ordre les plus immoraux sont adoptés comme règle de conduite : « Sauve qui peut ! » — « Dieu tue celui qui ne veut pas s'il peut, » — « A la guerre comme à la guerre », etc.

La morale individuelle, aussi bien que la morale familiale et sociale, a été marquée d'une altération profonde. A côté de preuves éblouissantes d'héroïsme, d'abnégation et de renoncement, nous rencontrons les vilenies les plus basses qui, si elles se prolongeaient pendant un certain temps, saperaient les fondements mêmes de la société.

Pour apprécier la morale individuelle des Serbes, pendant la guerre, on doit considérer leur conduite, en tant que Serbes et en tant qu'hommes ; pour la morale familiale, on doit les observer en tant que membres d'une famille : maris, épouses ; pour la morale sociale, enfin, il faut les examiner en tant que membres d'une corporation, d'une organisation, d'un groupement social déterminé (soldats, commerçants, ouvriers, fonctionnaires, etc.). Il n'est pas possible de soumettre à un examen détaillé toute la société serbe, pendant la guerre, au point de vue moral : un ouvrage entier aurait été nécessaire pour une étude de cette envergure. Nous nous contenterons, ici, d'une brève esquisse de la conduite des divers éléments sociaux en Serbie, en insistant particulièrement sur la période de l'occupation qui est considérée, à juste titre, comme l'épreuve la plus dure à laquelle une nation puisse être soumise.

Dans les sociétés sans grande tradition et sans discipline profondément enracinée, la *morale individuelle* ne peut jamais être bien forte. Si la religion la plus vulgaire, avec ses menaces d'un châtement d'outre-tombe, ne vient pas constituer un frein, les passions se donnent libre cours et les méfaits se changent vite en crimes les plus sanglants. Dans les nations mêmes qui sont plus vieilles et plus rassies, la guerre provoque soudain des désirs de vengeance et de cruauté : les événements du front Ouest l'ont bien montré. On pense bien, dès lors, à quelles négations d'humanité ont été amenés les gens rudes et sanguins des rives du Danube et des côtes balkaniques, jetés les uns contre les autres après tant d'années d'une propagande systématique

tendant à développer mésestime et haine. Les guerres balkaniques (1912-1913) avaient épuisé une bonne partie de l'enthousiasme et de l'héroïsme pur des Serbes. Si la guerre de 1914 n'avait pas été pour eux une lutte défensive, ayant pour but de défendre le territoire national et la liberté, la gamme des sentiments héroïques eût; sans doute, été vite épuisée. L'atmosphère du front crée une psychologie spéciale qui tient plutôt de la morale sociale que de la morale individuelle. Mais à l'arrière, où l'homme se trouve à peu près sans contrôle, en tout cas dans un état anormal, et où ses actes se voilent de prétextes : « secret d'affaires », « intentions bienfaisantes », « service officiel », « mission spéciales », à l'arrière, disons-nous, l'homme est livré à peu près à lui-même : sa morale individuelle s'y montre à nu. L'exil, avec ses libertés de mouvement et d'action dans un milieu tout à fait nouveau, fut également pour les gens une grande épreuve. L'occupation, avec ses nécessités qui pouvaient excuser tout, en était une plus grande encore. Si l'on ajoute que les envahisseurs ont tout fait pour encourager les dénonciations, la trahison, l'espionnage et la vente des âmes, on comprendra facilement que la morale individuelle chez les Serbes n'a pas toujours pu être à une hauteur irréprochable. On doit même s'étonner que; dans des conditions si graves, il se soit trouvé des âmes fortes pour résister à toutes les tentations et pour conserver une attitude parfaitement digne. Au témoignage concordant de tous les auteurs de mémoires, et des personnes par nous interrogées, les cas de faiblesse morale ont été des exceptions — peut-être pas très rares, mais des exceptions toutefois — tandis que la conduite honnête et irréprochable était celle de la majorité des habitants restés en Serbie. Sans doute, Austro-Hongrois et Bulgares avaient réussi à recruter, parmi les Serbes de Serbie, quelques hommes et quelques femmes, disposés à se mettre à leur service comme fournisseurs de vivres, comme agents secrets, comme dénonciateurs même. « Il y en avait, parmi les gens simples, comme parmi les gens cultivés. Ces créatures abjectes dénonçaient, d'abord, leurs ennemis personnels; ensuite, d'autres gens, honnêtes et innocents. Pour l'honneur de la Serbie et de sa capitale, l'ennemi n'a jamais pu trouver un nombre suffisant de personnel pour

son service d'espionnage (1). » Il y avait également des gens qui se mettaient au service des autorités d'occupation, de bonne foi ou dans un esprit de justice tout particulier. Ils dénonçaient leurs voisins ou leurs concitoyens, qui avaient fait quelque chose de malhonnête : pillé un magasin ou une maison, caché une trop grande quantité de nourriture ou de bétail, etc. Ils raisonnaient de la façon suivante : dans le malheur commun, personne ne doit se tirer d'affaire à meilleur compte que les autres. « Je souffre bien, moi ; qu'il souffre pareillement, lui aussi. » D'autres faisaient de l'espionnage par amusement, en quelque sorte comme amateurs bénévoles. « Ce genre d'espionnage prenait dans la Serbie occupée, sous l'influence de l'Autriche, des proportions toujours plus grandes. Cela a été, à cette époque, notre grand mal, qui restera dans l'histoire de l'occupation comme une tache noire et rebutante (2). » Les autorités ne se gênaient pas pour prendre à leur service des jeunes gens, presque des enfants et pour se renseigner, par leur intermédiaire, sur la condition de tel ou tel homme important. Lycéens, étudiants et jeunes ouvriers étaient souvent employés pour de telles besognes. « Tel ouvrier s'était même mis à voler et à piller des magasins et des maisons particulières, appartenant à des gens qui avaient fui. Un jeune ouvrier « opantehar » est devenu très vite un grand capitaliste, et on l'a vu acheter une grande propriété au milieu de la ville (3). » Tel autre jeune homme, en province, aidait les autorités bulgares à acheter des moutons aux paysans des environs de Prokoupłyé. « Sais-tu ce que tu fais ? » lui demandait un ami. — « Mais les Bulgares auraient trouvé ce bétail quand même ! » essayait-il de dire pour se justifier. L'ami lui fit remarquer : « Si l'ennemi trouve dix moutons, tu en trouveras cent ; s'il en trouve cent, tu en trouveras mille, car tu sais où les habitants ont caché leur bétail... Tu aides l'ennemi à se ravitailler et à se rendre capable de battre notre armée. » Ce jeune homme fut d'ailleurs tué par les insurgés serbes, au

(1) L. LAZARÉVITCH, *Notes*, p. 127.

(2) Boj. NIKOLAYÉVITCH, *Sous les Allemands*, p. 21.

(3) D. LAPTCHÉVITCH, *Occupation*, p. 77.

cours de la révolte de Toplitsa (1). Les Autrichiens ont également mis à profit les divisions de la population en partis politiques. Lorsqu'ils voulaient rechercher les armes cachées, ils examinaient toujours les ennemis politiques de la personne suspecte d'en avoir. « On a reconnu comme utile, lisons-nous dans un rapport officiel envoyé de la Kommandatur d'Oujitsé au Gouvernement, de profiter des délits ordinaires pour examiner les partis adverses et se renseigner sur les divisions politiques. En même temps, et en passant, on arrive à apprendre où l'on pourrait trouver des armes cachées (2). »

Les autorités autrichiennes se servaient encore de la divergence qui régnait avant la guerre en Serbie, au sujet de la politique envers la monarchie danubienne. Certains partis (libéraux et progressistes) étaient partisans d'une entente avec ce pays, tandis que d'autres pensaient que cet État artificiel ne pouvait subsister et qu'il fallait à tout prix le détruire. Pendant l'occupation, les autorités cherchaient à savoir à quel courant politique appartenait telle personne et réglaient leur conduite en conséquence. Chose curieuse, les Serbes qui auraient pu profiter de leur ancienne conduite, ne demandaient que très rarement qu'on en tînt compte, tandis que les autres, sans doute pour cacher la piste, faisaient montre d'une loyauté excessive et trouvaient le moyen d'être encore favorisés. « Les gens sont mécontents, même ceux qui auraient voulu collaborer à l'œuvre de la réforme », — lit-on dans un rapport officiel envoyé au Gouvernement militaire par la Kundtschaftstelle de Belgrade-ville. « C'est parce que les personnes qui ont été connues, en raison de leurs convictions politiques ou de leurs liaisons de parenté, comme des ennemis avérés de la monarchie, ont réussi aujourd'hui à obtenir des postes dans nos administrations, à se faire délivrer des concessions de fournisseurs de l'armée et même à devenir des personnes de confiance. Il leur a suffi de faire montre, sous la pression actuelle, de loyauté envers la

(1) Mih. ČHRANITCH, *Occupation*, p. 31.

(2) « Halbmonatsberichte der Kundtschaftstellen. » Traduction intégrale dans B. NIKOLAYÉVITCH, *op. cit.*, p. 73-81.

monarchie. Par contre, leurs ennemis du temps où la Serbie était en paix, et nos vrais amis à nous, modestes et paisibles, souffrent aujourd'hui, abandonnés de tout le monde. Ils ont même devant les yeux ce spectacle attristant : ils sont suspectés et vilipendés par nos autorités, et par les gens mêmes qui les ont attaqués et poursuivis avant la guerre. Ces renseignements faux ont été considérés par nos fonctionnaires comme véridiques. Nous avons ainsi interné, ou laissé dans un camp de concentration, des personnes qui nous sont vraiment dévouées, tandis que nos ennemis intimes sont à l'aise sous le titre de « fonctionnaires » ou de « personnes de confiance » (1).

Les autorités d'occupation ne pouvaient dans ces conditions jamais se fier entièrement aux renseignements donnés par les Serbes, si confidentiels qu'ils puissent être. Le pays tout entier respirait une inimitié sourde et mal contenue contre le régime instauré. Aussi fallut-il instituer, dès le début, un vaste réseau d'espionnage et un service de renseignements composés de sujets austro-hongrois et bulgares. Chaque fonctionnaire civil et militaire avait pour tâche accessoire de se renseigner et de chercher à connaître la pensée intime de la population. Afin d'être à l'abri de toute velléité de soulèvement ou même de protestation, les autorités avaient pris soin d'éloigner du pays, surtout de la province, tous les gens cultivés et intelligents qui auraient pu exercer une influence dans ce sens. Il en restait tout de même, et ils ne se gênaient pas quelquefois pour dire ce qu'ils pensaient, sinon publiquement, tout au moins dans les milieux où ils pouvaient se croire en sûreté. Les Serbes aimant les cafés et autres locaux publics où l'on cause, il n'était point difficile aux détectives ennemis d'apprendre ce qu'on pensait généralement. « On remarque dans les rapports avec les gens cultivés de Serbie, dit-on dans un compte rendu policier, qu'il existe une assurance ferme que notre régime n'est qu'un épisode éphémère... La population urbaine espère sans cesse que l'armée serbe reviendra de nouveau, et il n'y a que de rares individus qui ont l'impression que notre régime est stable. La

(1) *Op. cit.*, p. 75.

population de la campagne est prête à tout (1). » Pour imparfait et violent qu'il fût, le service d'espionnage bulgare n'était pas moins développé. Dans chaque ville, il y avait deux ou trois détectives attitrés. Ils profitaient de leur position pour exercer du chantage sur les personnes absolument innocentes qu'ils savaient riches. Suivant la méthode classique, bien connue dans les Balkans, on faisait d'abord emprisonner une personne qu'on voulait « nettoyer ». On essayait de lui tirer quelques aveux ou tout au moins quelques renseignements toujours utiles, au moyen d'une torture plus ou moins poussée. Ensuite, venait directement ou d'une tierce part la suggestion d'une rançon. La rançon était généralement très élevée. La famille s'empresait de fournir la somme demandée : souvent, elle s'endettait pour l'avoir. Si elle ne pouvait la fournir, l'emprisonné était envoyé dans un camp de concentration... Les autorités militaires avaient également un service d'espionnage spécial. Il avait pour but de rechercher les armes cachées et d'épier toute tentative de soulèvement ou de manifestation violente quelconque. Il devait, en outre, découvrir tous ceux qui exprimaient, ouvertement ou d'une manière voilée, leur espoir d'un revirement dans le sort des armées et encourageaient la patience des habitants à attendre des jours meilleurs. En province, plus encore qu'à Belgrade, et surtout à la campagne, les rapports des habitants avec les envahisseurs étaient généralement corrects mais froids. On évitait d'avoir affaire à eux, de peur surtout de « dire un mot de trop », et de mériter l'internement ou une amende (2). On préférait se tenir éloigné du « diable ». Les dénonciations étaient d'une pratique tellement générale, qu'on n'était jamais sûr de ne pas rencontrer à son domicile des agents ou des soldats, même quand on n'avait

(1) *Op. cit.*, p. 73, 81.

(2) Une dame, ayant obtenu le jugement d'un différend, demanda au fonctionnaire autrichien si la décision en question serait valable « lorsque les *nôtres* seront revenus ». « Qui ça, les *nôtres* ? » demanda le fonctionnaire. — « Je veux dire les autorités serbes », répliqua timidement la dame. On l'envoya attendre la réponse dans l'antichambre. Dix minutes après, on lui communiqua qu'elle était condamnée à une amende de 200 couronnes, à payer immédiatement, ou à vingt jours de prison. On lui fit remarquer qu'elle pourrait en appeler plus tard aux autorités serbes... Cf. LAZARÉVITCH, *Notes*, p. 52.

rien à se reprocher. Une manie de dénoncer s'était emparée de certaines gens qui y trouvaient une distraction. Cette distraction coûtait parfois très cher à des personnes absolument innocentes et, en tout cas, faisait régner une peur mortelle parmi les membres de leurs familles.

En exil, les Serbes étaient moins talonnés par les nécessités de l'existence et ils n'avaient point pour excuse cette atmosphère policière que l'administration autrichienne avait répandue en Serbie occupée, ni la terreur qu'inspirait aux gens le perpétuel danger d'un internement. Ils étaient en liberté et abondamment pourvus. S'il se trouva malgré cela quelques personnes pour violer les règles élémentaires de la morale individuelle, cela tient tout d'abord au manque d'éducation qui caractérise les gens primitifs et ensuite à l'abandon presque complet où se trouvaient les enfants et les jeunes gens exilés. Enfin, les Serbes n'ont jamais connu une discipline vraiment systématique et suivie. Les gens affranchis de toute crainte religieuse ne trouvèrent surtout aucune borne à leur volonté de parvenir à quelque chose. Sans éducation, sans contrôle; sans discipline morale ou religieuse, de nombreux jeunes gens ont donné libre cours à leur tempérament espiègle. Ils se permettaient ainsi de voyager sans billet, de prendre à table une portion double, de mettre même en poche quelque objet qui pouvait leur plaire, de passer outre à des ordres de leurs chefs ou même de la police, champêtre ou autre. En un mot, ils s'affranchissaient facilement de toute contrainte, si sévère qu'elle pût être. De leur côté, les Français étaient indulgents pour les « pauvres réfugiés » et ne leur en voulaient pas trop de leurs légères mais fréquentes contraventions aux règles établies. Malgré tout, on n'a presque pas eu à enregistrer, au cours de la guerre, de crimes ou de délits d'importance commis par un Serbe à l'étranger. Les dénonciations, de bien moindre gravité naturellement qu'en Serbie occupée, et dont les conséquences n'étaient jamais bien terribles, ont, par contre, assez fortement marqué le passage de la foule disparate et déroutée des réfugiés serbes. Une malheureuse affaire politique en est même résultée sur le front d'Orient, connue sous le nom de « procès de Salonique », affaire

trouble, mais lourde de conséquences, et qui, sans doute, ne manquera pas d'avoir son épilogue.

Pour ce qui est de la *morale familiale*, le tableau est bien plus clair. La famille serbe est, en effet, quelque chose de très solide. Le lien familial — très serré dans la population serbe, surtout à la campagne et en province, — s'est sans doute quelque peu relâché pendant la guerre, mais il a certainement fait preuve en Serbie d'une fermeté dont on chercherait en vain un exemple ailleurs. À défaut d'une autre discipline, les Serbes ont le culte de la famille : on pense aux « siens », on leur est fidèle, on ferait tout pour eux, on se « fait tuer pour sa mère et pour sa sœur », on « estime » sa femme, son homme et ses enfants. La femme serbe et, tout particulièrement la paysanne, vive pourtant et bien en train, alerte et pleine de savoir-vivre, a fait preuve d'une vaillance vraiment sublime et d'une abnégation sans pareille. La femme serbe, c'est peut-être la plus belle et la plus noble figure de l'histoire de cette dernière guerre. Et tout d'abord la paysanne, à la campagne, la femme d'artisan et de petit commerçant dans les petites villes de province. La paysanne a non seulement assumé tous les travaux agricoles, elle a pris aussi le rôle de contribuable, de marchand, en un mot, le rôle entier d'un chef de famille. Au point de vue moral, la femme serbe s'est dépassée elle-même. En retenant leur instinct sexuel durant plusieurs années, dans leur âge le plus florissant et le plus érotique, les femmes serbes, et tout particulièrement les paysannes, ont veillé à la pureté de leur lit conjugal, et ont refusé, quelquefois au prix de leur vie, de céder à leurs compatriotes restés dans le pays, aussi bien qu'aux envahisseurs. « La pureté sexuelle de la femme serbe, écrit M. Laptehevitch, a été, à juste titre, admirée par les soldats austro-hongrois... Les soldats allemands ont exprimé à ce sujet une véritable admiration. Il y avait même des cas où une femme tuait le soldat qui l'avait assailli... Les vertus de la femme serbe ont été telles que de nombreuses classes sont restées vides pour les années correspondantes à l'époque de l'occupation (1). »

(1) *Occupation*, p. 64, 65. — M. Vesseline VOUKITCHÉVITCH fait entendre un autre son de cloche, dans ses *Souvenirs d'un étudiant sergent-major* (Zagreb, 1927, en serbe) :

Au début, elles étaient anéanties de douleur, par l'incertitude au sujet de leurs maris, frères, fils. Elles accomplissaient la besogne quotidienne, tristes et soucieuses, avec des soupirs pleins de désespoir : sont-ils encore en vie ?... Bientôt, c'est-à-dire quelques mois plus tard, des nouvelles commencèrent à arriver, directement du front ou par l'intermédiaire de la Croix-Rouge qui communiquait la liste des soldats vivants. Les femmes, sombres et silencieuses, devenaient gaies, confiantes et même audacieuses envers les envahisseurs. Les cartes reçues de l'étranger ou d'un camp de concentration étaient conservées, lues et relues mille fois, et on les montrait comme des images saintes. Pour montrer à leurs maris et à leurs frères qu'elles étaient aussi en vie et bien portantes, elles se faisaient photographier, et envoyaient leurs photos au front de Salonique, en France, en Afrique du Nord. Une véritable manie de se faire photographier s'était emparée des paysannes. Les autres, celles qui n'avaient point de nouvelles ou auxquelles la terrible nouvelle avait été depuis longtemps parvenue, ne cessaient d'être malheureuses. Les femmes et les mères des prisonniers de guerre n'étaient pas moins tristes. Les soldats qui se trouvaient dans un camp de concentration ou en Bulgarie, avaient peu de chance de revenir vivants. Un grand nombre laissèrent là-bas leurs os, mais une bonne partie a pu revenir, et même dans d'excellentes conditions. (Ce sont ceux qui furent envoyés dans une ferme, comme agriculteurs, ou échangés contre les prisonniers de guerre alliés.) En Serbie, on ne voyait que des femmes

Ayant été fait prisonnier par les Autrichiens-Hongrois, il s'est évadé d'un camp de concentration et s'est caché pendant longtemps dans les forêts de son village de naissance, dans la Choumadia. « Oh ! mon joli village, s'écrie-t-il ! Tout était comme auparavant ! Mais les gens, les gens qui y étaient restés et qui y vivent maintenant, n'étaient plus les mêmes. Il suffisait d'entendre, du coin de la lisière, lorsqu'on dépouillait des maïs, les rires aux éclats des femmes et les chansons des jeunes filles étourdies, pour se rendre compte de l'incroyable débraillé moral. Dans les enfants laissés derrière moi, je reconnaissais avec difficulté les jeunes gens de village d'aujourd'hui : maigres et longs, les poitrines creuses et les dos courbés. La plupart d'entre eux se trouvaient au service de la gendarmerie locale, soit comme confidentes pour la découverte des armes cachées, soit comme policiers chargés des missions les plus secrètes. Comme je méprisais ces gens grossiers, qui avaient déjà perdu toute foi et s'embourbaient dans la fange la plus profonde... Je sentis à ce moment que tout ce qui était beau et noble se trouvait en dehors de la Serbie, et je formais le dessein de me diriger le plus vite possible vers le front de Salonique », p. 46, 47.

en deuil. Il n'y avait peut-être pas une seule femme qui ne fût affligée d'une perte. Certaines familles paysannes ont donné 5, 6, 7, jusqu'à 10 morts. Certaines grandes communautés de familles (zadrouga) ont donné jusqu'à 20 et 30 victimes. Les pauvres mères et épouses ont donc souffert plus que tout autre (1).

Autrichiens et Bulgares avaient essayé de se rapprocher de la population de toutes les manières. Le contact des femmes était un moyen favori, qui réussissait quelquefois, surtout à Belgrade et dans les autres villes. A Belgrade, les femmes, tout particulièrement les jeunes Juives, avaient un pouvoir extraordinaire. Nombre de dénoncés doivent à leur intervention de ne pas avoir été internés et même pendus ou fusillés. Certaines femmes serbes, surtout les veuves de guerre sans enfants, étaient en relations avec les officiers et soldats, et parvenaient à empêcher beaucoup de malheurs. « Nous ne connaissons pas de cas, écrit M. Chpanitch, où de telles femmes aient usé de leur influence, pour nuire à leurs compatriotes ou pour servir l'ennemi, comme un moyen d'espionnage ; mais il est avéré que la conduite de ces femmes ne pouvait être critiquée sans danger de mort (2). » Les soldats bulgares étaient encore plus entreprenants à ce point de vue que les soldats autrichiens. Ces derniers étaient plus disciplinés, et la connaissance de la langue du pays leur faisait défaut. Les officiers des deux armées eurent beaucoup plus de succès dans les villes qu'à la campagne. Mais il y a peu de cas où les femmes ou les jeunes filles de familles respectables, pauvres ou riches, aient cédé à la tentation ou à la violence.

Pour ce qui est des exilés, le tableau est beaucoup moins brillant. Dans le large monde, au milieu des splendeurs de la vie occidentale, loin des privations de tous genres qu'on avait enfin laissées derrière le dos, on se laissait aller bien plus facilement

(1) A Sipitch, village de Chounadia, nous avons assisté à un spectacle qui en dit long à ce sujet. Le jour de Vidovdan (28 juin), on fait un *Requiem*, pour le repos des âmes des soldats tombés sur les champs de bataille. Chaque père ou chaque mère tient une petite bougie pour chaque soldat mort. Nous en avons vus qui tenaient quatre, cinq, six, jusqu'à huit bougies...

(2) *Op. cit.*, p. 19, 20.

qu'en Serbie occupée, où l'on était comme dans un cercle infernal du Dante (1). Ce sont encore les paysans qui restèrent les plus chastes. Il y a à cela deux raisons capitales. Tout d'abord, le paysan ne voulait point « affliger », « blesser » et « abaisser » sa femme et ses enfants : c'est ainsi que se manifestait son « estime » à leur égard. Ensuite, il avait peur de pécher : « Celui qui n'est point fidèle à sa famille est la victime recherchée par la balle », telle était la croyance générale parmi les soldats-paysans. Enfin, et c'est une troisième raison, ils avaient une peur terrible des maladies vénériennes : comment iraient-ils dans un tel état à la maison, comment regarderaient-ils les yeux de leurs femmes ? La population civile et surtout les gens cultivés étaient bien moins orthodoxes sur ce chapitre, surtout ceux qui avaient l'occasion de passer un temps plus ou moins long en exil.

La *morale sociale* comprend la conduite des groupements sociaux en tant qu'unités et traite des hommes en tant que membres de ces groupements. Chaque société a sa morale, de même que chaque collectivité plus petite, à l'intérieur de cette société. Plus un milieu est développé, mieux il est organisé et plus distinctes sont les règles de conduite de chaque unité sociale. En Serbie, la société se trouvait à un degré de développement très rudimentaire. À part la famille, l'armée y est la seule forme supérieure d'organisation sociale. Les classes sociales n'étant pas encore suffisamment différenciées, on ne se trouvait pas en présence d'ordres distincts et organisés. Les professions elles-mêmes sortaient à peine de l'état rudimentaire où l'agriculture se mêle à l'artisanat et au commerce, et inversement. À côté d'une écrasante majorité de 85 pour 100 de paysans, on voyait une société urbaine émergeant très peu du village, qu'il s'agisse de fonctionnaires publics, dont les parents se trouvaient généralement encore à la campagne, ou des artisans et des commerçants dont

(1) À Corfou, les soldats serbes disaient, en riant : « Au sortir d'Albanie, on ne criait que : Du pain, du pain ! Ensuite, on avait envie de la viande. Bientôt, c'est du vin qu'on chercha. Enfin, on commença à penser à autre chose encore... »

les racines dans la terre paysanne n'avaient point été arrachées et dont un très grand nombre possédaient de petites propriétés rurales qu'ils cultivaient entièrement ou en partie eux-mêmes. Seul, Belgrade, et peut-être Niche et quelques villes de la Serbie du Sud avaient moins d'attaches avec la campagne. Ainsi, les principaux éléments constitutifs de la société serbe, avant la guerre, c'étaient les paysans, une petite bourgeoisie à moitié paysanne elle-même, et une bureaucratie fraîchement organisée, — le tout coiffé d'une poignée de commerçants et d'industriels étrangers ou d'origine étrangère. Pendant la guerre la société prend un aspect plus uniforme : paysans et citadins se transforment généralement en soldats. Mais, comme les armées étaient remplies d'une énorme majorité de paysans, on rencontrera dans toutes les descriptions de la Serbie en guerre ce mot composé de « soldats-paysans ». Pour les paysans, la famille est la cellule principale de cristallisation sociale et morale. Pour les soldats, la principale règle de conduite, pendant la guerre, a été : supporter tout, parce qu'il le faut et parce que la famille et la terre sont en danger. La *famille* et la *terre*, telles sont les deux idoles du paysan-soldat. La patrie ? C'est à voir. La notion de la patrie et celle de l'État sont propres à la bourgeoisie, non aux paysans. Elles ont été, plus tard, suggérées à ces derniers, et ils les ont assimilées jusqu'à un certain point. Mais, au fond, le paysan-soldat combat pour des objets bien plus précis et à lui plus proches, tout d'abord pour sa famille et pour sa terre. S'il y a eu, pendant la guerre, une troisième idée, c'est l'idée de la *liberté*. Pour eux, d'ailleurs, la Serbie était le synonyme de la liberté : « Srbadija, slobodija ». Aussi, aucun sacrifice n'était-il trop grand et aucune victime trop chère pour sauver ces trois biens qu'on ne peut trouver ailleurs. Une fois ces biens mis en danger sérieux par l'occupation ennemie, il ne fallait plus perdre un seul instant pour faire tout ce qui est possible et impossible afin de les retrouver. Profondément attaché à sa famille et à sa terre, le paysan serbe n'a guère l'esprit aventurier. Une fois jeté hors de ce cadre, il n'a qu'une pensée : y retourner au plus vite, même au prix de sa propre vie.

Au lieu d'énumérer les innombrables preuves d'héroïsme

et d'abnégation des soldats-paysans serbes — preuves qui ont ébloui le monde et surpris les dirigeants eux-mêmes, malgré l'habitude qu'ils avaient de leur demander l'impossible — nous avons essayé d'expliquer ce phénomène de morale sociale par l'attachement des paysans serbes aux trois idées de : « famille », « terre » et « liberté ». Cette explication n'enlève rien à la beauté de leurs faits et gestes. Elle montre au contraire combien solide était l'amour des soldats-paysans pour leur pays. Elle peut même servir d'indication aux hommes d'État pour savoir quelle politique économique et sociale ils doivent pratiquer, s'ils veulent compter sur l'appui des masses populaires pour la défense du pays.

La population urbaine a été mue, dans sa conduite, par d'autres ressorts, peut-être plus compliqués, mais à coup sûr moins solides et moins puissants. Le patriotisme, quelquefois sincère et réel, surtout chez un certain nombre d'intellectuels enthousiastes, servait chez d'autres, bureaucrates, commerçants, hommes d'affaires, de couverture aux intérêts les plus égoïstes. L'événement le prouva bien : à Belgrade et dans certains centres urbains de province, on était en présence de toute une « idylle d'occupation ». Là, on voyait les cafés remplis d'un public mélangé, où des indigènes, peu sensibles, côtoyaient les détectives et les gendarmes autrichiens ou bulgares. Ailleurs, « les Belgradois les plus notables, avec le maire en tête, assistent, avec un zèle incomparable, à un requiem de François-Joseph, aux prières pour la santé de l'empereur-roi, ou aux *Te Deum*, célébrés à la suite des victoires austro-allemandes ». Ailleurs encore, « les commerçants des principales rues, s'empressaient de décorer leur magasin d'un drapeau noir-jaune, plus grand que les autres (1) ». Et c'est à propos qu'on a, à juste titre, rappelé, à propos de l'occupation de la Serbie, les vers célèbres du chanteur populaire Vichnitch : « Ce ne sont point les knez (chefs de contrée) qui cherchent querelle aux Turcs. Mais c'est la pauvre raya (sujets soumis) qui ne peut plus payer. » La Grande Guerre a bien montré que les heureux de ce monde s'accom-

(1) Cf. B. NIKOLAYÉVITCH, *Op. cit.*, p. 40, 60, 61.

modent bien de tous les régimes, et sont même capables de sacrifier les intérêts les plus vitaux de ce qu'ils appellent la patrie, pour gagner de l'argent. Les fournisseurs des armées dans tous les pays, en Serbie peut-être plus qu'ailleurs, ne se sont point gênés pour vendre des vivres à l'ennemi, après avoir fourni, à l'armée de leur propre pays, de la farine mélangée avec du sable, des « opantsi » de papier, des habits tissés avec des orties, etc., etc. Ils étaient prêts à n'importe quelle issue de la guerre, et sa durée excessive ne leur portait point préjudice : au contraire.

En Serbie, la morale sociale qui a prédominé, c'est celle des soldats-paysans attachés fermement à cette trinité sacrée : terre, famille, liberté. L'autre morale, celle des hommes d'affaires, des aventuriers et des vendeurs d'honneur, était une exception.

IV. — VIE PUBLIQUE

Grâce au tempérament vif et au sens politique développé des paysans serbes, il y avait, en Serbie, une vie publique beaucoup plus intense que ne le pourrait faire eroire le pourcentage de lettrés et le tirage des journaux. La vie publique avait pour centre local la mairie. C'est là qu'on venait se renseigner sur les événements et discuter les points de vue. Les paysans étaient habitués à être renseignés et à être consultés. Aucune décision importante n'était ordinairement prise par les hommes politiques si, au préalable, on n'avait interrogé — de façon plus ou moins approfondie — les « gens du peuple », pour connaître « les dispositions du peuple », et « ce qu'en dit le peuple ». Ce n'est pas à dire que la Serbie possédât un référendum organisé et systématique, mais les hommes d'État aimaient à entendre l'opinion publique. Comme la presse était très faiblement répandue, cette consultation se limitait le plus souvent aux paysans riches, commerçants de petites villes, propriétaires de café, en un mot aux gens influents, mais non éloignés du peuple. C'est en cela que consiste le « radicalisme » serbe ou ce qui sera appelé, plus tard, la « démocratie paysanne ». Ce

n'est point ici qu'il convient de prononcer un jugement sur ce système de Gouvernement. Il suffit de dire que, par suite d'une telle pratique, poursuivie pendant plusieurs dizaines d'années, surtout depuis la formation du parti radical, en 1881, les paysans serbes avaient pris l'habitude de réfléchir et de discuter sur la chose publique, de donner leurs avis, quitte à n'être point obéis, et de suivre ceux qui faisaient mine de les consulter.

Les dernières élections générales avaient eu lieu en 1910 et les nouvelles étaient ordonnées pour le mois d'août 1914. C'est donc en pleine campagne électorale qu'éclata la guerre. L'Assemblée de 1910 avait été convoquée de nouveau, et c'est elle qui siégea : d'abord, à Niche ; plus tard, à Corfou, jusqu'à la fin de 1918. Même, avant l'évacuation du pays, la vie publique commençait à s'éteindre. La guerre avait pris le pas sur la politique si chère aux Serbes de toutes conditions, une guerre en vérité point ordinaire : le sort même du pays était constamment en jeu. Les querelles de partis cessèrent, malgré leur récente et violente recrudescence, surtout lorsque, en décembre 1914, le cabinet purement radical fut remplacé par un cabinet de concentration, avec les chefs de tous les partis, à l'exception du parti libéral. L'opposition ne se composait réellement que des deux députés socialistes. La vie publique était réduite à néant. Il en sera ainsi jusqu'à la fin de la guerre. Le Parlement siégea à Corfou, mais le cabinet ne dépendait nullement de lui, les Gouvernements alliés subvenant à tous ses besoins. Les budgets n'étaient votés que d'apparence : on renouvelait constamment le même budget, celui de 1914. Le procès de Salonique et la déclaration de Corfou (20 juillet 1917) furent les seuls moments d'une discussion politique un peu plus vive. Mais l'affaire du procès a été menée dans un secret tel que les réfugiés n'en pouvaient rien savoir, les habitants restés en Serbie encore moins. La Déclaration de Corfou, qui énonçait les bases du futur État yougoslave, a trouvé tout le monde d'accord et n'eut un retentissement plus important qu'à l'étranger et dans les pays yougoslaves de l'Autriche-Hongrie. Pour les rares initiés en Serbie occupée, qui avaient pu être renseignés sur

cet événement historique, cette déclaration a été un encouragement et un appel à la patience.

En Serbie occupée, pas plus qu'à l'étranger, il n'y avait point d'opinion publique et de vie politique à proprement parler. Si le Gouvernement de Corfou accusait devant les autorités alliées de défaitisme et austrophilie quiconque essayait de lui faire une opposition la plus innocente, les autorités d'occupation accusaient de trahison et condamnaient à mort ou internaient quiconque paraissait suspect de « faire de la politique » et d'« exciter la population » contre les autorités d'occupation. Les esprits les plus combatifs étaient réduits au silence le plus complet. Les réfugiés mécontents avaient au moins le moyen de noyer leur révolte dans le mouvement général qui existait à l'Occident, en faveur de la paix et de la justice sociale. Les habitants de la Serbie occupée, quelles que pussent être leurs convictions politiques, n'avaient pour toute lecture que de très rares journaux autrichiens et l'organe officiel du Gouvernement militaire. Les nouvelles de l'étranger y étaient défigurées et l'événement même qui s'était produit en Russie, en 1917, avait été présenté simplement comme la débâcle de l'armée russe.

Lorsque les Allemands avaient occupé une partie de la Serbie du Nord, ils avaient immédiatement formé le projet d'un Gouvernement pour le pays tout entier. Leur plan était de donner à la Serbie une sorte d'autonomie civile, avec un Gouverneur serbe à la tête, sous le contrôle des autorités militaires d'occupation. Plusieurs hommes politiques connus ont été informés de ce plan, et le titre de gouverneur civil de la Serbie a été offert à l'ancien président du Conseil, M. Svétomir Nikolayévitch. Ce dernier, de même que certains autres hommes politiques, refusa d'assumer une tâche pareille, sans le consentement préalable du Gouvernement de Corfou. A Pojarévats et dans les environs, ainsi que dans toutes les contrées occupées par leurs armées, les autorités allemandes avaient institué une espèce d'autonomie locale. Dans le département de Pojarévats, ils avaient même permis l'emploi des lois serbes dans les communes et l'institution d'un Tribunal purement serbe. Les Magyars, qui avaient également eu l'occasion d'occuper

certains territoires serbes, ont établi des rapports supportables entre l'armée d'occupation et la population. A Trstenik, à Paratchine, à Vrnjatehka-Banya, à Yagodina, les commandants magyars ont su trouver le moyen de donner satisfaction aux habitants et aux réfugiés qui s'étaient abrités dans ces petites villes, sans compromettre la sécurité de l'armée. Plus tard, l'administration autrichienne prit le dessus et introduisit, dans le fonctionnement des autonomies communales, l'esprit policier qui lui était propre. La mouchardise se développait de plus en plus, et toute liberté de mouvement, de parole et de pensée était supprimée.

Dans la zone bulgare, on laissa quelque temps à la tête des communes les mêmes personnes qui y étaient auparavant. En Macédoine, cependant, le personnel avait été immédiatement changé. Les secrétaires de mairies étaient généralement amenés de Bulgarie ou pris en Macédoine. Pour ceux qui se voyaient nommés maires ou maires-adjoints, la situation n'était point facile. Ils étaient obligés, non seulement de tenir à jour les listes de maisons, de familles, de pores, de bêtes de somme et de trait, de chariots et de voitures, mais d'accompagner les commissions de réquisition, de trouver des logements pour les officiers et les fonctionnaires bulgares, de procéder avec les soldats aux perquisitions, etc. N'osant point refuser l'« honneur » de cette charge, ils étaient haïs et maudits par leurs compatriotes. Il y avait, en effet, des maires vindicatifs, méchants et malhonnêtes, qui se sont énormément enrichis au cours de la guerre. De véritables voleurs venaient à la tête des communes et profitaient de leur situation privilégiée pour exploiter leurs concitoyens. Un grand nombre, parmi eux, ont été tués par la population ou par les comitadjis cachés dans les montagnes avant la fin de la guerre. D'autres ont su se mettre immédiatement du côté du Gouvernement et avoir dans la paix les mêmes privilèges que pendant l'occupation. Mais il faut signaler également certains maires qui ont usé de leur position pour rendre à la population de grands services. De nombreux citoyens ont été sauvés de la mort ou de l'internement, grâce à l'intervention et à la caution de tels hommes. Après la révolte de Toplitsa,

presque toutes les communes reçurent, pour maires; des Bulgares de Bulgarie ou de Macédoine.

Dans l'histoire moderne; il n'y a rien de comparable à la terreur qui régna en Serbie occupée, au cours des années 1916, 1917 et 1918. Les prisons étaient constamment pleines de monde. On emprisonnait sous le moindre prétexte. Et, comme il était dangereux d'intervenir en faveur des personnes « suspectes », ces dernières restaient longtemps oubliées; dans les conditions les plus atroces. Les hommes les plus cultivés et d'une position sociale très élevée n'étaient point à l'abri d'un pareil traitement. Un ancien président du Conseil et cinq anciens ministres ont été amenés à Belgrade; sous une forte escorte, baïonnette au canon. Un vice-président de la Chambre des députés, le docteur Voukitchévitch de Pojarévats, a été interné en Bulgarie et en Hongrie. Quelques-uns y sont morts. Professeurs, instituteurs, prêtres, divers fonctionnaires d'État, étudiants et autres gens cultivés ont été l'objet de poursuites spéciales, d'internements en masse, d'espionnage, de tortures morales de toutes espèces. Il n'est pas facile aujourd'hui d'imaginer ce que les hommes d'une certaine valeur politique ou intellectuelle, auxquels leur éducation et leur instruction ne permettaient pas de plier l'échine complètement, ont eu à souffrir pendant l'occupation. Plus on était en vue, plus on devait supporter de chicanes et d'humiliations. Seuls, les Allemands tenaient compte du rang social des personnes et de leur culture. Parmi les autres envahisseurs, il s'en trouva extrêmement peu qui aient voulu comprendre la situation particulièrement difficile des Serbes, surtout des gens cultivés. Les pouvoirs administratifs et la police se trouvaient entre les mains d'hommes incapables ou mal disposés envers la population. Du côté bulgare, l'organisme paraît avoir été absolument au-dessous de sa tâche; son incapacité, sa vénalité et son âpreté au gain n'avaient de pareilles que celles d'un grand nombre de policiers serbes envoyés en Macédoine après la conquête de 1912 et après la guerre mondiale. Quand on parle des autorités d'occupation et de leur conduite envers la population soumise, on court le danger d'être touché par les plaintes innombrables,

provenant des particuliers et de la masse anonyme des victimes. Il en est de même pour le régime auquel internés et déportés étaient soumis. Y a-t-il pour l'historien impartial un critérium selon lequel il pourra juger s'il se trouve en présence d'une véritable terreur, atroce et injustifiée, ou s'il est impressionné par une lamentation mal fondée ? Cette question se posera sans doute un jour, à propos des tortures innombrables auxquelles a été soumise la Serbie occupée. Nous n'avons pas la prétention d'y répondre ici d'une façon définitive. Mais il y a deux faits qui nous semblent suffisamment éloquents pour donner à ce sujet un commencement d'éclaircissement. Ces deux faits ont pour eux ceci d'inappréciable qu'ils sont unanimement constatés par tous les témoins sans exception. Tout d'abord, tout le monde est d'accord que la conduite des soldats et officiers allemands a été irréprochable, que les Allemands, terribles conquérants par ailleurs, ont fait preuve en toutes circonstances d'élévation de vues, d'esprit de justice et de fermeté sévère, mais équitable. Deuxième fait : on ne rencontre pas un seul témoignage favorable au régime d'occupation austro-hongroise et bulgare, ni au système institué dans les camps de concentration soit en Hongrie, soit en Bulgarie. Par contre, nous n'avons jamais entendu un seul paysan se plaindre de son sort aussitôt qu'il a été relâché de ces camps et envoyé au travail chez un propriétaire autrichien, magyar, tchèque, polonais ou bulgare. Ces deux faits ne prouvent-ils pas suffisamment que nous sommes en présence d'une organisation systématique, voulue, conduite selon un plan, qui n'a rien à faire avec la psychologie des peuples, et qui résulte uniquement d'une politique et d'une idée préalablement établies ?

Il ne nous appartient pas de juger ici cette politique et d'exposer en détail cette idée. Nous nous contentons de dire notre impression générale sur le régime politique instauré en Serbie occupée, tant par l'Autriche-Hongrie que par la Bulgarie officielle. A la différence du Gouvernement allemand qui paraît avoir eu l'intention de gouverner en Serbie suivant les prescriptions de la Cour de La Haye, les deux autres Gouvernements ont adopté une politique tout à fait autre. Le

premier a voulu réaliser jusqu'au bout la « Strafexpedition », commencée en 1914, et une exploitation systématique et « raubwirtschaftlich » de l'économie rurale et urbaine et des richesses du sol et du sous-sol. Le Gouvernement bulgare avait, de son côté, un but bien plus précis : annexer définitivement toute la rive droite de la Morava et de la Morava du Sud et toute la Macédoine avec la Vieille Serbie. Pour s'assurer cette prise définitivement, il fallait écarter tous les éléments (matériels et humains), qui rappelaient l'ancien état de choses, il fallait même aller plus loin : commencer immédiatement l'éducation des jeunes générations dans un esprit nouveau. Pour que le processus fût complet, il n'y avait qu'un pas à faire, et les autorités bulgares l'ont fait : au printemps de 1917, elles commencèrent à recruter des jeunes Serbes, en Serbie et en Macédoine, pour l'armée bulgare. Le Gouvernement de Sofia ne s'en cachait d'ailleurs pas : il le faisait ouvertement, de même qu'il ne dissimulait pas son dessein d'anéantir toutes les traces de la culture serbe et d'éloigner du pays tous ses représentants.

Avec ces explications, l'historien est rassuré : il n'est pas seulement en présence de récriminations toujours faciles à formuler en temps de guerre, même dans son propre pays. Il est en présence d'une politique nettement arrêtée et fermement poursuivie. De même que les buts de chacun des deux Gouvernements, les résultats de leur politique étaient également différents. Pour plus doux qu'il était au point de vue politique, le régime austro-hongrois était aussi plus sournois, plus tracassier, plus insipide. Sous son apparence d'ordre et de légalité, il cachait une intention préméditée de tuer l'âme, d'exténuer les esprits, d'amollir les volontés, de briser les caractères. Le régime bulgare, plus franc, était aussi beaucoup plus violent, incomparablement plus brutal, directement plus sanglant, quoique le nombre de ceux qui sont morts de faim en déportation soit, en définitive, plus grand en Autriche-Hongrie qu'en Bulgarie. Les deux ont eu pour conséquence d'épuiser la Serbie, non seulement matériellement et physiquement, mais aussi moralement.

Dix années après la fin de l'occupation, la Serbie gît encore

à terre, rompue de détresse et de souffrance, incapable de donner son ancienne mesure et de faire preuve de nouveau de cette perspicacité politique et de cette combativité qui, avant la guerre, caractérisaient sa vie publique.

Conclusion

Après les guerres balkaniques, la Serbie avait besoin d'une très longue période de paix. Elle venait d'ajouter à son territoire un morceau énorme qu'il n'était point facile d'assimiler. L'élément qui habite ce territoire a beau être en majorité d'une nationalité très proche et d'une religion identique à celle des Serbes, il avait aussi beau être le berceau de l'ancien État serbe et la source d'où s'est écoulé tout le fleuve de la nation serbe : la Vieille Serbie et une partie de la Macédoine avaient très longtemps vécu d'une vie à part, complètement séparées du royaume libre et faisant corps avec les autres parties de la Turquie d'Europe qui venaient d'être attribuées à la Bulgarie et à la Grèce. Salonique, la bouche et les poumons de toute cette région, restait entre les mains des Grecs : la Macédoine serbe et la Macédoine bulgare en souffriront terriblement. Enfin, malgré toutes les grandes acquisitions, la Serbie restait encore privée d'un port maritime. Un accord avec la Grèce s'imposait et il était sur le point d'être fait. Mais un travail intérieur énorme attendait la Serbie, travail économique, législatif, intellectuel, travail d'adaptation et de développement. Les possibilités de ce développement étaient encore plus grandes que celles d'adaptation, et c'est après la construction en commun des choses nouvelles que le rapprochement entre les deux contrées se serait fait le plus rapidement. Ancienne et Nouvelle Serbie — quoique toutes deux pays agricoles — se complétaient admirablement. La première pouvait exporter du blé, de la farine, du sucre, de la bière, tandis que la seconde importait ces articles dans des quantités correspondantes. Par contre, la Nouvelle Serbie exportait ce dont la première avait besoin, à savoir : tabac, opium, cuirs, riz, poivre, etc. L'Ancienne Serbie

tendait à développer, à bref délai, une industrie importante, tandis que la Nouvelle avait devant elle dix, peut-être vingt années de vie presque purement agricole. À côté d'une assez nombreuse population turque, indolente, la Nouvelle Serbie apportait à la communauté un élément slave de première qualité, une race ferme et solide de travailleurs résistants. Pour associer ces régions et ces gens à sa vie et à son sort, la Serbie n'avait besoin que de deux choses : 1^o des hommes capables, pour administrer convenablement ses nouvelles provinces et pour mettre en valeur ses richesses inépuisables ; 2^o du temps pour panser ses blessures et accomplir ce travail d'adaptation et de construction.

La guerre qui éclata brusquement, en 1914, allait enlever à la Serbie ces deux éléments nécessaires à son existence et à son développement. Elle allait faire plus : ébranler jusqu'aux fondements l'édifice économique et social de ce pays, en détruire une grande partie, lui enlever un million de vies humaines, éteindre pour trois années son existence même en tant qu'État indépendant, disperser aux quatre coins du monde sa population ou la soumettre à des souffrances et des privations les plus cruelles. — En revanche, cette guerre a lancé le peuple serbe dans un mouvement dynamique d'une force et d'une étendue qui lui étaient inconnues jusqu'alors. Ses membres ont été à l'école du travail et de la vie civilisée pendant plus de quatre années d'aventure, à travers leur propre pays et sept ou huit autres pays différents. L'occupation elle-même ne manqua pas d'apporter au peuple serbe quelques leçons précieuses. Enfin, le nombre réduit de co-partageants, et un assez grand changement dans la distribution des richesses, a élevé au rang de propriétaires indépendants, un grand nombre de pauvres et de prolétaires. Au point de vue politique, l'acquisition a été encore plus grande, puisque la Serbie est sortie unifiée avec les autres Serbes, avec les Croates et les Slovènes dans un seul État indépendant.

Ainsi, la guerre paraît avoir eu pour la Serbie des conséquences positives à côté des conséquences négatives qu'il est plus facile de discerner.

I

Les *conséquences négatives* de la guerre; pour la Serbie, impressionnent l'observateur d'une façon si brutale qu'il est tenté de croire que ce pays ne cessera jamais d'en porter la trace sanglante, boueuse et poussiéreuse. Soit qu'il regarde les richesses matérielles, détruites, endommagées ou perdues ; soit qu'il compte le nombre des vies humaines, anéanties ou compromises définitivement ; soit, enfin, qu'il se tourne vers la morale gravement atteinte, il est toujours dominé par l'impression que la Serbie a irrévocablement perdu cinq années indispensables à son développement, et qu'elle est rejetée en arrière pour au moins une génération, tant au point de vue du nombre de sa population, que pour ses richesses matérielles. Cette impression est-elle justifiée par les faits ?

Il est extrêmement difficile d'exprimer, en chiffres, les dommages que la Serbie a subis en *richesses matérielles*. Nous ne possédons point de statistiques précises sur la valeur des immeubles et des biens mobiliers que ce pays possédait avant la guerre, pour pouvoir, au moyen d'une comparaison avec la situation à la fin de 1918, mesurer l'importance du préjudice qui lui a été causé de ce chef. Autant que cela a été possible, nous avons montré dans ce qui précède les changements que la guerre a produits dans l'économie nationale (rurale et urbaine), dans les moyens de transport, ainsi que dans la quantité des biens mobiliers de toutes sortes. Notre tâche n'a point été de fournir le chiffre total des pertes qui constitueraient les dommages de guerre, mais de donner le plus grand nombre de faits possible, afin de faciliter aux économistes et aux sociologues l'étude des effets économiques et sociaux de la guerre. Sans donner des chiffres (toujours contestables), nous voulons ici encore présenter une vue d'ensemble sur l'état dans lequel se trouvait la Serbie à la fin des hostilités. Le nombre et l'importance des ruines témoignent peut-être plus exactement que toute statistique de la valeur de ce qui a été détruit.

Pays agricole et forestier, la Serbie se trouvait, avant la guerre, à un degré de développement assez faible. Son inventaire était médiocre. La principale richesse de son économie rurale consistait en nourriture, en bétail, en forêts et en mines. Les dommages causés aux terrains mêmes (par le bombardement et les opérations de guerre), aux vergers, vignobles, forêts, ainsi qu'aux bâtiments, ne peuvent point être comparés à ceux subis par le territoire occupé dans la France du Nord. Ici, il y avait moins à détruire, le pays étant encore aux débuts de sa vie civilisée. Mais le pays possédait de grandes réserves de nourriture, de bétail et un grand nombre d'arbres sur pied. Les richesses vivantes étaient assez abondantes en Serbie, et elles ont été enlevées, entièrement ou en partie : entièrement pour la nourriture, en très grande partie pour le bétail, moins pour les arbres fruitiers, les forêts. En vivres, fourrages et récoltes pour 1916 à 1918, on a pu enlever à la Serbie une valeur d'environ 1 milliard et demi, soit aux prix pratiqués pendant la guerre : 600 millions, valeur des stocks existant au moment de la conquête, et 900 millions, valeur des récoltes et des produits de l'élevage pendant la durée de l'occupation. La production de la nourriture a subi une diminution de 30 à 40 pour 100, et l'alimentation de la population a été réduite d'environ 50 pour 100 de la quantité habituelle. Les dommages subis en bétail, volailles, ruches et cocons, montent à 500 millions de francs-or, ce qui fait 1 milliard et demi aux prix pratiqués au cours de la guerre, ou 2 milliards et demi de francs, valeur d'après-guerre (71 pour 100 de la quantité totale). Plus de la moitié de cette somme (environ 280 millions) provient des bœufs, dont la perte monte à 70 pour 100, soit 1.120.000 têtes. Les bois coupés dans les forêts, vergers, vignobles et jardins publics peuvent valoir environ 150 millions de francs-or. L'exploitation des mines, pour trois ans, monte à 70 millions. Enfin, l'outillage agricole (machines, instruments, véhicules) est endommagé pour 75 millions (ou 44 pour 100 de sa valeur). On voit que les richesses vivantes et les matières premières ont été emportées dans des proportions incomparablement plus grandes que les objets fabriqués. Sous ce rapport, le dommage n'est point

irréparable, mais il faut beaucoup de temps pour une réparation naturelle. Le manque de nourriture a été le plus vite compensé : il a suffi d'une ou de deux bonnes récoltes pour reconstituer les stocks enlevés. Pour le bétail et pour les arbres, la réparation est bien plus difficile. Dix années après la fin des hostilités, le bétail est encore en déficit, malgré tous les achats faits dans les autres provinces de Yougoslavie et à l'étranger et malgré la production naturelle. Les forêts ont été aussi très sensiblement et peut-être définitivement endommagées. La population appauvrie n'a pas laissé aux forêts le temps de se rétablir d'elles-mêmes, et encore moins a-t-elle fait quelque chose pour la reconstruction des forêts détruites : on coupe des arbres tout jeunes que l'on porte au marché, comme on vend du bétail, malgré son nombre terriblement réduit. Après la destruction par la violence, vient la destruction par l'ignorance et par la misère. En tout cas, la perte est bien plus grande et plus définitive qu'elle ne devrait l'être selon la nature des choses.

L'économie urbaine ne représentait en Serbie qu'une très faible partie de l'activité et de la richesse nationales. La destruction en fut cependant moins complète que celle des richesses rurales. Pour l'industrie privée, la moyenne du dommage a été de 30 pour 100 pour les bâtiments, et de 57 pour 100 pour les machines et les installations : en tout environ 140 millions de francs-or. Pour l'industrie de l'État, le dommage monte à 60 millions. Le commerce privé a été endommagé pour environ 300 millions, et le commerce de l'État (monopoles, etc.) pour 150 millions. Les métiers ont perdu environ la moitié de leurs biens (outillage, matières premières, objets confectionnés) ou 50 millions. Les banques et les institutions de crédit, la loterie d'État, etc., ont été endommagées pour environ 100 millions. Enfin, les propriétaires de maisons d'habitation peuvent avoir perdu, du fait de la réquisition, environ 30 millions de francs-or. On voit que pour toute l'économie urbaine, les pertes, sûrement plus visibles et mieux notées, ne montent qu'à environ 800 millions, tandis que l'économie rurale a souffert pour environ 3 milliards et 300 millions de francs-or.

Les voies de communication ont été une des plus grandes

vietimes de la guerre. Les ehemins de fer ont perdu certainement la moitié de leur valeur. Les routes de l'État et des autonomies régionales ont subi un dommage d'environ 73 pour 100. Le service des P. T. T. a été complètement démonté : il a perdu 78 pour 100 de sa valeur. Enfin, l'unique société de navigation a perdu 92 pour 100 de son capital. Au total, les voies de communication ont été endommagées pour une moyenne de 82 pour 100 ou pour 450 millions de francs-or.

Aux marchandises détruites ou emportées, que nous avons énumérées, en parlant de l'économie rurale et urbaine et des voies de communication, il faut ajouter la valeur du mobilier, des ustensiles domestiques, des œuvres d'art, des livres, du numéraire et des valeurs, soit quelque chose comme 350 millions.

L'ensemble des dommages subis par la destruction, enlèvement, perte ou détérioration des biens matériels, s'élèverait, d'après ce calcul, à 4.225 millions, comme le montre le tableau suivant :

	Millions de francs-or
<i>Economie rurale :</i>	
Vivres, fourrages et récoltes 1916 à 1918.....	1.500 (1)
Bétail, volailles, ruches, etc.....	1.500 (2)
Bois coupés.....	150
Exploitation des mines.....	70
Outillages, machines, véhicules.....	75
<i>Economie urbaine :</i>	
Industrie privée.....	140
Industrie de l'État.....	60
Commerce privé.....	300
Commerce de l'État.....	150
Métiers.....	50
Banques.....	100
Habitations.....	30
<i>Voies de communication.....</i>	<i>450</i>
<i>Autres richesses détruites ou emportées.....</i>	<i>350</i>
TOTAL.....	4.925

(1) (2) Valeurs calculées aux prix moyens pendant la durée de la guerre.

Ce calcul ne comprend pas le préjudice subi par les bâtiments publics et privés (environ 300 millions), les aquedues et canalisations (60 millions), le mobilier et les accessoires des bureaux d'État (150 millions), les gains perdus des différentes catégories d'activité économique (1 milliard), les appointements dus au personnel industriel, commercial, etc.; payé au mois (110 millions), les pertes subies par la population du fait de la circulation monétaire étrangère, des dépôts enlevés, des souscriptions aux emprunts étrangers, des saisies, taxes et amendes (1 milliard), les frais d'assistance à la population, aux prisonniers et internés à la charge de l'État serbe (735 millions), les frais de guerre, comprenant : les arrérages de la dette publique, l'entretien de l'armée, les traitements des fonctionnaires restés en Serbie, les pertes d'exercice par l'État de son droit de propriété (2 milliards 250 millions), les dommages causés aux collectivités (1.200 millions), les dommages causés aux personnes pensionnées et invalides (400 millions). Ce qui fait un total de 7 milliards 215 millions de francs, valeur d'*après-guerre*.

Au total, les pertes matérielles subies par la Serbie au cours de la guerre s'élèveraient à environ 6 milliards de francs-or, valeur d'avant-guerre ou à 17 milliards de francs, valeur d'après-guerre (1). Pour le Monténégro, le total des dommages monterait à 723 millions de francs.

Pour un pays tel que la Serbie, qui comptait 83.307 kilomètres carrés et 4 millions et demi d'habitants, une perte de 6 milliards de francs ne représenterait rien d'excessif au

(1) Pour l'établissement de ces chiffres nous avons utilisé le seul document d'ensemble qui ait été produit, le *Rapport sur les Dommages causés à la Serbie et au Monténégro, présenté à la Commission des réparations des dommages*. Ce *Rapport* a été établi, suivant les données officielles, fournies par les différents ministères, ainsi que par les communes et les tribunaux spéciaux, chargés de déterminer le montant des dommages de guerre subis par les particuliers. Nous avons confronté, avec ces chiffres, les données que nous avons pu recueillir par ailleurs, et le résultat a été assez concordant. Tel chiffre de ce *Rapport* est quelquefois exagéré; mais nous en avons trouvé d'autres qui étaient au-dessous de la perte réellement subie. Le chiffre total donné par lui ne semble point exagéré, vu l'énormité des dommages. Il donne exactement 6.379 millions de francs, valeur d'avant-guerre, et 18.521 millions, valeur d'après-guerre. Il réclame, de plus, la somme de 714 millions, nécessaire pour fournir, en 1919, aux diverses catégories, ce qu'il leur faut pour se remettre au travail. — *Rapport*; etc., Paris, 1919. Délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, à la Conférence de la Paix; 168 pages.

cours d'une guerre qui a duré plus de quatre années, dont trois sous le régime d'occupation militaire. Mais la véritable importance de cette perte n'apparaît que lorsque l'on ajoute que la richesse nationale de la Serbie n'était point supérieure à 13 milliards de francs et que les revenus bruts n'étaient pas plus grands que 2 milliards... Une perte de 6 milliards ne serait pas grande pour un pays de la même superficie, mais qui aurait été riche, non seulement en ressources latentes, mais aussi en biens produits. Pour la Serbie, pays pauvre et dénué des moyens élémentaires d'une vie civilisée, cette perte a été écrasante. Elle serait irréparable si la plus grande partie de cette perte ne consistait en produits alimentaires et en ce que nous avons appelé des « richesses vivantes », dont la production se fait avec le concours bienfaisant de la nature.



Les pertes de la Serbie en *hommes* ont été encore plus lourdes et encore moins réparables que celles en richesses matérielles. Même pour ces dernières, ce pays a surtout sacrifié de la matière vivante. Cette guerre a été pour lui une souffrance encore plus qu'une ruine, la saignée d'un corps vivant plus que la destruction de biens insensibles. Cette souffrance et cette saignée ont été douloureuses pour le bétail et pour les arbres, mais combien plus douloureuse pour la chair humaine, vibrante et frémissante ! Or, à ce point de vue, la Serbie a battu dans le monde un triste record.

En 1914, avant le commencement de la guerre, la Serbie possédait une population de 4 millions et demi, dont la population mâle comptait 1 million 400.000 hommes. Le nombre des hommes entre 18 et 55 ans était de 850.000. Au moment où l'Autriche-Hongrie commençait sa fameuse « Strafexpedition », la Serbie avait mobilisé 499.500 hommes. C'est avec cette armée qu'elle a soutenu les deux premières grandes poussées austro-hongroises, à l'automne et à l'hiver de 1914. Après la deuxième contre-offensive, et pour se préparer à de nouvelles éventualités, le Gouvernement avait appelé les classes 1915 et 1916,

ainsi que toutes les personnes pouvant porter un fusil. Ainsi, jusqu'au moment de la catastrophe; en octobre 1915, on avait mobilisé en tout 707.005 hommes, ou 15,7 pour 100 de la population totale, 29,5 pour 100 de la population mâle, 83,2 pour 100 de la population mâle entre 18 et 55 ans. Si l'on tient compte du nombre infime de mobilisés parmi les habitants originaires des régions nouvelles, on arrive à un chiffre effrayant, qui atteint peut-être 95 pour 100 de la population mâle mobilisable dans la Serbie du Nord. Aucun pays du monde n'a jamais connu un pareil effort. Au cours de la retraite, on ordonna la mobilisation des jeunes gens des classes 1917, 1918 et même 1919. La plupart ont péri en Albanie; 30.000 furent tirés de Serbie, ce qui fait monter le chiffre des mobilisés à 737.005 hommes. Après la libération du pays et la signature de l'armistice, on a mobilisé encore 85.000 hommes. De 1914 à 1919, la Serbie a donc mobilisé en tout 822.005 hommes.

La guerre mondiale a, sans doute, imposé à tous les pays belligérants de très lourdes pertes, mais aucun d'eux ne montre une statistique des morts si terrible que la Serbie. Les chiffres suivants établissent pour plusieurs pays le nombre des soldats morts, avec le pourcentage de la population mâle :

	Tués ou morts à la guerre	Pourcentage de la population mâle
Serbie (environ).....	1.000.000	22,4
France.....	1.400.000	10,5
Allemagne.....	2.000.000	9,8
Autriche-Hongrie.....	1.542.000	9,5
Italie.....	750.000	6,2
Grande-Bretagne.....	744.000	5,1
Russie (jusqu'à la Révo- lution).....	2.000.000	1,3
Belgique.....	50.000	1,0
États-Unis d'Amérique.	68.000	0,2

La Serbie devance la France elle-même, dont les pertes en morts montent à 10,5 pour 100 de sa population mâle. Depuis

le 1^{er} août 1914 à septembre 1915, avant le commencement de la grande offensive austro-allemande et bulgare, la Serbie avait perdu 125.864 officiers et soldats, tués ou morts, sans compter les pertes de la population civile. Dans les combats qui succédèrent à cette offensive, pendant la retraite, en Albanie, sur l'île de Vido et sur le front de Salonique, l'armée serbe perdit encore 243.756 officiers et soldats, ce qui fait, ajouté au chiffre précédent, 369.818 militaires, ou la *moitié* de la masse mobilisée, chiffre qui n'a été accusé par aucune armée au monde. A côté des tués et morts sur les champs de bataille et au cours de la retraite, un nombre effrayant de Serbes, jeunes et âgés, militaires et civils, sont morts : comme prisonniers de guerre, comme internés dans les camps de concentration, au cours de l'occupation et surtout pendant l'insurrection de Toplitsa. Enfin, un très grand nombre, invérifiable, sont morts à la suite des épidémies de typhus et d'autres maladies. Le total de ces pertes s'élèverait à 630.000, soit, ajouté aux chiffres précédents, à 999.918. C'est la statistique fournie par le ministère de la Guerre. Une autre statistique, présentée par la Délégation serbe, croate et slovène, à la Conférence de la Paix, montre un chiffre supérieur à celui-ci : 1 million 247.435 (1).

(1) Cette statistique divise les morts en militaires et en civils :

I. — MILITAIRES :

1. Tués, morts ou disparus jusqu'au mois de septembre 1915.....	172.508
2. Tués, morts ou disparus, pendant la retraite à travers l'Albanie.....	77.455
3. Tués ou disparus, au cours des années 1916, 1917 et 1918.....	36.477
4. Morts et tués en captivité.....	81.214
5. Décès parmi les hommes qui, blessés ou malades, sont restés dans le pays après la retraite.....	34.781
TOTAL.....	402.435

II. — CIVILS :

1. Tués et morts lors de la première et de la deuxième invasion en 1914.....	15.000
2. Tués et morts durant la retraite d'Albanie, à l'aller et au retour.....	140.000
3. Tués pendant l'occupation dans le pays.....	70.000



Aux pertes totales de vies humaines s'en ajoutent d'autres qui, pour être partielles et moins graves, n'en sont pas moins d'une très grande importance pour l'avenir de la Serbie. Nous voulons parler des *invalides* (mutilés et réformés) et de ceux qui ont souffert des maladies contagieuses ou autres, d'une inanition prolongée, dans le pays même ou au cours de leur internement. La capacité productrice des uns, comme des autres, a été totalement ou partiellement détruite. — Immédiatement après la fin des hostilités, le nombre des invalides, victimes militaires, mutilés, blessés, malades et réformés, parmi ceux qui avaient été mobilisés, montait à 114.000, tandis que le nombre de ceux qui ne furent pas mobilisés, mais qui ont été exposés aux actes arbitraires des autorités étrangères, aux maladies graves et à l'inanition prolongée, et dont la capacité de travail était diminuée pour une cause ou pour une autre, était de 150.000. Un très petit nombre d'invalides de guerre ont été rééduqués pendant la guerre, en France. Un plus grand nombre ont été rétablis par la suite, et ne figurent plus sur les listes d'invalides. Il est certain que leur capacité de

4. Tués et morts pendant la déportation, dans les camps de concentration et au cours des travaux imposés par les autorités austro-hongroises ou bulgares.....	80.000
5. Morts de maladies contagieuses, en 1914 et 1915....	360.000
6. Morts de faim ou d'inanition pendant l'occupation.....	180.000
TOTAL.....	845.000

Suivant cette statistique le chiffre total des pertes, en militaires et civils, serait de 1.247.435, ou 28 pour 100 de la population mâle de la Serbie, ou 53 pour 100 de cette population entre 18 et 55 ans. Ce pourcentage devient une extermination lorsqu'on considère que la Serbie du Nord y entre pour au moins trois quarts, tandis que les habitants de la Serbie du Sud, mal mobilisés et plus proches de leurs foyers pendant la retraite, ont subi de ce chef des pertes équivalant à moins d'un quart du chiffre total. Cf. *Rapport sur les dommages causés à la Serbie et au Monténégro*, p. 13, 14.

D'après une statistique, établie en 1916, par les autorités austro-hongroises, dans la partie de la Serbie par elles occupée, la population avait diminué de 28,2 pour 100. A l'époque de ce recensement, il est vrai, 150.000 personnes se trouvaient en dehors de la Serbie. Mais, d'autre part, la zone occupée par les autorités bulgares était beaucoup plus grande (2/3 du territoire) et les pertes en vies humaines y étaient encore plus lourdes que dans la zone austro-hongroise. Ainsi, le chiffre de 28 pour 100 peut bien être pris comme mesurant le pourcentage des pertes en hommes mobilisables.

travail est de beaucoup inférieure à celle d'avant la guerre, tout au moins pour ce qui est de la force purement physique. Malgré toute l'élasticité du corps humain, les personnes qui ont souffert pendant la guerre, non seulement des privations de toutes sortes, mais des fatigues sans mesure, ne retrouveront jamais complètement leur vigueur d'autrefois. Les jeunes eux-mêmes, ayant souffert à une époque où leur formation physique n'était point achevée, s'en ressentiront toujours. On le voit d'ailleurs très bien : pour sa force physique et pour sa résistance aux efforts, la jeune génération d'aujourd'hui ne peut être comparée avec celle d'avant la guerre. « Ce sont des enfants ou des jeunes gens de la guerre » : quand on dit cela, on croit avoir tout dit et tout expliqué...

La *torture morale* subie par la population serbe au cours de la guerre ne fut pas moindre que les souffrances physiques et les pertes matérielles. Ce n'était pas trop de toute la fraîcheur de la race serbe pour endurer toutes les douleurs, tous les désastres personnels et collectifs, toutes les humiliations, toutes les émotions aiguës et prolongées, enfin, que suppose une tragédie à la fois si grandiose et si pitoyable. Il fallait pour cela, non seulement une incroyable résistance aux fatigues, aux privations, aux déchirements de l'âme, mais aussi une élasticité, un esprit inventif et spéculatif et une capacité de patience et d'endurance qu'on ne saurait trouver que dans une nation qui a déjà trop souffert, qui a supporté l'esclavage plusieurs fois séculaire de la domination turque et qui a soutenu avec cette même domination tout un siècle de lutte inégale. Tout autre peuple aurait perdu sa foi en lui-même, et se serait jeté entièrement entre les bras des envahisseurs, afin de se soustraire à tous les malheurs qui lui étaient infligés. Suivant l'ordre de son instinct même, le peuple serbe dans sa très grande majorité, surtout la population paysanne, n'a pas voulu se résigner à la défaite. Malgré toute possibilité, elle ne cessait d'espérer. Mieux que cela : elle fit une tentative absolument folle pour attaquer l'ennemi en pleine occupation, au centre même du pays, alors que trois armées différentes étaient concentrées

autour d'elle : et ce fut la révolte de Toplitsa, une entreprise vraiment inroyable (1).

Un ébranlement de ce genre était sans doute provoqué par la terreur de l'arbitraire des autorités bulgares. Mais il n'avait aucune chance de succès et ne saurait être excusé par la raison. Cet épisode a valu à la population des départements en question, et même aux autres départements occupés par les Bulgares, de nouvelles poursuites, des internements, et surtout une torture morale que les Bulgares avaient épargnée d'abord aux habitants ordinaires dans l'espoir de les apprivoiser et de les gagner à leur idée nationale. Après la révolte, l'oppression devint ouverte et la terreur générale. Les perquisitions, pratiquées dès le début, se firent désormais plus fréquentes et encore plus sévères. La recherche des armes devint terrible : chaque soldat avait le droit de tuer sur place le propriétaire d'un terrain où l'on trouverait des armes cachées. Souvent, les autorités glissaient d'avance quelques armes dans la propriété d'une personne qu'elles voulaient perdre ; souvent aussi, les

(1) Un grand nombre de soldats et de paysans s'étaient réfugiés dans les montagnes de Yastrébats et de Kopaonik. Ils descendaient souvent dans les villages et même dans les villes, à la manière des anciens « haïdouks ». Au moment où les autorités bulgares commencent à recruter pour leur armée les jeunes gens de Serbie et à déporter toute la population de 15 à 50 ans, le nombre de ces gens devient très grand. Il monte jusqu'à 16.000 volontaires organisés, auxquels se joignent 1.000 prisonniers russes, également réfugiés dans la montagne. Le 16 septembre 1916, un chef de komitadjis, Kosta Petchanats, arrive en aéroplane du front de Salonique et descend dans le département de Prokoupłyé, où déjà l'agitation contre l'occupation bulgare commence à se manifester. Au printemps de 1917, pour se soustraire au recrutement forcé, tout le monde se rua vers la montagne. Les fugitifs, pourchassés par les autorités, trouvèrent protection auprès des volontaires, et la révolte sanglante commença. Elle embrassa le département de Toplitsa (Prokoupłyé) tout entier, et certaines parties des départements de Krouchévats, Niche, Pirot et Vranýé. Les insurgés prirent les villes de Prokoupłyé, Kourehoumlia, Lébané, Blatsé, Vlasotintsé, Ribarska-Banya, et Soko-Banya. Les autorités d'occupation eurent besoin de trois divisions pour étouffer l'insurrection. Fuyant la poursuite des armées ennemies, les volontaires passèrent en territoire bulgare, où ils prirent et brûlèrent en partie la petite ville de Bossilgrad. Chassés de là, ils se retirèrent de nouveau dans Kopaonik, d'où ils traversèrent tout le territoire de la Serbie, jusqu'au Monténégro et jusqu'à l'Herzégovine. La révolte fut étouffée dans le sang, et d'une façon si terrible que les massacres et les tortures, l'épouvante et la souffrance ne seront jamais oubliés par ceux qui en furent victimes ou témoins ; 80.000 morts ont marqué, dit-on, la fin de cette aventure, aussi hardie qu'insensée. Ce chiffre est sans doute exagéré, mais il est certain que la population paysanne de plusieurs départements a été décimée par la répression bulgare. Les volontaires étaient cachés dans la montagne, mais la population civile suivit le mouvement quand les volontaires le déclenchèrent.

soldats tuaient des gens sans aucune raison, sous prétexte d'avoir découvert des armes cachées.

La torture morale supportée par la population serbe pendant l'occupation est décrite d'une manière fort expressive par un vieil avocat de Pojarévats qui a vécu l'occupation.

« Oh ! que vous êtes heureux, vous tous qui avez fui devant le feu des canons ennemis, et avez quitté le pays ! Vous n'avez pas vu mener vos enfants et vos frères à l'église par un instituteur bulgare ; vous n'avez pas entendu ces enfants chanter des chansons bulgares à travers nos villes ; vous n'avez pas écouté le prêtre bulgare dire sur l'autel de nos églises que nous sommes les descendants des anciens Bulgares ; vous n'avez point souffert en regardant les soldats bulgares flageller vos enfants et vos femmes parce que le bétail qu'ils conduisaient pour eux ne pouvait plus marcher ; vous n'avez pas vu enlever de votre porte et de vos rues les inscriptions en serbe et les baptiser de noms bulgares ; vous n'avez pas dû voir déshabiller vos mères et vos sœurs jusqu'à la chemise par les soldats qui recherchaient de l'argent ; vous n'avez pas été témoins du recrutement de vos frères et de vos enfants sous les drapeaux bulgares ; vous n'avez pas vu confisquer, jeter dans la boue, piétiner et brûler vos livres, vos plus chers amis ; vous n'avez point dû regarder des têtes serbes enfilées sur des baïonnettes et portées en plein jour à travers la ville ; vous n'avez pas subi les humiliations innombrables qui nous ont été infligées à nous autres ; vous n'avez pas écouté la voix de nos champs qui nous demandaient : quels sont ces étrangers qui nous foulent si impitoyablement ; vous n'avez point regardé les tombeaux de vos chéris, qui se gonflaient et nous demandaient : quels sont ces gens qui ne nous laissent pas en paix dans nos demeures éternelles. Car les champs et les tombeaux eux-mêmes ne furent point à l'abri des violences bulgares. Que vous êtes donc heureux, vous qui n'avez ni vu, ni entendu tout ce que nous vîmes et entendîmes ! (1) »

La tension des nerfs était déjà grande chez les réfugiés serbes qui avaient dû fuir devant l'ennemi, traverser l'Albanie, craindre les sous-marins (qui avaient coulé un bateau rempli d'enfants serbes), supporter, enfin, toutes les émotions qui accompagnent un tel exode. Les Français et les Anglais avaient, en effet, l'impression que tous les Serbes étaient « nerveux », exaltés, troublés, étranges dans leurs manières de penser et d'agir, drôles et peu compréhensibles pour les esprits rationnels

(1) St. MAXIMOVITCH, *Souvenirs*, p. 94, 95.

des Occidentaux. Combien plus grande dût être l'altération chez les habitants qui restèrent dans le pays, ou qui furent internés ! Les autorités d'occupation n'ont rien fait pour calmer leurs appréhensions. Au contraire, elles firent tout pour en faire naître de nouvelles. L'institution des otages fut surtout une source inépuisable de crainte. Afin d'être sûrs de leurs vies, les hauts fonctionnaires autrichiens et bulgares nommaient des otages, qui seraient responsables de la vie du Gouverneur et de chaque officier en particulier. L'obligation durait six semaines pour chaque otage. Après ce délai, on en prenait de nouveaux. Ces pauvres gens vivaient dans une peur continue. Il pouvait arriver aux officiers toutes sortes de déconvenues. Ils pouvaient être tués par un prisonnier maltraité ou même par un soldat de leur armée : en tout cas, c'étaient eux qui devaient être rendus responsables. Avant de quitter les villes serbes, les autorités avaient nommé un certain nombre d'otages spéciaux, pour la sécurité de leurs troupes pendant l'évacuation. A Belgrade, 250 otages de tout âge ont été nommés avec la promesse qu'ils seraient tués et que Belgrade serait anéanti par l'artillerie, si un seul soldat autrichien était touché au moment de leur départ.

La dépravation morale a trouvé dans la guerre et surtout dans l'occupation, une nourriture abondante. Le travail régulier — cette grande force de discipline — était réduit au minimum, les écoles étaient généralement fermées ou très peu actives, les métiers et le commerce ont chômé pendant longtemps, les enfants et les jeunes gens ont été laissés des années entières sans aucun contrôle sérieux et suivi. On comprend, dans ces conditions, que l'éducation morale a non seulement fait défaut, mais qu'un véritable abaissement des caractères s'est manifesté dans toutes les couches de la société. La jeunesse a surtout reçu une empreinte de fainéantise, d'arrivisme et de sans-gêne. Un goût pour le gain facile, pour des dépenses inconsidérées, pour une conduite sans égards, s'est fortement développé dans tous les milieux, parmi les gens de tout âge. Une rééducation à rebours s'est produite, et les autorités d'occupation y ont grandement contribué. En récompensant l'espionnage, la dénon-

ciation, la fourberie, et en punissant la franchise, le courage et l'honnêteté, elles ont directement et indirectement encouragé l'éclosion de la corruption, de la vénalité et de la lâcheté. Cet esprit restera longtemps après la fin des hostilités, comme un fruit du temps de la guerre.

II

Parmi les *conséquences positives* de la guerre, il faut, sans doute, placer au premier plan les acquisitions d'ordre politique et territorial, acquisitions qui ont été consacrées par les traités de paix. Ces résultats, dont la grandeur ne saurait échapper à personne, n'entrent point dans les cadres de notre étude. Il en est cependant un que nous devons noter, car il est d'une importance capitale pour l'avenir de la Serbie elle-même, bien que tous les changements internationaux fassent un tout indivisible. La Serbie entre désormais dans une communauté nouvelle composée de pays yougoslaves. Par ces régions nouvelles, elle touche avec une large côte à la mer Adriatique, et elle se rend indépendante de la tutelle austro-hongroise. Ces résultats sont tellement importants qu'ils compensent dans une grande mesure les pertes matérielles que la Serbie a supportées au cours de la guerre. Mais, pour mieux étudier les effets de la guerre sur la vie économique et sociale de ce pays, il nous faut faire abstraction de la manière dont celle-ci a été terminée. Ce qui nous intéresse ici ce sont les effets de la guerre elle-même, effets qui seraient restés pareils quel que fût le résultat définitif du combat.

Ainsi considérées, les conséquences positives de la guerre concernent les conditions de la vie économique elle-même, les rapports sociaux et les manières de vivre.

Pour ce qui est de la vie *économique*, la guerre a produit un grand changement dans les méthodes de travail chez les agriculteurs. Comme ils ont été le plus arriérés, ils ont eu le plus à apprendre et à modifier leurs méthodes. En traversant la Matchva et la Possavina, les contrées les plus riches et les plus avancées en Serbie, où les combats les plus longs et les plus

sanglants ont eu lieu, les soldats des autres régions ont eu l'occasion de voir de près une agriculture très développée. Ils verront mieux encore par la suite. Ceux qui auront passé un certain temps en Autriche-Hongrie, en Allemagne ou en France, seront considérés en Serbie, à juste titre, comme des gens instruits. Certains prisonniers de guerre, envoyés au travail chez des propriétaires, ont pu voir comment il faut cultiver la terre. D'autres ont été en Afrique du Nord ou en France même. Le paysan-soldat, qui ne cesse jamais de penser à sa terre, ouvrait bien les yeux partout où il passait et sur tout ce qu'il voyait. Il glanait ainsi diverses connaissances et expériences. Dans les tranchées, entre camarades rassemblés de tous les coins du pays serbe, on causait, et le principal sujet, c'était encore la terre. Il y avait là souvent des Serbes d'Autriche, qui, au contact des Allemands, avaient adopté des méthodes nouvelles de culture. Ils apprenaient aux paysans de Serbie que le cheval était bien meilleur pour le travail que le bœuf (dont on se servait exclusivement en Serbie) ; qu'il vaut mieux avoir un plus petit nombre de bêtes, de bonne race et bien nourries, qu'en avoir beaucoup, chétives et prêtes à crever de faim ; que les terres de jachère doivent disparaître, quitte à avoir moins de moutons et encore moins de chèvres, dont l'utilité est médiocre ; que la vache rapporte davantage en donnant du lait et de l'engrais qu'en labourant ; qu'on peut rendre son travail facile par l'emploi des machines agricoles, dont le prix est toujours inférieur au service qu'elles rendent ; qu'il y a des cultures considérées en Serbie comme accessoires et qui rapportent bien plus que la culture traditionnelle du blé et du maïs ; que la pomme de terre, la vigne, la betterave à sucre, le tabac, le chanvre et les arbres fruitiers peuvent constituer des cultures principales et qui nourrissent bien leur homme, etc., etc. Les yeux grands ouverts, partout où il passait, sur tout ce qu'il entendait, le paysan serbe faisait à travers la guerre un véritable voyage d'apprentissage et d'études. Il en retiendra beaucoup, et il tâchera de modifier bien des choses dans ses méthodes. De même que les jeunes gens serbes, élèves et étudiants, engloutiront avec avidité toutes les richesses

trouvées en Occident, dans les écoles, dans les bibliothèques et dans les livres ; de même les paysans ont docilement écouté et attentivement observé tout ce qui se trouvait devant leurs yeux, pour mettre plus tard en pratique tout cela, « si Dieu veut bien qu'on retourne au pays ».

Les autres couches sociales ont naturellement aussi beaucoup appris, et la vie économique en Serbie sera profondément modifiée sous l'influence de cet enseignement vivant. La présence des Autrichiens-Hongrois, pendant trois années, dans une partie du territoire, a également laissé certaines traces. Elles ne sont pas aussi précieuses que les expériences faites par les gens eux-mêmes sur place, mais elles ne sont pas non plus sans importance. Dans les villes, les soldats étrangers, surtout les Tchèques, les Polonais ou les Croates, ont eu certains rapports avec la population serbe, et cela n'a pas manqué d'être d'un certain profit pour celle-ci.

Les plus profonds bouleversements se trouvent dans le domaine des *rapports sociaux*. Dans la Serbie du Nord, la réforme agraire ayant déjà été accomplie, il n'y avait pas grand'chose à changer à ce point de vue. Mais le morcellement de la propriété rurale y était extrême, et le nombre des paysans sans propriété commençait à grandir. A la veille des guerres, la Serbie était sur le point d'avoir un prolétariat rural dont la position s'aggravait du fait que le pays ne possédait que très peu d'industrie. Les terribles pertes que la population aura subies, entre les années 1912 et 1919, réduiront notablement le nombre des copartageants, et un grand nombre de nouveaux propriétaires apparaîtront. Immédiatement après la guerre, on trouvera très peu de gens sans terre. Les plus pauvres possèdent 2 à 3 hectares. Il est extrêmement difficile de trouver un domestique, un garçon de ferme, un ouvrier agricole au mois ou à l'année, comme il y en avait avant la guerre. Dans les départements pauvres de Niehe, Pirot et Vranjé, l'émigration saisonnière pour la Roumanie a presque entièrement cessé. Les salaires sont plus élevés. On paie 20 et 25 dinars par jour, avec trois repas. Avant la guerre, on payait 20 à 30 fois moins, tandis

que le prix du blé est seulement dix à quinze fois plus grand. Le paysan achète de la terre autant qu'il peut, et plus qu'il ne peut. Il en achète à crédit, et cette erreur lui sera funeste quelques années plus tard. Mais la tendance est claire : le paysan s'est libéré facilement des anciennes dettes et il acquiert la propriété. On travaille plus que jamais, et bien mieux qu'avant la guerre. On envoie les enfants à l'école, surtout au lycée : « il ne faut pas qu'ils soient des esclaves comme nous », disent leurs parents. Si les écoles primaires sont souvent vides, ce n'est pas que les parents ne veulent pas les y envoyer : il n'y a pas d'enfants de cet âge, ils ne sont point nés, ou ils sont prématurément morts. L'impôt est payé beaucoup plus facilement qu'auparavant. Les cas d'exécution forcée sont très rares. La pression de l'État, la seule que le paysan sentît avant la guerre, est devenue moins pesante. Celle du marchand en gros, qui achète la nourriture et le bétail, se fait, au contraire, sentir davantage. C'est que le paysan travaille davantage pour le marché. Plus instruit, il calcule, compare les prix, tient compte des cours de la Bourse. On mange beaucoup mieux. On jeûne moins. On s'habille mieux. La position sociale des paysans est devenue meilleure. Ils se sentent plus à l'aise dans leurs rapports avec les citadins. La guerre leur a donné une auréole, non seulement militaire, mais aussi économique et sociale.

Dans les villes, la situation a également changé au profit des faibles. Les apprentis ne sont plus exploités comme avant la guerre. Les ouvriers sont mieux payés. Les artisans travaillent moins rudement. On aime mieux s'endetter, faire les combinaisons les plus diverses avec les lettres de change que s'éreinter de fatigue comme auparavant. Le commerce est à la mode : tout le monde fait du commerce, surtout dans les premières années après la guerre. On achète, on vend, surtout ce qui se mange et ce qui se boit. Pas de grosses affaires. Ou alors, on fonde des entreprises à gros chiffres, avec l'argent d'autrui ou sans argent du tout, à coup de réclame et de bluff. Et puis, quelques mois, un an ou deux ans après, la faillite vient, fausse ou véritable, au préjudice des créanciers, surtout étrangers, ou du public crédule. Peu d'entreprises solides, encore moins

lorsqu'elles ne comptent point sur une subvention, directe ou détournée de l'État. Un bien-être apparent et mal assuré. Voilà ce qui caractérise la période d'après-guerre dans toutes les classes sociales. On vit, on dépense, mais on ne sait pas très bien jusqu'où cela ira, et qui payera finalement. Les ouvriers, surtout les jeunes, sont dissolus, mal disciplinés, point organisés, irresponsables. Leurs conditions sont meilleures qu'avant la guerre, mais ils ne font rien pour conserver une telle position. Ils ont généralement lâché la journée de 8 heures qui leur a été accordée par une loi de 1922, et les salaires commencent également à baisser. Dès l'année 1924, une crise économique aiguë commence, et le spectre du chômage apparaît sur l'horizon.

En définitive, au point de vue social, ce sont encore les paysans survivants qui ont le mieux mis à profit les quelques bienfaits de la guerre. Malgré la grande crise économique qui a commencé en 1924, ils arrivent à peu près à se tirer d'affaire, toutes les fois qu'ils ne sont pas trop endettés par suite des achats irréfléchis de terre. Il est vrai, d'autre part, que jusqu'à présent du moins ils ne sont pas aussi surchargés d'impôts directs que les paysans des autres régions yougoslaves.

On mange mieux maintenant, disions-nous. D'une manière générale, *on vit mieux*. A la campagne, non seulement le pain de maïs est un peu moins fréquent, ou moins exclusivement employé, mais toutes les autres conditions de la vie se sont améliorées. La plupart des familles possèdent maintenant des lits, des chambres, tout au moins une chambre avec un plancher. Les planchers sont néanmoins plus rares que les lits. Dans certains départements limitrophes de la vieille Serbie, le nombre des maisons avec planchers est inférieur à 10 pour 100. En Macédoine, il n'atteint même pas 2 pour 100. Le nombre de lettrés est proportionnellement plus grand, quoiqu'il y ait des jeunes gens ne sachant ni lire ni écrire : ce sont les enfants nés au cours de la guerre. Beaucoup d'entre eux ont appris tout seuls, ou dans l'armée.

Pendant la guerre, les paysans ont élargi leur horizon. Leurs besoins se sont développés. Les femmes surtout ont beaucoup changé. Elles abandonnent de plus en plus le costume

national. Les hommes aussi montrent une tendance en ce sens, moins cependant que les femmes. Ils adoptent le costume européen, en prenant un élément ou un autre : le chapeau, le gilet ou bien les souliers ou bien ces trois éléments, mais ne vont généralement pas plus loin, ou changent par étapes. Les femmes sont plus radicales, surtout les jeunes filles. Il y a maintenant des villages où l'on ne trouvera, le jour d'une fête, pas une seule jeune fille ou jeune femme paysanne en costume national. Au cours de leurs déplacements durant les années terribles, les gens de la campagne ont appris à voyager, à se servir des moyens de transport autres que leurs jambes et leurs chariots à bœufs. Le train est très facilement pris par le paysan et la paysanne, une automobile-omnibus aussi, dans les régions où celles-ci existent (Serbie de l'Ouest).

Les paysans ont aussi appris à lire les journaux. Avant la guerre, c'était une honte de lire un journal : c'était « bon pour les messieurs ; le paysan doit s'occuper de son travail ». La guerre a mis au paysan le journal entre les mains, de même que le service militaire le met sur un lit. Il prendra plus difficilement un livre, encore moins une revue. Mais le journal lui est devenu familier. Il lui paraît encore impossible de le recevoir constamment et de le payer régulièrement, mais il aime à le lire de temps en temps. On verra souvent une paysanne acheter un numéro de journal et le porter à la maison : chose impossible à imaginer avant la guerre.

Il est triste de le constater, mais cela paraît une vérité : dans les pays arriérés, la mobilisation générale et la guerre sont presque les seuls moyens de tirer de leur assiette et de mettre en mouvement les masses innombrables qui constituent la majorité de la population, de révéler en elles des producteurs sachant travailler et des consommateurs ayant des besoins supérieurs. Mais, malgré tous les progrès individuels et collectifs réalisés par la guerre au profit des survivants, ceux-ci ne veulent, sous aucun prétexte, en renouveler l'expérience. Puisse les générations à venir trouver d'autres moyens pour résoudre leurs difficultés et pousser le char du progrès !

Voir la carte ci-contre :

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

Pour écrire le présent ouvrage, deux sortes de sources nous ont servi principalement : d'une part, les diverses publications qui se rapportent à notre sujet ; d'autre part, nos informations personnelles recueillies pendant la guerre et au cours de nos nombreux voyages à travers la Serbie, depuis 1924 jusqu'à ce jour.

Pour ce qui est de l'époque novembre 1915 — novembre 1918, surtout en ce qui concerne la Serbie occupée par des troupes étrangères, nous nous en sommes rapportés à quelques témoignages dignes de foi, et tout particulièrement à celui de M. LAPTCHÉVITCH. Cet ancien député socialiste a écrit un très substantiel ouvrage sur l'occupation, et nous en avons amplement profité pour notre description. Si son nom ainsi que ceux de MM. LAZARÉVITCH, NIKOLAYÉVITCH, MAXIMOVITCH et CHPANITCH apparaissent le plus souvent, c'est que leurs ouvrages sont presque les seuls ayant décrit l'occupation d'une façon précise et systématique. Nous les avons surtout cités lorsque leurs opinions ne concordent pas complètement ou lorsqu'elles diffèrent des renseignements que nous avons nous-mêmes recueillis après la fin de la guerre, ou des documents officiels du Gouvernement militaire austro-hongrois de Belgrade.

La vie en exil nous a été mieux connue, puisque nous l'avons vécue nous-même, en Macédoine grecque et en France.

Enfin, pour les renseignements d'ordre général, nous avons utilisé toutes les sources qui nous ont été accessibles. Au cours de l'ouvrage, nous avons cité un certain nombre de ces sources, tout en évitant de surcharger le texte d'un trop grand nombre de citations. Qu'il nous soit permis d'énumérer ici d'autres publications dont nous avons pris connaissance et dont nous avons fait un emploi plus ou moins considérable. Elles sont de trois sortes : 1^o ouvrages généraux concernant le *cours des événements*, surtout le *mouvement* des troupes et de la population serbe, de 1914 à 1918 ; 2^o ouvrages traitant de l'*effort* serbe pendant la guerre et des *souffrances* de sa population, ainsi que des *conditions générales*

de la vie en Serbie ; 3^o *récits, contes et vers* consacrés aux batailles, à la retraite, à l'exil, ainsi qu'à l'occupation du pays (1).

1. LES ÉVÉNEMENTS

En serbe : B. K. MARCHITCHANINE, *Souvenirs de la fuite* (Zemoun, 1919) ; V. MILITCH, *Bataille du Matchkov Kamen* (Valyévo, 1919) ; M. BOJINOVITCH, *D'Avala à Skutari et à Corfou* (Paratchine, 1919) ; K. N. Z. POPOVITCH, *L'affaire du sable dans le pain*, I et II (Belgrade, 1920) ; *Histoire du 2^e régiment yougoslave à Dobroudja et au front de Salonique* (Kotor, 1920) ; Lj. P. BORISSAVLYEVITCH, *La chute de Lovtchen et la capitulation du Monténégro* (Belgrade, 1920) ; M. D. LAZARÉVITCH, *Combats autour de Belgrade* (Belgrade, 1922) ; Voïvode P. BOYOVITCH, *Défense du champ de Kossovo en 1915* (Belgrade, 1922) ; Y. JIVOYINOVITCH, *De Kossovo et Dobro Polje jusqu'à nos jours* (Novi Sad, 1922) ; Général J. PAVLOVITCH, *Bataille du Yadar* (Belgrade, 1914) ; Idem, *l'Opération de Belgrade* (Belgrade, 1921) ; Sr. DINITCH, *L'armée serbe dans la retraite d'Albanie et à Corfou* (Leskovats, 1922) ; A. STANITCH, *La Serbie en flammes* (Belgrade, 1927) ; Général J. M. STANISSAVLYÉVITCH, *La bataille du Tser* (Belgrade, 1927) ; D. V. RACHITCH, *A travers la guerre pour la liberté* (Belgrade, 1928) ; Général J. S. PAVLOVITCH, *Notre offensive en 1914* (Novi Sad, 1928) ; Lj. LAZARÉVITCH, *La bataille du Tser* (Belgrade, 1928) ; J. Y. RANKOVITCH, *La bataille du Tser* (Belgrade, 1928) ; Dr. Y. HADJI-VASSILYÉVITCH, *A travers l'Albanie* (Belgrade, 1929).

En français : R. LABRY, *Avec l'armée serbe en retraite à travers l'Albanie* (Paris, 1916) ; L.-L. THOMSON, *La retraite de Serbie* (Saint-Germain, 1916) ; Capitaine OUDANC, *Notre retraite de Serbie* (Salonique, 1916) ; Dr. Maria DE RUSIECKA, *D'Uscub à Saint-Jean de Médoua* (Genève, 1916) ; J. ARÈNE, *En Macédoine* (Paris, 1916) ; H. LIEBERMANN, *Face aux Bulgares* (Paris, 1917) ; M. DUNAN, *L'été bulgare* (Paris, 1917) ; H. BARBY, *Avec l'armée serbe* (Paris, 1918 ; Belgrade, 1928, 3^e éd. serbe) ; R. POMMIER, *Sur le Danube et l'Adriatique* (Paris, 1920).

En allemand : Oberst IMMANUEL, *Serbiens und Montenegros Untergang* (Berlin, 1917 ; 3. Auflage) ; Max LUYKEN, *v. Mackensen von Bukarest bis Saloniki* (München, 1920) ; *Die Eroberung von Belgrad, 1915*. Oesterr.-ung. Kriegsberichte, Heft 7 (Wien, 1917).

(1) Les ouvrages qui sont cités, au cours même de l'ouvrage, ne figurent point ici. — Les *journaux* et les *revues serbes*, de 1914 à nos jours, nous ont fourni des matériaux précieux. Mais il est impossible de les citer ici en détail.

2. L'EFFORT, LES SOUFFRANCES, LES CONDITIONS DE LA VIE

En serbe : Dr. Y. Hadji-VASSILYÉVITCH, *Les Bulgares et leurs cruautés en Serbie* (Novi Sad, 1919) ; *Idem*, *Les cruautés bulgares à Vranje et aux environs* (Novi Sad, 1922) ; Sv. TCHOROVITCH, *Notes d'un otage* (Sarajevo, 1919) ; J. MILOYKOVITCH, *Les victimes de la guerre* (Belgrade, 1920) ; S. DINITCH, *Les cruautés bulgares dans le département de Vranje*, I et II (Belgrade, 1921) ; Drag. LAPTCHÉVITCH, *La guerre et la social-démocratie* (Belgrade, 1925) ; A. ANDRIYÉVITCH et S. DINITCH, *Meurtre d'un prêtre serbe* (Niehe, 1926) ; *L'insurrection de Toplitsa* (Belgrade, 1927) ; P. A. REISS, *Ce que j'ai vu et vécu pendant les grands jours* (Belgrade, 1928) ; Dr. Bog. VOCHNYAK, *Dans la lutte pour un État unifié et national* (Zagreb, 1928) ; Lj. S. ZÉKOVITCH, *Seconde Sourdoulitsa* (Nikeshitch, 1928) ; Dr. H. MOUTAFOV, *A travers la Serbie* (en bulgare, Sofia, 1917) ; Y. GRGACHÉVITCH, *Les mines de Serbie* (Zagreb, 1923) ; *Idem*, *L'industrie en Serbie et au Monténégro* (Zagreb, 1923) ; Dragomir POPOVITCH, *Les mines de la Serbie du Sud* (Zagreb, 1923.)

En français : S. P. PHOCAS, *Au lendemain des guerres balkaniques* (Albanie, Bulgarie, Grèce, Serbie), (Paris, 1915) ; Paul LABBÉ, *L'effort serbe* (Paris, 1916) ; *Recrutement forcé des Serbes par les Bulgares* (Genève, 1917) ; *Documents relatifs aux violations des conventions de La Haye commises par les Bulgares en Serbie occupée* (Paris, 1919) ; *Rapport de la commission interalliée* (sur le même sujet) (Genève, 1919) ; *Les crimes bulgares commis en Serbie occupée*. Par un officier français (Paris, 1919) ; *Compte rendu des travaux de la section économique, financière et de communication*. Délégation S. H. S. à la Conf. de la Paix (Paris, 1919) ; Dr. R. A. REISS, *Les Austro-Hongrois en Serbie envahie* (Paris, 1919) ; *Idem*, *Comment les Austro-Hongrois ont fait la guerre en Serbie* (?) ; *Idem*, *Réponses* (Lausanne, 1918) ; *Idem*, *Sourdoulitsa* (Paris, 1919) ; Dr. Costa CONSTANTINOVITCH, *Le traitement des prisonniers en Bulgarie* (Paris, 1919) ; C. STOYANOVITCH, *La Serbie et la liquidation de la guerre mondiale* (Genève, 1919) ; H. HABERT, *Entre les fils barbelés*. Récits des évadés serbes (Amsterdam, 1919) ; Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens . . . ; *Rapports et documents* (Bruxelles, 1923) ; J. FICH, *Au pays des Serbes* (Bruxelles, 1924).

En allemand : Dr. Hans RICHTER, *Ein Blick ins Land der Serben* (Klagenfurt, 1918) ; R. v. MACH, *Aus bewegter Balkanzeit, 1879-1917* (Berlin, 1928) ; P. KIRCH, *Krieg u. Verwaltung in Serbien und Mazedonien, 1916-1918* (Stuttgart, 1928).

En italien : Luciano MAGRINI, *La Serbia invasa* (Milano, 1920).

3. RÉCITS, CONTES ET VERS

En Serbe : Ivo ĆIRIKO, *Les combats de Salonique* (Belgrade, 1919); M. N. DJORITCH, *Sous les tentes* (Belgrade, 1919); J. RAÏTCHITCH, *Vie et souffrances du peuple serbe, 1914-1919* (Belgrade, 1919); D. P. ILITCH, *Les chants d'exil* (Zaïétéhar, 1919); M. BARTOULITSA, *Le crucifix de la Serbie* (Zagreb, 1920); Militsa YANKOVITCH, *Attente* (Belgrade, 1920); D. S. LAPTCHÉVITCH, *Les hommes des tranchées* (Belgrade, 1921); Y. MIO-DRAGOVITCH, *Les jours tragiques de la Serbie* (Belgrade, 1921); M. TCHÉ-KITCH, *Dans la fange de la haine* (Belgrade, 1921); J. V. MOKRANYAC, *Le vieux roi*, esquisse dramatique (Belgrade, 1921); Yan POPOVITCH, *Kosovo en esclavage* (Leskovats, 1921); Y. N. TOMITCH, *La Yougoslavie en exil. Lettres et notes de 1917* (Belgrade, 1921); Zora DIMITRIÉVITCH, *A travers le feu et les larmes* (Belgrade, 1921); M. T. TCHIRKOVITCH, *Tamo daleko...* Contes de Corfou (Belgrade, 1921); E. BÉLITCH, *Soupirs de l'exil* (Novi Sad, 1921); G. DRINOSAVTCHITCH, *Retraite à travers l'Albanie, Vido, l'île de la Mort* (Belgrade, 1922); D. S. LAPTCHÉVITCH, *Les journées héroïques* (Chabats, 1922); O. BOSNITCH, *Souvenirs d'un lycée*n (Banya Luka, 1922); M. STÉFANOVITCH, *Débâcle germano-bulgare sur le front de Salonique* (Belgrade, 1922); M. YAKOVLYÉVITCH, *De la guerre et de l'exil* (Soubotitsa, 1923); Dr. N. VOUTCHÉTITCH, *Sang et larmes pour l'union* (Belgrade, 1924); O. M. TOMITCH, *Les martyrs de l'occupation* (Zagreb, 1925); Yovanka YOVANOVITCH, *Attente de la liberté* (Belgrade, 1925); M. YOVANOVITCH, *La trace lumineuse et sanglante* (Sarajevo, 1926); M. Y. ZASTAVNIKOVITCH, *La larme du roi* (à travers l'Albanie) (Négotine, 1926); J. G. ALEXITCH, *Les pionniers* (Niche, 1927); Divce BARRY, *Tamo daleko*, roman (Belgrade, 1928); M. J. POUTNIKOVITCH, *Sans patrie* (Belgrade, 1928); M. PAVLOVITCH, *Les nôtres à la guerre* (Belgrade, 1928); Bora STANKOVITCH, *Sous l'Occupation* (Belgrade 1929); — un grand nombre de chansons populaires, anonymes et signées sur le mode des anciens chants épiques.

Les ouvrages cités dans cette notice bibliographique se trouvent tous (à quelques exceptions près) à la Bibliothèque Nationale de Belgrade. Les ouvrages parus à l'étranger (surtout à Paris, à Londres et à Genève), se trouvent dans les bibliothèques de ces villes.

Nous n'avons tenu aucun compte de l'ouvrage de M. le général KERCHNAWE, étant donné qu'il fait partie de la même collection que notre volume, et qu'il éclaire le même sujet d'une lumière différente.

La carte ci-jointe est empruntée, avec l'aimable autorisation de l'auteur, à l'excellente étude de M. le professeur Grégoire YAKSHITCH, *l'Europe et la résurrection de la Serbie*. Paris, Hachette, 1907, 2^e éd., 1917.

INDEX

A

Accord de juin 1916, 125.
Activité économique, 57-61, 77, 92-103 ; 176, 217, 226, 300, 301 (voir : production ; vie sociale).
Agriculture, 5, 6 ; 45, 57, 62-90 ; 106, 158, 177, 178, 184-187, 202, 219, 221, 228, 236, 237, 281, 284, 295, 298, 310-312 : situation de l'—, 5 ; 62-88 ; effets de la guerre sur l'économie rurale : (voir économie ; paysans).
Ajaccio, 51.
Albanie, —nais, 1, 4, 8, 17, 27, 33-41, 49, 82, 98, 119, 135, 156, 171, 173, 181, 195, 239, 270, 303, 304, 308 ; les réfugiés en —, 33-41.
Alcool, 73, 132, 163, 186, 209, 263-265.
Alexinats, 47, 236.
Algérie, 53.
Allemagne, 13, 14, 18, 45, 48, 53, 64, 70, 86, 89, 119, 121, 179, 183, 197, 303.
Allemands, 15, 18-20, 40-43, 75, 89, 94, 104, 135, 160, 232, 292 (voir : autorités).
Alliés (les —) 14-17, 25, 117, 121, 123, 124, 182, 197-199, 288 (voir : armées).
Amendes, 250, 279, 301.
Amérique, 5, 28 (voir : États-Unis).
Angleterre, 28, 49, 53, 54, 56, 119, 124, 125, 179, 197, 198, 238, 252, 260, 303, 311.
Apprentis, 203-207, 214, 238, 313, (voir : ouvriers).
Approvisionnement des civils (voir : ravitaillement).
Arad, 44.
Archives, 1, 9, 167, 170, 220, 221, 224, 236, 260, 265.

Argent, 119-121, 170-175, 300.
Armée serbe, 1, 7, 9-13, 16, 17, 19, 29-35, 40-42, 47, 50, 54, 66, 69, 74, 81, 85, 96, 108, 119, 132, 135, 140, 177-184, 197, 215, 278, 284, 301-303 : son courage, 19 (voir : ravitaillement ; équipement) ; — allemande, 15, 16, 18, 19, 32, 41, 80, 94, 135, 140, 141, 183 ; — alliées, 16, 17, 25, 40, 50, 69, 140, 178, 182 ; — anglaise, 74 ; — austro-hongroise, 1, 9-12, 16-18, 28, 42, 50, 71, 80, 94, 95, 99, 108, 120, 133, 135, 138, 140, 141, 183 ; — bulgare, 1, 14, 16-18, 25, 42, 95, 96, 99, 108, 120, 141, 183, 234, 244, 293 ; — française, 69, 74, 120 ; — d'occupation, 1, 73, 74, 85, 86, 101, 119, 120, 130, 132, 133, 135, 140.
Arméniens, 91.
Art, 237, 241, 255-261, 300.
Aschach, 44.
Assemblées publiques obligatoires, 266.
Assistance, 201, 240, 271, 272, 301.
Associations intellectuelles, 236, 262-269 (voir : sociétés).
Atkinson (major Ch. F. —) 17.
Autorités allemandes, 18, 20, 21, 82, 86, 125, 141, 154, 159, 164, 183, 232, 243, 289, 291, 292 ; — austro-hongroises, 1, 9, 18, 20-22, 42-44, 46, 49, 68-70, 72, 74, 75, 81, 82, 86, 100, 101, 125, 131, 138, 141, 142, 153, 154, 159, 164, 183, 232, 241, 243, 249, 251, 266, 269, 271, 275, 290-293 ; — bulgares, 1, 18, 20, 22-25, 46, 47, 49, 68, 69, 73-77, 81, 82, 86, 87, 101, 115, 122, 125, 131, 141, 153-155, 159, 164, 183, 187, 232-235, 241, 243, 244, 249, 251, 266, 269, 271, 275, 276,

290-293, 307, 308 (voir : armées).
Autriche-Hongrie, 7-9, 20-22, 25, 28, 31, 33, 43-45, 48, 53, 57, 58, 60, 64, 65, 70, 86, 89, 92, 93, 105, 107, 119, 121, 134, 138, 169, 179, 193, 195, 197, 221, 233, 265, 292, 302, 303, 311.
Autrichiens, 20, 21, 25, 26, 28, 33, 40-44, 47, 69, 73, 75, 76, 89, 99, 121, 135, 160, 162, 232, 233, 265, 292.
Avoine, 63 (voir : fourrages).
Avramovitch, 68, 144, 224.

B

Babouna (la —) 41.
Bakardjiev (le prêtre —) 149.
Balance commerciale, 97, 98, 116, 117, 157, 158.
Banques, 59, 60, 92, 110-115, 165, 172-175, 228, 299, 300 ; — nationale, 59, 105, 110-114, 118, 165, 219 ; son encaisse, 117, 118.
Bayloni (M. —) 183.
Bela-Palanka, 16.
Belgique, 3, 4, 303.
Belgrade, 7, 9, 10, 12, 15, 21, 22, 25, 28, 30, 43, 55, 59, 70, 72, 80-82, 91, 94, 100-105, 109-113, 119, 130, 133-135, 140, 143, 146, 150-155 ; 162, 165, 167, 168, 173, 174, 185, 189-193, 196, 200, 207, 208, 217, 218, 232, 235-237, 245-248, 250, 255 ; 256, 258-260, 264, 265, 268, 279, 283, 285, 286, 291, 309 ; évacuation de —, 9, 15 ; bombardement de —, 10, 15, 28, 30, 102, 119, 150-155 ; 245-248, 256, 260, 265 ; pillage de —, 94.
Belitch, 199.
Bérard (Victor —) 240.
Berlin, 9, 14, 16, 183.
Bestiaux, 28-30, 33, 34, 55, 56-59, 61, 63, 74, 77-83, 92, 158, 182, 183, 185, 186, 276, 298-300, 311.
Beurre, 60, 223.
Bibliographie, 3, 23, 45, 94, 252-255, 317-320.
Bibliothèques, 23, 167-170, 236, 238, 250, 255, 260.
Bien de famille, 6, 219.
Bière, 60, 105-107.
Bijoux, 171, 172.

Billets de banque, 112, 113, 116-121.
Bizerte, 53, 237, 255, 257.
Blé, 65, 70, 71, 100, 155, 186, 189, 192, 311, 313 (voir : céréales) ; trous à —, 71, 186.
Blocus, 160.
Boeufs, buffles, 79-81 (voir : bestiaux).
Bois, 60, 61, 74, 78, 83-88, 106, 108, 141, 142, 158, 191, 298-300 (voir : forêts).
Boldogassogny (camp de —) 44.
Bosnie-Herzégovine, 7, 10, 17, 60, 64, 91, 216, 264.
Botanistes, 255.
Brindisi, 50.
Brutalités, 43, 72, 267 (voir : victimes).
Bucarest, 98.
Budget, 110, 116, 117, 122, 123, 126, 127, 192.
Bulgares, 1, 2, 4, 16, 18-25, 33, 40, 55, 59, 69, 73, 75-77, 86, 96, 101, 121, 122, 168, 169, 184, 187, 232-234, 244, 267, 268, 292, 307, 308 (voir : autorités).
Bulgarie, 14, 20, 21, 31, 42, 47, 48, 58, 59, 92, 98, 105, 119, 159, 160, 168, 193, 292, 295.

C

Cachettes pour le blé, 71, 186.
Calendriers, 248, 250, 255.
Camps de concentration, 2, 20, 31, 44-49, 195, 213, 238, 244, 249, 256-258, 271, 278, 279, 282, 292, 304 ; — d'internement, 2, 41-44, 46, 121, 244, 268, 271, 278, 291, 292, 304.
Capitaux, 57, 59, 60, 96, 103-107 ; 110-112, 114 ; 132, 170-175, 203, 218 (voir : banques).
Carte, 3, 320.
Censure, 261, 262.
Céréales, 63, 65, 67, 73, 74, 92, 158, 159, 183, 184, 186, 189, 298, 311.
Chabats, 91, 94, 114, 135, 150, 173, 236, 237.
Chambre des Arts et Métiers, 94, 96 ; — des députés (voir : Skoupchtina).
Change, 59, 76, 116-122, 192.

- Chansons satyriques**, 138, 269.
Charges publiques, 126 (voir : impôts ; budget).
Chariots (voir : voitures).
Chaudiérionniers, 95.
Chemins de fer, 10-12, 14, 16, 20, 30, 48, 51, 53, 56, 59, 84-86, 89, 90, 102, 105, 107, 109, 110, 132-134, 136, 138-144, 147, 151, 152, 156, 173, 203, 205, 217, 225, 300, 315 ; historique des —, 139 ; diverses lignes, 139, 141, 142 ; destruction de la gare de Belgrade, 151.
Chevaux, 78-81, 154, 155, 182, 311.
Chèvres, 79-82.
Choléra, 197, 199 (voir : typhus).
Chômage, 217, 214, 226, 314.
Choumadia, 86, 196.
Chpanltch (Mih.—) 69, 93, 159, 234, 245, 267, 277, 283, 317.
Chrétiens, 4 (voir : prêtres).
Circulation, 111, 112, 120-122 (voir : change).
Citadins, 1, 2 ; 91-131 ; 212, 268, 283-286, 313 (voir : villes).
Civils, 33-42, 44, 121, 262, 304 (voir : population ; morale).
Classes laborieuses (sort des —) (voir : ouvriers).
Coffres-forts, 165.
Colonies de réfugiés serbes, 53 (voir : France ; Bizerte).
Comitadjis, 11, 23, 24, 46, 74, 86, 196, 290.
Commerce, 81, 92-103, 113, 175, 185, 228, 273, 284, 286, 287, 299, 300, 309, 313 (voir : métiers) ; balance commerciale, 97-98.
Commission des Réparations, 161, 164-166, 310.
Communes, 5, 83, 86 (voir : maires ; villages).
Communications, 9-12, 28-30, 33, 34, 55, 56, 59, 81, 84, 107, 113, 132-148, 200, 299, 300 (voir : transports ; chemins de fer ; routes ; fleuves).
Concessions pour le commerce, 99, 100.
Conférences bulgares, 267.
Confiscations, 23 (voir : réquisitions).
Congrès de Berlin, 91, 105, 138.
Conséquences négatives de la guerre, 295-310 ; — positives, 310-315 (voir : effets).
Consommation, 58, 59, 64, 202, 217, 218, 222 (voir : ravitaillement).
Constantinople, 10, 16, 134-136.
Coopératives, 59, 67, 165, 217-224 ; Union des —, 67, 165, 220 ; origine des —, 217 ; — de consommation, 217-219, 222 ; — agricoles, 219, 221, 222 ; — de production, 223.
Cordonniers, 95.
Corfiou, 17, 22, 24, 40, 49, 50, 53, 54, 55, 174, 182, 199, 201, 248, 284, 288, 289.
Corse, 40, 50, 51.
Coups (voir : brutalités ; victimes).
Crédit Foncier, 114, 165, 219.
Croates, 4, 12, 25, 26, 55, 113, 252, 296.
Croix-Rouge, 44, 197, 198, 258, 282 ; — serbe, 23, 197, 198.
Cruautés, 43, 47, 307 (voir : massacres ; victimes).
Culvre, 163, 165, 166.
Culture générale (voir : éducation).

D

- Danemark**, 3, 4.
Danube, 14, 15, 18, 25, 80, 132, 136, 146, 147, 191, 192, 207, 257.
Débar, 39.
Denis (Ernest —) 240.
Dénonciations, (voir : espionnage).
Déportations, 24, 43, 47, 74, 95, 96, 102, 229, 238, 292, 293, 305, 307 (voir : internés).
Déserteurs (voir : fugitifs).
Dettes privées, 68, 114, 174, 175 ; — publiques, 7, 116-119, 124, 125, 301 (voir : finances).
Dévastations, 11, 23, 61, 67, 69, 79, 94, 96, 102, 103, 108, 114, 133, 136, 137, 143, 145, 149-175 ; 220, 236-238, 256, 258, 297-300 ; immeubles, 150-157 ; meubles, 157-159 ; marchandises, 159-170 ; argent et valeurs, 170-175 ; leur intensité, 161, 164, 297 (voir : dommages).
Devetcherski (Jiv. —) 38.

Dinar, 120-122 (voir : change ; monnaie).
Division yougoslave, 55, 56, 257.
Djoulizibaritch (D. —) 113, 118.
Dobroudja, 55.
Documents, 1, 2 (voir : sources).
Doïran, 150, 155, 156.
Domestiques, 210, 215.
Dommages matériels et pertes de vies humaines, 13, 27, 33, 39-48, 61, 79, 80, 82, 83, 96, 102, 103, 107-109, 114-116, 125, 126, 130, 131, 133, 136, 137, 145, 149-175, 192-196, 200, 201, 203, 212, 216, 220, 221, 223, 224, 227, 238, 243, 282, 283, 296-310 ; évaluation générale : pour les meubles, 161, 165, 166, 300 ; pour les richesses matérielles, 297-302 ; pour les vies humaines, 302-306 ; pour le tout, 300, 301 (voir : dévastations ; pillage).
Douanes, 7, 91, 97, 106, 173, 174.
Drim, 33, 38.
Drina (la —) 10, 25, 28, 135, 147 ; Basse—, 10.

E

Eau potable, 191.
Ecoles, 230-237, 240, 243, 273, 313 ; — obligatoire, 234, 235 (voir : lycées).
Economie rurale (effets de la guerre sur l'—) 57-90 ; 297-300, 312, 311 ; les guerres antérieures, 56-61 ; le sort de l'agriculture, 62-78 ; l'élevage, 78-83 ; les forêts et les mines, 83-90 ; 300 ; effets de la guerre sur l'— urbaine, 91-131, 299, 300 ; les métiers, 93-97 ; 299, 300 ; le commerce, 97-103 ; l'industrie, les finances, le change (voir ces mots). (Voir : paysans ; citadins).
Editions de livres, 255, 263 (voir : livres).
Education, 241-273, 309 ; les églises, 242-245 ; la presse (voir : journaux) ; livres (voir ce mot) ; les arts, 255-261 ; associations et sociétés, 262-269 ; sort des intellectuels, 270-273 ; (voir : jeunes

gens ; intellectuels ; enseignement).
Effets de l'occupation, 11-13 ; mouvements de la population au cours de la guerre, 27-56 (voir : réfugiés) ; — sur l'économie rurale, 57-90 (voir : économie rurale) ; — sur l'économie urbaine, 91-131 (voir : économie urbaine) ; — sur les finances (voir ce mot) ; — sur les communications (voir ce mot) ; richesses détruites ou enlevées, 149-175 (voir dommages ; pillage) ; — sociaux (voir : vie sociale) ; — sur la vie intellectuelle (voir : intellectuels) ; conclusion : conséquences négatives, 295-310 ; positives, 310-315.
Eglises, 168, 234, 241-245, 259.
Elections, 8, 9, 58, 65, 288.
Electricité, 57, 89, 106, 107, 152, 158.
Emigrés, 5, 16, 210, 211, 215, 216, 312.
Emprunts, 14, 114, 116, 117, 123, 124, 125, 174, 301.
Enfants, 11, 16, 24, 28, 29, 35, 37, 44, 45, 50, 51, 66, 67, 70, 74, 77, 138, 178, 184, 192-195, 201, 202, 206, 214, 215, 228-235, 239, 240, 276, 280, 281, 309, 313, 314 ; les — en France, 51 ; — abandonnés, 233 (voir : jeunes gens).
Enquête parlementaire, 179.
Enseignement, 7, 228-241 (voir : écoles).
Envahissement, 13, 17, 150, 151 (voir : occupation).
Epidémies, 13, 30, 32, 44, 48, 171, 182, 193-197, 199, 200, 241, 304 (voir : malades).
Equipement de l'armée, 17, 95, 99, 177, 180-184 ; 301 (voir : ravitaillement).
Espionnage, 275-280, 283, 290, 291, 309.
Etat (l'— serbe, 3, 5, 17, 23, 83, 98, 99, 108, 109, 125, 219, 288, 289).
Etats-Unis, 121, 125, 160, 252, 258, 272, 303.
Exil, —és, 1, 28-56, 121, 201, 229, 239-242, 246, 251, 257-261, 270, 275, 280, 283, 284 ; la fuite devant l'ennemi, 28-33 ; à travers l'Albanie et le Monténégro, 33-41 ; dans

les camps (voir : camps) ; la vie des exilés, 49-56 (voir : réfugiés).
Exportations, 6, 64, 78, 82, 84, 88, 90, 97, 98, 113, 117, 157-159, 183, 185, 186, 295.
Externés, 45.
Evacuations, 9, 11, 12, 16 ; — de Belgrade, 9, 12.

F

Falkenhayn (général —) 13, 14, 16.
Familles, 274, 279-285, 314.
Famine, 39, 40, 42, 44, 45, 49, 71, 94, 155, 181, 182, 188, 189, 196, 203, 206, 271, 293, 305 ; — dans les villes, 188, 189.
Farine, 60, 72, 99, 100, 186, 189, 287.
Femmes, 11, 16, 19, 24, 28, 29, 33, 35, 37, 44-46, 66, 67, 72, 74, 77, 95, 100, 138, 178, 184, 195, 205, 206, 210, 212, 213, 215, 231, 243, 263, 281-283, 314, 315 ; conduite des —, 281-283.
Fêtes, 187, 188, 234, 240, 242, 268.
Figues, 64.
Finances, 7, 57-60, 110-131 ; — publiques, 122-131 ; — privées, 110-116 (voir : change).
Fleuves, 146, 300.
Fonctionnaires, 1, 41, 46, 50, 51, 96, 121, 154, 173, 179, 217, 218, 230, 243, 245, 247, 260, 263, 270-273, 278, 284, 291, 301, 309 ; — indéléats, 173, 179 ; — des nations occupantes, 18 (voir : autorités).
Forêts, 5, 6, 57, 59, 61, 62, 83-88, 107, 134, 158, 298-300.
Fournisseurs des armées, 24.
Fourrages, 63, 67, 70, 71, 298, 300.
France, 3, 28, 40, 49, 51-54, 63, 77, 119, 124, 125, 149, 197, 199, 238-240, 249, 252, 254, 260, 261, 270, 271, 280, 282, 298, 303, 305, 311 ; accueil de la — aux réfugiés, 51-54 ; 238-240, 280, 311 ; Croix-Rouge, 199.
Fromage, 60, 223.
Froment, 63, 65 (voir : blé).
Fruits, 63, 64, 72, 180, 186, 209, 210, 311.

Fugitifs ou déserteurs (soldats —), 41, 42, 46, 47, 86, 87, 215, 307 ; révolte de Toplitsa (voir : Toplitsa).
Fuite des réfugiés devant l'ennemi, 27-33 ; — à travers l'Albanie et le Monténégro, 33-41 ; (voir réfugiés).

G

Gaeta, 44.
Gallipoli, 15.
Gallwitz (général von —) 15.
Gare de Belgrade, 151, 152.
Genève (voir : Suisse).
Ghinitch (M. —) 257.
Giesel (baron —) 9.
Glaübigerzentrale, 175.
Goudron, 210.
Gouvernement serbe, 9, 14, 22, 51, 53, 67, 98, 99, 117-125, 177, 185, 247, 270, 272, 288, 289 (voir : autorités).
Grains (voir : céréales).
Graisse, 80, 100, 158.
Grèce, 28, 49, 54, 58, 195, 295.
Grecs, 4, 91, 295.
Grèves, 208, 226.
Groedig, 44.
Guerres balkaniques, 3, 4, 7, 57-62, 78, 91, 92, 97, 98, 105, 107, 110, 111, 114, 117, 124, 127, 156, 157, 184, 193-196, 216, 220, 225, 231, 237, 245, 256, 264, 265, 275 ; 295 ; — de 1914, 6, 8, 9, 25-27, 32, 65-67, 91, 98, 107, 111, 112, 116, 117, 124, 149, 150, 156, 184, 193-195, 197, 211, 212, 216, 220, 229, 231, 237, 245, 256, 296 ; sa déclaration, 8, 9, 58, 65, 66 (voir : effets ; dommages).

H

Habsbourg (monarchie des —) 8.
Herzégovine (voir : Bosnie).
Hollande, 3, 4.
Hongrie, 42 (voir : Autriche).
Hôpitaux, 182, 197, 198, 200, 231, 238.

Hôtels et cafés, 31.

Hygiène, 192-202 (voir : médecins).

I

Illétrés, 7, 21, 220, 224, 229-231, 235, 287, 314, 315.

Immeubles, 150-157, 185, 224, 256, 297, 299-301 (voir : dévastations).

Importations, 6, 97, 98, 113, 117, 157-159, 185, 295.

Impôts, 76, 78, 126-131, 175, 313, 314.

Imprimerie Nationale, 109.

Incendies, 23, 61, 94, 102, 109, 161, 181, 256 (voir : dévastations).

Incorporations, 39, 52, 193, 215, 293, 302, 303 ; — forcées, 23, 25, 49, 293, 307.

Industrie, 6, 57, 58, 60, 61, 84, 85, 88-90, 92-97 ; 104-109, 158, 177, 202-216 ; 224-227, 228, 296, 299, 300, 312, 313 ; les métiers, 92-103 ; 203-205 ; 299 ; création de l'—, 104-109 ; statistique des établissements industriels, 104-106 ; 203-205 ; syndicats, 224-227 ; dommages à l'—, 107-109, 299, 300 (voir : commerce ; ouvriers).

Infirmiers, 197, 198, 200, 264.

Instituteurs, 23, 47, 52, 230-233, 240, 241, 243, 263, 291.

Institutions intellectuelles, 23, 51-53, 57, 58, 134, 151, 166-169, 201, 202, 224, 228, 235, 236, 241, 245 ; — pour les exilés, 51, 52 (voir : intellectuels ; lycées, etc.).

Insultes, 42 (voir : brutalités).

Insurrection de mars 1917, 23, 24 (voir : Toplitsa).

Intellectuels, 46, 47, 51-53, 76 ; 187, 213, 214, 220, 228-294 ; la vie —, 228-294 ; l'enseignement (voir ce mot) ; l'éducation et la culture générale, 241-269 ; sort des —, 270-273 ; morale individuelle, familiale et sociale, 273-287 ; la vie publique, 287-294 (voir : éducation).

Internés, 20, 25, 95, 96, 121, 244, 249, 251, 258, 266-268, 271, 278, 280, 291, 292, 301, 304, 307-309 (voir : camps).

Invalides de guerre, 211, 212, 216, 255, 268, 301, 305.

Italie, 13, 28, 40, 44, 49-51, 107, 119, 197, 238, 241, 303.

J

Jardins, 62.

Jausiers, 52, 240.

Jeunes gens, 39, 40, 50-52, 95, 193, 195, 201-207, 213-215, 228, 229, 231, 236-240, 256, 257, 262, 263, 268-271, 276, 280, 293, 302, 303, 309, 313, 314 ; les — en France, 51 ; apprentis, 203-207, 214 (voir : enseignement ; éducation ; morale).

Jivkovitch (général —), 15, 55.

Jlyeb, 34, 36.

Joritch (Petk. S. —), 48.

Journaliers, 210 ; — agricoles, 208, 209, 214, 215.

Journaux, 22, 40, 42, 48, 80, 241, 245-250 ; 251, 255, 264, 265, 270, 287, 289, 315 ; liste des —, 246-249 ; bureau de presse, 247 ; les — en exil, 248, 249, 255.

Journée serbe en France, 240.

Jouyovitch (Yovan —), 241.

K

Karadjitch (Vouk. —) 230.

Kerchnawe (Hugo —) 70.

Kitchener (lord —) 14.

Kitchévo, 48.

Kladovo, 136.

Knyajevats, 47.

Kolo des sœurs serbes, 263-265.

Koloubara, 12, 13, 72.

Kommandatur, 71, 72, 277.

Kopaonik, 84, 87, 88, 307.

Koprivnitsa, 44.

Kosmay, 16, 88.

Kosovo, 8, 16, 17, 27, 28, 41, 135, 142, 167, 181, 259, 261.

Kovacac (Ivan —) 259.

Kragouévats, 10, 12, 16, 30, 91, 104, 108, 134, 135, 169, 203, 213, 217, 218, 236-238, 248, 256.

Kralyévo, 16, 25, 75, 142, 237, 247.

Kriegswirtschaft, 70.

Krouchévats, 112, 113, 136.
Kula, 160.

L

Langage, 187, 232-234, 239, 249, 251, 252, 254, 262, 270, 271.
Laine, 81, 82, 163.
Lait, 82, 100, 186, 190, 219, 223.
Laptchévitch (député —) 7, 18, 23, 31, 32, 43, 99, 118, 162, 163, 188, 190, 193, 246, 269, 276, 281, 317.
Lazarévitch (J-) 45, 94, 100, 152, 163, 164, 189, 190, 192, 233, 276, 279, 317.
Légumes secs, 63, 70, 98, 100, 185, 192.
Leskovats, 16, 24, 47, 65, 91, 95, 108, 136, 181, 206.
Liler (professeur Henrich —) 201, 202.
Livres, 167-170, 228, 241, 250-255, 263, 300, 318-320 (voir : bibliographie).
Logements ouvriers, 207.
Lois sur les routes, 134, 135 ; — ouvrières, 207-210 ; — sur les coopératives, 217.
Londres, 14, 201, 246, 247, 249, 254, 260.
Loterie d'État, 115, 299.
Luzzatti (Luigi —) 27.
Lycées, 235, 236, 240, 263, 270, 313 (voir : écoles).

M

Macédoine, 5, 20, 23, 41, 47, 54, 73, 83, 89, 96, 141, 150, 151, 155, 156, 169, 172, 231, 290, 291, 293, 295, 305, 314.
Mackensen (maréchal —) 10, 14, 16, 140.
Magasins (pillage des —) 162, 163, 181, 218, 220.
Main-d'œuvre, 61, 74, 75, 77, 95, 107, 138, 184, 202-216, 227.
Maïs, 63, 65-67, 70, 77, 98, 100, 155, 184, 185, 311.
Maires, 1, 22, 25, 47, 73, 234, 287, 290 ; — de Belgrade, 22.
Malades, 42, 48, 50, 53, 54, 171, 182,

190, 193, 195-200, 226, 304, 305 ; (voir : épidémies ; hygiène).
Marchandises enlevées ou détruites, 159-170, 300 (voir : pillage ; dévastations).
Marchés, 24, 67, 78, 81, 92, 93, 110, 113, 185, 226, 299, 313.
Mariages, 193, 194, 245, 268 ; — sauvages, 245.
Markovitch (Svetozar —) 217.
Marseille, 51, 113.
Massacres, 42, 47, 243, 244, 307 ; (voir : victimes).
Matchva, 10, 11, 15, 28, 36, 66, 85, 310.
Maximovitch (Stevan —) 19, 45, 94, 243, 244, 308, 317.
Médecins, 190, 191, 196-201, 220, 263, 272 (voir : épidémies).
Mer, 8, 40, 50, 55, 57, 146 ; — Adriatique, 4, 8, 17, 34, 49, 58, 140, 182, 239 ; — Égée, 58, 146 ; — Noire, 4.
Mestrovic, 260, 261.
Métaux, 6, 60, 88, 105, 106, 108, 158, 163.
Métiers, 92-97 ; 203-205 ; 225, 228, 299, 300, 309 (voir : industrie ; commerce).
Meubles, 157-159, 256, 258, 297, 300, 301 (voir : dévastations).
Michitch (Dr. D. —) 117..
Milenkovitch (Général Dobrossav —) 29, 33, 37.
Miloche Obrenovitch (prince —) 134, 230.
Miloyevitch (Dr. Drag. M. —) 130.
Mimizan-les-Bains, 53.
Mines, 6, 20, 57, 60, 61, 88, 89, 104-106, 141, 142, 158, 213, 218, 225, 298, 300 ; — de Bor, 6, 88.
Ministères, — tres, 166, 207, 208 ; — des Affaires Étrangères, 247 ; — de la Guerre, 39, 166, 304 ; — de l'Intérieur, 166 ; — des Travaux Publics, 134, 137, 166.
Misère, 203, 205-210, 214, 271, 299 (voir : famine).
Missions de Croix-Rouge, 198-200.
Mitrovitsa, 41, 135, 167.
Mlava, 23.
Mobilisation, 8, 9, 58, 65, 66, 108, 112, 113, 115, 116, 180, 231, 288, 302, 303.

Mokranyats (St. —) 259.
Monastir, 17, 18, 41, 48, 55, 91, 92, 94, 113, 136, 141, 142, 151, 156, 173, 201, 231, 236, 237, 270.
Monnaies, 76, 116, 119, 120, 172, 173, 235, 301 (voir : change).
Mont-Dauphin, 52, 240.
Monténégro, 5, 13, 17, 26, 33-42, 49, 62, 64, 74, 80, 82, 83, 85, 89, 107, 119, 135, 146, 147, 167, 249, 301 ; les réfugiés en —, 33-41.
Morale (la —) 228, 273, 287, 309 ; — individuelle, 273-280 ; 309 ; — familiale, 281-284 ; — sociale, 284-287 (voir : intellectuels ; éducation).
Moratorium, 68, 114, 174, 175.
Morava, 12, 19, 20, 47, 66, 72, 73, 99, 101, 136, 146, 187, 232, 243, 293 ; vallée de la —, 9, 10, 12, 23, 30, 41, 136, 140, 234, 243, 293.
Moser (général von —) 19.
Moulins, 60, 71, 105, 106, 183, 186, 189, 210.
Moutons, 58, 78-82, 98, 185, 276, 311.
Mouvements de la population au cours de la guerre, 27-56 (voir : réfugiés) ; — de culture (voir : associations).
Munitions, 11-13, 32, 34, 98, 104, 108, 141, 179, 202.
Musées, 167, 259, 260 (voir : art).
Musique, 258-260 (voir : art).
Musulmans, 4, 92.

N

Nador (camp de —) 53.
Nagymegyer, 44.
Narodna Odbrana, 264, 265.
Natalité, 192-194.
Nation Serbe en France (la —) 240.
Navigation (voir : fleuves).
Nezider, 44.
Nice (lycée serbe de —) 52, 239, 270.
Niche, 9, 14, 16, 24, 30, 31, 47, 86, 87, 91, 95, 102, 109, 113, 135, 140, 143, 153, 169, 173, 181, 201, 208, 218, 220, 246-248, 256, 285, 288, 312.
Nikola (roi —) 147, 167.
Nikolayévitch (Bojidar —) 18, 20,

23, 93, 94, 101, 163, 167, 183, 260, 276, 277, 317.
Nokolayévitch (Svétomir —) 289.
Nintchitch (Dr. M. —) 121.
Notice bibliographique, 317-320 (voir : bibliographie).
Nouchitch (Branislav —) 38.
Nourriture (voir : ravitaillement).
Novi-Pazar, 16, 39, 41.

O

Objets d'art, 167, 168 (voir : musées).
Occupation, 1, 2, 10-17 ; 18, 20, 25, 26, 61, 149, 150, 185, 186, 241, 275, 289, 295-315 ; effets de l'— (voir : effets) ; partage de la Serbie, 20 ; évacuation, 25, 26 ; conséquences de l'—, 295-315.
Œufs, 72, 82, 100, 164, 190 (voir : volailles).
Office scolaire, 239.
Officiers, 33, 36, 43, 44, 55, 69, 70, 82, 95, 101, 121, 155, 164, 182, 190, 218, 237, 272, 283, 290, 304, 309 ; — tués, 303, 304.
Ogrizovitch (Milan —) 249, 256.
Opanci (voir : sandales).
Or, 21, 88, 112, 113, 116-120, 171-173.
Orge, 63.
Otages, 309.
Oujitsé, 16, 25, 135, 136, 142, 185, 210, 277.
Outillage national, 21, 57, 58, 61, 76, 77, 83, 89, 90, 96, 108, 109, 136, 137, 142, 143, 149, 151-153, 158, 162, 165, 166, 221-224, 298-300, 311 (voir : dommages ; communications).
Ouvriers serbes, 53, 55, 60, 61, 105, 107, 193, 202-227, 238, 270, 273, 276, 313, 314 ; leur sort, 202-216 ; — agricoles, 208-210, 214, 215, 312 ; syndicats, 224-227 ; (voir : coopératives).

P

Pachitch (Président —) 9.
Pain, 42, 43, 67, 68, 178, 179, 192, 314 ; — de marché, 67.

- Paratchine**, 30, 135, 136, 141, 290.
Paris, 4, 52, 113, 125, 174, 239, 246-249, 254, 257, 260, 261, 271.
Parlement serbe, 12 (voir : Skoupchtina).
Partage de la Serbie, 20.
Patriotisme, 19, 32, 244, 285, 286.
Pâturages, 62.
Paysans, 1, 5, 6, 8, 11, 19-21, 24, 32, 45, 57-59, 65-77, 85, 87, 91, 92 ; 120, 125, 132, 178-180, 182, 184, 187, 202, 203, 208, 209, 212, 214, 215, 219, 268, 269, 281, 283-286 ; 287, 306, 310-314 ; ouvriers agricoles. 208, 209, 214, 215 ; (voir : propriétaires ; économie).
Pêche, 155, 156, 190, 191.
Perquisitions, 172, 186, 187, 290, 307.
Pertes serbes (voir : dommages ; dévastations).
Petch, 17, 28, 34, 36, 41.
Petites-Dalles, 53.
Petrovaradine, 44.
Photographie, 282.
Pierre (le roi —) 138, 234, 243, 269.
Pillage, 61, 67, 69-74, 76, 80, 82-87, 92-94, 101, 114, 131, 143, 150-175, 218, 276 ; — des magasins, 94 ; — des immeubles, 150-157 ; — des meubles, 157-159 ; — des marchandises, 159-170 ; — de l'argent et des valeurs, 170-175 ; son intensité, 161, 162, 164 (voir : dévastations ; dommages).
Pirot, 16, 25, 47, 85, 86, 91, 95, 135, 136, 206, 208, 213, 218, 223, 312.
Plan, 2, 3.
Poisson (voir : pêche).
Pojarévat, 19, 23, 25, 91, 94, 135, 167, 183, 243, 248, 289, 308.
Police, 76, 102, 214, 278, 280, 286, 290, 291.
Politique, 22, 46, 58, 73, 111, 138, 178, 185, 226, 227, 229, 230, 245-247, 277, 287, 292-294, 296, 310 ; la — d'occupation, 292, 293 ; la vie publique, 287-294.
Pommes, 64, 70 ; — de terre, 63, 70, 72, 311.
Ponts, 134-137, 140, 143.
Popovitch (Miloché —) 11, 201.
Population, 1-6 ; 9, 11, 13, 16, 18, 20-23, 25, 27-56 ; 120, 121, 125, 149, 170, 184-192, 266, 273, 274, 301, 302, chiffres de la — 3-6 ; 91, 94, 192, 301, 302 ; mouvements de la — au cours de la guerre, 27-56 (voir : réfugiés) ; ravitaillement de la — (voir : ravitaillement) ; natalité, 192, 193 (voir : morale).
Porcs, 7, 58, 72, 78-80.
Ports, 8, 295.
Postes et télégraphes, 133, 144, 145, 173, 174, 217, 261, 262, 300.
Potiorek (général —) 10, 11, 13.
Poutnik (général —) 15.
Prairies, 62.
Préditch (S. —) 104.
Préditch (Ouroche —) 260.
Presse (voir : journaux).
Prêtres, 23, 47, 220, 230, 237, 242-245, 263, 272, 291 ; massacres de —, 47, 243, 244 (voir : victimes).
Pribitchévitch (Milan —) 264.
Prichtina, 24, 41, 91.
Prilep, 48, 92, 136, 141, 201.
Prison, 291 (voir : internés).
Prisonniers, 12, 13, 41-49, 53, 141, 178, 197, 215, 282, 301, 304, 311 (voir : camps ; externés).
Privations, 22 (voir : ration ; famine).
Prix (hausse des —) 98-100, 118, 186, 189, 191, 192.
Prizren, 39, 41, 91, 92, 135, 236.
Procès de Salonique, 280, 288.
Prodanovitch (Yacha —) 207.
Production, 57-63, 74, 76, 78, 84, 88, 92-94, 170, 187, 202, 209, 218, 223, 298.
Prokouplyé, 24, 46, 93, 268.
Propriétaires, 5, 6, 23, 45, 61, 67, 68, 70, 71, 83, 96, 130, 153, 154, 162, 163, 183, 285, 287, 296, 299, 312, 314 ; petits —, 5, 6, 8, 83, 228, 285, 312, 313 ; grands —, 5, 6 (voir : immeubles).
Protection légale des travailleurs ; 207-210, 214.
Pruneaux, 6, 63, 64, 132, 180, 209.

R

- Ram**, 15.
Rançons, 279.
Ration alimentaire, 22, 70-72, 99, 100, 177, 189 (voir : famine).

Ravitaillement, 17, 69-77, 81, 82, 99, 100, 121, 141, 157, 177-192, 198, 298-301 ; — des prisonniers, 44 ; — de la population 184-192 ; 301, — de l'armée serbe, 125, 177-184 ; 301 (voir : équipement ; munitions).
Récoltes, 8, 58, 65-67, 74, 75, 184, 299, 300.
Réfugiés, 20, 27-56, 74, 99, 113, 119-122, 135, 136, 171, 201, 202, 215, 216, 239, 240, 251, 270, 280, 283, 284, 288, 289, 308 ; la fuite devant l'ennemi, 27-33 ; à travers l'Albanie et le Monténégro, 33-41 ; dans les camps de concentration et d'internement, 41-49 ; en exil, 49-56 ; les réfugiés en France, 51-54, 238-240, 280, 311.
Religion, 274 (voir : prêtres).
Répartition de l'impôt, 128, 129.
Réquisitions, 70-74, 76, 81, 82, 95, 101, 102, 153, 160-164, 183-185, 187, 290, 299.
Ressava, 39.
Révolte (voir : Toplitsa).
Ribarats (M. Stoyan —) 22.
Richesses détruites ou enlevées, 149-175 ; 297-302 (voir : dommages ; dévastations ; pillage).
Rojay, 36.
Rome, 50.
Roudnik, 11, 30, 86, 88, 89, 104, 185.
Roujitch (Dobra —) 45.
Roumanie, 28, 43, 55, 147, 197, 208, 312.
Routes, 10, 12, 29, 41, 48, 69, 71, 81, 90, 132-138, 147, 148, 300 (voir : communications).
Russie, 13, 28, 55, 56, 124, 125, 134, 147, 181, 197, 198, 249, 289, 303.

S

Saint-Jean de Médoua, 17, 50, 182.
Salaires, 203-206, 213, 214.
Salonique, 10, 11, 14, 16, 25, 40, 49, 52-56, 64, 113, 120, 136, 140-142, 155, 156, 182, 201, 234, 238, 246, 248, 257, 270, 280, 282, 288, 295, 304 ; procès de —, 280, 288.
Sandales, 66, 95, 98, 179-181, 213, 287.

Santé (voir : hygiène ; épidémies).
Sarajevo, 8.
Sarrail (général —) 15.
Sarraut (Albert —) 240.
Save (la —) 10, 15, 25, 28, 66, 80, 132, 135, 144, 146, 191, 207.
Savtchitch (Miloch —) 161.
Scieries, 84, 106, 107 (voir : bois).
Scutari, 28, 41, 107.
Serbes, 2, 4, 10-12, 18-20, 25, 26, 44, 48, 49, 55, 113, 176, 177, 252, 296 ; leurs souffrances, 176, 177 (voir : civils ; soldats ; population).
Serbian Relief Found, 54.
Serbie, 1 ; 3-26 ; 27, 57-60, 62, 81-83, 119, 125, 160, 165, 251, 302, 303, 310 ; sa situation jusqu'en 1912, 3, 4 ; 62 ; depuis 1912 et pendant l'occupation, 4-26 (voir : effets de la guerre) ; souffrances de la —, 176, 177 ; 273, 292-294, 296, 302, 306, 308, 309 (voir : victimes) ; son état après la guerre (voir : conséquences ; dommages) ; Vieille —, 5, 165, 169, 231, 295, 305, 314.
Seton Watson, 9.
Situation de la Serbie (voir : Serbie).
Skaski, 267.
Skoplyé, 135, 136, 141-143, 173.
Skoupchtina, 9, 99, 185, 288.
Slaves du Sud, 4, 8, 55, 264, 296 ; — d'Autriche, 11, 55, 296.
Slovènes, 4, 12, 25, 26, 55, 113, 252, 264, 296.
Smédérévo, 15, 64, 94, 151, 219, 223.
Sociaux (effets — de la guerre) (voir : vie sociale).
Sociétés agricoles, 224 ; — d'assurances, 110, 115, 116 ; — pour l'enfance, 201 ; — forestières, 84 ; — d'intellectuels, 262-269 ; — de lycées, 236 ; — la Nation Serbe en France, 240 ; — de navigation, 146 (voir : coopération).
Sofia, 14, 23, 73, 133, 135.
Soko (mouvement —) 264.
Sokol, 25.
Soldats serbes, 19, 33-35, 40-43, 49, 52, 53, 55, 86, 177-184, 187, 215, 282, 285, 286, 302, 303 ; — tués, 302-306 (voir : armée ; fugitifs ; camps ; équipement ; prisonniers ; munitions).

Sort des intellectuels, 270-273 (voir : intellectuels) ; — des ouvriers (voir ce mot).

Souffrances, 176, 177, 273, 292-294, 296, 302, 306-309 (voir : victimes ; famine ; misère).

Sources, 1, 317-320 (voir : témoins).

Sous-marins allemands, 50.

Spéculation, 31, 97, 98, 101, 102, 118, 120-122, 179, 185, 287.

Stanarévitch (Nikola —) 111.

Stanoyévitch (V. —) 199, 238.

Stépanovitch (Général —) 16.

Stoyanovitch (Kosta —) 161.

Stroumitsa, 11, 16, 136, 140, 151, 156.

Suisse, 3, 4, 49, 53, 68, 121, 197, 201, 239, 246, 248, 249, 252, 260, 272.

Superficie, 3-5.

Syndicats, 205, 208, 217, 224-227 (voir : coopératives).

T

Tabac, 60, 65, 75, 106, 107, 109, 125, 151, 311.

Tapis, 205, 206, 213, 214.

Taxes, 126, 130, 172.

Tchaïkanovitch (Véséline —) 255.

Tchatchak, 135, 136, 142, 185.

Tchékitch (Miloutine —) 256.

Témehvar, 44.

Témoins, —moignages, 1, 2 ; 160, 162, 267, 292, 317.

Terrains cultivés, 62, 63 ; — en friche, 5, 6, 62.

Textiles, 60, 64, 65, 70, 81, 104, 106, 108, 158, 159, 225.

Théâtres, 256, 257 (voir : art).

Timbres-poste, 262.

Toplitsa (révolte de —) 23, 24, 46, 69, 73, 86, 87, 187, 196, 268, 277, 290, 304, 307 ; ee qu'elle fut, 307.

Tortures, 279, 292, 307 (voir : victimes) ; — morales, 291, 292, 306-309 (voir : souffrances ; misères ; famine).

Toulon, 51, 53, 54.

Traité de Londres, 8 ; — de Bucarest, 8 ; — de commerce, 93.

Transports, 28-30, 33, 34, 55, 56, 60, 69, 73, 84, 85, 105, 113 ; 132, 136,

141, 224, 297, 300, 315 (voir : communications).

Travail, 61, 74, 75, 77, 93, 143, 184, 202-209, 214, 281, 309-311, 313 ; — à domicile, 205, 206 (voir : ouvriers ; production) ; — forcé, 75, 129, 138, 143, 187 ; — des prisonniers, 47, 48, 141.

Tribunaux, 173, 174, 289.

Tser (Monts —) 10.

Tsviyitch (Yovan —) 230.

Tuberculeux, 193, 196 (voir : malades).

Tués (voir : victimes).

Tunisie, 53, 54.

Turcs, 4, 5, 73, 74, 86, 91, 93, 104, 133, 296, 306.

Turquie, 13, 58, 91, 92, 98, 121, 134, 138, 141, 195, 220, 247, 295.

Typhoïde (fièvre —) 13, 30, 197.

Typhus, 13, 30, 197, 199, 304 (voir épidémies).

U

Ultimatum, 8, 9, 112.

Uniformes, 180-182.

Union des coopératives, 67, 165, 220 (voir : coopératives).

Unité Yougoslave 12, (voir : Yougoslaves).

Universités, 52, 134, 151, 235, 236, 240, 241, 152 ; — de Belgrade, 7, 134, 231, 136, 238, 239, 252, 260 ; — de Paris, 52, 240.

Uscub, 16, 24, 25, 48, 91, 92, 102, 114, 142, 156, 201, 220, 231, 236, 237, 248, 256.

Usuriers, 219.

V

Valeurs (voir : argent).

Valyevo, 16, 30, 89, 91 ; 94, 135, 151, 173, 185, 256.

Vardar, 136, 140-142, 146.

Vélès, 16, 25, 41, 48, 91, 135, 136, 197.

Velykovitch (Dr. V. —) 22.

Vénalité, 49, 77, 101, 184, 187, 291.

Ventes forcées, 73, 76.

Vianades, 80, 81, 99, 100, 106, 179, 186, 189, 192.

Vichnitch (Philippe —) 230.

Victimes, 39, 42, 43, 45-47, 196, 203,

- 243, 244, 268, 273, 292 (voir : tortures ; dommages).
- Vido** (île de —) 40, 49, 50, 304.
- Vie** économique (voir : économie) ; — humaines perdues, 302-306 (voir : victimes ; dommages) ; — intellectuelle (voir : intellectuels) ; — publique (voir : politique) ; — sociale, 176-227, 266, 284-287, 312-315 ; ravitaillement et équipement des troupes (voir ces mots) ; approvisionnement de la population (voir : ravitaillement) ; hygiène (voir ce mot) ; sort des classes laborieuses, 202-216 ; coopératives et syndicats ouvriers, 217-227 (voir : morale).
- Vieillards**, 11, 28, 29, 46, 67, 69, 72, 74, 77, 95, 184, 213, 215, 231.
- Vienne**, 9.
- Vignes**, 62, 64, 298, 311.
- Villages**, 1, 11, 19, 28, 45, 49, 66, 69, 71, 72, 87, 93, 137, 156, 160, 165, 179, 185, 215, 219, 268, 281.
- Villes**, 1, 11, 28, 30, 31, 34, 41, 43, 47, 49-52, 67, 71, 72, 81 ; 91-131, 137, 150-157, 165, 171, 187-189, 210, 211, 215, 219, 227, 231, 234, 281, 313 ; — françaises ayant reçu des réfugiés, 51, 52 ; effets de la guerre sur l'économie urbaine, 91-131 ; les métiers, 93-97 ; le commerce, 97-103 ; l'industrie, les finances, le change (voir ces mots) ; — dévastées, 150-157 ; la famine dans les —, 188, 189.
- Vin**, 64, 70, 73, 93, 178, 186, 219, 221, 223.
- Vodéna**, 54, 55.
- Voitures**, 28-30, 33-35, 73, 136, 185.
- Volailles**, 82, 164, 190, 298, 300 (voir : œufs).
- Voukitchévitch** (Vesseline —) 281, 291.
- Vranié**, 16, 47, 65, 86, 91, 95, 208, 312.

W

Wiedmann (l'Autrichien —) 21.

Y

Yadar (bataille du —) 10.

Yagodina, 16, 30, 32, 42, 105, 236, 290,

Yougoslaves, 25, 26, 55, 56, 80, 94, 104, 216, 249, 251, 252, 260, 265, 266, 271, 288, 310.

Yovanovitch (Kosta —) 207.

Yovanovitch (Lyoubomir —) 23, 45, 234.

Z

Zadroura, 93, 105, 220, 283 ; la — littéraire, 263 (voir : famille).

Zaïétchar, 16, 25, 47, 88, 89, 136, 141, 220.


Zirat-Banque, 114.

Zoritch, 260.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	v
INTRODUCTION.....	1
<i>Situation géographique, agricole, industrielle et intellectuelle de la Serbie à la veille de la guerre mondiale. — Opérations militaires du 26 Juillet 1914 au 15 Décembre 1915. Occupation du pays par les armées allemandes, austro-hongroises et bulgares. Régime établi des deux côtés de la Morava. — La fin des hostilités et la libération de la Serbie.....</i>	3
CHAPITRE PREMIER. — <i>Mouvements de la population serbe au cours de la guerre.....</i>	27
I. — La fuite devant l'ennemi.....	28
II. — A travers l'Albanie et le Monténégro.....	33
III. — Dans les camps de concentration et d'internement.....	41
IV. — En exil.....	49
CHAPITRE II. — <i>Effets de la guerre sur l'économie rurale.....</i>	57
I. — Vue d'ensemble sur les effets des guerres antérieures.....	56
II. — Le sort de l'agriculture.....	62
III. — L'élevage.....	78
IV. — Les forêts et les mines.....	83
CHAPITRE III. — <i>Effets de la guerre sur l'économie urbaine.....</i>	91
I. — Les métiers.....	93
II. — Le commerce.....	97
III. — L'industrie.....	104
IV. — Les finances.....	110
1. Finances privées.....	110
2. Change.....	116
3. Finances publiques.....	122
CHAPITRE IV. — <i>Le sort des voies de communication.....</i>	132
I. — Les routes.....	133
II. — Les chemins de fer et les P. T. T.....	138
III. — La navigation fluviale.....	146

CHAPITRE V. — <i>Autres richesses détruites ou emportées</i>	149
I. — Immeubles	150
II. — Meubles.....	157
1. Marchandises, mobilier, objets divers.....	159
2. Argent et valeurs.....	170
CHAPITRE VI. — <i>La vie sociale</i>	176
I. — Ravitaillement et équipement des troupes.....	177
II. — Approvisionnement de la population civile.....	184
III. — Conditions hygiéniques.....	192
IV. — Sort des classes laborieuses.....	202
V. — Coopératives et syndicats ouvriers.....	217
CHAPITRE VII. — <i>La vie intellectuelle et morale</i>	228
I. — Enseignement.....	229
II. — Éducation et culture générale.....	241
1. Églises.....	242
2. Journaux et périodiques.....	245
3. Livres.....	250
4. Arts.....	255
5. Associations et sociétés.....	262
6. Sort des intellectuels.....	270
III. — Morale individuelle, familiale et sociale.....	273
IV. — Vie publique.....	287
CONCLUSION.....	295
<i>Les conséquences négatives de la guerre. — Pertes matérielles. Pertes en hommes. Tortures morales</i>	297
<i>Les conséquences positives de la guerre. — Vie économique. Rapports sociaux. Manières de vivre</i>	310
NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.....	317
CARTE.....	320
INDEX.....	321
TABLE DES MATIÈRES.....	333



940.9

C 216se
v.1

Carnegie endowment for int'l
peace
French series 240966

240966

[illegible]

940.9

C 216se
v.1

PENNSYLVANIA STATE LIBRARY v. 1

Harrisburg

In case of failure to return the books the borrower agrees to pay the original price of the same, or to replace them with other copies. The last borrower is held responsible for any mutilation.

Return this book on or before the last date stamped below. 240966

